

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS/OV/19  
6 février 2004

(04-0461)

## ÉTAT DES DIFFÉRENDS SOUMIS À L'OMC

**NOTE:** Le présent état récapitulatif a été élaboré par le Secrétariat sous sa propre responsabilité. Il est établi uniquement à titre d'information générale et n'affecte en rien les droits et obligations des Membres.

### FAITS NOUVEAUX INTERVENUS DEPUIS LA DERNIÈRE MISE À JOUR (DU 19 DÉCEMBRE 2003 AU 2 FÉVRIER 2004)

WT/DS n°	Titre abrégé	Action	Section
WT/DS306	Inde – Mesure antidumping visant les batteries	Demande de consultations	I.1
WT/DS305	Égypte – Mesure affectant les produits textiles et les vêtements	Demande de consultations Demande de participation aux consultations Acceptation de la demande de participation aux consultations	I.2
WT/DS304	Inde – Mesures antidumping à l'importation de certains produits	Demande de participation aux consultations Acceptation des demandes de participation aux consultations	I.3
WT/DS302	République dominicaine – Importation et vente de cigarettes	Établissement d'un groupe spécial	II.A.27
WT/DS299	CE – Mesures compensatoires visant les semi-conducteurs pour DRAM	Établissement d'un groupe spécial	II.A.26
WT/DS296	États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM	Établissement d'un groupe spécial	II.A.25
WT/DS265 WT/DS266 WT/DS283	CE – Subventions à l'exportation de sucre	Constitution du Groupe spécial	II.A.10
WT/DS261	Uruguay – Traitement fiscal	Notification de la solution convenue d'un commun accord	VII.A.43
WT/DS257	États-Unis – Bois de construction résineux IV	Distribution du rapport de l'Organe d'appel	III.C.1
WT/DS246	CE – Préférences tarifaires	Notification d'un appel	IV.A.1
WT/DS245	Japon – Pommes	Renseignements sur la mise en œuvre	VI.59
WT/DS244	États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion	Adoption du rapport de l'Organe d'appel et du rapport du Groupe spécial	V.A.74

<b>WT/DS n°</b>	<b>Titre abrégé</b>	<b>Action</b>	<b>Section</b>
<b>WT/DS/238</b>	Argentine – Pêches en conserve	Notification du retrait de la mesure en cause	VI.58
<b>WT/DS217</b> <b>WT/DS234</b>	États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd)	Modification du délai raisonnable Recours à l'article 22:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends Demande d'arbitrage au titre de l'article 22:6	VI.53
<b>WT/DS207</b>	Chili – Système de fourchettes de prix	Procédures convenues au titre des articles 21 et 22	VI.50
<b>WT/DS176</b>	États-Unis – Article 211, Loi portant ouverture de crédits	Modification du délai raisonnable	VI.42

## RÉSUMÉ STATISTIQUE

	<b>Plaintes notifiées à l'OMC<sup>1</sup></b>	<b>Groupes spéciaux en activité<sup>2</sup></b>	<b>Rapports de l'Organe d'appel et des groupes spéciaux adoptés<sup>3</sup></b>	<b>Solutions convenues d'un commun accord</b>	<b>Autres différends réglés à l'amiable ou en suspens<sup>4</sup></b>
<b>Période/date considérée</b>	Depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 1995	À la date du présent rapport	Depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 1995	Depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 1995	Depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 1995
<b>Nombre</b>	306	27	76	43	24

## NOTES EXPLICATIVES:

<sup>1</sup> Cette catégorie comprend toutes les demandes de consultations notifiées à l'OMC, y compris celles ayant conduit à des procédures de groupes spéciaux et d'examen en appel.

<sup>2</sup> Cette catégorie comprend les procédures de groupes spéciaux ou d'examen en appel en cours ou suspendues, à l'exception des procédures au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

<sup>3</sup> Cette catégorie n'inclut pas les rapports résultant de procédures engagées au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.

<sup>4</sup> Cette catégorie comprend les affaires dans lesquelles la mesure contestée a été levée, une demande d'établissement d'un groupe spécial a été retirée, etc.

	<b>Groupes spéciaux de la mise en conformité en activité<sup>1</sup></b>	<b>Rapports de l'Organe d'appel et des groupes spéciaux sur la mise en conformité adoptés<sup>2</sup></b>	<b>Arbitrages sur le niveau de la suspension de concessions<sup>3</sup></b>	<b>Autorisations de l'OMC pour la suspension de concessions<sup>4</sup></b>
<b>Période/date considérée</b>	À la date du présent rapport	Depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 1995	Depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 1995	Depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 1995
<b>Nombre</b>	–	12	7	7

## NOTES EXPLICATIVES:

<sup>1</sup> Cette catégorie comprend les procédures de groupes spéciaux ou d'examen en appel au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, en cours ou suspendues.

<sup>2</sup> Cette catégorie inclut les rapports résultant de procédures au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

<sup>3</sup> Cette catégorie couvre les procédures d'arbitrage au titre de l'article 22:6 et 22:7 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends et de l'article 4.11 de l'Accord sur les subventions.

<sup>4</sup> Cette catégorie couvre les autorisations données par l'OMC conformément à l'article 22:7 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends et à l'article 4.10 de l'Accord sur les subventions.

**ANALYSE DES PLAINTES PRÉSENTÉES (PAYS DÉVELOPPÉS/EN DÉVELOPPEMENT)**

PLAINTES DÉPOSÉES PAR DES PAYS DÉVELOPPÉS MEMBRES	
Défendeurs – Pays développés	117
Défendeurs – Pays en développement	72
PLAINTES DÉPOSÉES PAR DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT MEMBRES	
Défendeurs – Pays développés	64
Défendeurs – Pays en développement	47
PLAINTES DÉPOSÉES PAR DES PAYS MEMBRES DÉVELOPPÉS ET EN DÉVELOPPEMENT	
Défendeurs – Pays développés	6
Défendeurs – Pays en développement	0

## TABLE DES MATIÈRES

Page

<b>I.</b>	<b>CONSULTATIONS EN COURS (EN COMMENÇANT PAR LES PLUS RÉCENTES) .....</b>	<b>1</b>
1.	WT/DS306 – Inde – Mesure antidumping visant les batteries en provenance du Bangladesh .....	1
2.	WT/DS305 – Égypte – Mesures affectant les importations de produits textiles et de vêtements .....	2
3.	WT/DS304 – Inde – Mesures antidumping à l'importation de certains produits en provenance des Communautés européennes .....	2
4.	WT/DS303 – Équateur – Mesure de sauvegarde définitive à l'importation de panneaux de fibres de bois à densité moyenne .....	3
5.	WT/DS301 – Communautés européennes – Mesures affectant le commerce des navires de commerce .....	4
6.	WT/DS300 – République dominicaine – Mesures visant l'importation de cigarettes .....	4
7.	WT/DS298 – Mexique – Certaines mesures de fixation des prix aux fins de l'évaluation en douane et à d'autres fins .....	5
8.	WT/DS297 – Croatie – Mesure visant les importations d'animaux vivants et de produits carnés .....	6
9.	WT/DS294 – États-Unis – Lois, réglementations et méthode de calcul des marges de dumping ("Réduction à zéro") .....	6
10.	WT/DS289 – République tchèque – Droit additionnel à l'importation de viande de porc en provenance de Pologne .....	7
11.	WT/DS288 – Afrique du Sud – Mesures antidumping définitives applicables au tissu pour couvertures en provenance de Turquie .....	8
12.	WT/DS284 – Mexique – Certaines mesures empêchant l'importation de haricots noirs en provenance du Nicaragua .....	8
13.	WT/DS283 – Communautés européennes – Subventions à l'exportation de sucre .....	9
14.	WT/DS279 – Inde – Restrictions à l'importation maintenues dans le cadre de la politique d'exportation et d'importation 2002-2007 .....	10
15.	WT/DS278 – Chili – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de fructose .....	10
16.	WT/DS275 – Venezuela – Mesures concernant les licences d'importation applicables à certains produits agricoles .....	11
17.	WT/DS274 – États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de certains produits en acier .....	11
18.	WT/DS/272 – Pérou – Droits antidumping provisoires sur les huiles végétales en provenance d'Argentine .....	12
19.	WT/DS271 – Australie – Certaines mesures affectant l'importation d'ananas frais .....	12
20.	WT/DS263 – Communautés européennes – Mesures affectant les importations de vins .....	13
21.	WT/DS262 – États-Unis – Réexamens à l'extinction des droits antidumping et des droits compensateurs appliqués à certains produits en acier en provenance de France et d'Allemagne .....	13
22.	WT/DS256 – Turquie – Interdiction à l'importation d'aliments pour animaux domestiques en provenance de Hongrie .....	14
23.	WT/DS247 – États-Unis – Mesure antidumping provisoire appliquée aux importations de certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada .....	14
24.	WT/DS242 – Communautés européennes – Système généralisé de préférences .....	15
25.	WT/DS239 – États-Unis – Droits antidumping sur le silicium métal en provenance du Brésil .....	16
26.	WT/DS233 – Argentine – Mesures visant l'importation de produits pharmaceutiques .....	16
27.	WT/DS232 – Mexique – Mesures visant l'importation d'allumettes .....	17
28.	WT/DS230 – Chili – Mesures de sauvegarde et modification des listes concernant le sucre .....	17
29.	WT/DS229 – Brésil – Droits antidumping sur les sacs de jute en provenance de l'Inde .....	17
30.	WT/DS226 – Chili – Mesure de sauvegarde provisoire appliquée aux mélanges d'huiles alimentaires .....	18
31.	WT/DS225 – États-Unis – Droits antidumping sur les tuyaux sans soudure en provenance d'Italie .....	18
32.	WT/DS224 – États-Unis – Code des brevets des États-Unis .....	19
33.	WT/DS223 – Communautés européennes – Contingent tarifaire applicable aux aliments à base de gluten de maïs en provenance des États-Unis .....	19

34.	WT/DS220 – Chili – Système des fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliquées à certains produits agricoles.....	20
35.	WT/DS218 – États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone en provenance du Brésil.....	20
36.	WT/DS216 – Mexique – Mesure antidumping provisoire visant les transformateurs électriques.....	21
37.	WT/DS215 – Philippines – Mesures antidumping visant les résines de polypropylène en provenance de Corée.....	21
38.	WT/DS209 – Communautés européennes – Mesures affectant le café soluble.....	21
39.	WT/DS208 – Turquie – Droit antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fer et acier.....	22
40.	WT/DS205 – Égypte – Prohibition à l'importation de thon en boîte à l'huile de soja.....	22
41.	WT/DS203 – Mexique – Mesures visant le commerce des animaux vivants de l'espèce porcine.....	23
42.	WT/DS201 – Nicaragua – Mesures visant les importations en provenance du Honduras et de la Colombie (II).....	23
43.	WT/DS200 – États-Unis – Article 306 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur et modifications y relatives.....	23
44.	WT/DS197 – Brésil – Mesures relatives à des prix minimaux à l'importation.....	24
45.	WT/DS191 – Équateur – Mesure antidumping définitive concernant le ciment en provenance du Mexique.....	24
46.	WT/DS187 – Trinité-et-Tobago – Mesure antidumping provisoire appliquée aux importations de macaronis et de spaghettis en provenance du Costa Rica.....	24
47.	WT/DS186 – États-Unis – Article 337 de la Loi douanière de 1930 et modifications y relatives.....	25
48.	WT/DS185 – Trinité-et-Tobago – Certaines mesures visant les importations de pâtes alimentaires en provenance du Costa Rica.....	25
49.	WT/DS183 – Brésil – Mesures concernant les licences d'importation et les prix minimaux à l'importation.....	25
50.	WT/DS182 – Équateur – Mesure antidumping provisoire concernant le ciment en provenance du Mexique.....	26
51.	WT/DS180 – États-Unis – Reclassement de certains sirops de sucres.....	26
52.	WT/DS172 – Communautés européennes – Mesures relatives au développement d'un système de gestion de vol.....	26
53.	WT/DS173 – France – Mesures relatives au développement d'un système de gestion de vol.....	27
54.	WT/DS168 – Afrique du Sud – Droits antidumping visant certains produits pharmaceutiques en provenance d'Inde.....	27
55.	WT/DS167 – États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs concernant les bovins vivants en provenance du Canada.....	28
56.	WT/DS159 – Hongrie – Mesure de sauvegarde visant les importations de produits en acier en provenance de la République tchèque.....	28
57.	WT/DS158 – Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes II.....	28
58.	WT/DS157 – Argentine – Mesures antidumping à l'importation de forêts en provenance d'Italie.....	29
59.	WT/DS154 – Communautés européennes – Mesures affectant le traitement différencié et favorable du café.....	29
60.	WT/DS153 – Communautés européennes – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture.....	29
61.	WT/DS150 – Inde – Mesures concernant les droits de douane.....	30
62.	WT/DS149 – Inde – Restrictions à l'importation.....	30
63.	WT/DS148 – République tchèque – Mesure concernant le droit à l'importation du blé en provenance de Hongrie.....	30
64.	WT/DS147 – Japon – Contingents tarifaires et subventions concernant les cuirs.....	30
65.	WT/DS145 – Argentine – Droits compensateurs sur les importations de gluten de blé en provenance des Communautés européennes.....	31
66.	WT/DS144 – États-Unis – Certaines mesures visant l'importation de bovins, de porcs et de céréales en provenance du Canada.....	31
67.	WT/DS143 – République slovaque – Mesure concernant le droit à l'importation du blé en provenance de Hongrie.....	32
68.	WT/DS140 – Communautés européennes – Enquêtes antidumping concernant les tissus de coton écrus en provenance d'Inde.....	32

69.	WT/DS137 – Communautés européennes – Mesures visant les importations de bois de conifères en provenance du Canada.....	33
70.	WT/DS134 – Communautés européennes – Mesures affectant les droits à l'importation du riz .....	33
71.	WT/DS133 – République slovaque – Mesures concernant l'importation de produits laitiers et le transit de bétail.....	33
72.	WT/DS131 – France – Certaines mesures relatives à l'impôt sur le revenu constituant des subventions.....	33
73.	WT/DS130 – Irlande – Certaines mesures relatives à l'impôt sur le revenu constituant des subventions.....	34
74.	WT/DS129 – Grèce – Certaines mesures relatives à l'impôt sur le revenu constituant des subventions .....	34
75.	WT/DS128 – Pays-Bas – Certaines mesures relatives à l'impôt sur le revenu constituant des subventions.....	34
76.	WT/DS127 – Belgique – Certaines mesures relatives à l'impôt sur le revenu constituant des subventions.....	34
77.	WT/DS123 – Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures .....	35
78.	WT/DS120 – Inde – Mesures visant les exportations de certains produits de base .....	35
79.	WT/DS118 – États-Unis – Taxe d'entretien des ports .....	35
80.	WT/DS117 – Canada – Mesures visant les services de distribution de films .....	35
81.	WT/DS116 – Brésil – Mesures affectant les modalités de paiement des importations.....	35
82.	WT/DS112 – Pérou – Enquête en matière de droits compensateurs concernant les importations d'autobus en provenance du Brésil.....	36
83.	WT/DS111 – États-Unis – Contingent tarifaire à l'importation d'arachides .....	36
84.	WT/DS109 – Chili – Taxes sur les boissons alcooliques .....	36
85.	WT/DS107 – Pakistan – Mesures visant les exportations de cuirs et peaux.....	36
86.	WT/DS105 – Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes .....	36
87.	WT/DS104 – Communautés européennes – Mesures visant l'exportation de fromages fondus .....	37
88.	WT/DS100 – États-Unis – Mesures affectant les importations de produits provenant de volailles.....	37
89.	WT/DS97 – États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs concernant les importations de saumons en provenance du Chili.....	37
90.	WT/DS81 – Brésil – Certaines mesures affectant le commerce et les investissements dans le secteur automobile .....	37
91.	WT/DS80 – Belgique – Mesures visant les services d'annuaire téléphonique commercial.....	38
92.	WT/DS78 – États-Unis – Sauvegarde contre les importations de balais en sorgho.....	38
93.	WT/DS71 – Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils.....	38
94.	WT/DS66 – Japon – Mesures affectant les importations de viande de porc.....	38
95.	WT/DS65 – Brésil – Mesures affectant le commerce et les investissements dans le secteur automobile .....	38
96.	WT/DS63 – États-Unis – Mesures antidumping à l'importation d'urée à l'état solide en provenance de l'ex-République démocratique allemande .....	39
97.	WT/DS61 – États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes .....	39
98.	WT/DS53 – Mexique – Mesures concernant la Loi douanière.....	39
99.	WT/DS52 – Brésil – Certaines mesures affectant le commerce et les investissements dans le secteur automobile .....	39
100.	WT/DS51 – Brésil – Certaines mesures concernant les investissements dans le secteur automobile .....	39
101.	WT/DS47 – Turquie – Restrictions à l'importation de produits textiles et de vêtements .....	40
102.	WT/DS45 – Japon – Mesures affectant les services de distribution .....	40
103.	WT/DS41 – Corée – Mesures concernant l'inspection des produits agricoles.....	40
104.	WT/DS30 – Brésil – Droits compensateurs sur les importations de noix de coco desséchée et de poudre de lait de coco en provenance de Sri Lanka .....	40
105.	WT/DS29 – Turquie – Restrictions à l'importation de produits textiles et de vêtements .....	40
106.	WT/DS16 – Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes .....	41

107. WT/DS3 – Corée – Mesures concernant les essais relatifs aux produits agricoles et l'inspection de ces produits .....	41
<b>II. GROUPES SPÉCIAUX EN ACTIVITÉ.....</b>	<b>41</b>
A. GROUPES SPÉCIAUX EN ACTIVITÉ .....	41
1. WT/DS164 – Argentine – Mesures affectant les importations de chaussures .....	41
2. WT/DS174, WT/DS290 – Communautés européennes – Protection des marques et des indications géographiques pour les produits agricoles et les denrées alimentaires.....	42
3. WT/DS188 – Nicaragua – Mesures visant les importations en provenance du Honduras et de la Colombie.....	43
4. WT/DS195 – Philippines – Mesures affectant le commerce et l'investissement dans le secteur automobile .....	44
5. WT/DS204 – Mexique – Mesures visant les services de télécommunications .....	44
6. WT/DS214 – États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de fils machine en acier et de tubes et tuyaux de qualité carbone soudés, de section circulaire .....	46
7. WT/DS250 – États-Unis – Droit d'accise de péréquation appliqué par la Floride aux produits transformés à base d'oranges et de pamplemousses .....	47
8. WT/DS260 – Communautés européennes – Mesures de sauvegarde provisoires à l'importation de certains produits en acier.....	47
9. WT/DS264 – États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada .....	48
10. WT/DS265, WT/DS266, WT/DS283 – Communautés européennes – Subventions à l'exportation de sucre .....	48
11. WT/DS267 – États-Unis – Subventions concernant le coton upland.....	51
12. WT/DS268 – États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires destinés à des pays pétroliers en provenance d'Argentine.....	52
13. WT/DS269 et WT/DS286 – Communautés européennes – Classification douanière des morceaux de poulet désossés et congelés .....	52
14. WT/DS270 – Australie – Certaines mesures affectant l'importation de fruits et légumes frais.....	53
15. WT/DS273 – Corée – Mesures affectant le commerce des navires de commerce.....	54
16. WT/DS276 – Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés.....	55
17. WT/DS277 – États-Unis – Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada.....	56
18. WT/DS280 – États-Unis – Droits compensateurs sur les tôles d'acier en provenance du Mexique.....	57
19. WT/DS281 – États-Unis – Mesures antidumping applicables au ciment en provenance du Mexique.....	57
20. WT/DS282 – États-Unis – Mesures antidumping visant les produits tubulaires destinés à des pays pétroliers (OCTG) en provenance du Mexique .....	58
21. WT/DS285 – États-Unis – Mesures visant la fourniture transfrontières de services de jeux et paris.....	58
22. WT/DS287 – Australie – Régime de quarantaine pour les importations.....	59
23. WT/DS291, WT/DS292, WT/DS293 – Communautés européennes – Mesures affectant l'agrément et la commercialisation des produits biotechnologiques .....	60
24. WT/DS295 – Mexique – Mesures antidumping définitives visant la viande de bœuf et le riz.....	61
25. WT/DS296 – États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) en provenance de Corée .....	62
26. WT/DS299 – Communautés européennes – Mesures compensatoires visant les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques en provenance de Corée.....	62
27. WT/DS302 – République dominicaine – Mesures affectant l'importation et la vente de cigarettes sur le marché intérieur .....	63
B. GROUPES SPÉCIAUX DE LA MISE EN CONFORMITÉ EN ACTIVITÉ .....	64
<b>III. RAPPORTS DISTRIBUÉS.....</b>	<b>64</b>
A. RAPPORTS DE GROUPES SPÉCIAUX.....	64
B. RAPPORTS DE GROUPES SPÉCIAUX DE LA MISE EN CONFORMITÉ (ARTICLE 21:5) .....	64



C.	RAPPORTS DE L'ORGANE D'APPEL .....	64
1.	WT/DS257 – États-Unis – Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada.....	64
D.	RAPPORTS DE L'ORGANE D'APPEL SUR LA MISE EN CONFORMITÉ (ARTICLE 21:5) .....	66
<b>IV.</b>	<b>RAPPORTS FAISANT L'OBJET D'UN APPEL .....</b>	<b>66</b>
A.	RAPPORTS DE GROUPES SPÉCIAUX.....	66
1.	WT/DS246 – Communautés européennes – Conditions d'octroi de préférences tarifaires aux pays en développement .....	66
B.	RAPPORTS DE GROUPES SPÉCIAUX DE LA MISE EN CONFORMITÉ (ARTICLE 21:5) .....	67
<b>V.</b>	<b>EXAMENS DE GROUPES SPÉCIAUX ET DE L'ORGANE D'APPEL TERMINÉS .....</b>	<b>68</b>
A.	RAPPORTS DE L'ORGANE D'APPEL ET DE GROUPES SPÉCIAUX ADOPTÉS .....	68
1.	WT/DS2 et WT/DS4 – États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules ...	68
2.	WT/DS8, WT/DS10 et WT/DS11 – Japon – Taxes sur les boissons alcooliques.....	68
3.	WT/DS18 – Australie – Mesures visant les importations de saumons .....	69
4.	WT/DS22 – Brésil – Mesures visant la noix de coco desséchée .....	69
5.	WT/DS24 – États-Unis – Restrictions à l'importation de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles.....	70
6.	WT/DS26 – Communautés européennes – Mesures concernant les viandes et les produits carnés (hormones).....	70
7.	WT/DS27 – Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes .....	71
8.	WT/DS31 – Canada – Certaines mesures concernant les périodiques.....	71
9.	WT/DS33 – États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés .....	72
10.	WT/DS34 – Turquie – Restrictions à l'importation de produits textiles et de vêtements .....	72
11.	WT/DS44 – Japon – Mesures affectant les pellicules et papiers photographiques destinés aux consommateurs .....	73
12.	WT/DS46 – Brésil – Programme de financement des exportations pour les avions.....	74
13.	WT/DS48 – Communautés européennes – Mesures visant les animaux vivants et les viandes (hormones).....	75
14.	WT/DS50 – Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture .....	75
15.	WT/DS54, WT/DS55, WT/DS59 et WT/DS64 – Indonésie – Certaines mesures affectant l'industrie automobile.....	76
16.	WT/DS56 – Argentine – Certaines mesures affectant les importations de chaussures, textiles, vêtements et autres articles .....	77
17.	WT/DS58 – États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes .....	77
18.	WT/DS60 – Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique .....	78
19.	WT/DS62, WT/DS67 et WT/DS68 – Communautés européennes – Classement tarifaire de certains matériels informatiques .....	79
20.	WT/DS69 – Communautés européennes – Mesures affectant l'importation de certains produits provenant de volailles.....	79
21.	WT/DS70 – Canada – Mesures visant l'exportation des avions civils.....	80
22.	WT/DS75 et WT/DS84 – Corée – Taxes sur les boissons alcooliques.....	80
23.	WT/DS76 – Japon – Mesures visant les produits agricoles .....	81
24.	WT/DS79 – Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture .....	82
25.	WT/DS87 et WT/DS110 – Chili – Taxes sur les boissons alcooliques .....	82
26.	WT/DS90 – Inde – Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels.....	83
27.	WT/DS98 – Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers .....	83
28.	WT/DS99 – États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée .....	84

29.	WT/DS103 et WT/DS113 – Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers.....	85
30.	WT/DS108 – États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger".....	86
31.	WT/DS114 – Canada – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques.....	87
32.	WT/DS121 – Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures.....	88
33.	WT/DS122 – Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne.....	88
34.	WT/DS126 – Australie – Subventions accordées aux producteurs et exportateurs de cuir pour automobiles.....	90
35.	WT/DS132 – Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis.....	90
36.	WT/DS135 – Communautés européennes – Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant.....	91
37.	WT/DS136 – États-Unis – Loi antidumping de 1916.....	93
38.	WT/DS138 – États-Unis – Imposition de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud originaires du Royaume-Uni.....	94
39.	WT/DS139 et WT/DS142 – Canada – Certaines mesures concernant l'industrie automobile.....	95
40.	WT/DS141 – Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance de l'Inde.....	96
41.	WT/DS146 et WT/DS175 – Inde – Mesures concernant le secteur automobile.....	98
42.	WT/DS152 – États-Unis – Articles 301 à 310 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur.....	100
43.	WT/DS155 – Argentine – Mesures visant l'exportation de peaux de bovins et l'importation de cuirs finis.....	101
44.	WT/DS156 – Guatemala – Mesure antidumping définitive concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique.....	102
45.	WT/DS160 – États-Unis – Article 110 5) de la Loi des États-Unis sur le droit d'auteur.....	104
46.	WT/DS161 et WT/DS169 – Corée – Mesures affectant les importations de viande de bœuf fraîche, réfrigérée et congelée.....	105
47.	WT/DS162 – États-Unis – Loi antidumping de 1916.....	108
48.	WT/DS163 – Corée – Mesures affectant les marchés publics.....	109
49.	WT/DS165 – États-Unis – Mesures à l'importation de certains produits en provenance des Communautés européennes.....	109
50.	WT/DS166 – États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de gluten de froment en provenance des Communautés européennes.....	111
51.	WT/DS170 – Canada – Durée de la protection conférée par un brevet.....	114
52.	WT/DS176 – États-Unis – Article 211 de la Loi générale portant ouverture de crédits.....	115
53.	WT/DS177 et WT/DS178 – États-Unis – Mesure de sauvegarde à l'importation d'agneau frais, réfrigéré ou congelé en provenance de Nouvelle-Zélande.....	116
54.	WT/DS179 – États-Unis – Mesures antidumping visant les tôles en acier inoxydable en rouleaux et les tôles et bandes en acier inoxydable en provenance de Corée.....	119
55.	WT/DS184 – États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon.....	120
56.	WT/DS189 – Argentine – Mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie.....	122
57.	WT/DS192 – États-Unis – Mesure de sauvegarde transitoire appliquée aux fils de coton peignés en provenance du Pakistan.....	123
58.	WT/DS194 – États-Unis – Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions.....	125
59.	WT/DS202 – États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de tubes et tuyaux de qualité carbone soudés, de section circulaire, en provenance de Corée.....	126
60.	WT/DS206 – États-Unis – Mesures antidumping et compensatoires appliquées aux tôles en acier en provenance de l'Inde.....	129
61.	WT/DS207 – Chili – Système des fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles.....	130
62.	WT/DS211 – Égypte – Mesures antidumping définitives à l'importation de barres d'armature en acier en provenance de la Turquie.....	132
63.	WT/DS212 – États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes.....	136

64.	WT/DS213 – États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne .....	138
65.	WT/DS217, WT/DS234 – États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention .....	139
66.	WT/DS219 – Communautés européennes – Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil .....	142
67.	WT/DS221 – États-Unis – Article 129 c) 1) de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay .....	143
68.	WT/DS222 – Canada – Crédits à l'exportation et garanties de prêts accordés pour les aéronefs régionaux.....	144
69.	WT/DS231 – Communautés européennes – Désignation commerciale des sardines .....	145
70.	WT/DS236 – États-Unis – Déterminations préliminaires concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada.....	147
71.	WT/DS238 – Argentine – Mesure de sauvegarde définitive à l'importation de pêches en conserve .....	149
72.	WT/DS241 – Argentine – Droits antidumping définitifs visant la viande de volaille en provenance du Brésil .....	150
73.	WT/DS243 – États-Unis – Règles d'origine concernant les textiles et les vêtements.....	150
74.	WT/DS244 – États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon.....	152
75.	WT/DS245 – Japon – Mesures visant l'importation de pommes .....	153
76.	WT/DS248, WT/DS249, WT/DS251, WT/DS252, WT/DS253, WT/DS254, WT/DS258 et WT/DS259 – États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de certains produits en acier.....	154
B.	RAPPORTS DE L'ORGANE D'APPEL ET DE GROUPES SPÉCIAUX DE LA MISE EN CONFORMITÉ (ARTICLE 21:5) ADOPTÉS.....	158
1.	WT/DS18/RW – Australie – Mesures visant les importations de saumons.....	158
2.	WT/DS27/RW – Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes .....	159
3.	WT/DS46/RW et WT/DS46/RW/2 – Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs.....	160
4.	WT/DS58/RW – États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes .....	161
5.	WT/DS70/RW – Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils .....	162
6.	WT/DS99/RW – États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée .....	163
7.	WT/DS103/RW et WT/DS113/RW – Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers.....	163
8.	WT/DS103/RW/2 et WT/DS113/RW/2 – Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers.....	164
9.	WT/DS108/RW – États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger" .....	165
10.	WT/DS126/RW – Australie – Subventions accordées aux producteurs et exportateurs de cuir pour automobiles .....	166
11.	WT/DS132/RW – Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis .....	166
12.	WT/DS141/RW – Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance de l'Inde .....	168
VI.	ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DES RAPPORTS ADOPTÉS.....	169
1.	WT/DS2 et WT/DS4 – États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules .....	169
2.	WT/DS8, WT/DS10 et WT/DS11 – Japon – Taxes sur les boissons alcooliques.....	169
3.	WT/DS18 – Australie – Mesures visant les importations de saumons .....	169
4.	WT/DS24 – États-Unis – Restrictions à l'importation de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles.....	170
5.	WT/DS26 et WT/DS48 – Communautés européennes – Mesures concernant les viandes et les produits carnés (hormones) .....	170
6.	WT/DS27 – Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes .....	172

7.	WT/DS31 – Canada – Certaines mesures concernant les périodiques.....	177
8.	WT/DS33 – États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés .....	177
9.	WT/DS34 – Turquie – Restrictions à l'importation de produits textiles et de vêtements .....	177
10.	WT/DS46 – Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs.....	178
11.	WT/DS50 – Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture .....	179
12.	WT/DS54, WT/DS55, WT/DS59 et WT/DS64 – Indonésie – Certaines mesures affectant l'industrie automobile.....	179
13.	WT/DS56 – Argentine – Certaines mesures affectant les importations de chaussures, textiles, vêtements et autres articles .....	180
14.	WT/DS58 – États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes .....	180
15.	WT/DS69 – Communautés européennes – Mesures affectant l'importation de certains produits provenant de volailles .....	181
16.	WT/DS70 – Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils.....	181
17.	WT/DS75 et WT/DS84 – Corée – Taxes sur les boissons alcooliques.....	181
18.	WT/DS76 – Japon – Mesures visant les produits agricoles .....	182
19.	WT/DS79 – Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture .....	182
20.	WT/DS87 et WT/DS110 – Chili – Taxes sur les boissons alcooliques .....	182
21.	WT/DS90 – Inde – Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels.....	183
22.	WT/DS98 – Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers .....	183
23.	WT/DS99 – États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée .....	184
24.	WT/DS103 et WT/DS113 – Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers.....	184
25.	WT/DS108 – États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger".....	186
26.	WT/DS114 – Canada – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques.....	187
27.	WT/DS121 – Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures .....	187
28.	WT/DS122 – Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne.....	188
29.	WT/DS126 – Australie – Subventions accordées aux producteurs et exportateurs de cuir pour automobiles .....	188
30.	WT/DS132 – Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis .....	189
31.	WT/DS136 et WT/DS162 – États-Unis – Loi antidumping de 1916.....	189
32.	WT/DS138 – États-Unis – Imposition de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud originaires du Royaume-Uni .....	192
33.	WT/DS139 et WT/DS142 – Canada – Certaines mesures concernant l'industrie automobile .....	192
34.	WT/DS141 – Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance de l'Inde.....	193
35.	WT/DS146 et WT/DS175 – Inde – Mesures concernant le secteur automobile .....	193
36.	WT/DS155 – Argentine – Mesures visant l'exportation de peaux de bovins et l'importation de cuirs finis.....	194
37.	WT/DS156 – Guatemala – Mesure antidumping définitive concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique .....	194
38.	WT/DS160 – États-Unis – Article 110 5) de la Loi des États-Unis sur le droit d'auteur.....	194
39.	WT/DS161 et WT/DS169 – Corée – Mesures affectant les importations de viande de bœuf fraîche, réfrigérée et congelée.....	196
40.	WT/DS166 – États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de gluten de froment en provenance des Communautés européennes .....	196
41.	WT/DS170 – Canada – Durée de la protection conférée par un brevet.....	197
42.	WT/DS176 – États-Unis – Article 211 de la Loi générale portant ouverture de crédits .....	197
43.	WT/DS177 et WT/DS178 – États-Unis – Mesure de sauvegarde à l'importation d'agneau frais, réfrigéré ou congelé en provenance de Nouvelle-Zélande .....	199

44.	WT/DS179 – États-Unis – Mesures antidumping visant les tôles en acier inoxydable en rouleaux et les tôles et bandes en acier inoxydable en provenance de Corée .....	199
45.	WT/DS184 – États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon .....	199
46.	WT/DS189 – Argentine – Mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie .....	202
47.	WT/DS192 – États-Unis – Mesure de sauvegarde transitoire appliquée aux fils de coton peignés en provenance du Pakistan.....	202
48.	WT/DS202 – États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de tubes et tuyaux de qualité carbone soudés, de section circulaire, en provenance de Corée .....	202
49.	WT/DS206 – États-Unis – Mesures antidumping et compensatoires appliquées aux tôles en acier en provenance de l'Inde.....	203
50.	WT/DS207 – Chili – Système des fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles.....	203
51.	WT/DS211 – Égypte – Mesures antidumping définitives à l'importation de barres d'armature en acier en provenance de la Turquie .....	204
52.	WT/DS212 – États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes.....	204
53.	WT/DS217, WT/DS234 – États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention .....	205
54.	WT/DS219 – Communautés européennes – Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil .....	206
55.	WT/DS222 – Canada – Crédits à l'exportation et garanties de prêts accordés pour les aéronefs régionaux.....	206
56.	WT/DS231 – Communautés européennes – Désignation commerciale des sardines .....	207
57.	WT/DS236 – États-Unis – Déterminations préliminaires concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada.....	208
58.	WT/DS238 – Argentine – Mesure de sauvegarde définitive à l'importation de pêches en conserve .....	208
59.	WT/DS245 – Japon – Mesures visant l'importation de pommes .....	208
60.	WT/DS248, WT/DS249, WT/DS251, WT/DS252, WT/DS253, WT/DS254, WT/DS258 et WT/DS259 – États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de certains produits en acier.....	208

## **VII. AFFAIRES RÉGLÉES À L'AMIABLE OU EN SUSPENS ..... 209**

A.	SOLUTIONS MUTUELLEMENT CONVENUES .....	209
1.	WT/DS5 – Corée – Mesures concernant la durée de conservation des produits.....	209
2.	WT/DS6 – États-Unis – Imposition de droits d'importation sur les automobiles en provenance du Japon au titre des articles 301 et 304 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur .....	209
3.	WT/DS7, WT/DS12 et WT/DS14 – Communautés européennes – Désignation commerciale des pectinidés.....	209
4.	WT/DS19 – Pologne – Régime d'importation applicable aux automobiles .....	209
5.	WT/DS20 – Corée – Mesures concernant l'eau en bouteille.....	210
6.	WT/DS21 – Australie – Mesures affectant l'importation de salmonidés .....	210
7.	WT/DS28 – Japon – Mesures concernant les enregistrements sonores .....	210
8.	WT/DS35 – Hongrie – Subventions à l'exportation des produits agricoles .....	210
9.	WT/DS36 – Pakistan – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture .....	211
10.	WT/DS37 – Portugal – Protection conférée par un brevet prévue par la Loi sur la propriété industrielle .....	211
11.	WT/DS40 – Corée – Lois, réglementations et pratiques dans le secteur des marchés de télécommunications .....	211
12.	WT/DS42 – Japon – Mesures concernant les enregistrements sonores .....	211
13.	WT/DS43 – Turquie – Taxation des recettes provenant des films étrangers .....	212
14.	WT/DS72 – Communautés européennes – Mesures affectant des produits butyreux .....	212
15.	WT/DS73 – Japon – Achat d'un satellite de navigation.....	212
16.	WT/DS74 – Philippines – Mesures visant les viandes de porc et de volaille .....	212
17.	WT/DS82 – Irlande – Mesures affectant la protection du droit d'auteur et des droits voisins .....	213

18.	WT/DS83 – Danemark – Mesures affectant les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle .....	213
19.	WT/DS85 – États-Unis – Mesures affectant les textiles et les vêtements.....	213
20.	WT/DS86 – Suède – Mesures affectant les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle.....	213
21.	WT/DS91 – Inde – Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels.....	214
22.	WT/DS92 – Inde – Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels.....	214
23.	WT/DS93 – Inde – Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels.....	214
24.	WT/DS94 – Inde – Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels.....	214
25.	WT/DS96 – Inde – Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels.....	214
26.	WT/DS99 – États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée .....	215
27.	WT/DS102 – Philippines – Mesures visant les viandes de porc et de volaille .....	215
28.	WT/DS103 et WT/DS113 – Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers.....	215
29.	WT/DS115 – Communautés européennes – Mesures affectant la protection du droit d'auteur et des droits voisins.....	216
30.	WT/DS119 – Australie – Mesures antidumping à l'importation de feuilles de papier enduit, sans fibre de bois .....	216
31.	WT/DS124 – Communautés européennes – Moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle pour les films et les programmes de télévision.....	216
32.	WT/DS125 – Grèce – Moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle pour les films et les programmes de télévision .....	216
33.	WT/DS151 – États-Unis – Mesures affectant les textiles et les vêtements.....	216
34.	WT/DS171 – Argentine – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et protection des données résultant d'essais pour les produits chimiques pour l'agriculture .....	217
35.	WT/DS190 – Argentine – Mesures de sauvegarde transitoires visant certaines importations de tissus de coton et de coton mélangé originaires du Brésil.....	217
36.	WT/DS196 – Argentine – Certaines mesures concernant la protection des brevets et des données résultant d'essais .....	218
37.	WT/DS198 – Roumanie – Mesures concernant les prix minimaux à l'importation.....	219
38.	WT/DS199 – Brésil – Mesures affectant la protection conférée par un brevet.....	219
39.	WT/DS210 – Belgique – Application de mesures établissant les droits de douane applicables au riz .....	220
40.	WT/DS231 – Communautés européennes – Désignation commerciale des sardines .....	221
41.	WT/DS235 – Slovaquie – Mesure de sauvegarde à l'importation de sucre .....	221
42.	WT/DS237 – Turquie – Certaines procédures d'importation visant les fruits frais .....	222
43.	WT/DS261 – Uruguay – Traitement fiscal de certains produits.....	222
B.	AUTRES AFFAIRES .....	223
1.	WT/DS1 – Malaisie – Prohibition des importations de polyéthylène et de polypropylène .....	223
2.	WT/DS9 – Communautés européennes – Droits sur les importations de céréales .....	224
3.	WT/DS13 – Communautés européennes – Droits sur les importations de céréales .....	224
4.	WT/DS15 – Japon – Mesures affectant l'achat de matériel de télécommunication .....	224
5.	WT/DS17 – Communautés européennes – Droits sur les importations de riz.....	224
6.	WT/DS23 – Venezuela – Enquête antidumping concernant les importations de certains matériels tubulaires destinés à des pays pétroliers (OCTG) .....	225
7.	WT/DS25 – Communautés européennes – Mise en œuvre des engagements concernant le riz pris pendant le Cycle d'Uruguay.....	225
8.	WT/DS32 – États-Unis – Mesures affectant les importations de manteaux de laine pour femmes et fillettes.....	225
9.	WT/DS38 – États-Unis – Loi pour la liberté et la solidarité démocratique à Cuba .....	225
10.	WT/DS39 – États-Unis – Majoration de droits sur des produits en provenance des Communautés européennes .....	225

11.	WT/DS49 – États-Unis – Enquête antidumping concernant les importations de tomates fraîches ou réfrigérées en provenance du Mexique.....	226
12.	WT/DS57 – Australie – Système de crédits à l'importation pour les textiles, les vêtements et les chaussures.....	226
13.	WT/DS77 – Argentine – Mesures visant les textiles et les vêtements.....	226
14.	WT/DS88 – États-Unis – Mesure affectant les marchés publics .....	227
15.	WT/DS89 – États-Unis – Imposition de droits antidumping sur les importations de récepteurs de télévision en couleur en provenance de Corée .....	227
16.	WT/DS95 – États-Unis – Mesure affectant les marchés publics .....	227
17.	WT/DS101 – Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose en provenance des États-Unis.....	228
18.	WT/DS106 – Australie – Subventions accordées aux producteurs et exportateurs de cuir pour automobiles .....	228
19.	WT/DS181 – Colombie – Mesure de sauvegarde appliquée aux importations de filaments simples de polyesters en provenance de Thaïlande.....	228
20.	WT/DS193 – Chili – Mesures concernant le transport en transit et l'importation d'espadons .....	229
21.	WT/DS227 – Pérou – Taxes sur les cigarettes.....	229
22.	WT/DS228 – Chili – Mesures de sauvegarde concernant le sucre .....	230
23.	WT/DS240 – Roumanie – Prohibition à l'importation de blé et de farine de blé.....	230
24.	WT/DS255 – Pérou – Traitement fiscal de certains produits importés.....	230





## **I. CONSULTATIONS EN COURS (en commençant par les plus récentes)**

### **1. WT/DS306 – Inde – Mesure antidumping visant les batteries en provenance du Bangladesh**

Plainte du Bangladesh. Il s'agit du premier différend auquel un PMA Membre est partie principale. Le 28 janvier 2004, le Bangladesh a demandé l'ouverture de consultations avec l'Inde au sujet d'une mesure antidumping imposée par ce pays sur les importations de batteries au plomb en provenance du Bangladesh. Celui-ci est particulièrement préoccupé par les aspects suivants de l'enquête menée par l'autorité indienne qui a conduit à l'imposition des droits antidumping définitifs:

- ouverture de l'enquête malgré l'allégation non étayée des requérants selon laquelle la demande était présentée "par la branche de production nationale ou en son nom"; et fait de ne pas clore immédiatement l'enquête malgré le volume négligeable des importations en provenance du Bangladesh;
- détermination de la marge (détermination de la valeur normale; adoption apparente de la valeur construite; détermination du prix d'exportation; et comparaison entre la valeur normale et le prix d'exportation);
- détermination de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité (examen du volume des importations, de l'effet sur les prix et de l'incidence sur les producteurs nationaux de produits similaires; inclusion des importations en provenance du Bangladesh dans l'évaluation des effets des importations; évaluation et examen des facteurs pertinents; et examen du lien de causalité entre les importations et le dommage allégué);
- traitement des éléments de preuve (fait de ne pas prendre en compte des renseignements communiqués par les parties intéressées du Bangladesh; traitement de renseignements présentés par les requérants comme étant confidentiels; fait de ne pas divulguer aux parties intéressées les "faits essentiels examinés qui constitu[ent] le fondement de la décision d'appliquer des mesures définitives" ni d'autres renseignements pertinents);
- fait de ne pas informer les parties, ni de donner avis au public, de "tous les renseignements pertinents ... sur les points de fait et de droit [ni des] raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales".

Le Bangladesh considère que la mesure susmentionnée de l'Inde est incompatible avec: l'article VI du GATT de 1994, y compris l'article VI:1, VI:2 et VI:6 a); les articles 1<sup>er</sup>, 2.1, 2.2, 2.4, 3.1, 3.2, 3.3, 3.4, 3.5, 3.7, 5.4, 5.8, 6.2, 6.4, 6.5, 6.8 (y compris le paragraphe 3 de l'Annexe II), 6.9 et 12.2 de l'Accord antidumping. En outre, le Bangladesh considère que, du fait de l'application des droits antidumping, l'Inde agit peut-être d'une manière incompatible avec ses obligations au titre des articles I:1 et II:1 du GATT de 1994. Il estime aussi que les avantages résultant pour lui directement ou indirectement de l'Accord sur l'OMC se trouvent annulés ou compromis, au sens de l'article XXIII:1 a) et de l'article XXIII:1 b), respectivement, du GATT de 1994.

**2. WT/DS305 – Égypte – Mesures affectant les importations de produits textiles et de vêtements**

Plainte des États-Unis. Le 23 décembre 2003, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Égypte au sujet des droits de douane appliqués par l'Égypte à certains produits textiles et vêtements et du Décret n° 469 de 2001 du Président de la République arabe d'Égypte ("Décret n° 469") et de tous amendements, règlements connexes et autres mesures de mise en œuvre.

Les États-Unis allèguent qu'au cours du Cycle d'Uruguay l'Égypte est convenue: a) de supprimer une prohibition générale à l'importation de vêtements et d'articles textiles confectionnés pour le 1<sup>er</sup> janvier 2002; b) de consolider les droits qu'elle appliquait pour les chapitres 61 (vêtements, en bonneterie) et 62 (vêtements, autres qu'en bonneterie) du SH à un taux *ad valorem* de 46 pour cent en 2003, de 43 pour cent en 2004 et de 40 pour cent par la suite; et c) de consolider les droits qu'elle appliquait pour le chapitre 63 du SH (autres articles textiles confectionnés; assortiments; friperie) à un taux *ad valorem* de 41 pour cent en 2003, de 38 pour cent en 2004 et de 35 pour cent par la suite.

Les États-Unis allèguent que, le 31 décembre 2001, l'Égypte a promulgué le Décret n° 469, qui modifiait les droits de douane applicables à un certain nombre d'articles importés, y compris des articles qui relèvent des chapitres 61, 62 et 63 du SH, et imposé des droits spécifiques (c'est-à-dire exprimés en livres égyptiennes par pièce de vêtement), et non des droits *ad valorem*. Les États-Unis allèguent que ces droits spécifiques dépassent largement les taux de droits que l'Égypte a consolidés. Selon eux, l'équivalent *ad valorem* de ces droits varie entre 141 pour cent et 51 296 pour cent.

Les États-Unis considèrent que ces droits de douane, le Décret n° 469 et toutes mesures connexes sont incompatibles avec les obligations de l'Égypte au titre de l'article II du GATT de 1994 et de l'article 7 de l'Accord sur les textiles et les vêtements.

Le 15 janvier 2004, les Communautés européennes ont demandé à participer aux consultations. Le 22 janvier 2004, l'Égypte a accepté la demande.

**3. WT/DS304 – Inde – Mesures antidumping à l'importation de certains produits en provenance des Communautés européennes**

Plainte des Communautés européennes. Le 8 décembre 2003, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Inde concernant certaines mesures antidumping visant les importations de 27 produits en provenance des CE ou de leurs États membres.

D'après la demande de consultations des CE, l'Inde enfreint ses obligations dans le cadre de l'OMC, notamment pour les raisons suivantes:

- la détermination de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix ne semble pas être fondée sur des éléments de preuve positifs ni sur un examen objectif;
- l'autorité indienne chargée de l'enquête n'a pas démontré que les importations faisant l'objet d'un dumping causaient le dommage allégué, n'a pas examiné les autres facteurs connus et ne s'est pas assurée que le dommage causé par ces autres facteurs n'était pas imputé au dumping;

- l'autorité indienne chargée de l'enquête n'a pas informé comme il convenait les parties intéressées des faits essentiels examinés qui constituaient le fondement de la décision d'appliquer les mesures antidumping et ne leur a pas laissé suffisamment de temps pour défendre leurs intérêts;
- l'autorité indienne chargée de l'enquête n'a pas informé comme il convenait les parties intéressées des raisons pour lesquelles elle n'a pas accepté les éléments de preuve ou les renseignements qu'elles avaient fournis dans le cadre de la procédure d'enquête;
- l'autorité indienne chargée de l'enquête ne s'est pas assurée au cours de l'enquête de l'exactitude des renseignements fournis par les parties intéressées, en particulier par leur branche de production nationale;
- l'avis au public concluant l'enquête ne contenait pas tous les renseignements pertinents sur les points de fait et de droit ni sur les raisons qui ont conduit à l'imposition des mesures antidumping.

Les CE considèrent que ces mesures de l'Inde sont incompatibles avec l'article VI:1 du GATT de 1994 et les articles 1<sup>er</sup>, 3.1, 3.2, 3.5, 6.6, 6.8 (y compris l'Annexe II), 6.9 et 12.2 de l'Accord antidumping.

Le 19 décembre 2003, la Turquie et le Taipei chinois ont demandé à participer aux consultations. Le 22 janvier 2004, l'Inde a accepté les deux demandes.

#### **4. WT/DS303 – Équateur – Mesure de sauvegarde définitive à l'importation de panneaux de fibres de bois à densité moyenne**

Plainte du Chili. Le 24 novembre 2003, le Chili a demandé l'ouverture de consultations avec l'Équateur au sujet d'une mesure de sauvegarde définitive appliquée par ce dernier aux importations de panneaux de fibres de bois à densité moyenne.

Le Chili allègue qu'il n'y a pas eu d'"évolution imprévue des circonstances", d'accroissement des importations, ni de menace de dommage grave. Il allègue que l'enquête de l'autorité équatorienne était viciée parce qu'elle n'avait pas analysé toutes les sous-catégories de produits visées par la mesure et que son rapport était inadéquat parce qu'il ne contenait pas d'explication adéquate et motivée de tous les facteurs pertinents qui influaient sur la situation de la branche de production nationale, il ne démontrait pas l'existence d'un lien de causalité entre un prétendu accroissement des importations et une prétendue menace de dommage grave, il ne respectait pas le principe de la "non-imputation" du dommage causé par d'autres facteurs, il ne déterminait pas la mesure dans laquelle la mesure devait être appliquée pour prévenir le dommage grave et permettre l'ajustement, et il n'expliquait pas si les importations originaires de pays exclus de l'application de la mesure avaient aussi été exclues de l'enquête.

Le Chili allègue également que l'Équateur n'a pas expliqué la façon dont il administrerait et répartirait les contingents d'importation entre les pays producteurs, qu'il n'a pas spécifié quelles étaient les circonstances critiques qui justifiaient l'imposition de la mesure provisoire, et qu'il a tardé à notifier la mesure à l'OMC.

Selon le Chili, la mesure est incompatible avec des obligations de fond comme de forme, entre autres l'article XIX:1 a) du GATT de 1994 et les articles 2:1, 3:1, 4, 5, 6, 7 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes.

## **5. WT/DS301 – Communautés européennes – Mesures affectant le commerce des navires de commerce**

Plainte de la Corée. Le 3 septembre 2003, la Corée a demandé l'ouverture de consultations avec les Communautés européennes au sujet de certaines mesures prises par les CE et leurs États membres en faveur de leur secteur de la construction navale qui, d'après la Corée, sont incompatibles avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC. Ces mesures sont les suivantes:

- le Règlement des CE n° 1177/2002 ("Règlement MDT") et le Règlement des CE n° 1540/98, ainsi que les dispositions de mise en œuvre des États membres des CE. Ces mesures prévoient des subventions en faveur des navires de commerce, accordées sous diverses formes;
- l'octroi par les CE et leurs États membres de subventions constituant un soutien pour des navires de commerce construits dans les CE sous la forme a) d'aides au fonctionnement accordées sur une base contractuelle sous des formes telles que dons, crédits à l'exportation, garanties ou allègements fiscaux, b) d'aides à la restructuration, c) d'aides aux investissements régionaux ou autres, d) d'aides à la recherche et au développement, e) d'aides pour la protection de l'environnement et f) d'aides en cas d'insolvabilité et à la fermeture.

La Corée a considéré que les mesures en question étaient contraires aux obligations des CE et des États membres des CE au titre des dispositions des Accords de l'OMC, entre autres:

- les articles 1<sup>er</sup>, 2, 3.1, 5 a) et c), 6.3 a), b) ou c), 6.4 et 6.5 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ("Accord SMC");
- les articles I:1 et III:4 du GATT de 1994; et
- l'article 23:1 et 2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends et les articles 4, 7 et 32.1 de l'Accord SMC.

Concernant ce dernier point, il est indiqué dans la demande que le Règlement MDT et les mesures de mise en œuvre des États membres "ont été en fait conçus et mis en œuvre comme des mesures unilatérales destinées à obtenir réparation de ce qui était perçu comme une violation des obligations de la Corée au titre de l'Accord SMC" et "constituent des actions spécifiques contre ce qui est perçu comme des subventions d'un autre Membre". Cela peut renvoyer au différend en cours concernant des subventions accordées par la Corée elle-même, dans le cadre duquel un groupe spécial a été établi en juillet 2003 (WT/DS273).

La Corée a également considéré que les mesures décrites ci-dessus annulaient ou compromettaient des avantages résultant pour elle des Accords de l'OMC, au sens de l'article XXIII:1 a) et b) du GATT de 1994 et de l'article 5 b) de l'Accord SMC.

Le 12 septembre 2003, la Chine a demandé à participer aux consultations.

## **6. WT/DS300 – République dominicaine – Mesures visant l'importation de cigarettes**

Plainte du Honduras. Le 28 août 2003, le Honduras a demandé l'ouverture de consultations avec la République dominicaine au sujet de ses mesures visant l'importation de cigarettes.

La demande du Honduras concerne trois types de mesures:

- a) la façon dont la base d'imposition est évaluée aux fins de la collecte de l'impôt sélectif sur la consommation visant les cigarettes, qui, selon le Honduras, donne lieu à un traitement moins favorable pour les cigarettes honduriennes que pour les produits nationaux similaires ou les produits similaires importés de pays tiers. Cela est incompatible avec les obligations de la République dominicaine au titre des articles III:2 et I:1 du GATT de 1994;
- b) la prescription selon laquelle les vignettes doivent être apposées sur le produit sur le territoire de la République dominicaine et sous la supervision de ses autorités fiscales, qui, selon le Honduras, donne lieu à un traitement moins favorable pour les cigarettes honduriennes que pour les produits nationaux similaires. Cela est également incompatible avec les obligations de la République dominicaine au titre de l'article III:4 du GATT de 1994; et
- c) la prescription imposant aux importateurs, y compris les importateurs de cigarettes, de déposer une caution en tant que condition préalable à l'importation, qui, selon le Honduras, constitue une "imposition" différente d'un droit de douane et est donc incompatible avec les obligations de la République dominicaine au titre de l'article I:1 b) du GATT de 1994. D'une autre façon, cela constitue une "restriction" à l'importation de cigarettes et est donc incompatible avec les obligations de la République dominicaine au titre de l'article XI:1 du GATT de 1994.

Le Honduras a allégué que ces mesures restreignaient indûment ses exportations vers la République dominicaine et annulaient ou compromettaient les avantages résultant pour lui de l'Accord sur l'OMC.

**7. WT/DS298 – Mexique – Certaines mesures de fixation des prix aux fins de l'évaluation en douane et à d'autres fins**

Plainte du Guatemala. Le 22 juillet 2003, le Guatemala a demandé l'ouverture de consultations avec le Mexique au sujet de certaines règles, procédures et pratiques administratives en matière de douane du Mexique, qui fixent des prix officiels aux fins de l'évaluation en douane ou à d'autres fins. Il a également contesté la pratique des autorités mexicaines qui consiste à exiger le versement d'un dépôt ou d'une caution pour garantir l'application de ces prix fixés officiellement.

De l'avis du Guatemala, les règles, procédures et pratiques administratives en matière de douane du Mexique mises en cause sont incompatibles avec ses obligations au titre des dispositions suivantes de l'OMC:

- a) les articles I<sup>er</sup>, II, VII et X du GATT de 1994;
- b) les articles 1<sup>er</sup>, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 12, 13, 15, 16 et 22 de l'Accord sur l'évaluation en douane;
- c) l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture; et
- d) l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

**8. WT/DS297 – Croatie – Mesure visant les importations d'animaux vivants et de produits carnés**

Plainte de la Hongrie. Le 9 juillet 2003, la Hongrie a demandé l'ouverture de consultations avec la Croatie au sujet de certaines mesures appliquées par la Croatie et visant les importations d'animaux vivants et de produits carnés.

D'après la Hongrie, la mesure à l'importation a été introduite par la Croatie le 5 juin 2003 sans avoir été notifiée au Comité SPS. Il est allégué que cette mesure vise à empêcher la propagation de l'ESB. À l'exception des ruminants, elle s'applique à tous les animaux ayant une importance économique, comme les porcs, les volailles et les poissons vivants, et à leurs produits. La mesure interdit les importations si le pays exportateur n'interdit pas l'alimentation des animaux avec des produits contenant des protéines animales (même la farine de poisson ne peut en aucun cas être utilisée).

La Hongrie affirme que la mesure appliquée par la Croatie n'est fondée sur aucun principe scientifique concernant la prévention de la propagation de l'ESB. Elle considère que rien ne justifie d'un point de vue scientifique d'appliquer ces prescriptions en matière d'alimentation à des animaux autres que les ruminants. Les autorités hongroises ne connaissent aucun cas avéré de propagation de l'ESB par le biais des porcs, des volailles ou des poissons ou de leur chair. Il convient d'ajouter que la Hongrie est un pays exempt d'ESB. La Hongrie n'a par ailleurs connaissance d'aucune norme internationale qui justifierait de telles prescriptions en matière d'alimentation. Les autorités hongroises n'ont pas été informées d'une quelconque évaluation des risques réalisée par les autorités croates compétentes.

De l'avis de la Hongrie, la mesure en cause est apparemment incompatible avec les obligations de la Croatie au titre des dispositions suivantes de l'OMC:

- a) les articles XI et XX du GATT de 1994; et
- b) les articles 2:2, 2:3, 3:1, 5:1, 5:2, 5:3, 5:6, 6:1, 6:2, 7 et l'Annexe B de l'Accord SPS.

**9. WT/DS294 – États-Unis – Lois, réglementations et méthode de calcul des marges de dumping ("Réduction à zéro")**

Plainte des Communautés européennes. Le 12 juin 2003, les Communautés européennes ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au sujet de la méthode dite de la "réduction à zéro" utilisée par les États-Unis, entre autres, pour calculer les marges de dumping. D'une manière générale, la méthode de la "réduction à zéro" consiste à traiter les comparaisons de prix spécifiques qui ne révèlent aucun dumping comme si elles étaient équivalentes à zéro, dans le calcul d'une marge de dumping moyenne pondérée.

La demande concerne des dispositions spécifiques de la Loi douanière des États-Unis de 1930 et le règlement d'application du Département du commerce des États-Unis, ainsi que la méthode utilisée par le Département du commerce et ses déterminations dans des cas spécifiques mettant en cause des produits importés des CE.

Les CE ont mentionné des aspects particuliers de la méthode de réduction à zéro qu'elles souhaiteraient aborder au cours des consultations, y compris la façon dont cette méthode est appliquée dans le calcul des marges de dumping, son incidence sur la détermination de l'existence d'un dommage, son incidence sur les cas qui, autrement, seraient des cas *de minimis* et le niveau des marges de dumping dans 21 cas spécifiques dans lesquels les États-Unis ont appliqué des droits antidumping.

Les CE ont joint à leur demande des précisions quant à ces cas spécifiques, alléguant que dans chacun d'eux, les États-Unis avaient utilisé la méthode de réduction à zéro. La plupart de ces cas concernent l'acier. Les CE affirment que sans la réduction à zéro, la marge de dumping aurait été inférieure, *de minimis* ou négative dans tous les cas.

De l'avis des CE, il apparaît que la Loi, les règlements, la méthode et ces déterminations spécifiques sont incompatibles avec les obligations des États-Unis au titre des dispositions suivantes:

- a) articles 1<sup>er</sup>, 2.4, 3, 5.8, 9.3, 9.5, 11, 18.3 et 18.4 de l'*Accord antidumping*,
- b) article VI:1 et VI:2 du *GATT de 1994*,
- c) article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC*.

Le 27 juin 2003, l'Inde et la Corée ont demandé à participer aux consultations. Le 30 juin 2003, le Japon et le Mexique ont demandé à participer aux consultations.

Le 8 septembre 2003, les Communautés européennes ont demandé l'ouverture de nouvelles consultations avec les États-Unis. Elles souhaitent ajouter dix nouveaux cas à la liste des cas spécifiques.

Les CE ont mentionné des aspects particuliers de la méthode de réduction à zéro qu'elles souhaiteraient aborder au cours des consultations additionnelles, y compris la façon dont cette méthode est appliquée dans le calcul des marges de dumping, son incidence sur la détermination de l'existence d'un dommage, son incidence sur les cas qui, autrement, seraient des cas *de minimis* et le niveau des marges de dumping dans des cas spécifiques dans lesquels les États-Unis ont appliqué des droits antidumping.

De l'avis des CE, ces déterminations spécifiques additionnelles semblent incompatibles avec les obligations des États-Unis au titre des dispositions de l'OMC susmentionnées.

Le 25 septembre 2003, le Mexique a demandé à participer aux consultations.

#### **10. WT/DS289 – République tchèque – Droit additionnel à l'importation de viande de porc en provenance de Pologne**

Plainte de la Pologne. Le 14 avril 2003, la Pologne a demandé l'ouverture de consultations avec la République tchèque au sujet du droit additionnel perçu par la République tchèque à l'importation de viande de porc en provenance de Pologne. D'après la Pologne, le 25 mars 2003, la République tchèque a publié un Décret daté du 12 mars 2003, qui prévoit que les droits de douane perçus pour la position tarifaire 0203 11 10 en ce qui concerne la viande de porc importée de la Pologne seront de 50 pour cent supérieurs aux droits établis pour la même position dans la liste tarifaire consolidée de la République tchèque, ou de 23 CZK/kg, le montant retenu étant le plus élevé des deux. La Pologne allègue en outre que cette mesure paraît être subordonnée à un prix minimal à l'importation étant donné que le taux de droit susmentionné ne s'applique pas aux importations dont la valeur déclarée en douane dépasse 36 CZK/kg. Aucune autre source d'importation n'est mentionnée dans le Décret, ce qui semble indiquer, de l'avis de la Pologne, que les restrictions instaurées par cette action s'appliquent exclusivement à elle et, en tant que telles, sont discriminatoires quant à leur but, à leur nature et à leur effet.

La Pologne allègue que cette mesure paraît être incompatible avec les obligations de la République tchèque au titre de l'article 4 de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture et constitue une annulation et une réduction des droits et avantages, au sens de l'article XXIII du GATT de 1994, dont la Pologne est habilitée à bénéficier, entre autres, au titre des articles I<sup>er</sup> et II du GATT.

La Pologne allègue en outre que l'adoption et la mise en œuvre de ladite mesure n'ont pas été précédées d'un avis ni de consultations au niveau bilatéral, le Décret prenant effet à la date de sa publication.

**11. WT/DS288 – Afrique du Sud – Mesures antidumping définitives applicables au tissu pour couvertures en provenance de Turquie**

Plainte de la Turquie. Le 10 avril 2003, la Turquie a demandé l'ouverture de consultations avec l'Afrique du Sud au sujet des mesures antidumping définitives qu'elle impose à l'importation de tissu pour couvertures en rouleaux en provenance de Turquie. Ces mesures ont résulté du Conseil des droits de douane et du commerce de l'Afrique du Sud sur le contournement allégué des droits antidumping frappant les couvertures originaires ou importées, de Turquie.

La Turquie allègue: i) que le Conseil n'a pas présenté les notifications adéquates; ii) que son établissement des faits n'était pas correct et iii) que son évaluation de ces faits n'était ni impartiale ni objective, en particulier en ce qui concernait l'ouverture et le déroulement de l'enquête, ainsi que l'imposition du droit antidumping.

La Turquie allègue que les mesures de l'Afrique du Sud sont contraires aux articles 5.5, 6.1, 6.1.3, 6.2, 6.9, 6.10, 9.2, 9.3 et 12.1 de l'Accord antidumping et aux articles III et X du GATT de 1994.

**12. WT/DS284 – Mexique – Certaines mesures empêchant l'importation de haricots noirs en provenance du Nicaragua**

Plainte du Nicaragua. Le 17 mars 2003, le Nicaragua a demandé l'ouverture de consultations avec le Mexique au sujet de certaines mesures du Mexique empêchant l'importation de haricots noirs en provenance du Nicaragua. Ces mesures sont les suivantes:

- l'administration des procédures établies dans la Norme officielle 006-FITO-951 et la Norme officielle 028-FITO-952, y compris le refus des autorités mexicaines compétentes de fournir aux importateurs le document exposant les prescriptions phytosanitaires à respecter pour importer des haricots noirs en provenance du Nicaragua;
- le traitement plus favorable que les autorités mexicaines compétentes accordent dans l'administration des procédures mentionnées ci-dessus aux produits similaires originaires de pays autres que le Nicaragua;
- la non-publication des prescriptions phytosanitaires spécifiques pour l'importation de haricots noirs en provenance du Nicaragua; et
- la non-publication des règles, prescriptions et procédures concernant l'appel d'offres pour la répartition du contingent de haricots noirs en provenance du Nicaragua.



De l'avis du Nicaragua, les mesures mentionnées ci-dessus sont incompatibles avec les obligations découlant pour le Mexique des articles I:1, X:1, X:3 a), XI:1 et XIII:1 du GATT de 1994 et des articles 1:2, 1:3, 1:4 a) et 2:2 a) de l'Accord sur les licences. De plus, le Nicaragua allègue que si les mesures énumérées ci-dessus sont des mesures sanitaires ou phytosanitaires telles qu'elles sont définies dans l'Accord SPS, elles ne seraient pas compatibles avec les articles 2:1, 2:2, 2:3, 5:1 et 7 ainsi qu'avec le paragraphe 1 de l'Annexe B de l'Accord SPS.

Le 27 mars 2003, les États-Unis ont demandé à participer aux consultations. Le 28 mars 2003, le Canada a demandé à participer aux consultations.

### **13. WT/DS283 – Communautés européennes – Subventions à l'exportation de sucre**

Plainte de la Thaïlande. Le 14 mars 2003, la Thaïlande a demandé l'ouverture de consultations avec les CE au sujet de subventions accordées par les CE en faveur du sucre et des produits contenant du sucre dans le cadre du Règlement (CE) n° 1260/2001 du Conseil du 19 juin 2001 portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre<sup>1</sup> et d'autres législations et politiques administratives connexes des CE ("régime communautaire applicable au sucre"). L'Australie et le Brésil ont également déposé des plaintes au sujet de cette même question (WT/DS265 et WT/DS266, respectivement).

D'après la Thaïlande:

- Le régime communautaire applicable au sucre accorde au sucre importé un traitement moins favorable que celui qui est accordé au sucre d'origine intérieure et prévoit des subventions subordonnées à l'utilisation de marchandises d'origine intérieure de préférence aux marchandises importées.
- Le régime communautaire applicable au sucre accorde des subventions à l'exportation qui excèdent les niveaux des engagements de réduction spécifiés à la section II de la Partie IV de la Liste de concessions des CE au sucre produit en sus de ses quotas de production (dénommé "sucre C").
- Les CE octroient des subventions à l'exportation (désignées par l'expression "restitutions à l'exportation") qui couvrent la différence entre le prix du marché mondial et les prix élevés pratiqués dans la Communauté pour les produits en question, permettant ainsi à ces produits d'être exportés.

La Thaïlande estime que les subventions ci-dessus sont incompatibles avec les obligations des CE au titre de l'article III:4 du GATT de 1994, de l'article 3.1 a), 3.1 b) et 3.2 de l'Accord SMC et des articles 3:3, 8, 9:1 et 10:1 de l'Accord sur l'agriculture. Le 20 mars 2003, Maurice a demandé à participer aux consultations en qualité de tierce partie.

Le 9 juillet 2003, la Thaïlande a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 21 juillet 2003, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial.

---

<sup>1</sup> Publié au Journal officiel des Communautés européennes le 30 juin 2001 (L 178/1-45).

**14. WT/DS279 – Inde – Restrictions à l'importation maintenues dans le cadre de la politique d'exportation et d'importation 2002-2007**

Plainte des Communautés européennes. Le 23 décembre 2002, les Communautés européennes ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Inde au sujet des restrictions à l'importation maintenues par l'Inde dans le cadre de sa politique d'exportation et d'importation 2002-2007 à l'encontre de produits particuliers qui préoccupaient les CE.

Les Communautés européennes considéraient que ces restrictions à l'importation pouvaient contrevenir, en particulier mais pas nécessairement exclusivement, aux dispositions ci-après de l'OMC:

- articles III, X et XI du GATT de 1994;
- article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture;
- articles 1<sup>er</sup>, 2 et 3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation;
- articles 2, 3, 5, 7 et 8 de l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires; et
- article 2 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce.

D'après les CE, les restrictions à l'importation en cause ne peuvent pas être justifiées au regard des articles XX ou XXI du GATT de 1994.

Le 17 janvier 2003, les États-Unis ont demandé à participer aux consultations. Le 31 janvier 2003, l'Inde a accepté la demande présentée par les États-Unis.

**15. WT/DS278 – Chili – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de fructose**

Plainte de l'Argentine. Le 20 décembre 2002, l'Argentine a demandé l'ouverture de consultations avec le Chili au sujet d'une mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains types de fructose. Le Chili a imposé cette mesure, qui consistait en une surtaxe tarifaire *ad valorem* de 14 pour cent, le 19 novembre 2002, pour une année à compter du 30 juillet 2002.

L'Argentine a allégué que la mesure de sauvegarde appliquée par le Chili enfreignait l'article XIX, paragraphe 1 a) du GATT de 1994 et les articles 2:1, 3:1, 3:2, 4:1 b), 4:1 c), 4:2 a), 4:2 b), 5:1, 7:1 et 7:5 de l'Accord sur les sauvegardes, pour les raisons suivantes:

- il n'y a pas eu d'évolution imprévue des circonstances qui justifie l'application de la mesure;
- l'enquête ne s'est pas fondée sur un produit similaire ou directement concurrent;
- il n'a pas été constaté d'accroissement des importations;
- les facteurs analysés ne permettaient pas de conclure à l'existence d'une menace de dommage grave;

- il n'a pas été démontré, de façon objective, qu'il existait un lien de causalité entre l'accroissement des importations et la menace de dommage grave;
- le rapport des autorités chargées de l'enquête n'a pas été publié et ne comportait pas de constatations et de conclusions motivées sur tous les points de fait et de droit pertinents;
- la mesure était appliquée sans que l'on sache dans quelle mesure elle pouvait l'être; et
- le Chili a réintroduit la mesure avant que ne se soient écoulés les délais minimums de non-application prévus.

**16. WT/DS275 – Venezuela – Mesures concernant les licences d'importation applicables à certains produits agricoles**

Plainte des États-Unis. Le 7 novembre 2002, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec le Venezuela au sujet des systèmes et pratiques appliqués par le Venezuela en matière de licences d'importation qui restreignaient les importations de produits agricoles en provenance des États-Unis. D'après ces derniers, le Venezuela a établi des prescriptions en matière de licences d'importation pour de nombreux produits agricoles, y compris le maïs, le sorgho, les produits laitiers (par exemple, les fromages, le lactosérum, le lait entier en poudre et le lait écrémé en poudre), les raisins, la graisse jaune, la volaille, la viande de bœuf, la viande de porc et la farine de soja.

Les États-Unis ont allégué que le Venezuela semblait avoir établi un régime de licences d'importation discrétionnaires pour les produits susmentionnés. Ils ont également allégué que, par le biais de ses pratiques en la matière, le Venezuela avait omis d'établir un système transparent et prévisible pour la délivrance des licences d'importation et avait gravement restreint et faussé le commerce de ces produits.

Les États-Unis ont allégué que les systèmes et pratiques appliqués par le Venezuela en matière de licences d'importation semblaient incompatibles avec les articles 4:2 de l'Accord sur l'agriculture, avec les articles III, X, XI et XIII du GATT de 1994, avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC, et avec les articles 1:4, 3:2, 3:5, 5:1, 5:2 et 5:3 de l'Accord sur les licences d'importation. Les mesures appliquées par le Venezuela semblaient aussi annuler ou compromettre les avantages qui découlaient, directement ou indirectement, des accords cités pour les États-Unis.

Le 20 novembre 2002, les CE et le Canada ont demandé à participer aux consultations. Le 21 novembre 2002, la Nouvelle-Zélande et le Chili ont demandé à participer aux consultations. Le 22 novembre 2002, l'Argentine et la Colombie ont demandé à participer aux consultations. Le 25 novembre 2002, le Venezuela a informé l'ORD qu'il avait accepté les demandes de participation aux consultations présentées par l'Argentine, le Canada, le Chili, les CE et la Nouvelle-Zélande.

**17. WT/DS274 – États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de certains produits en acier**

Plainte du Taipei chinois. Le 1<sup>er</sup> novembre 2002, le Taipei chinois a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au sujet des mesures de sauvegarde imposées par les États-Unis à l'importation de certains produits en acier. Ces mesures sont actuellement examinées par un groupe spécial dans les affaires conjointes WT/DS248, WT/DS249,

WT/DS251, WT/DS252, WT/DS253, WT/DS254, WT/DS258 et WT/DS259. Le Taipei chinois participe à ces procédures en tant que tierce partie.

Le différend porte sur des mesures de sauvegarde définitives imposées par les États-Unis sous la forme d'un relèvement des droits de douane frappant les importations de certains produits en acier plats, de barres laminées à chaud, de barres parachevées à froid, de barres d'armature, de certains produits tubulaires, d'accessoires et brides en acier au carbone ou en aciers alliés, de barres en aciers inoxydables, de fil machine en aciers inoxydables, de produits étamés ou chromés et de fils en aciers inoxydables, et sous la forme d'un contingent tarifaire à l'importation de brames. Ces mesures ont été publiées dans la Proclamation n° 7529 du 5 mars 2002 (volume 67, n° 45, du Federal Register du 7 mars 2002). Le Taipei chinois estimait que ces mesures des États-Unis constituaient un manquement aux obligations résultant pour ce pays des articles I:1 et XIX:1 a) du GATT de 1994 et des articles 2.1, 2:2, 3:1, 4:1 c), 4:2 a), 4:2 b) et 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes.

Le 21 novembre 2002, le Japon a demandé à participer aux consultations. Les États-Unis ont informé l'ORD qu'ils avaient accepté la demande de participation aux consultations présentée par le Japon.

**18. WT/DS/272 – Pérou – Droits antidumping provisoires sur les huiles végétales en provenance d'Argentine**

Plainte de l'Argentine. Le 21 octobre 2002, l'Argentine a demandé l'ouverture de consultations avec le Pérou au sujet de son enquête antidumping concernant les importations d'huiles végétales de tournesol et de soja et de mélanges de ces huiles en provenance d'Argentine (Décision n° 016-2002-CDS-INDECOPI) et de l'imposition de droits antidumping provisoires visant ces importations qui en a découlé (Décision n° 040-2002-CDS-INDECOPI). L'Argentine a considéré que tant l'enquête en cours que la détermination provisoire de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité, qui avaient abouti à l'imposition de droits antidumping provisoires, étaient incompatibles avec les obligations incombant au Pérou au titre des articles 5.2, 5.3, 5.8, 4.1 ii), 6.8 et Annexe II, 2.2, 2.4, 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 7 et 12.2.1 de l'Accord antidumping et de l'article VI du GATT de 1994.

S'agissant de la mesure imposant des droits antidumping provisoires, l'Argentine a considéré qu'elle était également incompatible avec les obligations incombant au Pérou au titre des articles 5.2, 5.3, 5.8, 6.8 et Annexe II, 2.2, 2.4, 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 7, 12.2.1 de l'Accord antidumping et de l'article VI du GATT de 1994.

**19. WT/DS271 – Australie – Certaines mesures affectant l'importation d'ananas frais**

Plainte des Philippines. Le 18 octobre 2002, les Philippines ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Australie au sujet de certaines mesures affectant l'importation d'ananas frais en Australie. Ces mesures comprennent, mais pas exclusivement:

- l'article 64 de la *Proclamation de 1998* relative à la quarantaine promulguée en vertu de la *Loi de 1908 sur la quarantaine*;
- les réglementations, prescriptions et procédures publiées en application de ces dispositions, y compris la Note n° 2002/45 sur la politique en matière de biosécurité végétale (exigeant que les ananas frais en provenance des Philippines, des Îles Salomon, de Sri Lanka et de Thaïlande soient débarrassés de leurs feuilles et fassent

l'objet avant l'expédition d'une fumigation au bromure de méthyle, entre autres prescriptions, pour pouvoir être importés en Australie);

- les modifications apportées à l'une quelconque de ces dispositions; et
- les textes d'application y relatifs.

Les Philippines ont considéré que ces mesures étaient incompatibles avec les obligations qui découlaient pour l'Australie du GATT de 1994 et de l'Accord SPS. Les dispositions pertinentes de ces accords comprennent, mais pas exclusivement, les articles XI et XIII du GATT de 1994 et les articles 2, 3, 4, 5, 6 et 10 de l'Accord SPS.

Le 1<sup>er</sup> novembre 2002, les CE et la Thaïlande ont demandé à participer aux consultations. Le 7 novembre 2002, l'Australie a informé l'ORD qu'elle avait accepté les demandes de participation aux consultations présentées par les CE et la Thaïlande.

**20. WT/DS263 – Communautés européennes – Mesures affectant les importations de vins**

Plainte de l'Argentine. Le 4 septembre 2002, l'Argentine a demandé l'ouverture de consultations avec les CE au sujet de plusieurs règlements et autres dispositions contraignantes des CE sur les pratiques œnologiques et le commerce des vins.

La plainte de l'Argentine porte sur le Règlement (CE) n° 1493/1999 du Conseil et le Règlement (CE) n° 883/2001 de la Commission, qui concernent l'administration et l'organisation commune du marché vitivinicole, l'établissement des pratiques œnologiques autorisées et la réglementation du commerce entre les pays de l'UE et les pays tiers.

L'Argentine a considéré que ces mesures étaient incompatibles avec les articles 2 et 12 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, les articles I:1 et III:4 du GATT de 1994 et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

**21. WT/DS262 – États-Unis – Réexamens à l'extinction des droits antidumping et des droits compensateurs appliqués à certains produits en acier en provenance de France et d'Allemagne**

Plainte des Communautés européennes. Le 25 juillet 2002, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au sujet des droits antidumping et des droits compensateurs imposés par les États-Unis, à la suite des procédures de réexamen à l'extinction des droits, sur les importations 1) de produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion ("acier traité contre la corrosion") en provenance de France (A-427-808 et C-427-810) et d'Allemagne (A-428-815 et C-428-817) et 2) de tôles en acier au carbone coupées à la longueur voulue ("acier coupé à la longueur voulue") en provenance d'Allemagne (A-428-816 et C-428-817). Les CE ont fait allusion en particulier:

- aux résultats finals des réexamens à l'extinction, effectués par le Département du commerce des États-Unis (le "DOC") des ordonnances en matière de droits antidumping sur l'acier traité contre la corrosion en provenance de France et d'Allemagne et de l'ordonnance en matière de droits compensateurs sur l'acier traité contre la corrosion en provenance de France;
- aux déterminations de la Commission du commerce international des États-Unis (l'"USITC") sur les réexamens à l'extinction des droits antidumping et des droits

compensateurs sur l'acier coupé à la longueur voulue en provenance d'Allemagne et sur l'acier traité contre la corrosion en provenance de France et d'Allemagne; et

- à certaines dispositions et procédures contenues dans les articles 751 c), 752 de la Loi douanière de 1930 (la "Loi"), dans le règlement d'application et dans le *Policy Bulletin* publié par le DOC.

Dans leur demande de consultation, les CE ont indiqué que ces déterminations ayant conduit au maintien des droits étaient erronées et fondées sur des décisions, procédures et dispositions défectueuses relevant de la loi et de la réglementation connexe. Elles ont estimé que les déterminations susmentionnées n'étaient pas conformes aux obligations des États-Unis au titre des articles 1<sup>er</sup>, 2, 3, 5, 6 (y compris l'Annexe II), 11.1, 11.3, 11.4, 18.3 et 18.4 de l'Accord antidumping; des articles 10, 11, 12, 15, 21.1, 21.3, 21.4, 32.3 et 32.5 de l'Accord SMC; des articles VI et X du GATT de 1994 et de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

Les 7 et 8 août 2002, le Canada et le Japon ont respectivement demandé à participer aux consultations.

## **22. WT/DS256 – Turquie – Interdiction à l'importation d'aliments pour animaux domestiques en provenance de Hongrie**

Plainte de la Hongrie. Le 3 mai 2002, la Hongrie a demandé l'ouverture de consultations avec la Turquie. La demande portait sur l'interdiction imposée par la Turquie à l'importation d'aliments pour animaux domestiques en provenance de Hongrie. La Hongrie affirmait que cette interdiction, appliquée à tous pays européens depuis le début de 2001, était imposée par la Turquie dans l'intention déclarée de se protéger contre la propagation de l'ESB (encéphalopathie spongiforme bovine). La Hongrie a fait observer que, étant donné qu'elle était un pays exempt d'ESB, le danger d'une contamination alléguée ne semblait pas avoir de base scientifique. La Hongrie a également fait observer que les produits en question étaient utilisés exclusivement pour nourrir les chats et les chiens. En outre, la Hongrie a indiqué que le règlement turc en vertu duquel l'interdiction était imposée n'avait pas été officiellement publié ni notifié au Comité compétent de l'OMC.

La Hongrie estimait que l'interdiction à l'importation était incompatible avec les obligations qui incombaient à la Turquie en vertu de l'article XI du GATT de 1994; des articles 2:2, 2:3, 5:1, 5:2, 5:6, 6:1, 6:2 et 7 et de l'Annexe B de l'Accord SPS; et de l'article 14 de l'Accord sur l'agriculture.

Selon la Hongrie, il apparaîtrait aussi que la mesure prise par la Turquie annulait ou compromettait les avantages résultant pour elle directement ou indirectement des accords susmentionnés.

## **23. WT/DS247 – États-Unis – Mesure antidumping provisoire appliquée aux importations de certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada**

Plainte du Canada. Le 6 mars 2002, le Canada a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au titre de l'article 4:8 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends (procédure d'urgence) au sujet d'une mesure antidumping appliquée par les États-Unis aux importations de bois d'œuvre résineux en provenance du Canada.

Plus précisément, le Canada a exprimé son inquiétude au sujet de trois aspects de la mesure antidumping appliquée par les États-Unis. Il a estimé que:

- l'ouverture de l'enquête était par conséquent incompatible avec l'article 5.2 et 5.3 de l'Accord antidumping et donc que l'application de mesures provisoires était incompatible avec l'article 7.1 de l'Accord antidumping;
- la détermination préliminaire de l'existence d'un dumping était incompatible avec l'article 2.1 et 2.2 de l'Accord antidumping; et
- la méthode de la "réduction à zéro" appliquée par les États-Unis dans l'enquête préliminaire était incompatible avec l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping.

Les États-Unis ont accepté la demande de consultations sans toutefois admettre qu'il s'agissait d'un cas d'urgence au sens de l'article 4:8 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

#### **24. WT/DS242 – Communautés européennes – Système généralisé de préférences**

Plainte de la Thaïlande. Le 7 décembre 2001, la Thaïlande a demandé l'ouverture de consultations avec les Communautés européennes, conformément à l'article XXIII du GATT de 1994, au sujet des mesures prises au titre du schéma de préférences généralisées des CE (schéma SGP). À cette date, le schéma SGP était mis en œuvre par le Règlement CE n° 2820/98 du 21 décembre 1998 portant application d'un schéma pluriannuel de préférences tarifaires généralisées pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 1999 au 31 décembre 2001 et devait continuer à être mis en œuvre par la Proposition de règlement du Conseil portant application d'un schéma de préférences tarifaires généralisées pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2002 au 31 décembre 2004 datée du 14 novembre 2001.

La Thaïlande estime que certaines mesures appliquées au titre du schéma SGP ont une incidence négative sur les importations dans les CE de produits originaires de Thaïlande. Elle fait valoir en particulier qu'en mettant en œuvre ce schéma, les CE manquent aux obligations qui leur incombent au titre de l'article premier du GATT de 1994 et de la Clause d'habilitation incorporée au GATT de 1994.

La Thaïlande considère que les avantages résultant pour elle directement ou indirectement de l'Accord sur l'OMC sont annulés ou compromis étant donné que les CE ne se sont pas, selon elle, acquittées des obligations qui leur incombent au titre de l'Accord. Elle a par ailleurs déposé une plainte en situation de non-violation à l'effet que l'application, par les CE, des mesures précitées annule ou compromet les avantages résultant pour elle directement ou indirectement de l'Accord sur l'OMC au sens de l'article XXIII:1 b) du GATT de 1994.

Le Costa Rica (17 décembre 2001), le Guatemala (19 décembre 2001), le Honduras et le Nicaragua (20 décembre 2001) et la Colombie (24 décembre 2001) ont demandé à participer aux consultations en tant que tierces parties, mais ils n'ont pas été admis parce qu'il s'agissait de consultations au titre de l'article XXIII. La Colombie a soulevé la question sous le point "Autres questions" lors de la réunion de l'ORD du 18 janvier 2002. Elle a reconnu qu'elle n'était pas habilitée *de jure* à participer aux consultations au titre de l'article XXIII mais a indiqué que cela soulevait de nouveau la question des "codéfendeurs" dans le cadre du Mémoire d'accord.

**25. WT/DS239 – États-Unis – Droits antidumping sur le silicium métal en provenance du Brésil**

Plainte du Brésil. Le 17 septembre 2001, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis. Le 1<sup>er</sup> novembre 2001, il a demandé que sa demande initiale de consultations soit annulée et remplacée par une nouvelle demande. Dans cette dernière, il a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au sujet des points suivants:

- droits antidumping imposés par les États-Unis sur les importations de silicium métal en provenance du Brésil: *Ordonnance instituant des droits antidumping: silicium métal en provenance du Brésil*, 56 Fed. Reg. 36135 (31 juillet 1991) (dossier n° A-351-806 des États-Unis);
- article 351.106 c) du Règlement du Département du commerce ("Département"), qui dispose qu'une marge *de minimis* de 0,5 pour cent s'applique dans le cadre des réexamens administratifs;
- méthode de la "réduction à zéro" appliquée par les États-Unis lors de l'établissement des marges de dumping, telle qu'elle est exposée au chapitre 6 du Manuel antidumping du Département et à l'article 771 35) de la Loi douanière de 1930.

D'après le Brésil, les méthodes susmentionnées sont incompatibles avec les articles 2.4.2, 5.8, 9.3, 11.1, 11.2 et 18.3 de l'Accord antidumping.

Le 28 septembre 2001, la Thaïlande a demandé à participer aux consultations. Le 19 novembre 2001, les CE ont demandé à participer aux consultations.

**26. WT/DS233 – Argentine – Mesures visant l'importation de produits pharmaceutiques**

Plainte de l'Inde. Le 25 mai 2001, l'Inde a demandé l'ouverture de consultations avec l'Argentine concernant la Loi n° 24.766 et le Décret n° 150/92 de ce pays. D'après l'Inde, ces mesures constituent des obstacles non nécessaires au commerce international et empêchent les médicaments et autres produits pharmaceutiques indiens de pénétrer sur le marché argentin, établissant ainsi une discrimination à l'encontre des médicaments indiens par rapport aux produits similaires d'autres pays et de l'Argentine.

D'après l'Inde, les mesures susmentionnées exigent que, avant de pénétrer sur le marché argentin, tous les médicaments et autres produits pharmaceutiques soient homologués auprès de l'Administration nationale des médicaments, des produits alimentaires et de la technologie médicale, qui relève du Ministère argentin de la santé. Le Décret susmentionné contient deux annexes où figurent des listes de pays.

- En ce qui concerne les pays repris à l'annexe I, les produits pharmaceutiques doivent être fabriqués dans des installations agréées par les organismes gouvernementaux compétents de ces pays ou par le Ministère argentin de la santé et ils doivent satisfaire aux prescriptions de l'Autorité sanitaire nationale en matière de fabrication et de contrôle de la qualité.
- Pour ce qui est des pays repris à l'annexe II, les installations de fabrication de ces pays doivent être inspectées et agréées par le Ministère argentin de la santé avant l'exportation en Argentine de ces produits pharmaceutiques.



D'après l'Inde, elle n'est mentionnée dans aucune de ces deux annexes. Du fait de cette prétendue discrimination, les médicaments et produits pharmaceutiques indiens n'ont absolument aucun accès au marché argentin. L'Inde considérait qu'il avait été contrevenu aux dispositions suivantes: articles 2 (en particulier 2.2), 5 (en particulier 5.1 et 5.2) et 12 de l'Accord OTC; articles I<sup>er</sup> et III du GATT de 1994; et article XVI:4 de l'Accord instituant l'OMC.

**27. WT/DS232 – Mexique – Mesures visant l'importation d'allumettes**

Plainte du Chili. Le 17 mai 2001, le Chili a demandé l'ouverture de consultations avec le Mexique concernant une série de lois et règlements mexicains dont il est allégué qu'ils constituent des obstacles non nécessaires à l'accès au marché et à la commercialisation des allumettes chiliennes. D'après le Chili, conformément à ces lois et règlements, les allumettes ont été classées au Mexique comme un produit explosif et dangereux, du fait d'une confusion entre le "phosphore" ("*fósforo*"), élément chimique, et les "allumettes de sûreté" ("*fósforos (o cerillos) de seguridad*") en tant que produit. Ainsi, les allumettes chiliennes sont soumises au contrôle du Ministère à la défense nationale et, par conséquent, à une série de prescriptions en matière d'emballage, d'admission, de dédouanement, de transport et de stockage, qui sont propres aux explosifs et aux autres substances dangereuses et qui ont pour objectif et pour effet de protéger l'industrie mexicaine. D'après le Chili, ces mesures sont incompatibles, notamment, avec les dispositions suivantes: articles 1<sup>er</sup>, 2 et 5 de l'Accord OTC; articles 1<sup>er</sup>, 3 et 5 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation; et article III:4 du GATT de 1994.

**28. WT/DS230 – Chili – Mesures de sauvegarde et modification des listes concernant le sucre**

Plainte de la Colombie. Le 17 avril 2001, la Colombie a demandé l'ouverture de consultations avec le Chili concernant les mesures de sauvegarde définitives appliquées par le Chili le 20 janvier 2000 à un certain nombre de produits agricoles, y compris le sucre, et prorogées en novembre 2000 pour une période d'un an; et la décision prise par le Chili le 14 mars 2001 de ne pas reconnaître l'intérêt substantiel de la Colombie, qui devrait être consultée en ce qui concerne la modification des concessions concernant, notamment, les sucres raffinés (sous-position tarifaire 17.01.99.00).

En novembre 2000, le Chili avait notifié son intention de modifier ces concessions conformément à l'article XXVIII du GATT de 1994. Selon la Colombie, les mesures susmentionnées sont incompatibles avec les obligations incombant au Chili au titre des dispositions suivantes: articles 2, 3, 4, 5, 7, 9 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes; articles II, XIX et XXVIII du GATT de 1994; et Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XXVIII du GATT de 1994 et Lignes directrices adoptées le 10 novembre 1980 relatives aux procédures concernant les négociations au titre de l'article XXVIII.

D'après la Colombie, il apparaît que les mesures chiliennes, considérées conjointement ou séparément, annulent ou compromettent les avantages qui résulteraient pour elle des dispositions susmentionnées. Comme la Colombie l'a indiqué, cette nouvelle demande annule et remplace la demande de consultations distribuée sous la cote WT/DS228/1.

**29. WT/DS229 – Brésil – Droits antidumping sur les sacs de jute en provenance de l'Inde**

Plainte de l'Inde. Le 9 avril 2001, l'Inde a demandé l'ouverture de consultations avec le Brésil concernant:

- la détermination du gouvernement brésilien de continuer à imposer des droits antidumping sur les sacs de jute et les sacs en fils de jute en provenance de l'Inde, qui est fondée sur un document prétendument faux concernant la marge de dumping, attribuée à une entreprise indienne qui n'existe pas;
- son refus de reconsidérer la décision de maintenir les droits antidumping sur les articles de jute en provenance d'Inde, bien que la non-existence de cette entreprise ait été signalée aux autorités;
- le fait que les nouveaux éléments de preuve relatifs au coût de production, aux prix de vente sur le marché intérieur, aux prix à l'exportation, etc. des fabricants de jute indiens n'ont pas été pris en considération, et le refus de réexaminer la décision d'imposer des droits antidumping;
- la pratique générale du Brésil en matière de réexamen et d'imposition de droits antidumping; et
- les lois et réglementations antidumping du Brésil, notamment, mais pas exclusivement, l'article 58 du Décret n° 1602 de 1995.

D'après l'Inde, les dispositions avec lesquelles ces déterminations et dispositions juridiques semblent incompatibles, sont notamment, mais pas exclusivement, les articles VI et X du GATT de 1994; les articles 1<sup>er</sup>, 2, 3, 5, 6 (en particulier 6.6, 6.7, 6.8 et annexe II, 6.9 et 6.10), 11, 12, 17.6 i), 18.3 et 18.4 de l'Accord antidumping; et l'article XVI de l'Accord sur l'OMC.

En outre, la détermination de maintenir les droits antidumping semble annuler et compromettre les avantages résultant pour l'Inde des accords visés ou entraver la réalisation de leurs objectifs.

**30. WT/DS226 – Chili – Mesure de sauvegarde provisoire appliquée aux mélanges d'huiles alimentaires**

Plainte de l'Argentine. Le 19 février 2001, l'Argentine a demandé l'ouverture de consultations avec le Chili concernant une mesure de sauvegarde provisoire relative aux importations de mélanges d'huiles alimentaires (position tarifaire 1517.9000 du Système harmonisé du Chili), qui a été adoptée par les autorités chiliennes le 11 janvier 2001 et consiste à appliquer un droit *ad valorem* de 48 pour cent aux importations de ces produits. Le 10 janvier 2001, la notification du Chili concernant l'ouverture d'une enquête a été distribuée sous la cote G/SG/N/6/CHL/5 et, le 19 janvier 2001, la notification de la décision prise par les autorités chiliennes chargées des enquêtes de recommander l'imposition d'une mesure de sauvegarde provisoire a été distribuée sous la cote G/SG/N/7/5/Suppl.1.

L'Argentine a allégué que la mesure de sauvegarde provisoire est incompatible avec les obligations qui incombent au Chili en vertu de l'article XIX du GATT de 1994 et de l'Accord sur les sauvegardes, y compris mais pas exclusivement les articles 2, 4, 6 et 12.

**31. WT/DS225 – États-Unis – Droits antidumping sur les tuyaux sans soudure en provenance d'Italie**

Plainte des Communautés européennes. Le 5 février 2001, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant des droits antidumping appliqués par les États-Unis aux importations de tuyaux sans soudure pour canalisation ou conduite sous

pression ("tuyaux sans soudure") en provenance d'Italie. La demande porte en particulier sur les résultats finals d'un réexamen à terme de la mesure effectué par le Département du commerce des États-Unis (DOC), qui ont été publiés dans le *Federal Register* du 7 novembre 2000. Elle porte également sur certains aspects de la procédure suivie par le DOC pour engager des réexamens à terme, qui sont énoncés à l'article 751 c) de la Loi douanière de 1930 et dans le Règlement d'application pris par le DOC.

Les CE ont considéré que les résultats finals du réexamen à terme contrevenaient aux articles 5.8, 11.1 et 11.3 de l'Accord antidumping. Elles ont également considéré que l'engagement dudit réexamen était incompatible avec les articles 11.1, 11.3 et 18.4 de l'Accord antidumping, ainsi qu'avec l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

### 32. **WT/DS224 – États-Unis – Code des brevets des États-Unis**

Plainte du Brésil. Le 31 janvier 2001, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant les dispositions du Code des brevets de ce pays, en particulier celles du chapitre 18 [38] – "*Droits de brevets sur des inventions faites avec une assistance fédérale*". Le Brésil a relevé plusieurs éléments discriminatoires dans le Code des brevets des États-Unis y compris, mais pas exclusivement, les éléments suivants:

- l'indication qu'aucune petite entreprise ou organisation sans but lucratif qui obtient les droits sur une invention sujette ne peut concéder à quelque personne que ce soit le droit exclusif d'utiliser ou de vendre aux États-Unis une invention sujette, sauf si cette personne convient que les produits contenant l'invention sujette ou fabriqués grâce à l'utilisation de celle-ci seront fabriqués dans une mesure substantielle aux États-Unis;
- une prescription selon laquelle tout accord de financement conclu avec une petite entreprise ou une organisation sans but lucratif doit contenir des dispositions appropriées pour être conforme à la prescription susmentionnée; et
- les restrictions législatives selon lesquelles le droit d'utiliser ou de vendre aux États-Unis une invention appartenant au gouvernement fédéral n'est concédé qu'à un preneur de licence qui convient que les produits contenant l'invention sujette ou fabriqués grâce à l'utilisation de celle-ci seront fabriqués dans une mesure substantielle aux États-Unis.

Le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au sujet de ces dispositions du Code des brevets et d'autres, en vue de "comprendre comment les États-Unis démontrent la compatibilité de ces prescriptions avec les obligations qu'ils ont contractées dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC, notamment les articles 27 et 28, de l'Accord sur les MIC, en particulier l'article 2, et des articles III et XI du GATT de 1994".

### 33. **WT/DS223 – Communautés européennes – Contingent tarifaire applicable aux aliments à base de gluten de maïs en provenance des États-Unis**

Plainte des États-Unis. Le 25 janvier 2001, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec les CE concernant l'application par celles-ci d'un contingent tarifaire aux aliments à base de gluten de maïs importés des États-Unis. Ce contingent tarifaire était applicable cinq jours après la date de l'adoption par l'ORD du rapport du Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *États-Unis – Gluten de froment* (WT/DS166) reconnaissant que la mesure de sauvegarde appliquée par les États-Unis au gluten de froment était incompatible avec les Accords de l'OMC.

Selon les États-Unis, le contingent tarifaire ne satisfait pas aux conditions requises par l'Accord sur les sauvegardes pour qu'un Membre puisse suspendre l'application de concessions et d'autres obligations; l'imposition du contingent tarifaire sur les aliments à base de gluten de maïs importés des États-Unis est donc incompatible avec les articles I<sup>er</sup>, II et XIX du GATT de 1994 et avec l'article 8:1, 8:2 et 8:3 de l'Accord sur les sauvegardes.

**34. WT/DS220 – Chili – Système des fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliquées à certains produits agricoles**

Plainte du Guatemala. Le 5 janvier 2001, le Guatemala a demandé l'ouverture de consultations avec le Chili concernant:

- 1) la législation chilienne en matière de sauvegardes et de fourchettes de prix, y compris la Loi n° 18.525, telle qu'elle a été modifiée par la Loi n° 18.591 puis par la Loi n° 19.546, ainsi que les normes réglementaires et les dispositions complémentaires et/ou modifications;
- 2) l'ouverture de l'enquête au sujet de produits assujettis au système des fourchettes de prix notifiée dans le document G/SG/N/6/CHL/2, le déroulement de l'enquête, la détermination préliminaire mentionnée dans la notification G/SG/N/7/CHL/2/Suppl.1 et la détermination définitive mentionnée dans les notifications G/SG/N/8/CHL/1, G/SG/N/10/CHL/1, G/SG/N/8/CHL/1/Suppl.1 et G/SG/N/10/CHL/1/Suppl.1; lesdites notifications indiquent que les mesures de sauvegarde dont il est question visent les importations de blé, de farine de blé, de sucre et d'huiles végétales alimentaires;
- 3) la demande de prorogation de ces mesures mentionnée dans les notifications G/SG/N/10/CHL/1/Suppl.2 et G/SG/N/10/CHL/1/Suppl.2/Corr.1.

De l'avis du Guatemala:

- les mesures visées sous 1) sont incompatibles avec, entre autres, l'article II du GATT de 1994 et l'article 4 de l'Accord sur les sauvegardes;
- les mesures visées sous 2) sont incompatibles avec, entre autres, les articles 2, 3, 4, 5, 6 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes et avec l'article XIX:1 du GATT de 1994; et
- la demande visée sous 3) paraît incompatible avec, entre autres, les obligations résultant pour le Chili du GATT de 1994 et avec les articles 2, 3, 4, 5, 6, 8 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes.

**35. WT/DS218 – États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone en provenance du Brésil**

Plainte du Brésil. Le 21 décembre 2000, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant un aspect de la pratique des États-Unis en matière de droits compensateurs et de l'imposition par ce pays de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone originaires du Brésil. Il est préoccupé par la pratique des États-Unis d'Amérique, qui consiste à appliquer leurs lois en matière de droits compensateurs de telle sorte qu'il est toujours constaté que les sociétés privatisées bénéficient des avantages conférés par des subventions accordées avant leur privatisation, et par le fait que les États-Unis ne sont

pas disposés à rendre leur pratique conforme à l'Accord SMC. En outre, le Brésil est préoccupé par les résultats du maintien en application par les États-Unis d'une ordonnance et d'une décision finale qu'ils ont prise d'imposer des droits compensateurs après avoir constaté que les avantages découlant des participations au capital social de sociétés avant leur privatisation étaient transmis aux sociétés après le changement intervenu dans le régime de propriété et de contrôle.

Le Brésil estimait que la constatation selon laquelle trois sociétés bénéficiaient de subventions qui leur avaient été accordées avant leur privatisation était contraire aux articles 1.1 b), 10, 14, 19 et 21 de l'Accord SMC dans la mesure où elle avait été formulée sur la base des avantages censés découler des participations au capital social de ces sociétés avant leur privatisation. Il estimait en outre que la décision de ne pas clore l'enquête était contraire à l'article 11.9 de l'Accord SMC. Il a fait remarquer que le Département du commerce s'était fondé sur la même analyse d'un subventionnement à la suite d'une privatisation dont l'Organe d'appel de l'OMC, dans l'affaire *États-Unis – Plomb et bismuth II*, avait constaté qu'elle était incompatible avec les obligations contractées dans le cadre de l'OMC.

**36. WT/DS216 – Mexique – Mesure antidumping provisoire visant les transformateurs électriques**

Plainte du Brésil. Le 20 décembre 2000, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec le Mexique concernant la mesure antidumping provisoire imposée le 17 juillet 2000 sur les transformateurs électriques d'une puissance excédant 10 000 KVA, relevant de la ligne tarifaire 8504.23.01 de la Loi sur les taxes générales à l'importation, exportés du Brésil. Selon le Brésil, la détermination susmentionnée et les mesures provisoires qui en résultent sont incompatibles avec les obligations du Mexique au titre de l'Accord antidumping et de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, et en particulier avec les articles 5.2, 5.3, 5.8, 6.8, 7.1 i), 7.1 ii) et l'Annexe II de l'Accord antidumping.

**37. WT/DS215 – Philippines – Mesures antidumping visant les résines de polypropylène en provenance de Corée**

Plainte de la Corée. Le 15 décembre 2000, la Corée a demandé l'ouverture de consultations avec les Philippines concernant les déterminations préliminaire et finale établies par la Commission tarifaire des Philippines pour les résines en polypropylène en provenance de Corée le 15 novembre 1999 et le 11 septembre 2000 respectivement. Selon la Corée, les Philippines ont commis dans ces déterminations des erreurs qui ont donné lieu à des constatations erronées et à des conclusions incorrectes en ce qui concerne, entre autres, le produit similaire, le dumping, le dommage et le lien de causalité, ainsi qu'à l'imposition, au calcul et au recouvrement de marges antidumping qui sont incompatibles avec les obligations découlant pour les Philippines des dispositions de l'Accord antidumping et, en particulier, mais pas nécessairement exclusivement, des articles 2, 3, 5, 6 (y compris l'Annexe II), 7, 9 et 12, et de l'article VI du GATT de 1994.

**38. WT/DS209 – Communautés européennes – Mesures affectant le café soluble**

Plainte du Brésil. Le 12 octobre 2000, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec les CE concernant les mesures appliquées dans le cadre du schéma de préférences généralisées des CE (schéma SGP) qui affectent les importations de café soluble originaire du Brésil. Les mesures en question comprennent ce qu'il est convenu d'appeler le mécanisme de "graduation", qui réduit ou élimine progressivement et de façon sélective les préférences accordées pour des produits spécifiques et/ou à des pays bénéficiaires spécifiques dans le cadre du schéma SGP; et le régime spécial "drogues", au titre duquel un traitement

préférentiel spécial est accordé pour les produits originaires des pays andins et des pays du Marché commun centraméricain qui ont engagé une campagne de lutte contre la drogue.

D'après le Brésil, la législation communautaire qui établit le traitement spécial applicable à certains produits – parmi lesquels le café soluble – est constituée par le Règlement (CE) n° 1256/96 du Conseil du 20 juin 1996 et le Règlement (CE) n° 2820/98 du Conseil du 21 décembre 1998, actuellement en vigueur. Le Brésil estimait que les mesures mentionnées ci-dessus avaient, à la fois séparément et conjointement, une incidence négative sur l'importation dans les CE de café soluble originaire du Brésil. Il considérait que ces mesures étaient incompatibles avec les obligations des CE au titre de la Clause d'habilitation et de l'article premier du GATT de 1994.

**39. WT/DS208 – Turquie – Droit antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fer et acier**

Plainte du Brésil. Le 9 octobre 2000, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec la Turquie concernant le droit antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fer et acier provenant du Brésil, imposé en vertu de la communication n° 2000/3 (publiée au Journal officiel de la Turquie le 26 avril 2000). Le Brésil considérait que la Turquie n'avait pas adressé les notifications adéquates en l'espèce, qu'elle n'avait pas établi les faits ainsi qu'il convenait et que son évaluation de ces faits n'était ni impartiale ni objective, en particulier en ce qui concerne:

- l'ouverture de l'enquête;
- le déroulement de l'enquête, y compris l'évaluation, les constatations et les déterminations de l'existence d'un dumping et d'un dommage;
- l'évaluation, les constatations et les déterminations de l'existence d'un lien de causalité entre le dumping et le dommage; et
- l'imposition du droit antidumping.

Le Brésil considérait que la Turquie avait agi de manière incompatible avec l'article VI du GATT de 1994 et les articles 2, 3, 5, 6, 12 et 15 de l'Accord antidumping.

**40. WT/DS205 – Égypte – Prohibition à l'importation de thon en boîte à l'huile de soja**

Plainte de la Thaïlande. Le 22 septembre 2000, la Thaïlande a demandé l'ouverture de consultations avec l'Égypte concernant la prohibition imposée par ce pays à l'importation de thon en boîte à l'huile de soja en provenance de Thaïlande, conformément à une lettre datée du 2 janvier 2000 du Ministère de l'économie et du commerce extérieur de l'Égypte et à la note circulaire n° 5 de 2000 publiée le 13 janvier 2000 par les autorités douanières de l'Égypte. La Thaïlande considérait que, en appliquant les mesures susmentionnées, la République arabe d'Égypte avait manqué aux obligations découlant pour elle des dispositions ci-après de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce: articles I<sup>er</sup>, XI et XIII du GATT, et articles 2, 3 et 5, et Annexe B, paragraphes 2 et 5, de l'Accord SPS.

**41. WT/DS203 – Mexique – Mesures visant le commerce des animaux vivants de l'espèce porcine**

Plainte des États-Unis. Le 10 juillet 2000, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec le Mexique concernant la mesure antidumping définitive prise par ce pays le 20 octobre 1999 et visant les animaux vivants de l'espèce porcine (marchandise classée sous la position tarifaire 0103.92.99 au titre de la Loi sur les taxes générales à l'importation) exportés des États-Unis d'Amérique, indépendamment du pays d'origine et des actions du Mexique concernant la conduite de l'enquête antidumping ayant donné lieu à cette mesure.

De l'avis des États-Unis, les mesures susmentionnées sont incompatibles avec les obligations découlant pour le Mexique des articles 2:2, 2:3, 3, 5:1, 5:6, 7 et 8 de l'Accord SPS; de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture; des articles 2 et 5 de l'Accord OTC; et des articles III:4 et XI:1 du GATT de 1994.

**42. WT/DS201 – Nicaragua – Mesures visant les importations en provenance du Honduras et de la Colombie (II)**

Plainte du Honduras. Le 26 juin 2000, le Honduras a demandé l'ouverture de consultations avec le Nicaragua concernant la Loi n° 325 de 1999 portant imposition d'une taxe sur les biens et services en provenance ou originaires du Honduras et de la Colombie, ainsi que le Décret réglementaire n° 129-99 et l'Arrêté ministériel n° 041-99. Le Honduras considérait que la Loi n° 325 de 1999 et le Décret réglementaire n° 129-99 étaient incompatibles avec les obligations qui découlaient pour le Nicaragua du GATT de 1994, en particulier des articles I<sup>er</sup> et II, et que ces dispositions, ainsi que l'Arrêté ministériel n° 041-99, étaient incompatibles avec les obligations qui découlaient pour le Nicaragua des articles II et XVI de l'AGCS.

**43. WT/DS200 – États-Unis – Article 306 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur et modifications y relatives**

Plainte des Communautés européennes. Le 5 juin 2000, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant l'article 306 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur, tel qu'il a été modifié pour la dernière fois par l'article 407 de la Loi de 2000 sur le commerce extérieur et le développement (Public Law 106-200). Selon les CE, l'article 306, tel qu'il a été modifié, prévoit une révision obligatoire et unilatérale de la liste des produits qui font l'objet d'une suspension des concessions accordées au titre du GATT de 1994 ou d'autres mesures au titre de l'article 301 a) 120 jours après l'application de la première mesure de suspension, puis tous les 180 jours, afin de nuire aux importations en provenance de Membres pour lesquels les États-Unis ont déterminé qu'ils n'avaient pas mis en œuvre des recommandations formulées dans le cadre d'une procédure de règlement des différends de l'OMC. En particulier, les CE ont fait valoir ce qui suit:

- l'article 306, tel qu'il a été modifié, constitue une violation des dispositions du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends car il prescrit une action unilatérale sans aucun contrôle multilatéral préalable;
- la mesure prescrit la suspension de concessions ou d'autres obligations qui ne sont pas celles pour lesquelles l'ORD a accordé une autorisation, ou menace de les suspendre. Dans la pratique, toutes les concessions consolidées des États-Unis figurant dans la Liste d'engagements de ce pays annexée au GATT de 1994 peuvent, selon les CE, être modifiées unilatéralement à volonté;

- cette mesure constitue une violation de l'obligation d'équivalence en ce sens qu'elle crée un déséquilibre structurel entre le niveau cumulatif des suspensions de concessions et le niveau de l'annulation ou de la réduction des avantages déterminés dans le cadre des procédures pertinentes prévues par le Mémorandum d'accord; et
- la mesure crée un sentiment d'anxiété sur le marché, ce qui porte atteinte à la sécurité et à la prévisibilité du système commercial multilatéral.

Par conséquent, les CE estimaient que l'article 306 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur, tel qu'il avait été modifié par l'article 407 de la Loi de 2000 sur le commerce extérieur et le développement, était incompatible notamment avec les dispositions des Accords de l'OMC énumérées ci-après: articles 3:2, 21:5, 22 et 23 du Mémorandum d'accord; article XVI:4 de l'Accord instituant l'OMC et articles I<sup>er</sup>, II et XI du GATT de 1994.

**44. WT/DS197 – Brésil – Mesures relatives à des prix minimaux à l'importation**

Plainte des États-Unis. Le 30 mai 2000, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec le Brésil concernant l'utilisation par ce pays de prix minimaux à l'importation à des fins d'évaluation en douane. Les mesures en cause sont le Décret n° 2498/98 et d'autres dispositions législatives et réglementaires connexes, qui établissent un système de vérification de la valeur déclarée des marchandises importées. D'après les États-Unis, le Brésil utilise ce système de vérification – associé à des procédures de licences d'importation non automatiques – pour prohiber ou restreindre l'importation de produits dont la valeur déclarée est inférieure à ce que les États-Unis considèrent comme des prix minimaux déterminés de façon arbitraire. Ils estimaient que les mesures du Brésil étaient incompatibles avec les obligations qui lui incombaient au titre des articles 1<sup>er</sup> à 7 et 12 de l'Accord sur l'évaluation en douane, des notes générales 1, 2 et 4 de l'Annexe 1 dudit accord, des articles II et XI du GATT de 1994, des articles 1<sup>er</sup> et 3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, des articles 2 et 7 de l'Accord sur les textiles et les vêtements et de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture.

**45. WT/DS191 – Équateur – Mesure antidumping définitive concernant le ciment en provenance du Mexique**

Plainte du Mexique. Le 15 mars 2000, le Mexique a demandé l'ouverture de consultations avec l'Équateur concernant une mesure antidumping définitive imposée par ce pays, par la publication au Journal officiel n° 361 du 14 janvier 2000, aux importations de ciment en provenance du Mexique relevant de la sous-position tarifaire 2523.29.00, ainsi que les actions qui l'ont précédée. Le Mexique a allégué que cette mesure antidumping définitive et les actions de l'Équateur qui l'avaient précédée, y compris la mesure antidumping provisoire et l'ouverture de l'enquête, enfreignaient, entre autres, les articles 1<sup>er</sup>, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 12, 18 et l'Annexe II de l'Accord antidumping, ainsi que l'article VI du GATT de 1994.

**46. WT/DS187 – Trinité-et-Tobago – Mesure antidumping provisoire appliquée aux importations de macaronis et de spaghettis en provenance du Costa Rica**

Plainte du Costa Rica. Le 17 janvier 2000, le Costa Rica a demandé l'ouverture de consultations avec la Trinité-et-Tobago concernant la décision (Legal Notice n° 237) du Ministère de l'industrie et du commerce de ce pays, en vertu de laquelle des droits antidumping provisoires sont imposés aux importations de macaronis et de spaghettis en provenance du Costa Rica, les mesures qui ont précédé cette décision (voir l'affaire WT/DS185), ainsi que la Loi de 1992 relative aux droits antidumping et aux droits compensateurs, telle que modifiée par la Loi (amendement) de 1995 relative aux droits



antidumping et aux droits compensateurs et les Règlements de 1996 relatifs auxdits droits. Le Costa Rica a fait valoir que ces mesures étaient incompatibles avec certains paragraphes des articles 1<sup>er</sup>, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 10, 12, 18 en particulier, ainsi qu'avec les Annexes I et II de l'Accord antidumping.

**47. WT/DS186 – États-Unis – Article 337 de la Loi douanière de 1930 et modifications y relatives**

Plainte des Communautés européennes. Le 12 janvier 2000, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant l'article 337 de la Loi douanière des États-Unis (19 U.S.C. § 1337) et le Code de pratique et de procédure de la Commission du commerce international s'y rapportant, lequel figure dans le chapitre II du Titre 19 du Code des réglementations fédérales des États-Unis. Les CE ont allégué que ces mesures enfreignaient l'article III du GATT de 1994 et les articles 2 (pris conjointement avec l'article 2 de la Convention de Paris), 3, 9 (pris conjointement avec l'article 5 de la Convention de Berne), 27, 41, 42, 49, 50 et 51 de l'Accord sur les ADPIC.

**48. WT/DS185 – Trinité-et-Tobago – Certaines mesures visant les importations de pâtes alimentaires en provenance du Costa Rica**

Plainte du Costa Rica. Le 18 novembre 1999, le Costa Rica a demandé l'ouverture de consultations avec la Trinité-et-Tobago concernant

- l'enquête antidumping concernant les importations de pâtes alimentaires fournies par l'entreprise costaricienne "Roma Prince Sociedad Anónima", actuellement menée par la Trinité-et-Tobago à la demande de l'entreprise "Cereal Products Limited";
- les procédures menées dans le cadre d'une audition préliminaire qui a précédé l'ouverture de l'enquête antidumping; et
- les articles 3 et 5 du Règlement de 1996 relatif aux droits antidumping et compensateurs de la Trinité-et-Tobago.

Le Costa Rica a allégué que ces mesures étaient incompatibles avec les articles 2, 3, 5, 6 et 12 de l'Accord antidumping.

**49. WT/DS183 – Brésil – Mesures concernant les licences d'importation et les prix minimaux à l'importation**

Plainte des Communautés européennes. Cette demande, datée du 14 octobre 1999, concerne un certain nombre de mesures brésiliennes, en particulier le régime de licences non automatiques du Brésil et la pratique consistant à imposer des prix minimaux, qui restreindraient les exportations communautaires, notamment celles d'articles textiles, de sorbitol et de carboxyméthylcellulose (CMC). Les CE ont fait valoir que ces mesures brésiliennes violaient, entre autres, les articles II, VIII, X et XI du GATT de 1994, l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture, les articles 1<sup>er</sup>, 3, 5 et 8 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation ainsi que les articles 1<sup>er</sup> à 7 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994.

**50. WT/DS182 – Équateur – Mesure antidumping provisoire concernant le ciment en provenance du Mexique**

Plainte du Mexique. Le 5 octobre 1999, le Mexique a demandé l'ouverture de consultations avec l'Équateur concernant une mesure antidumping provisoire imposée par ce pays, par la publication au Journal officiel du 14 juillet 1999, aux importations de ciment en provenance du Mexique relevant de la sous-position tarifaire 2523.29.00, ainsi que les actions de l'Équateur qui l'ont précédée. Le Mexique considérait que cette mesure antidumping provisoire et les actions qui l'avaient précédée violaient, entre autres, les articles 1<sup>er</sup>, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 12 et 18, ainsi que l'Annexe II de l'Accord antidumping, et l'article VI du GATT de 1994.

**51. WT/DS180 – États-Unis – Reclassement de certains sirops de sucres**

Plainte du Canada. Le 6 septembre 1999, le Canada a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant le reclassement projeté de certains sirops de sucres par le Service des douanes de ce pays. Le Canada a fait valoir que ces mesures des États-Unis contrevenaient à l'article II du GATT de 1994 et à l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture. De plus, il a allégué que ces mesures annulaient ou compromettaient les avantages qui résultaient pour lui de ces mêmes dispositions du GATT et de l'Accord sur l'agriculture.

**52. WT/DS172 – Communautés européennes – Mesures relatives au développement d'un système de gestion de vol**

Plainte des États-Unis. Le 21 mai 1999, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec les CE concernant des subventions pouvant donner lieu à une action qui seraient accordées ou maintenues en faveur d'une société française, Sextant Avionique ("Sextant"), pour le développement d'un nouveau système de gestion de vol (FMS) adapté aux avions Airbus. Les États-Unis ont allégué que le gouvernement français avait décidé d'accorder, avec l'approbation de la Commission européenne, un prêt à des conditions préférentielles et non commerciales d'un montant de 140 millions de francs à verser en trois ans, pour un projet dans le cadre duquel Sextant développerait un FMS adapté aux avions Airbus. De l'avis des États-Unis, cette aide:

- est une subvention spécifique au sens des articles 1<sup>er</sup> et 3 de l'Accord SMC, laquelle a causé et continue de causer des effets défavorables au sens de l'article 5 de l'Accord SMC;
- a causé et continue de causer un préjudice grave au sens des articles 5 c) et 6 de l'Accord SMC car la subvention peut comporter l'annulation directe d'une dette;
- peut détourner les importations de FMS en provenance des États-Unis du marché français ou entraver ces importations;
- peut détourner des marchés de pays tiers les exportations de FMS des États-Unis ou entraver ces exportations;
- peut se traduire par une sous-cotation notable du prix du produit subventionné par rapport au prix d'un produit similaire d'un autre Membre sur le même marché, ou peut avoir pour effet d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix ou de faire perdre des ventes sur le même marché dans une mesure notable; et

- a eu et continue d'avoir pour effet d'annuler ou de compromettre des avantages résultant directement ou indirectement pour eux du GATT de 1994 au sens de l'article XXIII:1 b) du GATT de 1994 et de l'article 5 b) de l'Accord SMC.

**53. WT/DS173 – France – Mesures relatives au développement d'un système de gestion de vol**

Plainte des États-Unis. Le 21 mai 1999, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec la France. Cette plainte est identique à celle adressée aux CE (WT/DS172).

**54. WT/DS168 – Afrique du Sud – Droits antidumping visant certains produits pharmaceutiques en provenance d'Inde**

Plainte de l'Inde. Le 1<sup>er</sup> avril 1999, l'Inde a demandé l'ouverture de consultations avec l'Afrique du Sud concernant une recommandation du Conseil des droits de douane et du commerce d'imposer des droits antidumping définitifs à l'importation de certains produits pharmaceutiques en provenance d'Inde (voir le rapport n° 3799 du Conseil, daté du 3 octobre 1997). D'après l'Inde, l'Afrique du Sud a engagé une procédure antidumping concernant l'importation de capsules d'ampicilline et d'amoxycilline 250 mg en provenance d'Inde. Il est allégué que le Conseil des droits de douane et du commerce a formulé, le 26 mars 1997, une détermination préliminaire selon laquelle les capsules d'ampicilline et d'amoxycilline 250 mg et 500 mg exportées par M/s Ranbaxy Laboratories Ltd., Inde, faisaient l'objet d'un dumping dans l'Union douanière d'Afrique australe (SACU). Par la suite, ledit conseil a, d'après ce qui est allégué, établi une recommandation visant à imposer des droits définitifs sur ces produits, laquelle a été notifiée le 10 septembre 1997. L'Inde a affirmé ce qui suit:

- la définition et le calcul de la valeur normale par le Conseil des droits de douane et du commerce sont incompatibles avec les obligations contractées par l'Afrique du Sud dans le cadre de l'OMC, parce qu'une méthode erronée a été utilisée pour déterminer la valeur normale et la marge de dumping en découlant;
- la détermination de l'existence d'un dommage ne se fondait pas sur des éléments de preuve positifs et ne comportait pas une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influaient sur la situation de la branche de production, ce qui s'est traduit par une détermination erronée de l'existence d'un dommage important pour le requérant;
- l'établissement des faits par les autorités sud-africaines n'était pas correct et que leur évaluation n'était pas impartiale ni objective; et
- les autorités sud-africaines n'ont pas pris en compte la situation spéciale de l'Inde en tant que pays en développement.

L'Inde a allégué qu'il y avait violation des articles 2, 3 et 6 a) à c) pris seuls et conjointement avec les articles 12 et 15 de l'Accord antidumping, ainsi que des articles I<sup>er</sup> et VI du GATT de 1994.

**55. WT/DS167 – États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs concernant les bovins vivants en provenance du Canada**

Plainte du Canada. Le 19 mars 1999, le Canada a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant l'ouverture par ce pays, le 22 décembre 1998, d'une enquête en matière de droits compensateurs concernant les bovins vivants en provenance du Canada. Selon le Canada:

- l'ouverture de cette enquête est incompatible avec les obligations découlant pour les États-Unis de l'Accord sur les subventions, y compris le fait que la demande écrite déposée auprès du Département du commerce des États-Unis n'a pas été présentée par la branche de production nationale ou en son nom, et qu'il n'a pas été fourni de renseignements suffisants au sujet des mesures ou actions dont il est allégué qu'elles sont des subventions aux fins de l'ouverture d'une enquête au titre de l'Accord SMC;
- les mesures ou actions dont il est allégué qu'elles sont des subventions ne sont pas, en droit ou en fait, des subventions au sens de l'Accord SMC ou ne confèrent pas davantage qu'un niveau *de minimis* de subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires; et
- l'ouverture de cette enquête est incompatible avec les obligations découlant pour les États-Unis de l'Accord sur l'agriculture concernant la "modération".

Le Canada a allégué qu'il y avait violation des articles 1<sup>er</sup>, 2, 10, 11.1 à 11.5 et 13.1 de l'Accord sur les subventions et de l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture.

**56. WT/DS159 – Hongrie – Mesure de sauvegarde visant les importations de produits en acier en provenance de la République tchèque**

Plainte de la République tchèque. Le 21 janvier 1999, la République tchèque a demandé l'ouverture de consultations avec la Hongrie concernant l'imposition par ce pays de restrictions quantitatives à l'importation d'une large gamme de produits en acier en provenance de la République tchèque. La République tchèque a allégué que la Hongrie avait imposé une mesure de sauvegarde sous la forme d'un contingent à l'importation d'une large gamme de produits en acier en provenance de la République tchèque et que cette mesure ne s'appliquait qu'à la République tchèque. Elle a soutenu que ces restrictions quantitatives constituaient une violation des obligations découlant pour la Hongrie des articles I<sup>er</sup> et XIX du GATT, ainsi que des dispositions de l'Accord sur les sauvegardes.

**57. WT/DS158 – Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes II**

Plainte des États-Unis, du Guatemala, du Honduras, du Mexique et du Panama. Le 20 janvier 1999, les pays cités (les parties plaignantes) ont demandé l'ouverture de consultations avec les CE concernant la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*. Les parties plaignantes ont déclaré que le délai raisonnable de 15 mois imparti aux CE pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD avait pris fin le 1<sup>er</sup> janvier 1999 (voir l'affaire WT/DS27). Elles ont soutenu que les CE avaient modifié leur régime d'une manière qui ne permettrait pas de mettre maintenant un terme à ce différend sur la base d'une solution qui soit acceptable pour leurs gouvernements et, en conséquence, agissant conjointement et individuellement, elles ont demandé l'ouverture

de consultations avec les CE au sujet du régime communautaire concernant les bananes établi par le Règlement des CE n° 404/93, tel qu'il a été modifié et mis en œuvre par le Règlement du Conseil n° 1637/98 du 20 juillet 1998 et le Règlement de la Commission des CE n° 2362/98 du 28 octobre 1998. Les parties plaignantes ont soutenu que leur objectif était de clarifier et d'examiner en détail avec les CE les divers aspects du régime communautaire modifié concernant les bananes, y compris l'effet sur le marché, leurs préoccupations quant à la compatibilité de ces aspects avec les règles de l'OMC et les façons dont les CE pourraient modifier leur régime afin d'arriver à un règlement satisfaisant de ce différend.

**58. WT/DS157 – Argentine – Mesures antidumping à l'importation de forêts en provenance d'Italie**

Plainte des Communautés européennes. Le 14 janvier 1998, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Argentine concernant les mesures antidumping définitives prétendument imposées par ce pays à l'importation de forêts en provenance d'Italie. Les CE ont indiqué que, le 12 septembre 1998, l'Argentine avait imposé des mesures antidumping définitives à l'importation de forêts en provenance d'Italie. D'après les allégations, l'enquête qui a conduit à l'imposition de ces mesures avait été ouverte le 21 février 1997. Les CE ont soutenu que, la durée de l'enquête de l'Argentine ayant dépassé 18 mois, cette enquête était contraire aux dispositions de l'article premier de l'Accord antidumping.

**59. WT/DS154 – Communautés européennes – Mesures affectant le traitement différencié et favorable du café**

Plainte du Brésil. Le 7 décembre 1998, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec les CE concernant le traitement préférentiel spécial accordé dans le cadre du schéma de préférences généralisées des CE (schéma SGP). Le Brésil a affirmé que le schéma SGP des CE était applicable aux produits originaires des pays du Groupe andin et des pays du Marché commun centraméricain, qui étaient engagés dans des programmes de lutte contre la production et le trafic de la drogue. Dans le cas du café soluble, ce traitement préférentiel spécial, défini dans le Règlement (CE) n° 1256/96 du Conseil, se traduit par un accès en franchise de droits au marché communautaire. Le Brésil a dit être au courant de l'existence d'un projet de règlement du Conseil qui unifierait toutes les lois et réglementations communautaires concernant l'application du schéma SGP, tant pour les produits agricoles que pour les produits industriels. Le Brésil a fait valoir que ce traitement spécial avait une incidence négative sur l'importation dans les CE de café soluble originaire du Brésil. Il a allégué que ce traitement spécial était incompatible avec la Clause d'habilitation, ainsi qu'avec l'article premier du GATT de 1994. Le Brésil a allégué également que ce traitement spécial annulait ou compromettait des avantages résultant pour le Brésil directement ou indirectement des dispositions en question.

**60. WT/DS153 – Communautés européennes – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture**

Plainte du Canada. Le 2 décembre 1998, le Canada a demandé l'ouverture de consultations avec les CE concernant la protection des inventions dans le domaine des produits pharmaceutiques et des produits chimiques pour l'agriculture au titre des dispositions pertinentes de la législation des CE, en particulier le Règlement (CEE) n° 1768/92 du Conseil et le Règlement (CE) n° 1610/96 du Parlement européen et du Conseil, en relation avec les obligations des CE au titre de l'Accord sur les ADPIC. Le Canada estimait qu'en vertu des Règlements susmentionnés un système de prolongation des brevets, qui était limité aux produits pharmaceutiques et aux produits chimiques pour l'agriculture, avait été mis en œuvre. De l'avis du Canada, les Règlements (CEE) n° 1768/92 et (CE) n° 1610/96 sont incompatibles

avec les obligations qui incombent aux CE de ne pas opérer de discrimination sur la base du domaine technologique, comme le prévoit l'article 27:1 de l'Accord sur les ADPIC, étant donné qu'ils ne s'appliquent qu'aux produits pharmaceutiques et aux produits chimiques pour l'agriculture.

**61. WT/DS150 – Inde – Mesures concernant les droits de douane**

Plainte des Communautés européennes. Le 30 octobre 1998, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Inde concernant une série de relèvements des droits de douane, qui, d'après les allégations, sont mis en œuvre par ce pays. Les CE ont indiqué que les mesures en question concernaient la liste 1 de la Loi de 1975 sur le Tarif douanier, le droit de douane spécial et le droit additionnel spécial. Les CE ont soutenu que, en vertu de ces mesures, la valeur globale des droits de douane résultant de l'addition des différents droits appliqués par l'Inde dépassait les taux consolidés par ce pays dans le cadre de l'OMC pour une série de positions tarifaires. Les CE ont allégué qu'il y avait violation des articles II:1 b) et III:2 du GATT de 1994.

**62. WT/DS149 – Inde – Restrictions à l'importation**

Plainte des Communautés européennes. Le 29 octobre 1998, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Inde concernant des restrictions à l'importation qui, d'après les allégations, sont appliquées par ce pays en vertu de sa politique d'exportation et d'importation pour 1997–2002 pour des raisons autres que celles prévues à l'article XVIII:B du GATT de 1994. Les CE ont indiqué que l'Inde avait notifié ces restrictions à l'OMC dans la Partie A de l'annexe I de sa notification du 20 mai 1997 au titre du paragraphe 9 du Mémoire d'accord sur les dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements (WT/BOP/N/24). L'Inde a fait valoir que ces restrictions étaient justifiées au titre de l'article XX et/ou de l'article XXI du GATT de 1994. Les CE considéraient que ces restrictions à l'importation constituaient une violation des articles III, X, XI, XIII et XVII du GATT de 1994, de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture et des articles 1<sup>er</sup>, 2 et 3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, et ne pouvaient être justifiées au titre des articles XX ou XXI du GATT de 1994.

**63. WT/DS148 – République tchèque – Mesure concernant le droit à l'importation du blé en provenance de Hongrie**

Plainte de la Hongrie. Le 12 octobre 1998, la Hongrie a demandé l'ouverture de consultations avec la République tchèque concernant un règlement adopté par ce pays qui est entré en vigueur le 9 octobre 1998 et qui, d'après ce qui est allégué, a majoré le droit à l'importation du blé originaire de Hongrie. La Hongrie a affirmé que le droit majoré à l'importation de blé (SH 1001.1000, 1001.9099) était plusieurs fois supérieur aux taux consolidés correspondants figurant dans la Liste tchèque pour 1998. La Hongrie a également allégué qu'elle était le seul pays assujéti à cette mesure. Elle considérait que cette mesure était incompatible avec les articles I<sup>er</sup> et II du GATT de 1994 et avec l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture. Elle a invoqué la disposition d'urgence du Mémoire d'accord sur le règlement des différends (article 4:8) en raison des graves pertes économiques et commerciales causées par cette mesure, qui devait rester en vigueur jusqu'au 26 avril 1999.

**64. WT/DS147 – Japon – Contingents tarifaires et subventions concernant les cuirs**

Plainte des Communautés européennes. Le 8 octobre 1998, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec le Japon concernant l'administration des contingents tarifaires applicables aux cuirs et les subventions dont bénéficient, d'après ce qui est allégué, l'industrie

du cuir et les "Dowa" au Japon. D'après les CE, l'administration des trois contingents tarifaires est indiquée dans un avis publié chaque année par le Ministère du commerce extérieur et de l'industrie (MITI), qui est fondé sur l'article 6 de l'Arrêté ministériel sur le régime de contingents tarifaires applicable au pétrole lourd, au pétrole brut, etc. Les CE ont affirmé ce qui suit:

- la complexité de l'administration du régime de contingents tarifaires paraît critiquable, tout comme le fait que les demandes de licences ne peuvent être présentées qu'un seul jour;
- de nombreuses licences sont accordées pour des quantités ne présentant pas un intérêt économique réel et certaines ont une durée de validité très courte;
- le régime dissuade les entreprises étrangères de s'établir au Japon pour procéder à l'importation directe du cuir;
- les subventions ont été accordées sur la base de la "Loi concernant les mesures fiscales spéciales", qui a prolongé la durée de 15 programmes de subventions; et
- ces subventions sont spécifiques et la valeur totale de ces différents programmes de subventions est susceptible de causer un préjudice grave à leurs intérêts.

Les CE ont allégué qu'il y avait violation des articles 1:6 et 3:5 g), h), i) et j) de l'Accord sur les licences d'importation, et de l'article 6 de l'Accord sur les subventions.

**65. WT/DS145 – Argentine – Droits compensateurs sur les importations de gluten de blé en provenance des Communautés européennes**

Plainte des Communautés européennes. Le 23 septembre 1998, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Argentine concernant des droits compensateurs définitifs qui, d'après ce qui est allégué, ont été imposés par ce pays sur les importations de gluten de blé en provenance des CE. Les CE ont indiqué que l'Argentine avait imposé un droit compensateur sur les importations de gluten de blé en provenance des CE à compter du 23 juillet 1998. L'enquête qui a conduit à l'imposition de ces droits avait été ouverte le 23 octobre 1996 et, en conséquence, les CE ont indiqué que la durée de l'enquête avait dépassé 18 mois, ce qui était contraire à l'article 11.11 de l'Accord sur les subventions. Les CE ont prétendu aussi qu'il y avait violation de l'article 10 dudit accord.

**66. WT/DS144 – États-Unis – Certaines mesures visant l'importation de bovins, de porcins et de céréales en provenance du Canada**

Plainte du Canada. Le 25 septembre 1998, le Canada a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant certaines mesures imposées par le Dakota du Sud et d'autres États, interdisant l'entrée ou le transit des camions canadiens transportant des bovins, des porcins et des céréales. Le Canada a affirmé que ces mesures avaient un effet négatif sur l'importation aux États-Unis de bovins, de porcins et de céréales originaires du Canada. Il a prétendu qu'il y avait violation des articles 2, 3, 4, 5, 6 et 13 et des annexes B et C de l'Accord SPS; des articles 2, 3, 5 et 7 de l'Accord OTC; de l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture; et des articles I<sup>er</sup>, III, V, XI et XXIV:12 du GATT de 1994. Le Canada a également prétendu que des avantages résultant indirectement pour lui des accords cités étaient annulés ou compromis. Il a invoqué l'article 4:8 du Mémoire d'accord sur le

règlement des différends pour que soit appliquée la procédure accélérée de consultations en raison du caractère périssable des marchandises en question.

**67. WT/DS143 – République slovaque – Mesure concernant le droit à l'importation du blé en provenance de Hongrie**

Plainte de la Hongrie. Le 18 septembre 1998, la Hongrie a demandé l'ouverture de consultations avec la République slovaque concernant un règlement adopté par ce pays qui est entré en vigueur le 10 septembre 1998 et qui, d'après ce qui est allégué, a majoré le droit à l'importation du blé originaire de Hongrie. La Hongrie a affirmé que le droit majoré à l'importation de blé (SH 1001.1000, 1001.90) s'élevait à 2 540 couronnes slovaques par tonne, ce qui équivalait à environ 70 pour cent *ad valorem*. Elle a fait valoir ce qui suit:

- les taux consolidés pour ces lignes tarifaires dans la Liste slovaque pour l'année 1998 sont fixés au niveau de 4,4 pour cent (SH 1001.1000), 27 pour cent (SH 1001.9010) et 22,5 pour cent (SH 1001.9091, 1001.9099);
- elle est le seul pays assujetti à cette mesure; et
- cette mesure est incompatible avec les articles I<sup>er</sup> et II du GATT de 1994 et avec l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture.

La Hongrie a invoqué la disposition d'urgence du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends en raison des graves pertes économiques et commerciales causées par cette mesure, qui devait rester en vigueur jusqu'au 10 mars 1999.

**68. WT/DS140 – Communautés européennes – Enquêtes antidumping concernant les tissus de coton écrus en provenance d'Inde**

Plainte de l'Inde. Le 3 août 1998, l'Inde a demandé l'ouverture de consultations avec la CE concernant l'allégation du recours répété par celle-ci à des actions antidumping visant les tissus de coton écrus en provenance d'Inde. L'Inde considérait, à la lumière des renseignements qui avaient été disponibles avant et après l'adoption du Règlement n° 773/98, que:

- la détermination concernant la représentativité, l'ouverture de l'enquête, le choix de l'échantillon et la détermination de l'existence d'un dumping et d'un dommage étaient incompatibles avec les obligations de la CE dans le cadre de l'OMC;
- l'établissement des faits par la CE n'était pas correct et l'évaluation des faits par la CE n'était pas impartiale ni objective; et
- la CE n'avait pas tenu compte de la situation spéciale de l'Inde en tant que pays en développement.

L'Inde a prétendu qu'il y avait eu violation des articles 2.2.1, 2.4.1, 2.4.2, 2.6, 3.2, 3.3, 3.4, 3.5, 4.1 I), 5.2, 5.3, 5.4, 5.5, 5.8, 6.10, 7.1 I), 7.4, 9.1, 9.2, 12.1, 12.2 et 15 de l'Accord antidumping et des articles I<sup>er</sup> et VI du GATT de 1994. Elle a également prétendu que des avantages résultant pour elle des accords cités étaient annulés ou compromis.



**69. WT/DS137 – Communautés européennes – Mesures visant les importations de bois de conifères en provenance du Canada**

Plainte du Canada. Le 17 juin 1998, le Canada a demandé l'ouverture de consultations avec les CE au sujet de certaines mesures concernant l'importation sur le marché des CE de bois de conifères en provenance du Canada. Ces mesures sont, entre autres, la Directive du Conseil n° 77/93 du 21 décembre 1976, modifiée par la Directive n° 92/103/CEE de la Commission du 1<sup>er</sup> décembre 1992, et toutes mesures pertinentes adoptées par les États membres des CE et visant les importations dans les CE de bois de conifères en provenance du Canada. Le Canada a prétendu que ces mesures avaient un effet négatif sur l'importation dans les CE de bois de conifères en provenance du Canada. Il a fait valoir qu'elles étaient contraires aux articles I<sup>er</sup>, III et XI du GATT de 1994, aux articles 2, 3, 4, 5 et 6 de l'Accord SPS et à l'article 2 de l'Accord OTC. Le Canada a également prétendu que des avantages résultant indirectement pour lui des accords cités étaient annulés ou compromis.

**70. WT/DS134 – Communautés européennes – Mesures affectant les droits à l'importation du riz**

Plainte de l'Inde. Le 28 mai 1998, l'Inde a demandé l'ouverture de consultations avec les CE concernant des restrictions qui auraient été introduites par un règlement communautaire établissant un système de recouvrement cumulatif (SRC) pour déterminer certains droits à l'importation du riz, avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 1997. L'Inde a fait valoir que les mesures introduites par ce nouveau règlement restreindraient le nombre d'importateurs de riz d'origine indienne et auraient un effet limitatif sur ses exportations de riz vers les CE. Elle a allégué qu'il y avait violation des articles I<sup>er</sup>, II, III, VII et XI du GATT de 1994, des articles 1<sup>er</sup> à 7 et 11 et de l'Annexe I de l'Accord sur l'évaluation en douane, des articles 1<sup>er</sup> et 3 de l'Accord sur les licences d'importation, de l'article 2 de l'Accord OTC, de l'article 2 de l'Accord SPS et de l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture. Elle a aussi fait valoir que des avantages résultant pour elle des divers accords cités étaient annulés ou compromis.

**71. WT/DS133 – République slovaque – Mesures concernant l'importation de produits laitiers et le transit de bétail**

Plainte de la Suisse. Le 11 mai 1998, la Suisse a demandé l'ouverture de consultations avec la République slovaque concernant les mesures appliquées par ce pays (en particulier un décret du 6 juillet 1996) à l'importation de produits laitiers et au transit de bétail. La Suisse a fait valoir que ces mesures avaient un impact négatif sur ses exportations de fromage et de bétail. Elle considérait que certaines de ces mesures étaient incompatibles avec les articles I<sup>er</sup>, III, V, X et XI du GATT de 1994, avec l'article 5 de l'Accord SPS et avec l'article 5 de l'Accord sur les licences d'importation.

**72. WT/DS131 – France – Certaines mesures relatives à l'impôt sur le revenu constituant des subventions**

Plainte des États-Unis. Le 5 mai 1998, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec la France concernant des subventions prohibées accordées par celle-ci. Sur la base de traductions non officielles en anglais de la législation pertinente et de descriptions provenant de sources secondaires, les États-Unis croyaient comprendre que, en vertu de la Loi française relative à l'impôt sur le revenu, une entreprise française pouvait déduire temporairement certains frais de démarrage de ses opérations à l'étranger par le jeu d'une provision constituée en franchise d'impôt. Ils croyaient également comprendre qu'une entreprise française pouvait constituer une provision spéciale égale à 10 pour cent de la position de ses comptes clients à la clôture de l'exercice pour faire face aux risques afférents

aux crédits à moyen terme consentis pour le règlement des ventes à l'exportation. Ils considéraient que chacune de ces mesures constituait une subvention à l'exportation et que la déduction pour frais de démarrage constituait une subvention au remplacement des importations, et que, en tant que telles, ces deux mesures étaient contraires aux dispositions de l'article 3 de l'Accord SMC.

**73. WT/DS130 – Irlande – Certaines mesures relatives à l'impôt sur le revenu constituant des subventions**

Plainte des États-Unis. Le 5 mai 1998, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Irlande concernant des subventions prohibées accordées par celle-ci. Sur la base d'exemplaires non officiels de la législation pertinente et de descriptions provenant de sources secondaires, les États-Unis croyaient comprendre que, en vertu de la Loi irlandaise relative à l'impôt sur le revenu, les maisons de commerce spéciales étaient admises à bénéficier d'un taux d'imposition spécial pour les recettes commerciales tirées des exportations de produits fabriqués en Irlande. Ils considéraient que cette mesure constituait une subvention à l'exportation et, en tant que telle, était contraire aux dispositions de l'article 3 de l'Accord SMC.

**74. WT/DS129 – Grèce – Certaines mesures relatives à l'impôt sur le revenu constituant des subventions**

Plainte des États-Unis. Le 5 mai 1998, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec la Grèce concernant des subventions prohibées accordées par celle-ci. Sur la base de traductions non officielles en anglais de la législation pertinente et de descriptions provenant de sources secondaires, les États-Unis croyaient comprendre que, en vertu de la loi grecque relative à l'impôt sur le revenu, les exportateurs grecs avaient droit à une déduction fiscale annuelle spéciale calculée en pourcentage des recettes d'exportation. Ils considéraient que cette mesure constituait une subvention à l'exportation et, en tant que telle, était contraire aux dispositions de l'article 3 de l'Accord SMC.

**75. WT/DS128 – Pays-Bas – Certaines mesures relatives à l'impôt sur le revenu constituant des subventions**

Plainte des États-Unis. Le 5 mai 1998, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec les Pays-Bas concernant des subventions prohibées accordées par ce pays. Sur la base de traductions non officielles en anglais de la législation pertinente et de descriptions provenant de sources secondaires, les États-Unis croyaient comprendre que, en vertu de la législation néerlandaise relative à l'impôt sur le revenu, les exportateurs pouvaient établir une "réserve spéciale" pour les recettes tirées des exportations. Ils considéraient que cette mesure constituait une subvention à l'exportation et, en tant que telle, était contraire aux dispositions de l'article 3 de l'Accord SMC.

**76. WT/DS127 – Belgique – Certaines mesures relatives à l'impôt sur le revenu constituant des subventions**

Plainte des États-Unis. Le 5 mai 1998, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec la Belgique concernant des subventions prohibées accordées par celle-ci. Sur la base de traductions non officielles en anglais de la législation pertinente et de descriptions provenant de sources secondaires, les États-Unis croyaient comprendre que, en vertu de la loi belge relative à l'impôt sur le revenu, les contribuables belges constitués en sociétés bénéficiaient d'une exonération fiscale spéciale de 400 000 francs belges (indexée) lorsqu'ils recrutaient un "chef de service des exportations". Ils considéraient que cette mesure

constituait une subvention à l'exportation et, en tant que telle, était contraire aux dispositions de l'article 3 de l'Accord SMC.

**77. WT/DS123 – Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures**

Plainte de l'Indonésie. Le 23 avril 1998, l'Indonésie a demandé l'ouverture de consultations avec l'Argentine concernant les mêmes mesures de sauvegarde provisoires et définitives appliquées par ce pays que celles visées dans le différend WT/DS121. Le 15 avril 1999, l'Indonésie a demandé l'établissement d'un groupe spécial. Dans une communication datée du 10 mai 1999, elle a informé l'ORD qu'elle retirait sa demande d'établissement d'un groupe spécial de l'ordre du jour de la réunion suivante de l'ORD, sans préjudice de son droit au titre du Mémoire d'accord sur le règlement des différends de présenter à nouveau cette demande.

**78. WT/DS120 – Inde – Mesures visant les exportations de certains produits de base**

Plainte des Communautés européennes. Le 16 mars 1998, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Inde concernant la Politique d'exportation et d'importation (1997–2002) de ce pays, qui établirait une liste négative pour l'exportation de plusieurs produits de base. Les CE ont prétendu que, dans le cadre de cette politique, les cuirs et peaux bruts étaient au nombre des produits qui ne pouvaient être exportés que sous couvert d'une licence d'exportation, et que les licences étaient systématiquement refusées. Elles estimaient qu'il s'agissait en fait d'un embargo à l'exportation qui contrevenait aux dispositions de l'article XI du GATT de 1994. Le 12 octobre 2000, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 23 octobre 2000, l'ORD a reporté l'établissement d'un tel groupe.

**79. WT/DS118 – États-Unis – Taxe d'entretien des ports**

Plainte des Communautés européennes. Le 6 février 1998, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant la taxe d'entretien des ports qui aurait été mise en place dans ce pays par voie législative. Elles estimaient que cette taxe contrevenait aux articles I<sup>er</sup>, II, III, VIII et X du GATT de 1994, ainsi qu'au Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article II:1 b) du GATT de 1994.

**80. WT/DS117 – Canada – Mesures visant les services de distribution de films**

Plainte des Communautés européennes. Le 20 janvier 1998, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec le Canada concernant les mesures visant les services de distribution de films que ce pays appliquerait, y compris la Décision d'orientation de 1987 sur la distribution de films et son application aux sociétés européennes. Elles estimaient que ces mesures contrevenaient aux articles II et III de l'AGCS.

**81. WT/DS116 – Brésil – Mesures affectant les modalités de paiement des importations**

Plainte des Communautés européennes. Le 9 janvier 1998, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec le Brésil au sujet des mesures concernant les modalités de paiement des importations que la Banque centrale du Brésil aurait mises en œuvre. Elles considéraient que ces mesures contrevenaient aux articles 3 et 5 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation.

**82. WT/DS112 – Pérou – Enquête en matière de droits compensateurs concernant les importations d'autobus en provenance du Brésil**

Plainte du Brésil. Le 23 décembre 1997, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec le Pérou concernant une enquête en matière de droits compensateurs menée par ce pays concernant les importations d'autobus en provenance du Brésil. Il considérait que les procédures suivies par les autorités péruviennes pour ouvrir l'enquête étaient incompatibles avec les articles 11 et 13.1 de l'Accord SMC.

**83. WT/DS111 – États-Unis – Contingent tarifaire à l'importation d'arachides**

Plainte de l'Argentine. Le 19 décembre 1997, l'Argentine a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis en alléguant qu'elle subit un préjudice commercial en raison de l'interprétation restrictive que les États-Unis donnent du contingent tarifaire à l'importation d'arachides négocié entre les deux pays pendant le Cycle d'Uruguay. L'Argentine a soutenu qu'il y avait violation des articles II, X et XII du GATT de 1994, des articles 1<sup>er</sup>, 4 et 15 de l'Accord sur l'agriculture, de l'article 2 de l'Accord sur les règles d'origine et de l'article premier de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. Elle considérait également qu'il y avait annulation ou réduction d'avantages.

**84. WT/DS109 – Chili – Taxes sur les boissons alcooliques**

Plainte des États-Unis. Le 11 décembre 1997, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec le Chili concernant les taxes intérieures que ce pays applique à certaines boissons alcooliques et qui se traduiraient par l'imposition d'une taxe plus élevée sur les alcools importés que sur le *pisco*, alcool distillé dans le pays. Les États-Unis estimaient que ce traitement différencié appliqué aux alcools importés était contraire à l'article III:2 du GATT de 1994. Les taxes sur les boissons alcooliques font aussi l'objet d'une plainte des CE (WT/DS87), qui a déjà donné lieu à l'établissement d'un groupe spécial.

**85. WT/DS107 – Pakistan – Mesures visant les exportations de cuirs et peaux**

Plainte des Communautés européennes. Le 7 novembre 1997, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec le Pakistan concernant une notification édictée par le Ministère du commerce de ce pays, interdisant d'exporter, entre autres choses, des cuirs et peaux, ainsi que du cuir wet blue fabriqué à partir de peaux de vache et de peaux de veau. Elles estimaient que cette mesure limitait l'accès de leur branche de production à une source compétitive d'approvisionnement en matières premières et matières semi-finies.

**86. WT/DS105 – Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes**

Plainte du Panama. Le 24 octobre 1997, le Panama a demandé l'ouverture de consultations avec les CE concernant le régime communautaire européen applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes, qui a été établi par le Règlement n° 404/93, ainsi que par la législation, les règlements et les mesures administratives ultérieurement adoptés par les CE, y compris ceux qui reprennent les dispositions de l'Accord-cadre sur les bananes. Le Panama n'a pas précisé les dispositions qui étaient enfreintes par le régime communautaire. Ce même régime a été contesté par les États-Unis, l'Équateur, le Guatemala, le Honduras et le Mexique (WT/DS27), qui ont obtenu gain de cause.

**87. WT/DS104 – Communautés européennes – Mesures visant l'exportation de fromages fondus**

Plainte des États-Unis. Le 8 octobre 1997, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec les CE concernant les subventions à l'exportation de fromages fondus que celles-ci accordent prétendument sans tenir compte de leurs engagements de réduction des subventions à l'exportation. Ils estimaient que ces mesures faussaient les marchés des produits laitiers et avaient un effet négatif sur leurs ventes de produits laitiers. Ils ont affirmé qu'il y avait violation des articles 8, 9, 10 et 11 de l'Accord sur l'agriculture et de l'article 3 de l'Accord SMC.

**88. WT/DS100 – États-Unis – Mesures affectant les importations de produits provenant de volailles**

Plainte des Communautés européennes. Le 18 août 1997, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant une mesure prise par le Service de l'innocuité et de l'inspection des produits alimentaires du Département de l'agriculture des États-Unis interdisant d'importer de la Communauté européenne des volailles et des produits provenant de volailles ainsi que toute mesure connexe. Les CE ont fait remarquer que, bien que cette décision est censée avoir été prise pour assurer l'innocuité des aliments, elle n'indiquait pas les raisons pour lesquelles les produits provenant de volailles exportés par la CE n'étaient subitement plus admis sur le marché des États-Unis. Elles considéraient que cette interdiction était incompatible avec les articles I<sup>er</sup>, III, X et XI du GATT de 1994, avec les articles 2, 3, 4, 5 et 8 et l'annexe C de l'Accord SPS ou avec les articles 2 et 5 de l'Accord OTC.

**89. WT/DS97 – États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs concernant les importations de saumons en provenance du Chili**

Plainte du Chili. Le 5 août 1997, le Chili a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant une enquête en matière de droits compensateurs que le Département du commerce des États-Unis a ouverte contre les importations de saumons en provenance du Chili. Il estimait que la décision d'ouvrir cette enquête avait été prise sans qu'il y ait d'éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dommage, ce qui était contraire à l'article 11.2 et 11.3 de l'Accord SMC. Il considérait également que cette décision était contraire à l'article 11.4 pour ce qui est de la représentativité des producteurs de filets de saumon.

**90. WT/DS81 – Brésil – Certaines mesures affectant le commerce et les investissements dans le secteur automobile**

Plainte des Communautés européennes. Le 7 mai 1997, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec le Brésil concernant certaines mesures affectant le commerce et les investissements dans le secteur automobile appliquées par ce pays, y compris en particulier la Loi n° 9440 du 14 mars 1997, la Loi n° 9449 du 14 mars 1997 et le Décret n° 1987 du 20 août 1996. Les CE ont affirmé que ces mesures contrevenaient aux articles I:1 et III:4 du GATT de 1994, aux articles 3, 5 et 27.4 de l'Accord SMC et à l'article 2 de l'Accord sur les MIC. Elles ont également soutenu que ces mesures annulaient ou compromettaient leurs avantages au titre du GATT de 1994 et de l'Accord SMC (voir également les affaires WT/DS51, WT/DS52 et WT/DS65).

**91. WT/DS80 – Belgique – Mesures visant les services d'annuaire téléphonique commercial**

Plainte des États-Unis. Le 2 mai 1997, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec la Belgique concernant certaines mesures réglementant la fourniture de services d'annuaire téléphonique commercial prises par le Royaume de Belgique. Les mesures en question sont notamment celles qui subordonnent à certaines conditions l'obtention d'une autorisation de publier des annuaires commerciaux et celles qui régissent les actes, politiques et pratiques de BELGACOM N.V. pour ce qui est des services d'annuaire téléphonique. Les États-Unis ont affirmé que ces mesures contrevenaient aux dispositions des articles II, VI, VIII et XVII de l'AGCS et qu'elles annulaient ou compromettaient les avantages résultant pour eux des engagements spécifiques pris par la CE au nom de la Belgique dans le contexte de l'AGCS.

**92. WT/DS78 – États-Unis – Sauvegarde contre les importations de balais en sorgho**

Plainte de la Colombie. Le 28 avril 1997, la Colombie a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant la Proclamation présidentielle n° 6961 du 28 novembre 1996, par laquelle a été adoptée une mesure de sauvegarde contre les importations de balais en sorgho. La Colombie estimait que l'adoption de cette mesure de sauvegarde était incompatible avec les obligations incombant aux États-Unis en vertu des articles 2, 4, 5, 9 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes, ainsi que des articles II, XIII et XIX du GATT de 1994. Elle a également affirmé que cette mesure annule ou compromet les avantages résultant pour elle du GATT de 1994.

**93. WT/DS71 – Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils**

Plainte du Brésil. Le 10 mars 1997, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec le Canada concernant les mêmes mesures que celles qui font l'objet de la plainte déposée dans l'affaire WT/DS70. Cette demande a été en revanche présentée au titre de l'article 7 de l'Accord SMC. Dans celle-ci, le Brésil a affirmé que les mesures en question constituaient des subventions pouvant donner lieu à une action au sens de la partie III de l'Accord SMC et causaient des effets défavorables au sens de l'article 5 de cet accord.

**94. WT/DS66 – Japon – Mesures affectant les importations de viande de porc**

Plainte des Communautés européennes. Le 15 janvier 1997, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec le Japon concernant certaines mesures affectant les importations de viande de porc et des produits transformés à base de viande de porc imposées par ce pays. Les CE ont soutenu que ces mesures étaient incompatibles avec les obligations résultant pour le Japon des articles I<sup>er</sup>, X:3 et XIII du GATT de 1994. Elles ont également soutenu que ces mesures annulaient ou compromettaient les avantages résultant pour elles du GATT de 1994.

**95. WT/DS65 – Brésil – Mesures affectant le commerce et les investissements dans le secteur automobile**

Plainte des États-Unis. Le 10 janvier 1997, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec le Brésil concernant plus ou moins les mêmes mesures que celles qui sont visées dans l'affaire WT/DS52 mentionnée ci-dessous. Cette demande portait toutefois aussi sur des mesures que le Brésil a adoptées après avoir tenu des consultations avec les États-Unis suite à la demande présentée dans l'affaire WT/DS52, mesures qui prévoient des avantages pour certaines sociétés situées au Japon, dans la République de Corée et dans les CE. Les États-Unis ont allégué qu'il y avait violation des articles I:1 et III:4 du GATT de 1994, de l'article 2 de l'Accord sur les MIC et des articles 3 et 27.4 de l'Accord SMC. Ils ont également

allégué qu'il y avait annulation ou réduction d'avantages au titre de l'article XXIII:1 b) du GATT de 1994.

**96. WT/DS63 – États-Unis – Mesures antidumping à l'importation d'urée à l'état solide en provenance de l'ex-République démocratique allemande**

Plainte des Communautés européennes. Le 28 novembre 1996, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant les droits antidumping imposés par ceux-ci sur les exportations d'urée à l'état solide en provenance de l'ex-République démocratique allemande. Les CE estimaient que ces mesures enfreignaient les articles 9 et 11 de l'Accord antidumping.

**97. WT/DS61 – États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes**

Plainte des Philippines. Le 25 octobre 1996, les Philippines ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant une interdiction à l'importation de crevettes et de produits à base de crevettes en provenance des Philippines, imposée par les États-Unis en vertu de l'article 609 de la Loi générale n° 101-62. Les Philippines ont affirmé qu'il y avait violation des articles I<sup>er</sup>, II, III, VIII, XI et XIII du GATT de 1994 et de l'article 2 de l'Accord OTC. Elles ont également soutenu qu'il y avait annulation ou réduction des avantages résultant du GATT de 1994 (voir l'affaire WT/DS58).

**98. WT/DS53 – Mexique – Mesures concernant la Loi douanière**

Plainte des Communautés européennes. Le 27 août 1996, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec le Mexique concernant la loi douanière de ce pays. Les CE ont soutenu que le Mexique fondait son système d'évaluation en douane sur la valeur c.a.f. pour les importations originaires de pays non membres de l'ALENA et sur la valeur f.a.b. pour les importations originaires des pays membres. Elles ont affirmé qu'il y avait violation de l'article XXIV:5 b) du GATT.

**99. WT/DS52 – Brésil – Certaines mesures affectant le commerce et les investissements dans le secteur automobile**

Plainte des États-Unis. Le 9 août 1996, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec le Brésil concernant les mêmes mesures que celles qui sont visées dans la demande du Japon (WT/DS51). Les États-Unis ont affirmé qu'il y avait violation de l'article 2 de l'Accord sur les MIC, des articles I:1 et III:4 du GATT ainsi que des articles 3 et 27.4 de l'Accord SMC. En outre, ils ont déposé aussi une plainte en situation de non-violation au titre de l'article XXIII:1 b) du GATT.

**100. WT/DS51 – Brésil – Certaines mesures concernant les investissements dans le secteur automobile**

Plainte du Japon. Le 30 juillet 1996, le Japon a demandé l'ouverture de consultations avec le Brésil concernant certaines mesures relatives aux investissements dans le secteur automobile prises par le gouvernement brésilien. Le Japon considérait qu'il y avait violation de l'article 2 de l'Accord sur les MIC, des articles I:1, III:4 et XI:1 du GATT ainsi que des articles 3, 27.2 et 27.4 de l'Accord SMC. Il a présenté en outre une plainte en situation de non-violation au titre de l'article XXIII:1 b) du GATT.

**101. WT/DS47 – Turquie – Restrictions à l'importation de produits textiles et de vêtements**

Plainte de la Thaïlande. Le 20 juin 1996, la Thaïlande a demandé l'ouverture de consultations avec la Turquie concernant l'imposition par ce pays de restrictions quantitatives à l'importation de produits textiles et de vêtements en provenance de la Thaïlande. La Thaïlande considérait qu'il y avait violation des articles I<sup>er</sup>, II, XI et XIII du GATT ainsi que de l'article 2 de l'Accord sur les textiles et les vêtements. Hong Kong (WT/DS29) et l'Inde (WT/DS34) ont déjà séparément demandé l'ouverture de consultations avec la Turquie au sujet des mêmes mesures.

**102. WT/DS45 – Japon – Mesures affectant les services de distribution**

Plainte des États-Unis. Le 13 juin 1996, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec le Japon concernant les mesures affectant les services de distribution (qui ne se limitent pas au secteur des pellicules et papiers photographiques) prises par ce pays en application de la Loi concernant les grandes surfaces de vente au détail, qui régit la superficie, les heures d'ouverture et la fermeture pour congés des supermarchés et grands magasins. Les États-Unis ont affirmé qu'il y avait violation de l'article III (Transparence) et de l'article XVI (Accès aux marchés) de l'AGCS. Ils ont également soutenu que ces mesures annulaient ou compromettaient les avantages qui leur revenaient (plainte en situation de non-violation). Ils ont demandé l'ouverture de nouvelles consultations avec le Japon le 20 septembre 1996, élargissant le fondement factuel et juridique de leur plainte.

**103. WT/DS41 – Corée – Mesures concernant l'inspection des produits agricoles**

Plainte des États-Unis. Le 24 mai 1996, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec la Corée concernant les essais, l'inspection et d'autres prescriptions appliquées à l'importation de produits agricoles dans ce pays. Les États-Unis ont affirmé que ces mesures restreignaient les importations et semblaient être incompatibles avec l'Accord sur l'OMC. Ils ont estimé qu'il y avait violation des articles III et XI du GATT, des articles 2, 5 et 8 de l'Accord SPS, des articles 2, 5 et 6 de l'Accord OTC et de l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture. Ils ont demandé l'ouverture de consultations avec la Corée sur des questions similaires le 4 avril 1995 (WT/DS3).

**104. WT/DS30 – Brésil – Droits compensateurs sur les importations de noix de coco desséchée et de poudre de lait de coco en provenance de Sri Lanka**

Plainte de Sri Lanka. Le 23 février 1996, Sri Lanka a demandé l'ouverture de consultations avec le Brésil concernant l'imposition par ce pays de droits compensateurs sur ses exportations de noix de coco desséchée et de poudre de lait de coco. Sri Lanka a fait valoir que ces mesures étaient incompatibles avec les articles I<sup>er</sup>, II et VI du GATT et l'article 13 a) de l'Accord sur l'agriculture (dite la clause de paix) (voir l'affaire WT/DS22).

**105. WT/DS29 – Turquie – Restrictions à l'importation de produits textiles et de vêtements**

Plainte de Hong Kong. Le 12 février 1996, Hong Kong a demandé l'ouverture de consultations avec la Turquie au motif que les restrictions quantitatives à l'importation de produits textiles et de vêtements appliquées par ce pays étaient contraires aux articles XI et XIII du GATT. Un accord d'union douanière récemment conclu entre la Turquie et les Communautés européennes est à l'origine de ce différend. Hong Kong a estimé en l'occurrence que l'article XXIV du GATT n'autorisait pas la Turquie à imposer de nouvelles restrictions quantitatives.



**106. WT/DS16 – Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes**

Plainte du Guatemala, du Honduras, du Mexique et des États-Unis. Le 28 septembre 1995, le Guatemala, le Honduras, le Mexique et les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec les Communautés européennes au sujet du régime communautaire applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes. Les mesures communautaires sont manifestement incompatibles avec les articles I<sup>er</sup>, II, III, X et XIII du GATT de 1994; les articles premier et 3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation; et les articles II, XVI et XVII de l'AGCS.

Le 3 octobre 1995, Sainte-Lucie a demandé à participer aux consultations. Le 11 octobre 1995, le Costa Rica a demandé à participer aux consultations. Le 12 octobre 1995, la Colombie et la République dominicaine ont demandé à participer aux consultations. Le 13 octobre 1995, le Venezuela et le Nicaragua ont demandé à participer aux consultations.

**107. WT/DS3 – Corée – Mesures concernant les essais relatifs aux produits agricoles et l'inspection de ces produits**

Plainte des États-Unis. Le 6 avril 1995, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec la Corée concernant des prescriptions en matière d'essai et d'inspection appliquées aux importations de produits agricoles dans ce pays. Ces mesures sont prétendument contraires à l'article III ou à l'article XI du GATT, aux articles 2 et 5 de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), aux articles 5 et 6 de l'Accord OTC et de l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture (voir l'affaire WT/DS41).

## **II. GROUPES SPÉCIAUX EN ACTIVITÉ**

### **A. GROUPES SPÉCIAUX EN ACTIVITÉ**

#### **1. WT/DS164 – Argentine – Mesures affectant les importations de chaussures**

Plainte des États-Unis. Le 1<sup>er</sup> mars 1999, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Argentine concernant certaines mesures mises en œuvre par ce pays qui affectent les importations de chaussures. Les États-Unis ont affirmé ce qui suit:

- en novembre 1998, l'Argentine a adopté la Résolution n° 1506, portant modification de la Résolution n° 987 du 10 septembre 1997, qui avait établi des droits de sauvegarde à l'importation de chaussures en provenance des autres pays que ceux du MERCOSUR. Il est allégué que la Résolution n° 1506 impose un contingent tarifaire à l'importation de ces chaussures, en plus des droits de sauvegarde mis en place antérieurement, qu'elle reporte toute libéralisation du droit de sauvegarde initial au 30 novembre 1999 et qu'elle ne libéralise le contingent tarifaire qu'une fois pendant la durée d'application de la mesure;
- l'Argentine n'a pas notifié cette mesure au Comité des sauvegardes; et
- il y a violation des articles 5:1, 7:4 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes.

Conformément à la demande des États-Unis, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 26 juillet 1999. La composition du groupe n'a pas encore été arrêtée. Voir également la plainte de l'Indonésie (WT/DS123) et celle des CE (WT/DS121).

**2. WT/DS174, WT/DS290 – Communautés européennes – Protection des marques et des indications géographiques pour les produits agricoles et les denrées alimentaires**

Plainte des États-Unis (WT/DS174) et de l'Australie (WT/DS290).

Le 1<sup>er</sup> juin 1999, les États Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec les CE concernant le manque allégué de protection des marques et des indications géographiques pour les produits agricoles et les denrées alimentaires dans les CE. Selon les États Unis, le Règlement n° 2081/92 des CE, tel qu'il a été modifié, ne prévoit pas d'accorder le traitement national en ce qui concerne les indications géographiques, et n'assure pas une protection suffisante des marques qui existaient antérieurement et sont similaires ou identiques à une indication géographique. Les États Unis considéraient qu'une telle situation était incompatible avec les obligations qui incombent aux CE en vertu de l'Accord sur les ADPIC, y compris, mais non exclusivement, des articles 3, 16, 24, 63 et 65 dudit accord.

Le 4 avril 2003, les États-Unis ont envoyé une demande additionnelle de consultations au sujet de la protection des marques et des indications géographiques pour les produits agricoles et les denrées alimentaires dans les CE. Cette demande ne remplace pas mais complète la demande de consultations de 1999. Les mesures en cause sont le règlement des CE n° 2081/92, tel qu'il a été modifié, et les mesures de mise en œuvre et d'exécution y relatives (le "règlement des CE"). D'après les États-Unis, le règlement des CE limite les indications géographiques que les CE protégeront et limitent l'accès des ressortissants des autres Membres aux procédures et à la protection communautaires concernant les indications géographiques prévues dans le règlement. Les États-Unis allèguent que le règlement paraît être incompatible avec les articles 2, 3, 4, 16, 22, 24, 63 et 65 de l'Accord sur les ADPIC et avec les articles I<sup>er</sup> et III:4 du GATT de 1994.

Le 17 avril 2003, l'Australie a demandé l'ouverture de consultations avec les CE au sujet de la protection des marques et de l'enregistrement et la protection des indications géographiques pour les denrées alimentaires et les produits agricoles dans les CE. Les mesures en cause comprennent le Règlement (CEE) n° 2081/92 du Conseil, du 14 juillet 1992, *relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires* et les mesures connexes ("la mesure des CE").

D'après l'Australie:

- la mesure des CE semble ne pas étendre immédiatement et sans condition aux ressortissants et/ou produits de chaque Membre de l'OMC tous avantages, faveurs, privilèges ou immunités accordés aux ressortissants et/ou produits similaires de tout autre Membre de l'OMC;
- la mesure des CE semble ne pas accorder aux ressortissants et/ou produits de chaque Membre de l'OMC un traitement non moins favorable que celui qu'elles accordent à leurs propres ressortissants et/ou produits similaires d'origine nationale;
- la mesure des CE peut diminuer la protection juridique pour les marques;
- la mesure des CE peut ne pas être compatible avec l'obligation qui leur incombe de prévoir les moyens juridiques permettant aux parties intéressées d'empêcher l'utilisation de nature à induire en erreur d'une indication géographique ou toute utilisation qui constitue un acte de concurrence déloyale au sens de l'article 10bis de la Convention de Paris (1967);

- les CE peuvent ne pas avoir satisfait à leurs obligations de transparence en ce qui concerne la mesure; et
- la mesure des CE peut être plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser un objectif légitime, compte tenu des risques que la non-réalisation entraînerait.

L'Australie allègue que la mesure des CE paraît être incompatible avec les obligations qui incombent aux CE en vertu des articles I<sup>er</sup>, 2, 3, 4, 16, 20, 22, 24, 41, 42, 63 et 65 de l'Accord sur les ADPIC, des articles I<sup>er</sup> et III du GATT de 1994, de l'article 2 de l'Accord OTC et de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

Dans le différend WT/DS174, Sri Lanka, l'Australie, la Hongrie, l'Inde, l'Argentine, la Bulgarie, Chypre, la République tchèque, Malte, la Slovénie, la Roumanie, la République slovaque et la Turquie ont demandé à participer aux consultations additionnelles. Les CE ont informé l'ORD qu'elles avaient accepté les demandes de participation aux consultations présentées par l'Argentine, l'Australie, la Bulgarie, Chypre, la Hongrie, l'Inde, Malte, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la République slovaque, la République tchèque, la Roumanie, la Slovénie, Sri Lanka et la Turquie.

Dans le différend WT/DS290, la Bulgarie, Chypre, la République tchèque, Malte, les États-Unis, la Hongrie, la Slovénie, la Nouvelle-Zélande, la Roumanie, la République slovaque, le Taipei chinois, la Turquie, l'Argentine, la Colombie et le Mexique ont demandé à participer aux consultations. Les CE ont informé l'ORD qu'elles avaient accepté les demandes de participation aux consultations présentées par l'Argentine, la Bulgarie, Chypre, la Colombie, les États-Unis, la Hongrie, Malte, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la République slovaque, la République tchèque, la Roumanie, la Slovénie, le Taipei chinois et la Turquie.

Le 18 août 2003, les États-Unis et l'Australie ont demandé séparément l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 29 août 2003, l'ORD a reporté l'établissement de groupes spéciaux. Suite à une deuxième demande des États-Unis et de l'Australie, l'ORD a établi un seul groupe spécial à sa réunion du 2 octobre 2003. L'Australie, la Colombie, le Guatemala, l'Inde, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Taipei chinois et la Turquie ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 6 octobre, la Chine a réservé ses droits de tierce partie. Le 10 octobre, l'Argentine et le Canada ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 13 octobre, le Brésil a réservé ses droits de tierce partie.

### **3. WT/DS188 – Nicaragua – Mesures visant les importations en provenance du Honduras et de la Colombie**

Plainte de la Colombie. Le 17 janvier 2000, la Colombie a demandé l'ouverture de consultations avec le Nicaragua concernant la Loi nicaraguayenne n° 325 de 1999, qui prévoit l'imposition de taxes sur les biens et services en provenance du Honduras et de la Colombie, ainsi que le Décret réglementaire n° 129-99. La Colombie a fait valoir que ces mesures étaient incompatibles, entre autres, avec les articles I<sup>er</sup> et II du GATT de 1994. Conformément à la demande de la Colombie, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 18 mai 2000. Le Canada, les CE, le Costa Rica, les États-Unis et le Honduras ont réservé leurs droits de tierces parties. La composition du groupe spécial n'a pas encore été arrêtée.

**4. WT/DS195 – Philippines – Mesures affectant le commerce et l'investissement dans le secteur automobile**

Plainte des États-Unis. Le 23 mai 2000, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec les Philippines concernant certaines mesures relevant du Programme de promotion des véhicules automobiles (MVDP) des Philippines, y compris le Programme de promotion de voitures de tourisme, le Programme de promotion des véhicules utilitaires et le Programme de promotion des motocyclettes. Les États-Unis ont affirmé ce qui suit:

- le MVDP donne aux constructeurs automobiles implantés aux Philippines qui satisfont à certaines prescriptions le droit d'importer des pièces, parties et véhicules finis à un taux préférentiel;
- l'octroi des licences que les fabricants étrangers doivent obtenir pour importer les pièces, parties et véhicules finis est subordonné au respect de ces prescriptions. Les prescriptions auxquelles les États-Unis font référence sont, entre autres, l'obligation pour les constructeurs d'utiliser des pièces et parties produites aux Philippines et de dégager une partie des devises nécessaires à l'importation de ces pièces et parties en exportant des véhicules finis; et
- ces mesures sont incompatibles avec les obligations qui découlent pour les Philippines des articles III:4, III:5 et XI:1 du GATT de 1994, de l'article 2:1 et 2:2 de l'Accord sur les MIC et de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC.

Le 12 octobre 2000, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 23 octobre 2000, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des États-Unis, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 17 novembre 2000. L'Inde et le Japon ont réservé leurs droits de tierces parties. La composition du groupe spécial n'a pas encore été arrêtée.

**5. WT/DS204 – Mexique – Mesures visant les services de télécommunications**

Plainte des États-Unis. Le 17 août 2000, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec le Mexique portant sur les engagements et les obligations contractés par ce pays dans le cadre de l'AGCS en ce qui concerne les services de télécommunication de base et à valeur ajoutée. D'après les États-Unis, depuis l'entrée en vigueur de l'AGCS, le Mexique a adopté ou maintenu des mesures réglementaires anticoncurrentielles et discriminatoires, a toléré certains obstacles à l'accès au marché érigés par des entités privées, et n'a pas adopté les mesures réglementaires nécessaires dans le secteur des télécommunications de base et à valeur ajoutée. Selon leurs allégations, par exemple:

- il a adopté et maintenu des lois, règlements, règles et autres mesures qui interdisent ou limitent l'application des engagements en matière d'accès au marché et de traitement national ainsi que des engagements additionnels pour les fournisseurs de services qui souhaitent assurer des services de télécommunication de base et à valeur ajoutée vers le Mexique et à l'intérieur de ce pays;
- il n'a pas établi ni adopté de règlements, autorisations ou autres mesures visant à garantir la mise en œuvre des engagements en matière d'accès au marché et de traitement national ainsi que des engagements additionnels contractés par lui pour les fournisseurs de services qui souhaitent assurer des services de télécommunication de base ou à valeur ajoutée vers le Mexique et à l'intérieur de ce pays;

- il n'a pas appliqué de règlements ni d'autres mesures visant à garantir le respect des engagements en matière d'accès au marché et de traitement national ainsi que des engagements additionnels contractés par lui pour les fournisseurs de services qui souhaitent assurer des services de télécommunication de base ou à valeur ajoutée vers le Mexique et à l'intérieur de ce pays;
- il n'a pas réglementé ni contrôlé son fournisseur principal, Teléfonos de México (Telmex), et ne l'a pas empêché de se lancer dans une activité qui interdit ou limite l'application des engagements en matière d'accès au marché et de traitement national ainsi que des engagements additionnels contractés par lui pour les fournisseurs de services qui souhaitent assurer des services de télécommunication de base et à valeur ajoutée vers le Mexique et à l'intérieur de ce pays; et
- il n'a pas administré les mesures d'application générale régissant les services de télécommunication de base et à valeur ajoutée d'une manière raisonnable, objective et impartiale, n'a pas veillé à ce que les décisions de son organe réglementaire dans le secteur des télécommunications et les procédures qu'il utilise soient impartiales à l'égard de tous les participants sur le marché, et n'a pas fait en sorte que l'accès aux réseaux et services publics de transport des télécommunications et l'usage de ces réseaux et services soient accordés suivant des modalités et à des conditions raisonnables et non discriminatoires, pour assurer la fourniture des services de télécommunication de base et à valeur ajoutée.

Les États-Unis considéraient que les mesures et omissions alléguées du Mexique pouvaient être incompatibles avec les engagements et les obligations qu'il avait contractés dans le cadre de l'AGCS, y compris les articles VI, XVI et XVII; avec ses engagements additionnels au titre de l'article XVIII, tels qu'ils étaient énoncés dans le document de référence inclus dans la Liste d'engagements spécifiques du Mexique, y compris les sections 1, 2, 3 et 5; ainsi qu'avec l'Annexe de l'AGCS sur les télécommunications, y compris les sections 4 et 5.

Le 10 novembre 2000, ils ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À la même date, les États-Unis ont notifié à l'ORD une demande de consultations concernant plusieurs mesures récentes visant le commerce des services de télécommunication adoptées par le Mexique. À sa réunion du 12 décembre 2000, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Le 13 février 2002, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. Ils ont allégué en particulier que les mesures appliquées par le Mexique:

- ne garantissaient pas que Telmex assure l'interconnexion aux fournisseurs de services de télécommunication de base transfrontières des États-Unis moyennant des taxes, suivant des modalités et à des conditions raisonnables;
- ne garantissaient pas aux fournisseurs de services de télécommunication de base des États-Unis un accès et un recours raisonnables et non discriminatoires aux réseaux et services publics de télécommunication;
- ne conféraient pas le traitement national aux entreprises de commercialisation à capitaux des États-Unis; et
- n'empêchaient pas Telmex d'adopter des pratiques anticoncurrentielles.

À sa réunion du 8 mars 2002, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des États-Unis, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 17 avril 2002. Le Canada, les CE, Cuba, le Guatemala, le Japon et le Nicaragua ont réservé leur droit de participer à la procédure en tant que tierces parties. Le 18 avril 2002, l'Inde s'est associée au différend en tant que tierce partie. Le 19 avril 2002, le Honduras s'est associé au différend en tant que tierce partie. Le 23 avril 2002, l'Australie s'est associée au différend en tant que tierce partie. Le 24 avril 2002, le Brésil s'est aussi associé au différend en tant que tierce partie. Le 16 août 2002, les États-Unis ont demandé au Directeur général d'arrêter la composition de ce groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 26 août 2002.

Le 13 mars 2003, le Président du Groupe spécial a informé l'ORD que le Groupe spécial ne pourrait pas achever ses travaux dans un délai de six mois étant donné le temps nécessaire pour la traduction en espagnol et en anglais de tous les documents pertinents et la complexité des questions soulevées. Le Groupe spécial espérait achever ses travaux en août 2003. Le 6 août 2003, le Président du Groupe spécial a informé l'ORD que le Groupe spécial espérait achever ses travaux en décembre 2003.

**6. WT/DS214 – États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de fils machine en acier et de tubes et tuyaux de qualité carbone soudés, de section circulaire**

Plainte des Communautés européennes. Le 30 novembre 2000, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant les mesures de sauvegarde définitives imposées par ce pays à l'importation de certains fils machine en acier (fils machine) et les mesures de sauvegarde définitives imposées par les États-Unis à l'importation de certains tubes et tuyaux de qualité carbone soudés, de section circulaire (tubes et tuyaux). En particulier, les CE considéraient que:

- les articles 201 et 202 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur contenaient des dispositions relatives à la détermination de l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage ou la menace de dommage qui empêchaient les États-Unis de respecter les articles 4 et 5 de l'Accord sur les sauvegardes;
- l'article 311 de la Loi sur la mise en œuvre de l'ALENA contenait des dispositions concernant les importations en provenance des pays de l'ALENA qui ne respectaient pas l'obligation de parallélisme entre les produits importés faisant l'objet de l'enquête et les produits importés faisant l'objet de la mesure de sauvegarde, ce qui était contraire aux articles 2, 4 et 5 de l'Accord sur les sauvegardes;
- ces dispositions violaient le principe de la nation la plus favorisée énoncé à l'article premier du GATT de 1994.

Selon les CE, ces violations sont confirmées par l'application des dispositions susmentionnées par les États-Unis dans deux cas précis: 1) sous la forme d'un contingent tarifaire à l'importation de fils machine, avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2000; et 2) sous la forme d'un relèvement des droits frappant les importations de tubes et tuyaux, avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2000. Les CE considéraient que, dans les deux cas susmentionnés, les mesures des États-Unis contrevenaient aux obligations résultant pour ce pays du GATT de 1994 et de l'Accord sur les sauvegardes, et en particulier, mais pas nécessairement exclusivement, des dispositions suivantes: article 2 de l'Accord sur les sauvegardes; article 3:1 et 3:2 de l'Accord sur les sauvegardes; article 4:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes; article 5:1 de l'Accord sur les

sauvegardes; article 8:1 de l'Accord sur les sauvegardes; article 12:2, 12:3 et 12:11 de l'Accord sur les sauvegardes; article I:1 du GATT de 1994; article XIX:1 du GATT de 1994.

Conformément à la demande des CE, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 10 septembre 2001. L'Argentine, le Canada, la Corée, le Japon et le Mexique ont réservé leurs droits de tierces parties. La composition du Groupe spécial n'a pas encore été arrêtée.

**7. WT/DS250 – États-Unis – Droit d'accise de péréquation appliqué par la Floride aux produits transformés à base d'oranges et de pamplemousses**

Plainte du Brésil. Le 20 mars 2002, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au sujet du "droit d'accise de péréquation" appliqué par l'État de Floride aux produits transformés à base d'oranges et de pamplemousses provenant d'agrumes produits hors des États-Unis (article 601.155 des lois de la Floride). Le Brésil a indiqué que depuis 1970, l'État de Floride appliquait, en vertu de l'article 601.155 des lois de la Floride, un "droit d'accise de péréquation" aux produits transformés à base d'oranges et de pamplemousses, dont les montants étaient déterminés par le Département des agrumes de la Floride. Or, de par ces termes, la loi – article 601.155 5) des lois de la Floride – exempte du droit les produits "provenant entièrement ou en partie d'agrumes produits aux États-Unis". Selon le Brésil, l'incidence que ce droit avait sur les produits transformés à base d'agrumes importés mais non sur les produits d'origine nationale constituait, à première vue, une violation des articles II:1 a), III:1 et III:2 du GATT de 1994.

Le Brésil estimait que le droit d'accise de péréquation appliqué par la Floride avait pour résultat de protéger et de soutenir les produits transformés à base d'agrumes d'origine nationale et de limiter l'importation de produits transformés à base d'agrumes en Floride. Étant donné que les produits transformés à base d'agrumes, principalement sous la forme de jus d'orange concentré congelé, figuraient parmi les principaux produits d'exportation du Brésil vers les États-Unis, le Brésil était d'avis que le fait que l'État de Floride en limitait l'importation constituait une annulation et une réduction d'avantages découlant pour le Brésil du GATT de 1994. Le Brésil s'est réservé le droit de soulever au cours des consultations d'autres points de fait ou de droit liés à la mesure susmentionnée.

Le 16 août 2002, le Brésil a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 30 août 2002, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande du Brésil, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 1<sup>er</sup> octobre 2002. Les CE, le Mexique et le Paraguay ont réservé leur droit de participer en tant que tierces parties aux travaux du Groupe spécial. Le 11 octobre 2002, le Chili a réservé son droit de participer en tant que tierce partie aux travaux du Groupe spécial.

**8. WT/DS260 – Communautés européennes – Mesures de sauvegarde provisoires à l'importation de certains produits en acier**

Plainte des États-Unis. Le 30 mai 2002, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec les Communautés européennes au sujet des mesures de sauvegarde provisoires imposées par les Communautés européennes à l'importation de certains produits en acier, au titre du Règlement (CE) n° 560/2002 de la Commission du 27 mars 2002 (J.O. L 85/1, 28 mars 2002), ainsi que de toutes les modifications ou dispositions complémentaires y relatives, et toutes mesures connexes.

Les États-Unis ont allégué que ces mesures étaient incompatibles avec les obligations des Communautés européennes au titre des dispositions du GATT de 1994 et de l'Accord sur les

sauegardes, en particulier, des articles 2:1, 2:2, 3, 4:1, 4:2, 6 et 12:1 de l'Accord sur les sauvegardes et de l'article XIX:1 a) du GATT de 1994.

Le 7 juin 2002, le Japon a demandé à participer aux consultations.

Le 19 août 2002, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. Ils considéraient en particulier que les mesures de sauvegarde prises par les Communautés européennes étaient incompatibles avec les dispositions énumérées dans la demande de consultations. De plus, ils ont allégué que l'article 12:4 avait été enfreint.

À sa réunion du 30 août 2002, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 16 septembre 2002, l'ORD a établi un groupe spécial. La Corée, l'Égypte et le Japon ont réservé leur droit en tant que tierces parties. Le 23 septembre 2002, la Turquie a réservé son droit en tant que tierce partie.

**9. WT/DS264 – États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada**

Plainte du Canada. Le 13 septembre 2002, le Canada a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au titre de l'article 4:8 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends (procédure d'urgence) au sujet de la détermination finale positive de l'existence de ventes à un prix inférieur à la juste valeur (dumping) concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada (Inv. No. A-122-838), annoncée le 21 mars 2002 par le Département du commerce des États-Unis en vertu de l'article 735 de la *Loi douanière de 1930*, telle qu'elle a été modifiée le 22 mai 2002 (détermination finale). Les mesures en cause étaient l'ouverture de l'enquête, la conduite de l'enquête et la détermination finale.

Le Canada a estimé que ces mesures et, en particulier, les déterminations établies et les méthodes employées dans celles-ci par le Département du commerce des États-Unis en vertu de la *Loi douanière de 1930* des États-Unis constituaient une violation des articles 1<sup>er</sup>, 2.1, 2.2, 2.4, 2.6, 5.1, 5.2, 5.3, 5.4, 5.8, 6.1, 6.2, 6.4, 6.9 et 9.3 de l'*Accord antidumping* et des articles VI et X:3 a) du GATT de 1994.

Le 6 décembre 2002, le Canada a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 19 décembre 2002, l'ORD a reporté l'établissement d'un tel groupe. Suite à une deuxième demande du Canada, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 8 janvier 2003. Les CE et l'Inde ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 15 janvier 2003, le Japon a réservé son droit en tant que tierce partie. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 25 février 2003.

Le 25 août 2003, le Président du Groupe spécial a informé l'ORD que le Groupe spécial ne pourrait pas achever ses travaux dans un délai de six mois en raison de la complexité de la question. Le Groupe spécial comptait remettre son rapport final aux parties en décembre 2003. Le 2 décembre 2003, le Président du Groupe spécial a informé l'ORD que le Groupe spécial comptait remettre son rapport final aux parties en février 2004.

**10. WT/DS265, WT/DS266, WT/DS283 – Communautés européennes – Subventions à l'exportation de sucre**

Plaintes de l'Australie (WT/DS265), du Brésil (WT/DS266) et de la Thaïlande (WT/DS283). Le 27 septembre 2002, l'Australie et le Brésil ont demandé l'ouverture de consultations avec les Communautés européennes au sujet des subventions à l'exportation accordées par les CE



dans le cadre de l'organisation commune des marchés dans le secteur du sucre. Les demandes portent sur le Règlement (CE) n° 1260/2001 du Conseil du 19 juin 2001 portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre et sur toutes les autres législations, réglementations, politiques administratives et autres instruments relatifs au régime communautaire applicable au sucre et aux produits en contenant, y compris les règles adoptées conformément à la procédure visée à l'article 42 2) du Règlement (CE) n° 1260/2001 du Conseil, et toute autre disposition y relative. Le 14 mars 2003, la Thaïlande a demandé l'ouverture de consultations avec les Communautés européennes au sujet de cette même question.

L'Australie a soutenu que les CE accordaient, en vertu des mesures précitées, des subventions à l'exportation excédant les engagements en matière de subventions à l'exportation spécifiés à la section II de la Partie IV de leur Liste de concessions, en ce qui concerne le "sucre C" et un montant de 1,6 million de tonnes de sucre par an et éventuellement aussi le sucre dans les produits incorporés. Elle a également allégué que les CE payaient peut-être aussi une subvention unitaire plus élevée pour les produits incorporés que pour le produit primaire. En outre, dans le cadre du régime des CE applicable au sucre, une subvention était versée aux raffineurs, sous la forme du prix d'intervention, pour le raffinage du sucre communautaire, qui n'était pas accordée pour le sucre importé, ce qui soumettait les produits importés à un traitement moins favorable.

D'après l'Australie, le règlement et les instruments connexes et les mesures prises en vertu de ceux-ci semblaient être incompatibles avec, au moins:

- a) les articles 3:3, 8, 9:1, 10:1 et 11 de l'Accord sur l'agriculture;
- b) l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord SMC; et
- c) les articles III:4 et XVI du GATT de 1994.

D'après le Brésil, les CE accordaient, conformément au Règlement (CE) n° 1260/2001 du Conseil, des subventions à l'exportation pour le sucre et les produits en contenant supérieures aux niveaux de leurs engagements de réduction spécifiés à la section II de la Partie IV de leur Liste de concessions. Le Brésil a expliqué que le système communautaire des prix d'intervention pour le sucre garantissait un prix élevé pour le sucre qui était produit dans les limites de certains quotas de production (quotas A et B). Le sucre produit au-delà de ces quotas (dénommé sucre C) ne peut pas être vendu sur le marché intérieur dans l'année où il a été produit: il doit être exporté ou reporté pour remplir les quotas de production de l'année suivante. En vertu de l'organisation commune des marchés du sucre des CE et de son cadre réglementaire, les exportateurs de sucre C peuvent exporter le sucre C à des prix inférieurs à son coût total de production.

En outre, conformément à la Liste des CE pour le sucre et aux notifications concernant l'agriculture présentées par les CE à l'OMC pour les campagnes de commercialisation 1995/96 à 2000/01, les CE accordaient des subventions à l'exportation excédant leurs engagements pour environ 1,6 million de tonnes de sucre par an. Les subventions à l'exportation accordées par les CE (désignées dans le Règlement (CE) n° 1260/2001 du Conseil des CE par les termes "restitutions à l'exportation") couvraient la différence entre le prix du marché mondial et les prix élevés dans la Communauté pour les produits en question, permettant ainsi à ces produits d'être exportés.

Le Brésil estimait aussi que le régime communautaire applicable au sucre soumettait le sucre importé à un traitement moins favorable et qu'il était donc contraire à l'article III:4 du GATT de 1994.

Le Brésil a allégué qu'en accordant des subventions à l'exportation pour le sucre excédant les niveaux de leurs engagements de réduction, les CE agissaient d'une manière incompatible avec, au moins, les prescriptions:

- a) des articles 3:3, 8, 9:1 a) et c) et 10:1 de l'Accord sur l'agriculture;
- b) de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC; et
- c) des articles III:4 et XVI du GATT de 1994.

D'après la Thaïlande:

- Le régime communautaire applicable au sucre accorde au sucre importé un traitement moins favorable que celui qui est accordé au sucre d'origine intérieure et prévoit des subventions subordonnées à l'utilisation de marchandises d'origine intérieure de préférence aux marchandises importées.
- Le régime communautaire applicable au sucre accorde des subventions à l'exportation qui excèdent les niveaux des engagements de réduction spécifiés à la section II de la Partie IV de la Liste de concessions des CE au sucre produit en sus de ses quotas de production (dénommé "sucre C").
- Les CE octroient des subventions à l'exportation (désignées par l'expression "restitutions à l'exportation") qui couvrent la différence entre le prix du marché mondial et les prix élevés pratiqués dans les CE pour les produits en question, permettant ainsi à ces produits d'être exportés.

La Thaïlande estime que les subventions ci-dessus sont incompatibles avec les obligations des CE au titre:

- a) de l'article III:4 du GATT de 1994;
- b) de l'article 3.1 a), 3.1 b) et 3.2 de l'Accord SMC; et
- c) des articles 3:3, 8, 9:1 et 10:1 de l'Accord sur l'agriculture.

Dans le différend WT/DS265, la Barbade, le Belize, le Brésil, le Canada, la Colombie, le Congo, la Côte d'Ivoire, les Fidji, le Guyana, l'Inde, la Jamaïque, le Kenya, Madagascar, le Malawi, Maurice, Saint-Kitts-et-Nevis, le Swaziland et le Zimbabwe ont demandé à participer aux consultations. Le 24 octobre 2002, les CE ont informé l'ORD qu'elles avaient accepté les demandes de participation aux consultations présentées par la Barbade, le Belize, le Brésil, le Canada, la Colombie, le Congo, la Côte d'Ivoire, les Fidji, le Guyana, l'Inde, la Jamaïque, le Kenya, Madagascar, le Malawi, Maurice, Saint-Kitts-et-Nevis, le Swaziland et le Zimbabwe.

Dans le différend WT/DS266, l'Australie, la Barbade, le Belize, le Canada, la Colombie, le Congo, la Côte d'Ivoire, les Fidji, le Guyana, l'Inde, la Jamaïque, le Kenya, Madagascar, le Malawi, Maurice, Saint-Kitts-et-Nevis, le Swaziland et le Zimbabwe ont demandé à participer aux consultations. Le 24 octobre 2002, les CE ont informé l'ORD qu'elles avaient accepté les

demandes de participation aux consultations présentées par l'Australie, la Barbade, le Belize, le Canada, la Colombie, le Congo, la Côte d'Ivoire, les Fidji, le Guyana, l'Inde, la Jamaïque, le Kenya, Madagascar, le Malawi, Maurice, Saint-Kitts-et-Nevis, le Swaziland et le Zimbabwe.

Le 9 juillet 2003, l'Australie, le Brésil et la Thaïlande ont chacun présenté une demande d'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 21 juillet 2003, l'ORD a reporté l'établissement de groupes spéciaux. Suite à une deuxième demande de l'Australie, du Brésil et de la Thaïlande, l'ORD a établi un seul groupe spécial à sa réunion du 29 août 2003. La Barbade, le Canada, la Chine, la Colombie, la Jamaïque, Maurice, la Nouvelle-Zélande, Trinité-et-Tobago et les États-Unis ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 1<sup>er</sup> septembre 2003, le Belize, Cuba, les Fidji et le Guyana ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 2 septembre 2003, le Paraguay et le Swaziland ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 5 septembre 2003, l'Inde, Madagascar et le Malawi ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 8 septembre 2003, l'Australie, le Brésil, Saint-Kitts-et-Nevis, la Tanzanie et la Thaïlande ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 26 septembre 2003, le Kenya a réservé ses droits de tierce partie. Le 5 novembre 2003, la Côte d'Ivoire a réservé ses droits de tierce partie.

Le 15 décembre 2003, l'Australie, le Brésil et la Thaïlande ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. Le 23 décembre 2003, la composition du Groupe spécial a été arrêtée par le Directeur général.

#### **11. WT/DS267 – États-Unis – Subventions concernant le coton upland**

Plainte du Brésil. Le 27 septembre 2002, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au sujet des subventions prohibées et pouvant donner lieu à une action accordées aux producteurs, utilisateurs et/ou exportateurs des États-Unis de coton upland, ainsi que la législation, les réglementations, les instruments réglementaires et les modifications y relatives qui prévoient de telles subventions (y compris des crédits à l'exportation), des dons et toute autre mesure d'aide destinés aux producteurs, utilisateurs et exportateurs des États-Unis de coton upland.

Le Brésil a soutenu que ces mesures étaient incompatibles avec les obligations résultant pour les États-Unis des dispositions suivantes: articles 5 c), 6.3 b), c) et d), 3.1 a) (y compris le point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation figurant à l'Annexe I) et 3.1 b), et 3.2 de l'Accord SMC; articles 3:3, 7:1, 8, 9:1, 10:1 de l'Accord sur l'agriculture; et article III:4 du GATT de 1994. Le Brésil était d'avis que les lois, réglementations et procédures administratives des États-Unis énumérées ci-dessus étaient incompatibles avec ces dispositions en tant que telles et telles qu'elles étaient appliquées.

Les 9 et 11 octobre 2002, le Zimbabwe et l'Inde, respectivement, ont demandé à participer aux consultations. Le 14 octobre 2002, l'Argentine et le Canada ont demandé à participer aux consultations. Les États-Unis ont informé l'ORD qu'ils avaient accepté les demandes de participation aux consultations présentées par l'Argentine et l'Inde.

Le 6 février 2003, le Brésil a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 19 février 2003, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande du Brésil, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 18 mars 2003. L'Argentine, le Canada, les CE, la Chine, l'Inde, le Pakistan, le Taipei chinois et le Venezuela ont réservé leur droit de participer en tant que tierces parties aux travaux du Groupe spécial. À cette réunion, le Président de l'ORD a dit qu'il poursuivait ses consultations avec le Brésil et les États-Unis sur la question de la désignation d'un représentant de l'ORD chargé de faciliter le processus de collecte de renseignements, conformément aux procédures de

l'Annexe V de l'Accord SMC, qui avaient été invoquées par le Brésil dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Le 24 mars 2003, le Bénin a réservé ses droits de tierce partie. Le 25 mars 2003, l'Australie a réservé ses droits de tierce partie. Le 26 mars 2003, le Paraguay a réservé ses droits de tierce partie. Le 28 mars 2003, la Nouvelle-Zélande a réservé ses droits de tierce partie. Le 4 avril 2003, le Tchad a réservé ses droits de tierce partie. Le 9 mai 2003, le Brésil a demandé au Directeur général d'arrêter la composition du Groupe spécial. Le 19 mai 2003, la composition a été arrêtée par le Directeur général.

Le 17 novembre 2003, le Président du Groupe spécial a informé l'ORD que le Groupe spécial ne pourrait pas achever ses travaux dans un délai de six mois en raison de la complexité de la question et qu'il comptait remettre son rapport final aux parties en mai 2004.

**12. WT/DS268 – États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires destinés à des pays pétroliers en provenance d'Argentine**

Plainte de l'Argentine. Le 7 octobre 2002, l'Argentine a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au sujet des déterminations finales du Département du commerce des États-Unis ("le Département") et de la Commission du commerce international des États-Unis ("la Commission") dans les réexamens à l'extinction de l'ordonnance en matière de droits antidumping visant les produits tubulaires destinés à des pays pétroliers (OCTG) en provenance d'Argentine, publiées le 7 novembre 2000 (65 *Federal Register* 66701) et en juin 2001 (USITC Pub. n° 3434), respectivement, et de la détermination du Département à l'effet de maintenir l'ordonnance en matière de droits antidumping visant les produits OCTG en provenance d'Argentine, publiée le 25 juillet 2001 (66 *Federal Register* 38630).

L'Argentine a considéré que les lois, règlements, principes directeurs et procédures des États-Unis relatifs à l'administration des réexamens à l'extinction et à l'application des mesures antidumping étaient incompatibles, à la fois tels qu'ils étaient libellés et tels qu'ils étaient appliqués, avec les articles 1<sup>er</sup>, 2, 3, 5, 6, 11, 12 et 18 de l'Accord antidumping, les articles VI et X de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1994 et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

Par ailleurs, l'Argentine a allégué que le réexamen à l'extinction effectué par le Département était incompatible avec les articles 2, 5 et 5.8, 11.3 et 11.4, et 12.1 et 12.3 de l'Accord antidumping. Elle a également allégué que le réexamen à l'extinction effectué par la Commission était incompatible avec les articles 3 et 11.3 de l'Accord antidumping.

Le 3 avril 2003, l'Argentine a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 15 avril 2003, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande de l'Argentine, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 19 mai 2003. Les CE, le Japon, la Corée, le Mexique et le Taipei chinois ont réservé leurs droits de tierces parties.

Le 22 août 2003, l'Argentine a demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. Le 4 septembre 2003, la composition a été arrêtée par le Directeur général.

**13. WT/DS269 et WT/DS286 – Communautés européennes – Classification douanière des morceaux de poulet désossés et congelés**

Plaintes du Brésil (WT/DS269) et de la Thaïlande (WT/DS286). Le 11 octobre 2002, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec les Communautés européennes au sujet du Règlement n° 1223/2002 de la Commission des CE ("Règlement n° 1223/2002"), du 8 juillet 2002, qui prévoyait une nouvelle désignation des morceaux de poulet désossés et

congelés relevant du code 0207.14.10 de la Nomenclature combinée (NC). D'après le Brésil, cette nouvelle désignation incluait une teneur en sel du produit qui n'existait pas avant et qui soumettait les importations de ces produits à un droit de douane plus élevé que celui qui était applicable à la viande salée (code NC 0210) dans les Listes des CE annexées au GATT de 1994.

Le Brésil a fait observer que le Règlement n° 1223/2002 obligeait automatiquement à classer sous le code NC 0207.14.10 les produits qui étaient auparavant importés sous le Code NC 0210.99.39, et assujettis à un taux de droit *ad valorem* de 15,4 pour cent, et à les assujettir à un taux de droit plus élevé de 102,4 euros/100 kg/net. Ce taux de droit de 102,4 euros/100 kg/net est plus élevé que le taux de droit applicable à la viande salée (code NC 0210) prévu dans les Listes des CE annexées au GATT de 1994.

À la suite de cette mesure, le Brésil a considéré qu'il lui avait été accordé, en matière commerciale, un traitement moins favorable que celui qui était prévu dans les Listes des CE, contrairement aux obligations des CE au titre des articles II et XXVIII du GATT de 1994. En outre, le Brésil a allégué que l'application de cette mesure par les CE annulait et compromettait, au sens de l'article XXIII:1 du GATT, les avantages résultant pour le Brésil directement ou indirectement du GATT de 1994.

Le 25 octobre 2002, les États-Unis ont demandé à participer aux consultations.

Le 25 mars 2003, la Thaïlande a demandé l'ouverture de consultations avec les CE au sujet de cette même question. De l'avis de la Thaïlande, la mesure en cause est incompatible avec les obligations des CE au titre de l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994 et de leur Liste de concessions. Les 3 et 10 avril 2003, respectivement, le Brésil et les États-Unis ont demandé à participer aux consultations. Les CE ont informé l'ORD qu'elles avaient accepté la demande de participation aux consultations présentée par le Brésil.

Le 19 septembre 2003, le Brésil a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 2 octobre 2003, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande du Brésil, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 7 novembre 2003. Le Chili, la Chine, la Thaïlande et les États-Unis ont réservé leurs droits de tierces parties.

Le 27 octobre 2003, la Thaïlande a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 7 novembre 2003, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Le 21 novembre 2003, suite à une deuxième demande de la Thaïlande, l'ORD a établi un groupe spécial unique, au titre d'un accord entre les parties et conformément à l'article 9:1 du Mémoire d'accord. Les Membres qui avaient réservé leurs droits de tierces parties dans le cadre du Groupe spécial établi à la demande du Brésil ont également été considérés comme tierces parties dans le cadre du Groupe spécial unique. De plus, le Brésil, la Colombie et le Chili ont réservé leurs droits de tierces parties dans le cadre du Groupe spécial unique.

#### **14. WT/DS270 – Australie – Certaines mesures affectant l'importation de fruits et légumes frais**

Plainte des Philippines. Le 18 octobre 2002, les Philippines ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Australie au sujet de certaines mesures affectant l'importation en Australie de fruits et légumes frais, y compris les bananes. Ces mesures comprennent, mais pas exclusivement:

- l'article 64 de la *Proclamation de 1998* relative à la quarantaine promulguée en vertu de la *Loi de 1908 sur la quarantaine*;

- les réglementations, prescriptions et procédures publiées en application de ces dispositions;
- les modifications apportées à l'une quelconque de ces dispositions; et
- les textes d'application y relatifs.

Les Philippines ont considéré que ces mesures étaient incompatibles avec les obligations qui découlaient pour l'Australie du GATT de 1994, de l'Accord SPS et de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. Les dispositions pertinentes de ces accords comprennent, mais pas exclusivement, les articles XI et XIII du GATT de 1994, les articles 2, 3, 4, 5, 6 et 10 de l'Accord SPS et les articles 1<sup>er</sup> et 3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation.

Le 1<sup>er</sup> novembre 2002, les CE et la Thaïlande ont demandé à participer aux consultations. Le 7 novembre 2002, l'Australie a informé l'ORD qu'elle avait accepté la demande de participation aux consultations présentée par les CE et la Thaïlande.

Le 7 juillet 2003, les Philippines ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 21 juillet 2003, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des Philippines, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 29 août 2003. La Chine, les CE, l'Équateur, l'Inde, la Thaïlande et les États-Unis ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 4 septembre 2003, le Chili a réservé ses droits de tierce partie.

#### **15. WT/DS273 – Corée – Mesures affectant le commerce des navires de commerce**

Plainte des Communautés européennes. Le 21 octobre 2002, les Communautés européennes ont demandé l'ouverture de consultations avec la Corée au sujet de certaines mesures établissant des subventions en faveur de sa construction navale qui, d'après elles, sont incompatibles avec les obligations de la Corée au titre de l'Accord SMC. Ces mesures sont les suivantes:

- subventions à la restructuration d'entreprises sous la forme d'annulations et d'allègements de dettes, de bonifications d'intérêts et de conversions de dettes en prises de participation, par le biais de banques détenues et contrôlées par l'État;
- programme d'imposition spéciale des apports en nature et d'imposition spéciale des cessions d'actifs prévu par la Loi sur le contrôle des régimes fiscaux spéciaux, qui établit deux programmes fiscaux applicables uniquement aux entreprises en cours de restructuration et dans le cadre desquels des avantages fiscaux ont été accordés à Daewoo;
- prêts avant expédition et garanties de restitution des paiements anticipés accordés par la Banque coréenne d'export import ("KEXIM") détenue par l'État à tous les chantiers navals coréens.

Les CE ont indiqué que les subventions en question avaient été accordées pour la production de navires de commerce destinés au commerce international, y compris: vraquiers, porte-conteneurs, pétroliers, transporteurs de produits et de produits chimiques, transporteurs

de GNL/GPL, transbordeurs à passagers et navires rouliers et autres navires non destinés au transport de marchandises (y compris les unités au large).

Les CE ont considéré que les mesures coréennes contrevenaient aux obligations de la Corée au titre de l'Accord SMC, en particulier, mais pas nécessairement exclusivement, les dispositions suivantes: articles 1<sup>er</sup>, 2, 3.1, 5 a) et c), 6.3 et 6.5 de l'Accord SMC.

Le 12 juin 2003, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 24 juin 2003, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des CE, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 21 juillet 2003. La Chine, le Japon, le Mexique, la Norvège, le Taipei chinois et les États-Unis ont réservé leurs droits de tierces parties. L'ORD est également convenu, à la suite de la demande des CE, d'engager les procédures prévues à l'Annexe V de l'Accord SMC conformément au paragraphe 2 de ladite annexe, au sujet de la collecte de renseignements concernant le préjudice grave au titre de l'Annexe V de l'Accord SMC.

Le 11 août 2003, les CE ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition a été arrêtée le 20 août 2003.

#### **16. WT/DS276 – Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés**

Plainte des États-Unis. Le 17 décembre 2002, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec le Canada au sujet de questions ayant trait à l'exportation de blé par la Commission canadienne du blé et le traitement accordé par le Canada aux grains importés dans le pays.

Pour les États-Unis, il apparaissait que les actions du gouvernement canadien et de la Commission canadienne du blé (qui jouissait des droits exclusifs d'acheter et de vendre du blé de l'Ouest canadien destiné à la consommation humaine) liées aux exportations de blé étaient incompatibles avec les paragraphes 1 a) et 1 b) de l'article XVII du GATT de 1994.

En ce qui concerne le traitement des grains importés dans le Canada, les États-Unis maintenaient que les mesures canadiennes ci-après étaient incompatibles avec l'article III du GATT de 1994 et l'article 2 de l'Accord sur les MIC, dès lors qu'elles établissaient une discrimination à l'égard des grains importés:

- en application de la Loi sur les grains du Canada et du Règlement sur les grains du Canada, le blé importé ne peut pas être mélangé avec des grains canadiens de production nationale qui sont reçus à une installation ou qui en sont déchargés; et
- la Loi canadienne fixe un niveau maximal pour les recettes que les compagnies de chemins de fer peuvent tirer de l'expédition des grains canadiens de production nationale, mais pas pour les recettes qu'elles peuvent tirer de l'expédition de grains importés; et le Canada accorde une préférence aux grains de production nationale par rapport aux grains importés dans l'affectation des wagons publics.

Le 20 décembre 2002, les Communautés européennes, le Japon et le Mexique ont demandé à participer aux consultations. Le 24 décembre 2002, l'Australie a demandé à participer aux consultations. Le 6 mars 2003, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 18 mars 2003, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des États-Unis, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion

du 31 mars 2003. Les CE, le Chili, le Japon, le Mexique et le Taipei chinois ont réservé leurs droits de tierces parties. Les 9 et 10 avril 2003, respectivement, la Chine et l'Australie ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 2 mai 2003, le Canada a demandé au Directeur général d'arrêter la composition du Groupe spécial. Le 12 mai 2003, la composition a été arrêtée par le Directeur général. Le 30 juin 2003, les États-Unis ont présenté une nouvelle demande d'établissement d'un groupe spécial. Le 1<sup>er</sup> juillet 2003, la Présidente du Groupe spécial a informé l'ORD que le Groupe spécial avait accédé à la demande des États-Unis, qui souhaitaient que le Groupe spécial suspende ses travaux pendant trois semaines, à savoir du 1<sup>er</sup> au 21 juillet 2003. L'ORD a établi un deuxième groupe spécial à sa réunion du 11 juillet 2003. L'Australie, le Chili, la Chine, les CE, le Japon et le Taipei chinois ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 25 juillet 2003, le Mexique a réservé ses droits de tierce partie. La composition du deuxième groupe spécial a été arrêtée le 11 juillet 2003. À la suite d'une demande des États-Unis, à laquelle le Groupe spécial a accédé, la décision préliminaire du Groupe spécial a été distribuée aux Membres pour information le 21 juillet 2003. Le 30 octobre 2003, le Président du Groupe spécial a informé l'ORD que le premier Groupe spécial ne pourrait pas achever ses travaux dans un délai de six mois en raison de la suspension de trois semaines demandée par les États-Unis à la suite de la décision préliminaire rendue par le Groupe spécial et de l'harmonisation du calendrier de ce Groupe spécial avec celui du deuxième Groupe spécial, et qu'il comptait remettre son rapport final aux parties en février 2004.

**17. WT/DS277 – États-Unis – Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada**

Plainte du Canada. Le 20 décembre 2002, le Canada a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au sujet de l'enquête menée par l'USITC dans l'affaire Bois d'œuvre résineux en provenance du Canada (Invs. n° 701-TA-414 et 731-TA-928 (final)) et des droits antidumping et compensateurs définitifs appliqués à la suite de la détermination finale établie par l'USITC le 2 mai 2002, dont l'avis a été publié au Federal Register le 22 mai 2002 (Volume 67, n° 99, pages 36022-36023), selon laquelle une branche de production aux États-Unis est menacée de subir un dommage important en raison des importations de bois d'œuvre résineux en provenance du Canada dont le Département du commerce a déterminé qu'elles sont subventionnées et qu'elles sont vendues aux États-Unis à un prix inférieur à leur juste valeur.

Le Canada a allégué que, par ces mesures, les États-Unis ont manqué à leurs obligations au titre de l'article VI:6 a) du GATT de 1994, des articles 1<sup>er</sup>, 3.1, 3.2, 3.3, 3.4, 3.5, 3.7, 3.8, 12 et 18.1 de l'Accord antidumping et des articles 10, 15.1, 15.2, 15.3, 15.4, 15.5, 15.7, 15.8, 22 et 32.1 de l'Accord SMC.

Le 3 avril 2003, le Canada a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 15 avril 2003, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande du Canada, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 7 mai 2003. Les CE et le Japon ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 16 mai 2003, la Corée a réservé ses droits de tierce partie. Le 12 juin 2003, le Canada a demandé au Directeur général d'arrêter la composition du groupe spécial. Le 19 juin 2003, la composition a été arrêtée par le Directeur général. Le 19 décembre 2003, le Président du Groupe spécial a informé l'ORD que le Groupe spécial ne pourrait pas achever ses travaux dans un délai de six mois en raison de problèmes de calendrier. Le Groupe spécial comptait achever ses travaux en février 2004.



**18. WT/DS280 – États Unis – Droits compensateurs sur les tôles d'acier en provenance du Mexique**

Plainte du Mexique. Le 21 janvier 2003, le Mexique a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au sujet de la détermination finale établie à l'issue d'un réexamen administratif en matière de droits compensateurs imposés par les autorités américaines à l'importation de tôles d'acier au carbone en feuilles en provenance du Mexique (C-201-810), ainsi que des éléments qui leur ont permis d'établir cette détermination et ont conduit à l'imposition de droits compensateurs sur les importations dudit produit.

Le Mexique allègue que le réexamen administratif qui a donné lieu à l'imposition du droit compensateur de 11,6 pour cent *ad valorem* en utilisant la méthode dite de "l'aliénation d'entreprise" est incompatible avec les articles 10, 14, 19 et 21 de l'Accord SMC. En particulier, le Mexique allègue que le Département du commerce des États-Unis n'a pas établi de détermination de l'existence d'un avantage, comme l'exige l'article 1.1 b) de l'Accord SMC.

Le 4 août 2003, le Mexique a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 18 août 2003, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande du Mexique, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 29 août 2003. La Chine, les CE et le Taipei chinois ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 5 septembre 2003, le Canada a réservé ses droits de tierce partie.

**19. WT/DS281 – États-Unis – Mesures antidumping applicables au ciment en provenance du Mexique**

Plainte du Mexique. Le 3 février 2003, le Mexique a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au sujet de plusieurs mesures antidumping imposées par ces derniers à l'importation de ciment Portland gris et ciment clinker en provenance du Mexique, y compris:

- les déterminations finales établies à l'issue de plusieurs réexamens administratifs ou réexamens à l'extinction;
- la détermination des autorités américaines concernant le maintien des ordonnances antidumping; et
- le refus des autorités américaines d'accéder à la demande des producteurs mexicains tendant à ce que soit entrepris un réexamen administratif en raison d'un changement de circonstances.

En plus des mesures ci-dessus, la demande du Mexique concerne un certain nombre de lois, règlements et pratiques administratives (tels que la "réduction à zéro") utilisés par les autorités américaines dans les déterminations susmentionnées. Le Mexique considère que les mesures antidumping ci-dessus sont incompatibles avec les articles 1<sup>er</sup>, 2, 3, 4, 6, 8, 9, 10, 11, 12 et 18 de l'Accord antidumping, les articles III, VI et X du GATT de 1994 et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

Le 29 juillet 2003, le Mexique a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 18 août 2003, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande du Mexique, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 29 août 2003. La Chine, les CE, le Japon et le Taipei chinois ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 5 septembre 2003, le Canada a réservé ses droits de tierce partie.

**20. WT/DS282 – États-Unis – Mesures antidumping visant les produits tubulaires destinés à des pays pétroliers (OCTG) en provenance du Mexique**

Plainte du Mexique. Le 18 février 2003, le Mexique a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au sujet de plusieurs mesures antidumping imposées par ces derniers à l'importation d'OCTG en provenance du Mexique, y compris les déterminations finales établies à l'issue de certains réexamens administratifs ou réexamens à l'extinction; et de la détermination des autorités américaines concernant le maintien des ordonnances antidumping. En plus de ces mesures, la demande du Mexique concerne un certain nombre de lois, règlements et pratiques administratives (tels que la "réduction à zéro") utilisés par les autorités américaines dans les déterminations susmentionnées. Le Mexique considère que les mesures antidumping ci-dessus sont incompatibles avec les articles 1<sup>er</sup>, 2, 3, 6, 11 et 18 de l'Accord antidumping, les articles VI et X du GATT de 1994 et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

Le 29 juillet 2003, le Mexique a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 18 août 2003, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande du Mexique, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 29 août 2003. L'Argentine, la Chine, les CE, le Japon, le Taipei chinois et le Venezuela ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 5 septembre 2003, le Canada a réservé ses droits de tierce partie.

**21. WT/DS285 – États-Unis – Mesures visant la fourniture transfrontières de services de jeux et paris**

Plainte d'Antigua-et-Barbuda. Le 21 mars 2003, Antigua-et-Barbuda a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au sujet de mesures appliquées par les autorités centrales, régionales et locales des États-Unis qui visent la fourniture transfrontières de services de jeux et paris. Antigua-et-Barbuda considère que l'effet cumulé des mesures prises par les États-Unis empêche la fourniture de services de jeux et paris par un autre Membre de l'OMC aux États-Unis sur une base transfrontières.

D'après Antigua-et-Barbuda, les mesures en cause peuvent être incompatibles avec les obligations découlant pour les États-Unis de l'AGCS, et en particulier de ses articles II, VI, VIII, XI, XVI et XVII, et de leur Liste d'engagements spécifiques annexée à l'AGCS.

Le 12 juin 2003, Antigua-et-Barbuda a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 24 juin 2003, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande d'Antigua et Barbuda, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 21 juillet 2003. Le Canada, les CE, le Mexique et le Taipei chinois ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 23 juillet 2003, le Japon a réservé ses droits de tierce partie.

Le 15 août 2003, Antigua-et-Barbuda a demandé au Directeur général d'arrêter la composition du Groupe spécial. Le 25 août 2003, la composition a été arrêtée par le Directeur général. Le 29 janvier 2004, le Président du Groupe spécial a informé l'ORD qu'il ne serait pas possible au Groupe spécial d'achever ses travaux dans un délai de six mois car plusieurs facteurs avaient eu une incidence sur le calendrier des travaux du Groupe spécial, à savoir la demande de décisions préliminaires présentée par une partie, la période des fêtes, le lourd programme de travail des membres du Groupe spécial ainsi que la complexité des questions de droit et de fait qui avaient été soulevées. Le Groupe spécial espérait achever ses travaux pour la fin avril 2004.

## 22. WT/DS287 – Australie – Régime de quarantaine pour les importations

Plainte des Communautés européennes. Le 3 avril 2003, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Australie au sujet de son régime de quarantaine pour les importations, à la fois en tant que tel et tel qu'il est appliqué à certains cas spécifiques. D'après les CE, le régime de quarantaine que l'Australie applique aux importations paraît être régi par la législation, ainsi que par un Directeur des services de quarantaine dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire et par des directives administratives relatives à l'exercice de ce pouvoir.

S'agissant du régime de quarantaine en tant que tel, les CE allèguent qu'il a apparemment pour effet d'interdire *a priori* l'importation de certains produits, bien qu'aucune évaluation des risques n'ait été effectuée. Il apparaît que l'évaluation des risques, lorsque évaluation il y a, commence seulement une fois que l'autorisation d'importer un produit a été spécifiquement demandée. Dans certains cas, aucune évaluation n'a été engagée malgré la présentation d'une telle demande. Dans d'autres, elle a été engagée mais n'a pas été achevée. S'agissant de la façon dont ce régime est appliqué à certains cas spécifiques, les CE allèguent que:

- l'Australie autorise l'importation de viande de porc désossée en provenance du Danemark et destinée à être transformée en Australie, mais interdit l'importation de viande de porc désossée en provenance du Danemark. En outre, il se peut que les prescriptions en matière de transformation imposées en Australie soient plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire en l'espèce afin de protéger l'Australie contre le syndrome dysgénésique respiratoire porcin (SDRP). Il apparaît également que des demandes d'autorisation d'accès à l'Australie ont été présentées pour la viande de porc transformée ou la viande de porc désossée destinée à être transformée en provenance d'autres États membres de l'UE, mais qu'elles ont été rejetées;
- l'Australie autorise l'importation de viande de volaille cuite à température élevée et longtemps pour empêcher l'arrivée sur son territoire de la bursite infectieuse aviaire (IBD). Toutefois, il semble que cette maladie soit déjà présente dans les élevages de volailles australiens et qu'aucun effort ne soit fait pour l'éradiquer. En outre, il se pourrait que les prescriptions en matière de transformation imposées en Australie soient plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire en l'espèce afin de protéger l'Australie contre l'IBD.

Les CE considèrent que les mesures susmentionnées peuvent être contraires à l'Accord SPS et en particulier, mais pas exclusivement, à ses articles 2:2, 2:3, 3:3, 4:1, 5:1 et 5:6 et, le cas échéant, à ses articles 5:7 et 8 et à son Annexe C. Le 16 avril 2003, le Chili et les Philippines ont demandé à participer aux consultations. Le 22 avril 2003, le Canada et l'Inde ont demandé à participer aux consultations. L'Australie a informé l'ORD qu'elle avait accepté les demandes de participation aux consultations présentées par le Canada, le Chili, l'Inde et les Philippines.

Le 29 août 2003, les Communautés européennes ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 2 octobre 2003, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Le 14 octobre 2003, les CE ont présenté à l'ORD une demande d'établissement d'un groupe spécial révisée. L'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 7 novembre 2003. Le Canada, le Chili, la Chine, l'Inde, les Philippines, la Thaïlande et les États-Unis ont réservé leurs droits de tierces parties.

**23. WT/DS291, WT/DS292, WT/DS293 – Communautés européennes – Mesures affectant l'agrément et la commercialisation des produits biotechnologiques**

Plaintes des États-Unis (WT/DS291), du Canada (WT/DS292) et de l'Argentine (WT/DS293). Le 13 mai 2003, les États-Unis et le Canada ont demandé l'ouverture de consultations avec les Communautés européennes au sujet de certaines mesures prises par les CE et leurs États membres qui affectent les importations de produits agricoles et alimentaires en provenance des États-Unis et du Canada. S'agissant des mesures prises au niveau des CE, les États-Unis et le Canada ont affirmé que le moratoire appliqué par les CE depuis octobre 1998 en ce qui concerne l'approbation des produits biotechnologiques avait restreint les importations de produits agricoles et alimentaires en provenance des États-Unis et du Canada. S'agissant des mesures prises au niveau des États membres, les États-Unis et le Canada ont affirmé qu'un certain nombre d'États membres maintenaient, au niveau national, des interdictions de commercialiser et d'importer des produits biotechnologiques, même si ces produits avaient été approuvés par les CE à des fins d'importation et de commercialisation dans les CE. Le 14 mai 2003, l'Argentine a demandé l'ouverture de consultations avec les CE au sujet de cette même question.

D'après les États-Unis, il apparaît que les mesures en question sont incompatibles avec les obligations des CE au titre:

- a) des articles 2, 5, 7 et 8 et des Annexes B et C de l'Accord SPS;
- b) des articles I<sup>er</sup>, III, X et XI du GATT de 1994;
- c) de l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture; et
- d) des articles 2 et 5 l'Accord OTC.

D'après le Canada, il apparaît que les mesures en question sont incompatibles avec les obligations des CE au titre:

- a) des articles 2.2, 2.3, 5.1, 5.5, 5.6, 7 et 8 et des Annexes B et C de l'Accord SPS;
- b) des articles 2.1, 2.2, 2.8, 5.1 et 5.2 de l'Accord OTC;
- c) des articles I:1, III:4, X:1 et XI:1 du GATT de 1994, et
- d) de l'article 4.2 de l'Accord sur l'agriculture.

Le Canada estimait aussi que ces mesures annulaient ou compromettaient les avantages résultant pour lui, au sens de l'article XXIII:1 b) du GATT de 1994.

D'après l'Argentine, il apparaît que les mesures en question sont incompatibles avec les obligations des CE au titre:

- a) des articles 2, 5, 7, 8 et 10 et des Annexes B et C de l'Accord SPS;
- b) de l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture;
- c) des articles I<sup>er</sup>, III, X et XI du GATT de 1994; et
- d) des articles 2, 5 et 12 de l'Accord OTC.

Dans le différend WT/DS291, l'Australie, l'Argentine, le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, l'Inde, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et le Pérou ont demandé à participer aux consultations. Les CE ont informé l'ORD qu'elles avaient accepté les demandes de participation aux consultations présentées par l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, l'Inde, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et le Pérou.

Dans le différend WT/DS292, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, les États-Unis, l'Inde, le Mexique et la Nouvelle-Zélande ont demandé à participer aux consultations. Les CE ont informé l'ORD qu'elles avaient accepté les demandes de participation aux consultations présentées par l'Argentine, l'Australie, le Brésil, les États-Unis, l'Inde, le Mexique et la Nouvelle-Zélande.

Dans le différend WT/DS293, l'Australie, le Brésil, le Canada, les États-Unis, l'Inde, le Mexique et la Nouvelle-Zélande ont demandé à participer aux consultations. Les CE ont informé l'ORD qu'elles avaient accepté les demandes de participation aux consultations présentées par l'Australie, le Brésil, le Canada, les États-Unis, l'Inde, le Mexique et la Nouvelle-Zélande.

Le 7 août 2003, les États-Unis, le Canada et l'Argentine ont chacun présenté une demande d'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 18 août 2003, l'ORD a reporté l'établissement de groupes spéciaux. Suite à une deuxième demande des États-Unis, du Canada et de l'Argentine, l'ORD a établi un seul groupe spécial à sa réunion du 29 août 2003. L'Australie, le Chili, la Chine, la Colombie, El Salvador, le Honduras, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Pérou, le Taipei chinois, la Thaïlande et l'Uruguay ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 3 septembre 2003, le Canada a réservé ses droits de tierce partie. Le 4 septembre 2003, l'Argentine et les États-Unis ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 5 septembre 2003, le Mexique a réservé ses droits de tierce partie. Le 8 septembre 2003, le Brésil a réservé ses droits de tierce partie. Le 9 septembre, le Paraguay a réservé ses droits de tierce partie.

#### **24. WT/DS295 – Mexique – Mesures antidumping définitives visant la viande de bœuf et le riz**

Plainte des États-Unis. Le 16 juin 2003, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec le Mexique au sujet des mesures antidumping définitives du Mexique visant la viande de bœuf et le riz blanc à grain long et de certaines dispositions de la Loi sur le commerce extérieur du Mexique et de son Code fédéral de procédure civile.

Les États-Unis ont allégué que ces mesures étaient incompatibles avec les obligations du Mexique au titre des dispositions du GATT de 1994, de l'Accord antidumping et de l'Accord SMC. En particulier, ils ont allégué:

- que les mesures antidumping définitives du Mexique visant la viande de bœuf et le riz blanc à grain long étaient incompatibles, au moins, avec les articles 3, 5.8, 6, 9, 12, 11.1 et l'Annexe II de l'Accord antidumping;
- que certaines dispositions de la Loi sur le commerce extérieur du Mexique et de son Code fédéral de procédure civile étaient incompatibles avec les articles 5.8, 6, 6.1.1, 6.8, 7, 9, 9.5, 10.6, 11 et 11.1 de l'Accord antidumping et les articles 11.9, 12.1.1, 12.7, 17, 19, 19.3, 20.6, 21 et 21.1 de l'Accord SMC.

Les États-Unis ont aussi allégué que les mesures prises par le Mexique annulent ou compromettent des avantages résultant pour eux directement ou indirectement des accords susmentionnés.

Le 19 septembre 2003, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 2 octobre, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des États-Unis, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 7 novembre 2003. La Chine, les Communautés européennes et la Turquie ont réservé leurs droits de tierces parties.

**25. WT/DS296 – États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) en provenance de Corée**

Plainte de la Corée. Le 30 juin 2003, la Corée a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au sujet des déterminations préliminaires et finales positives en matière de droits compensateurs et de la détermination préliminaire de l'existence d'un dommage des autorités des États-Unis, ainsi que de toutes déterminations ultérieures pouvant être faites au cours de l'enquête sur l'existence d'un dommage sur la question *DRAMS and DRAM Modules from Korea* (DRAM et modules DRAM en provenance de Corée). La Corée conteste également toutes les lois et réglementations pertinentes, y compris l'article 771 de la Loi douanière de 1930 et 19 CFR 351, respectivement.

La Corée a allégué que les déterminations susmentionnées étaient incompatibles, entre autres, avec les articles VI:3 et X:3 du GATT de 1994 et avec les articles 1<sup>er</sup>, 2, 10, 11, 12, 14, 17, 22 et 32.1 de l'Accord SMC.

Le 18 août 2003, la Corée a demandé l'ouverture de nouvelles consultations au sujet des déterminations en matière de droits compensateurs des autorités des États-Unis sur la question DRAM et modules DRAM en provenance de Corée. Cette demande concerne la détermination finale positive de l'existence d'un dommage de l'ITC et l'ordonnance en matière de droits compensateurs définitifs du DOC, publiées l'une et l'autre le 11 août 2003, à savoir après que la Corée a présenté sa première demande de consultations. La Corée a allégué que les déterminations susmentionnées étaient incompatibles, entre autres, avec l'article 15.1, 15.2, 15.4 et 15.5 de l'Accord SMC.

Le 19 novembre 2003, la Corée a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 1<sup>er</sup> décembre 2003, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Corée, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 23 janvier 2004. La Chine, les CE, le Japon et le Taipei chinois ont réservé leurs droits de tierces parties.

**26. WT/DS299 – Communautés européennes – Mesures compensatoires visant les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques en provenance de Corée**

Plainte de la Corée. Le 25 juillet 2003, la Corée a demandé l'ouverture de consultations avec les Communautés européennes au sujet de leurs mesures compensatoires provisoires et des mesures compensatoires définitives qui pourraient être finalisées et mises en œuvre dans le courant de cette année, visant les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques ("DRAM") en provenance de Corée.

D'après la Corée, lorsque la Commission européenne a examiné les déterminations concernant les mesures provisoires visant les DRAM en provenance de Corée, qui ont déjà été mises en œuvre, et les mesures définitives visant les mêmes produits, qui pourraient être finalisées et

prises en œuvre dans le courant de cette année, elle ne s'est pas conformée à diverses prescriptions de fond et de procédure de l'OMC, y compris l'obligation de démontrer l'existence d'une contribution financière et qu'un avantage était conféré, ainsi que la spécificité des subventions concernées.

De l'avis de la Corée, les mesures des CE en cause sont incompatibles avec leurs obligations au titre des dispositions suivantes de l'OMC:

- a) les articles VI:3 et X:3 du GATT de 1994; et
- b) les articles 1<sup>er</sup>, 2, 10, 11, 12, 14, 15, 17, 22 et 32.1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

Le 25 août 2003, la Corée a demandé l'ouverture de nouvelles consultations avec les CE au sujet de leurs mesures compensatoires finales, qui avaient été adoptées par le Conseil européen le 11 août 2003 et publiées au Journal officiel des CE le 22 août 2003.

La Corée souhaitait procéder à des consultations sur les mêmes questions que celles qu'elle avait soulevées dans sa précédente demande de consultations, mais selon les perspectives additionnelles des mesures finales adoptées.

La Corée a donné davantage de précisions concernant la violation par les CE de l'article 15 de l'Accord SMC. Elle a allégué que la constatation de l'existence d'un dommage important faite par les CE était incompatible, entre autres, avec l'article 15.1, 15.2, 15.4, et 15.5 de l'Accord SMC.

Le 19 novembre 2003, la Corée a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 1<sup>er</sup> décembre 2003, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Corée, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 23 janvier 2004. La Chine, le Japon, le Taipei chinois et les États-Unis ont réservé leurs droits de tierces parties.

## **27. WT/DS302 – République dominicaine – Mesures affectant l'importation et la vente de cigarettes sur le marché intérieur**

Plainte du Honduras. Le 8 octobre 2003, le Honduras a demandé l'ouverture de consultations avec la République dominicaine au sujet de certaines mesures visant l'importation et la vente intérieure de cigarettes. Cette demande est une nouvelle version développée d'une plainte déposée par le Honduras le 28 août 2003 (WT/DS300/1).

D'après le Honduras, la République dominicaine:

- a recours à des règles, à des procédures et à des pratiques administratives particulières pour déterminer la valeur des cigarettes importées afin d'appliquer l'impôt sélectif sur la consommation (entre autres, dans certains cas, considère que la valeur des cigarettes importées est égale à la valeur du produit le "plus similaire" sur le marché intérieur), et n'a pas établi ni appliqué des critères transparents et universels aux fins de la détermination de la valeur des cigarettes importées (entre autres, n'a pas établi ni appliqué de tels critères pour la détermination du produit le "plus similaire");

- ne publie pas les enquêtes effectuées par la Banque centrale qui sont utilisées pour déterminer la valeur des cigarettes afin d'appliquer l'impôt sélectif sur la consommation;
- prévoit pour les cigarettes importées des conditions de concurrence qui sont moins favorables que celles prévues pour les cigarettes nationales en exigeant que des vignettes soient apposées sur les paquets de cigarettes sur le territoire de la République dominicaine;
- occasionne des coûts et des charges administratives qui entravent l'importation de cigarettes en obligeant les importateurs de cigarettes à déposer une caution;
- prélève une surtaxe transitoire au titre de la stabilisation économique, qui correspond à 2 pour cent de la valeur c.a.f. des marchandises importées;
- prélève une commission de change qui correspond à 4,75 pour cent de la valeur de la marchandise importée.

Le Honduras estime que ces mesures de la République dominicaine sont incompatibles avec les articles II:1 b), III:2, III:4, X:1, X:3 a), XI:1 et XV:4 du GATT de 1994.

Le 23 octobre 2003, le Guatemala et le Nicaragua ont demandé à participer aux consultations. Le 28 octobre 2003, la République dominicaine a accepté ces deux demandes.

Le 8 décembre 2003, le Honduras a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 19 décembre 2003, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Honduras, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 9 janvier 2004. La Chine, le Chili, les Communautés européennes et les États-Unis ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 19 janvier 2004, le Guatemala, le Nicaragua et El Salvador ont réservé leurs droits de tierces parties.

#### B. GROUPES SPÉCIAUX DE LA MISE EN CONFORMITÉ EN ACTIVITÉ

Aucun.

### III. RAPPORTS DISTRIBUÉS

#### A. RAPPORTS DE GROUPES SPÉCIAUX

Aucun.

#### B. RAPPORTS DE GROUPES SPÉCIAUX DE LA MISE EN CONFORMITÉ (ARTICLE 21:5)

Aucun.

#### C. RAPPORTS DE L'ORGANE D'APPEL

#### 1. **WT/DS257 – États Unis – Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada**

Plainte du Canada. Le 3 mai 2002, le Canada a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis. La demande portait sur la détermination finale positive en matière de droits



compensateurs du Département du commerce des États-Unis (dossier n° C-122839), publiée le 25 mars 2002, concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada. Les mesures en cause sont l'ouverture et la conduite de l'enquête, la détermination finale, les réexamens accélérés et d'autres questions liées à ces mesures. Le Canada a allégué que ces mesures étaient incompatibles avec les articles 1<sup>er</sup>, 2, 10, 11, 12, 14, 15, 19, 22 et 32.1 de l'Accord SMC et avec les articles VI:3 et X:3 du GATT de 1994 et étaient contraires aux obligations des États Unis au titre de ces articles.

Le 18 juillet 2002, le Canada a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 29 juillet 2002, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Le 19 août 2002, le Canada a demandé que soit retirée sa demande d'établissement d'un groupe spécial précédente et a présenté une nouvelle demande. En particulier, le Canada estimait qu'en ouvrant l'enquête dans l'affaire Bois de construction IV, les États-Unis avaient violé les articles 10, 11.4 et 32.1 de l'Accord SMC. Toutes les autres allégations étaient identiques à celles présentées dans la demande précédente (18 juillet 2002). À sa réunion du 30 août 2002, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 1<sup>er</sup> octobre 2002, l'ORD a établi un groupe spécial. Les CE, l'Inde et le Japon ont réservé leur droit de participer aux travaux du Groupe spécial en tant que tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 8 novembre 2002.

Dans son rapport distribué aux Membres le 29 août 2003, le Groupe spécial a constaté que la détermination finale en matière de droits compensateurs du DOC était incompatible avec les articles 10, 14, 14 d) et 32.1 de l'Accord SMC, ainsi qu'avec l'article VI:3 du GATT de 1994. Il a décidé d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations formulées par le Canada au titre de l'article 19.4 de l'Accord SMC et de l'article VI:3 du GATT de 1994 concernant les méthodes utilisées pour calculer le taux de subventionnement; et les allégations du Canada concernant la violation des règles de procédure en matière de preuve qui sont énoncées à l'article 12 de l'Accord SMC. Suite à la déclaration du Canada à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, selon laquelle il ne jugeait pas opportun de continuer à faire valoir les allégations formulées au titre des articles 10, 11.4 et 32.1 de l'Accord SMC concernant l'ouverture de l'enquête, le Groupe spécial s'est également abstenu d'examiner cette allégation et de se prononcer sur celle-ci. En conséquence, il a recommandé que l'ORD demande aux États-Unis de rendre leur mesure conforme à leurs obligations au titre de l'Accord SMC et du GATT de 1994.

Le 2 octobre 2003, les États-Unis ont notifié leur décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, au sujet de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci. Toutefois, le 3 octobre 2003, ils ont retiré leur déclaration d'appel pour des raisons de calendrier, mais ce désistement est subordonné au droit des États-Unis de déposer une nouvelle déclaration d'appel dans le délai autorisé par le Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Le 21 octobre 2003, les États-Unis ont notifié leur décision de déposer à nouveau leur déclaration d'appel, auprès de l'Organe d'appel, au sujet de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci.

Le 17 décembre 2003, le Président de l'Organe d'appel a informé l'ORD que l'Organe d'appel ne serait pas en mesure de distribuer son rapport dans le délai de 60 jours en raison du temps nécessaire à l'achèvement du rapport et à sa traduction, et il a estimé que le rapport de l'Organe d'appel serait distribué aux Membres de l'OMC le 19 janvier 2004 au plus tard.

Le 19 janvier 2004, le rapport de l'Organe d'appel a été distribué aux Membres. L'Organe d'appel:

- **a confirmé** la constatation du Groupe spécial selon laquelle les États-Unis avaient déterminé à juste titre que les droits de récolte accordés par les pouvoirs publics provinciaux canadiens en ce qui concerne le bois sur pied constituaient la fourniture de biens visée à l'article 1.1 de l'*Accord SMC*;
- **a infirmé** l'interprétation de l'article 14 d) de l'*Accord SMC* donnée par le Groupe spécial et la constatation du Groupe spécial selon laquelle les États-Unis avaient déterminé à mauvais escient l'existence et le montant de l'"avantage" résultant de la contribution financière fournie. L'Organe d'appel a ensuite constaté qu'il ne **pouvait pas compléter l'analyse juridique** de la question de savoir si les États-Unis avaient déterminé à juste titre l'existence d'un avantage dans le cadre de cette enquête, parce qu'il n'y avait pas suffisamment de constatations factuelles faites par le Groupe spécial et de faits non contestés dans le dossier du Groupe spécial; et
- **a confirmé** la constatation du Groupe spécial selon laquelle les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec les dispositions de l'*Accord SMC* et du GATT de 1994 en n'analysant pas si les subventions étaient transmises, au moyen de ventes de *grumes*, par les exploitants possédant des scieries à des producteurs de bois d'œuvre non apparentés. Par ailleurs, l'Organe d'appel **a infirmé** les constatations du Groupe spécial selon lesquelles les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC en n'examinant pas si des subventions étaient transmises au moyen de ventes, par des scieries, de *bois d'œuvre* de première ouvraison à des entreprises de nouvelle ouvraison non apparentées car tant le bois d'œuvre de première ouvraison que le bois d'œuvre ayant subi une nouvelle ouvraison étaient des produits visés par l'enquête globale de l'USDOC.

D. RAPPORTS DE L'ORGANE D'APPEL SUR LA MISE EN CONFORMITÉ (ARTICLE 21:5)

Aucun.

IV. RAPPORTS FAISANT L'OBJET D'UN APPEL

A. RAPPORTS DE GROUPES SPÉCIAUX

1. **WT/DS246 – Communautés européennes – Conditions d'octroi de préférences tarifaires aux pays en développement**

Plainte de l'Inde. Le 5 mars 2002, l'Inde a demandé l'ouverture de consultations avec les Communautés européennes au sujet des conditions dans lesquelles les CE accordent des préférences tarifaires aux pays en développement dans le cadre de leur schéma généralisé de préférences actuel ("schéma SGP").

L'Inde a présenté sa demande conformément à l'article 4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, à l'article XXIII:1 du GATT de 1994 et au paragraphe 4 b) de ce qu'il est convenu d'appeler la Clause d'habilitation.

L'Inde a considéré que les préférences tarifaires accordées par les CE dans le cadre des régimes spéciaux i) pour la lutte contre la production et le trafic de drogue et ii) pour la protection des droits des travailleurs et de l'environnement créaient des difficultés indues à ses exportations à destination des CE, y compris à celles qui avaient été effectuées dans le cadre

du régime général du schéma SGP des CE, et annulaient ou compromettaient les avantages résultant pour elle des dispositions relatives au traitement de la nation la plus favorisée énoncées à l'article I:1 du GATT de 1994 et aux paragraphes 2 a), 3 a) et 3 c) de la Clause d'habilitation.

De l'avis de l'Inde, les conditions dans lesquelles les CE accordent des préférences tarifaires dans le cadre des régimes spéciaux ne sont pas conciliables avec les prescriptions énoncées aux paragraphes 2 a), 3 a) et 3 c) de la Clause d'habilitation.

Le 20 mars 2002, le Venezuela a demandé à participer aux consultations. Le 21 mars 2002, la Colombie a demandé à participer aux consultations.

Le 6 décembre 2002, l'Inde a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 19 décembre 2002, l'ORD a reporté l'établissement d'un tel groupe. À sa réunion du 27 janvier 2003, l'ORD a établi un groupe spécial. Au cours de la réunion, le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, Cuba, El Salvador, l'Équateur, les États-Unis, le Guatemala, le Honduras, le Paraguay, le Pérou, Sri Lanka et le Venezuela ont réservé leur droit de participer en tant que tierces parties aux travaux du Groupe spécial. Le 28 janvier 2003, le Nicaragua a réservé ses droits de tierce partie. Le 29 janvier 2003, le Panama a réservé ses droits de tierce partie. Le 3 février 2003, Maurice et le Pakistan ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 6 février 2003, la Bolivie a réservé ses droits de tierce partie. Le 24 février 2003, l'Inde a demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. Le 6 mars 2003, la composition a été arrêtée par le Directeur général.

Le 22 septembre 2003, le Président du Groupe spécial a informé l'ORD que le Groupe spécial ne pourrait pas achever ses travaux dans un délai de six mois en raison de la complexité de la question et qu'il comptait le faire à la fin d'octobre 2003.

Dans son rapport, distribué aux Membres le 1<sup>er</sup> décembre 2003, le Groupe spécial a constaté ce qui suit: i) l'Inde a démontré que les préférences tarifaires accordées dans le cadre du régime spécial de lutte contre la production et le trafic de drogues ("régime concernant les drogues") prévu dans le schéma SGP des CE est incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994; ii) les CE n'ont pas démontré que le régime concernant les drogues est justifié au titre du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation, qui exige que les avantages SGP soient accordés sur une base "non discriminatoire"; et iii) les CE n'ont pas démontré que le régime concernant les drogues est justifié au titre de l'article XX b) du GATT de 1994 puisque la mesure n'est pas "nécessaire" à la protection de la santé et de la vie des personnes dans les CE, et elle n'est pas conforme au texte introductif de l'article XX. (Un membre du Groupe spécial a exprimé une opinion dissidente selon laquelle la Clause d'habilitation ne constitue pas une exception à l'article I:1 et l'Inde n'a pas formulé d'allégation au titre de cette clause.)

Le 8 janvier 2004, les Communautés européennes ont notifié leur décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit figurant dans le rapport du Groupe spécial.

## B. RAPPORTS DE GROUPES SPÉCIAUX DE LA MISE EN CONFORMITÉ (ARTICLE 21:5)

Aucun.

## **V. EXAMENS DE GROUPES SPÉCIAUX ET DE L'ORGANE D'APPEL TERMINÉS**

### **A. RAPPORTS DE L'ORGANE D'APPEL ET DE GROUPES SPÉCIAUX ADOPTÉS**

#### **1. WT/DS2 et WT/DS4 – États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules**

Plaintes du Venezuela et du Brésil. Le Venezuela a demandé l'ouverture de consultations le 24 janvier 1995 et le Brésil le 10 avril 1995. Les plaignants alléguaient que la réglementation des États-Unis concernant l'essence établissait une discrimination à l'encontre de l'essence qu'ils produisaient, en violation des articles Ier et III du GATT et de l'article 2 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce (Accord OTC).

Suite à la demande du Venezuela, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 10 avril 1995. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 26 avril 1995. Suite à la demande du Brésil, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 19 juin 1995. Le 31 mai 1995, conformément à l'article 9 du Mémoire d'accord, il a été convenu qu'un groupe spécial unique examinerait les plaintes du Venezuela et du Brésil. Dans son rapport, distribué aux Membres le 29 janvier 1996, le Groupe spécial a constaté que la réglementation en question était incompatible avec l'article III:4 du GATT et ne pouvait relever d'une des exceptions prévues à l'article XX.

Les États-Unis ont fait appel le 21 février 1996. Le 22 avril, l'Organe d'appel a publié son rapport, dans lequel il modifiait l'interprétation de l'article XX g) du GATT donnée par le Groupe spécial, mais concluait que les dispositions de l'article XX g) n'étaient pas applicables en l'espèce. Le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel, ont été adoptés par l'ORD le 20 mai 1996.

#### **2. WT/DS8, WT/DS10 et WT/DS11 – Japon – Taxes sur les boissons alcooliques**

Plaintes des Communautés européennes, du Canada et des États-Unis. Les CE ont demandé l'ouverture de consultations le 21 juin 1995 et le Canada et les États-Unis, le 7 juillet 1995. Selon les plaignants, les eaux-de-vie exportées vers le Japon faisaient l'objet d'une discrimination dans le cadre de la Loi japonaise sur la taxation des boissons alcooliques, en application de laquelle la taxe perçue sur le "shochu" était, à leur avis, nettement inférieure à celles qui frappaient le whisky, le cognac et les eaux-de-vie blanches.

Un groupe spécial unique a été établi à la réunion de l'ORD du 27 septembre 1995. Sa composition a été arrêtée le 30 octobre 1995. Dans son rapport, distribué aux Membres le 11 juillet 1996, le Groupe spécial a constaté que le système japonais de taxation était incompatible avec l'article III:2 du GATT.

Le 8 août 1996, le Japon a fait appel. Le rapport d'appel a été distribué aux Membres le 4 octobre 1996. L'Organe d'appel y a confirmé la conclusion du Groupe spécial selon laquelle la Loi japonaise sur la taxation des boissons alcooliques était incompatible avec l'article III:2 du GATT, mais il a mis en évidence plusieurs domaines dans lesquels le Groupe spécial avait suivi un raisonnement juridique erroné. Le rapport de l'Organe d'appel et celui du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel, ont été adoptés par l'ORD le 1<sup>er</sup> novembre 1996.

### 3. **WT/DS18 – Australie – Mesures visant les importations de saumons**

Plainte du Canada. Le 5 octobre 1995, le Canada a demandé l'ouverture de consultations avec l'Australie concernant la prohibition appliquée par ce pays à l'importation de saumons en provenance du Canada en vertu d'une réglementation quarantenaire. Le Canada affirmait que cette prohibition était incompatible avec les articles XI et XIII du GATT, ainsi qu'avec l'Accord SPS.

Le 7 mars 1997, le Canada a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 20 mars 1997, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande du Canada, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 10 avril 1997. Les Communautés européennes, les États-Unis, l'Inde et la Norvège ont réservé leurs droits de tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 28 mai 1997. Dans son rapport, distribué aux Membres le 12 juin 1998, le Groupe spécial a constaté que les mesures australiennes faisant l'objet de la plainte étaient incompatibles avec les articles 2:2, 2:3, 5:1, 5:5 et 5:6 de l'Accord SPS, et qu'elles annulaient ou compromettaient également les avantages résultant pour le Canada de l'Accord SPS.

Le 22 juillet 1998, l'Australie a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 20 octobre 1998, l'Organe d'appel a infirmé le raisonnement du Groupe spécial concernant les articles 5:1 et 2:2 de l'Accord SPS, mais:

- a néanmoins constaté que l'Australie avait agi de manière incompatible avec les articles 5:1 et 2:2 de l'Accord SPS;
- a élargi la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'Australie avait agi de manière incompatible avec les articles 5:5 et 2:3 de l'Accord SPS;
- a infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'Australie avait agi de manière incompatible avec l'article 5:6 de l'Accord SPS, mais n'a pas été en mesure de parvenir à une conclusion sur la question de savoir si la mesure australienne était compatible avec l'article 5:6 en raison du caractère insuffisant des constatations de fait du Groupe spécial.

Le 6 novembre 1998, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

### 4. **WT/DS22 – Brésil – Mesures visant la noix de coco desséchée**

Plainte des Philippines. Le 27 novembre 1995, les Philippines ont demandé l'ouverture de consultations avec le Brésil concernant les droits compensateurs que ce pays appliquait à leurs exportations de noix de coco desséchée. Les Philippines affirmaient que ces droits étaient incompatibles avec les règles de l'OMC et du GATT.

Le 5 février 1996, les Philippines ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 21 février 1996, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des Philippines, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 5 mars 1996. Le Canada, les CE, les États-Unis, l'Indonésie, la Malaisie et Sri Lanka ont réservé leurs droits de tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 16 avril 1996. Dans son rapport, distribué aux Membres le 17 octobre 1996, le Groupe

spécial a conclu que les dispositions des accords invoquées par le plaignant n'étaient pas applicables au différend.

Le 16 décembre 1996, les Philippines ont notifié leur décision de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 21 février 1997, l'Organe d'appel a confirmé les constatations et interprétations juridiques du Groupe spécial.

Le 20 mars 1997, le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel, ont été adoptés par l'ORD.

**5. WT/DS24 – États-Unis – Restrictions à l'importation de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles**

Plainte du Costa Rica. Le 22 décembre 1995, le Costa Rica a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant les restrictions appliquées par ce pays à ses importations de textiles. Le Costa Rica alléguait que ces restrictions enfreignaient l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV).

Conformément à la demande du Costa Rica, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 5 mars 1996. L'Inde a réservé ses droits en tant que tierce partie. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 4 avril 1996. Dans son rapport, distribué aux Membres le 8 novembre 1996, le Groupe spécial a constaté que les limitations appliquées par les États-Unis n'étaient pas conformes à l'Accord.

Le 11 novembre 1996, le Costa Rica a notifié sa décision de faire appel d'un des aspects du rapport du Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 10 février 1997, l'Organe d'appel a fait droit à l'appel du Costa Rica sur ce point précis. Le rapport de l'Organe et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel, ont été adoptés par l'ORD le 25 février 1997.

**6. WT/DS26 – Communautés européennes – Mesures concernant les viandes et les produits carnés (hormones)**

Plainte des États-Unis. Le 26 janvier 1996, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec les Communautés européennes au motif que les mesures prises par celles-ci dans le cadre de la Directive du Conseil interdisant l'utilisation de certaines substances à effet hormonal dans les spéculations animales restreignaient ou prohibaient les importations de viande et de produits carnés en provenance des États-Unis et étaient manifestement incompatibles avec les articles III ou XI du GATT, les articles 2, 3 et 5 de l'Accord SPS, l'article 2 de l'Accord OTC et l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture.

Le 25 avril 1996, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 8 mai 1996, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des CE, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 20 mai 1996. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 2 juillet 1996. Dans son rapport, distribué aux Membres le 18 août 1997, le Groupe spécial a constaté que l'interdiction des importations de viande bovine et de produits à base de viande bovine traitée avec l'une ou l'autre des six hormones spécifiques à des fins anabolisantes qui était imposée par les CE était incompatible avec les articles 3:1, 5:1 et 5:5 de l'Accord SPS.

Le 24 septembre 1997, les CE ont notifié leur intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial. L'Organe d'appel a

examiné ce recours avec celui de l'affaire WT/DS48. Dans son rapport, distribué aux Membres le 16 janvier 1998, l'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle la prohibition à l'importation appliquée par les CE était incompatible avec les articles 3:3 et 5:1 de l'Accord SPS, mais a infirmé celle qui indiquait que la prohibition à l'importation était incompatible avec les articles 3:1 et 5:5 de l'Accord SPS. S'agissant des questions générales et des questions de procédure, l'Organe d'appel a confirmé la plupart des constatations et conclusions du Groupe spécial, hormis la décision concernant la charge de la preuve dans les procédures au titre de l'Accord SPS.

Le 13 février 1998, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

**7. WT/DS27 – Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes**

Plaintes de l'Équateur, du Guatemala, du Honduras, du Mexique et des États-Unis. Le 28 septembre 1995, les parties plaignantes, hormis l'Équateur, avaient demandé l'ouverture de consultations avec les CE sur la même question (WT/DS16). Le 5 février 1996, soit après l'accession de l'Équateur à l'OMC, tous les plaignants ont de nouveau demandé l'ouverture de consultations avec les CE. Ils alléguaient que le régime communautaire applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes était incompatible avec les articles I<sup>er</sup>, II, III, X, XI et XIII du GATT ainsi qu'avec les dispositions de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, de l'Accord sur l'agriculture, de l'Accord sur les MIC et de l'AGCS.

Le 11 avril 1996, les cinq plaignants ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 24 avril 1996, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des cinq plaignants, un groupe spécial a été établi à la réunion de l'ORD du 8 mai 1996. Le 29 mai 1996, les cinq plaignants ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 7 juin 1996. Dans son rapport, distribué aux Membres le 22 mai 1997, le Groupe spécial a constaté que le régime d'importation des bananes des CE, et les procédures de licences d'importation des bananes appliquées dans le cadre de ce régime, étaient incompatibles avec le GATT. Il a par ailleurs constaté que la dérogation accordée pour la Convention de Lomé couvrait l'incompatibilité avec l'article XIII du GATT, mais pas les incompatibilités qui découlaient du régime de licences.

Le 11 juin 1997, les Communautés européennes ont notifié leur intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 9 septembre 1997, l'Organe d'appel a confirmé la plupart des constatations du Groupe spécial, mais a infirmé celles qui indiquaient que la dérogation pour Lomé couvrait l'incompatibilité avec l'article XIII du GATT et que certains des aspects du régime de licences étaient contraires à l'article X du GATT et à l'Accord sur les procédures de licences d'importation.

À sa réunion du 25 septembre 1997, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

**8. WT/DS31 – Canada – Certaines mesures concernant les périodiques**

Plainte des États-Unis. Le 11 mars 1996, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec le Canada concernant certaines mesures de prohibition ou de restriction des importations au Canada de certains périodiques. Les États-Unis affirmaient que ces mesures étaient contraires à l'article XI du GATT. Ils alléguaient par ailleurs que les taxes

perçues sur les périodiques à tirage dédoublé et l'application de tarifs postaux favorables à certains périodiques canadiens étaient incompatibles avec l'article III du GATT.

Le 24 mai 1996, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 6 juin 1996, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des États-Unis, l'ORD a établi un groupe spécial le 19 juin 1996. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 25 juillet 1996. Dans son rapport, distribué aux Membres le 14 mars 1997, le Groupe spécial a constaté que les mesures appliquées par le Canada enfreignaient les règles du GATT.

Le 29 avril 1997, le Canada a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 30 juin 1997, l'Organe d'appel a confirmé les constatations et conclusions du Groupe spécial sur l'applicabilité du GATT de 1994 à la Partie V.1 de la Loi canadienne sur la taxe d'accise, mais il a infirmé la constatation selon laquelle la Partie V.1 de la Loi sur la taxe d'accise était incompatible avec la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994. Il a par ailleurs conclu que la Partie V.1 de la Loi sur la taxe d'accise était incompatible avec la deuxième phrase de l'article III:2 du GATT de 1994. Il a aussi infirmé la conclusion selon laquelle le barème des tarifs postaux "subventionnés" du Canada se justifiait aux termes de l'article III:8 b) du GATT de 1994.

À sa réunion du 30 juillet 1997, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

**9. WT/DS33 – États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés**

Plainte de l'Inde. Le 30 décembre 1994, l'Inde a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant les mesures de sauvegarde transitoires imposées par ce pays. L'Inde affirmait que ces mesures de sauvegarde étaient incompatibles avec les articles 2, 6 et 8 de l'ATV.

Le 14 mars 1996, l'Inde a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 27 mars 1996, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande de l'Inde, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 17 avril 1996. Le Canada, les CE, la Norvège, le Pakistan et la Turquie ont réservé leurs droits de tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 24 juin 1996. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 24 juin 1996. Dans son rapport, distribué aux Membres le 6 janvier 1997, il a constaté que les mesures de sauvegarde imposées par les États-Unis étaient contraires aux dispositions de l'ATV.

Le 24 février 1997, l'Inde a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 25 avril 1997, l'Organe d'appel a confirmé les décisions prises par le Groupe spécial sur les questions de droit et interprétations du droit qui faisaient l'objet de l'appel.

Le 23 mai 1997, le rapport de l'Organe d'appel et celui du Groupe spécial, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel, ont été adoptés par l'ORD.

**10. WT/DS34 – Turquie – Restrictions à l'importation de produits textiles et de vêtements**

Plainte de l'Inde. Le 21 mars 1996, l'Inde a demandé l'ouverture de consultations avec la Turquie concernant l'imposition par ce pays de restrictions quantitatives à l'importation d'une



large gamme de produits textiles et de vêtements. Elle affirmait que ces restrictions étaient incompatibles avec les articles XI et XIII du GATT de 1994, ainsi qu'avec l'article 2 de l'ATV. Elle avait auparavant demandé à être admise à participer aux consultations devant avoir lieu entre Hong Kong et la Turquie sur la même question (WT/DS29).

Le 2 février 1998, l'Inde a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 13 février 1998, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande de l'Inde, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 13 mars 1998. Les États-Unis, Hong Kong, Chine, le Japon, les Philippines et la Thaïlande ont réservé leurs droits de tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 11 juin 1998. Dans son rapport, distribué aux Membres le 31 mai 1999, le Groupe spécial a constaté que les mesures appliquées par la Turquie étaient incompatibles avec les articles XI et XIII du GATT de 1994, et donc également avec l'article 2:4 de l'ATV. Il a également rejeté l'affirmation de la Turquie selon laquelle ces mesures étaient justifiées au regard de l'article XXIV du GATT de 1994.

Le 26 juillet 1999, la Turquie a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué le 21 octobre 1999, l'Organe d'appel a confirmé la conclusion du Groupe spécial selon laquelle l'article XXIV du GATT de 1994 ne permettait pas à la Turquie d'adopter, au moment de la formation d'une union douanière avec les CE, les restrictions quantitatives qui avaient été jugées incompatibles avec les articles XI et XIII du GATT de 1994 et l'article 2:4 de l'ATV. L'Organe d'appel a toutefois conclu que le Groupe spécial avait commis une erreur dans son raisonnement juridique lors de l'interprétation de l'article XXIV du GATT de 1994.

À sa réunion du 19 novembre 1999, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

#### **11. WT/DS44 – Japon – Mesures affectant les pellicules et papiers photographiques destinés aux consommateurs**

Plainte des États-Unis. Le 13 juin 1996, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec le Japon au sujet des lois, règlements et prescriptions japonais affectant la distribution, la mise en vente et la vente sur le marché intérieur de pellicules et papiers photographiques d'importation destinés aux consommateurs. Ils soutenaient que:

- en appliquant ces mesures le gouvernement japonais accordait un traitement moins favorable aux pellicules et papiers photographiques importés, ce qui était contraire aux articles III et X du GATT;
- ces mesures annulaient ou compromettaient leurs avantages (plainte en situation de non-violation).

Le 20 septembre 1996, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 3 octobre 1996, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des États-Unis, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 16 octobre 1996. Les CE et le Mexique ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 12 décembre 1996, les États-Unis ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 17 décembre 1996. Dans son rapport, distribué aux Membres le 31 mars 1998, le Groupe spécial a conclu:

- que les États-Unis n'avaient pas démontré que les "mesures" japonaises citées par eux, individuellement ou collectivement, annulaient ou compromettaient des avantages leur revenant, au sens de l'article XXIII:1 b) du GATT;
- que les États-Unis n'avaient pas démontré que les "mesures" japonaises en matière de distribution citées par eux soumettaient les pellicules et papiers photographiques importés à un traitement moins favorable, au sens de l'article III:4 du GATT; et
- que les États-Unis n'avaient pas démontré que le Japon n'avait pas publié les décisions administratives d'application générale, en violation de l'article X:1 du GATT.

Le 22 avril 1998, le rapport du Groupe spécial a été adopté par l'ORD.

## **12. WT/DS46 – Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs**

Plainte du Canada. Le 19 juin 1996, le Canada a demandé l'ouverture de consultations avec le Brésil, conformément à l'article 4 de l'Accord SMC, au sujet des procédures spéciales prévues par ce pays en matière de subventions à l'exportation. Le Canada soutenait que les subventions à l'exportation accordées dans le cadre du *Programa de Financiamento às Exportações* (PROEX) du Brésil aux acheteurs étrangers d'aéronefs de la société brésilienne Embraer étaient incompatibles avec les articles 3, 27.4 et 27.5 de l'Accord SMC.

Le Canada a demandé l'établissement d'un groupe spécial le 16 septembre 1996, alléguant l'existence de violations de l'Accord SMC et du GATT de 1994. L'ORD a examiné cette demande à sa réunion du 27 septembre 1996. Devant l'objection du Brésil à l'établissement d'un groupe spécial, le Canada est convenu de modifier sa demande et d'en limiter la portée au cadre de l'Accord SMC. Il a présenté sa demande modifiée le 3 octobre 1996, puis l'a retirée avant la réunion de l'ORD à laquelle elle devait être examinée.

Le 10 juillet 1998, le Canada a de nouveau demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 23 juillet 1998, l'ORD a établi un groupe spécial. Les CE et les États-Unis ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 16 octobre 1998, le Canada a demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 22 octobre 1998. Dans son rapport, distribué aux Membres le 14 avril 1999, le Groupe spécial a constaté que les mesures prises par le Brésil étaient incompatibles avec les articles 3:1 a) et 27:4 de l'Accord sur les subventions.

Le 3 mai 1999, le Brésil a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 2 août 1999, l'Organe d'appel a confirmé toutes les constatations du Groupe spécial, mais il a infirmé et modifié son interprétation de la clause de l'"avantage important" énoncée au point k) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation, qui figure à l'Annexe I de l'Accord SMC.

Le 20 août 1999, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

**13. WT/DS48 – Communautés européennes – Mesures visant les animaux vivants et les viandes (hormones)**

Plainte du Canada. Le 28 juin 1996, le Canada a demandé l'ouverture de consultations avec les CE au sujet de l'importation d'animaux vivants et de viande provenant d'animaux traités avec certaines substances à effet hormonal, conformément à l'article XXII du GATT et aux dispositions correspondantes de l'Accord SPS, de l'Accord OTC et de l'Accord sur l'agriculture. Il alléguait qu'il y avait violation des articles 2, 3 et 5 de l'Accord SPS, de l'article III ou de l'article XI du GATT, de l'article 2 de l'Accord OTC et de l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture. La plainte du Canada était en substance identique à celle qui avait été déposée par les États-Unis (WT/DS26) et avait déjà donné lieu à l'établissement d'un groupe spécial.

Le 16 septembre 1996, le Canada a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 27 septembre 1996, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande du Canada, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 16 octobre 1996. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 4 novembre 1996. Dans son rapport, distribué aux Membres le 18 août 1997, le Groupe spécial a constaté que l'interdiction des importations de viande bovine et de produits à base de viande bovine traitée avec l'une ou l'autre des six hormones spécifiques à des fins anabolisantes qui était imposée par les CE était incompatible avec les articles 3:1, 5:1 et 5:5 de l'Accord SPS.

Le 24 septembre 1997, les CE ont notifié leur intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial. L'Organe d'appel a examiné ce recours avec celui de l'affaire WT/DS26. Dans son rapport, distribué aux Membres le 16 janvier 1998, l'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle la prohibition à l'importation appliquée par les CE était incompatible avec les articles 3:3 et 5:1 de l'Accord SPS, mais a infirmé celle qui indiquait que la prohibition à l'importation était incompatible avec les articles 3:1 et 5:5 de l'Accord SPS. S'agissant des questions générales et des questions de procédure, l'Organe d'appel a confirmé la plupart des constatations et conclusions du Groupe spécial, hormis la décision concernant la charge de la preuve dans les procédures au titre de l'Accord SPS.

Le 13 février 1998, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

**14. WT/DS50 – Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture**

Plainte des États-Unis. Le 2 juillet 1996, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Inde au motif que ce pays n'accordait pas, selon eux, la protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture. Ils estimaient qu'il y avait violation des articles 27, 65 et 70 de l'Accord sur les ADPIC.

L'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 20 novembre 1996. Les CE ont réservé leurs droits de tierce partie. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 29 janvier 1997. Dans son rapport, distribué le 5 septembre 1997, le Groupe spécial a conclu que l'Inde ne remplissait pas les obligations qui lui incombait au titre de l'article 70:8 a) ou des paragraphes 1 et 2 de l'article 63 de l'Accord sur les ADPIC, parce qu'elle n'avait pas établi de mécanisme préservant, comme il convenait, la nouveauté et la priorité en ce qui concernait les demandes de brevet de produit pour les inventions de produits pharmaceutiques et de produits chimiques pour l'agriculture et qu'elle ne se conformait pas non plus à

l'article 70:9 de l'Accord sur les ADPIC parce qu'elle n'avait pas établi de système d'octroi de droits exclusifs de commercialisation.

Le 15 octobre 1997, l'Inde a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 19 décembre 1997, l'Organe d'appel a confirmé, en les modifiant, les constatations du Groupe spécial relatives aux paragraphes 8 et 9 de l'article 70, mais a jugé que l'article 63:1 n'entraînait pas dans le cadre du mandat du Groupe spécial.

Le 16 janvier 1998, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

**15. WT/DS54, WT/DS55, WT/DS59 et WT/DS64 – Indonésie – Certaines mesures affectant l'industrie automobile**

Plaintes des Communautés européennes (WT/DS54), du Japon (WT/DS55 et WT/DS64) et des États-Unis (WT/DS59). Les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Indonésie le 3 octobre 1996, le Japon le 4 octobre et le 29 novembre 1996, et les États-Unis le 8 octobre 1996, au sujet du Programme national pour le secteur automobile de l'Indonésie. Les CE alléguaient que l'exonération des droits de douane et de la taxe sur les produits de luxe prévue pour les importations des véhicules dits d'origine nationale et de leurs composants et les mesures connexes étaient contraires aux obligations de l'Indonésie au titre des articles I<sup>er</sup> et III du GATT de 1994, de l'article 2 de l'Accord sur les MIC et de l'article 3 de l'Accord SMC. Le Japon soutenait que ces mesures étaient contraires aux obligations de l'Indonésie au titre des articles I:1, III:2, III:4 et X:3 a) du GATT de 1994 ainsi que des articles 2 et 5:4 de l'Accord sur les MIC. Les États-Unis soutenaient que les mesures étaient contraires aux obligations de l'Indonésie au titre des articles I<sup>er</sup> et III du GATT de 1994, de l'article 2 de l'Accord sur les MIC, des articles 3, 6 et 28 de l'Accord SMC et des articles 3, 20 et 65 de l'Accord sur les ADPIC.

Le 17 avril 1997, le Japon a demandé l'établissement d'un groupe spécial pour ce qui concerne les plaintes WT/DS55 et WT/DS64. À sa réunion du 30 avril 1997, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Le 12 mai 1997, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial au sujet de l'affaire WT/DS54. À sa réunion du 23 mai 1997, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite aux deuxièmes demandes des CE et du Japon, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 12 juin 1997. Conformément à l'article 9:1 du Mémoire d'accord, l'ORD a décidé qu'un groupe spécial unique examinerait les différends WT/DS54, WT/DS55 et WT/DS64. La Corée, les États-Unis et l'Inde ont réservé leurs droits de tierces parties.

Le 12 juin 1997, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 25 juin 1997, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des États-Unis, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 30 juillet 1997. Conformément à l'article 9:1 du Mémoire d'accord, l'ORD a décidé qu'un groupe spécial unique examinerait ce différend avec les affaires WT/DS54, WT/DS55 et WT/DS64. La Corée et l'Inde ont réservé leurs droits de tierces parties.

Le 25 juillet 1997, les CE et le Japon ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 29 juillet 1997.

Dans son rapport, distribué aux Membres le 2 juillet 1998, le Groupe spécial a constaté que l'Indonésie contrevenait aux dispositions des articles I<sup>er</sup> et II:2 du GATT de 1994, de l'article 2

de l'Accord sur les MIC et de l'article 5 c) de l'Accord SMC, mais non à celles de l'article 28.2 de l'Accord SMC. Le Groupe spécial a constaté par ailleurs que les plaignants n'avaient pas démontré que l'Indonésie contrevenait aux dispositions des articles 3 et 65:5 de l'Accord sur les ADPIC. À sa réunion du 23 juillet 1998, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial.

**16. WT/DS56 – Argentine – Certaines mesures affectant les importations de chaussures, textiles, vêtements et autres articles**

Plainte des États-Unis. Le 4 octobre 1996, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Argentine concernant l'imposition sur les produits mentionnés de droits spécifiques supérieurs au taux consolidé et d'autres mesures appliquées par ce pays. Les États-Unis considéraient que ces mesures contrevenaient aux articles II, VII, VIII et X du GATT de 1994, à l'article 2 de l'Accord OTC, aux articles 1<sup>er</sup> à 8 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994 et à l'article 7 de l'Accord sur les textiles et les vêtements.

Le 9 janvier 1997, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 22 janvier 1997, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des États-Unis, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 25 février 1997. Les CE et l'Inde ont réservé leurs droits de tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 4 avril 1997. Dans son rapport, distribué le 25 novembre 1997, le Groupe spécial a conclu que les droits spécifiques minimaux imposés par l'Argentine sur les textiles et les vêtements étaient incompatibles avec les exigences de l'article II du GATT et que la taxe de statistique de 3 pour cent *ad valorem* imposée par l'Argentine à l'importation était incompatible avec les exigences de l'article VIII du GATT.

Le 21 janvier 1998, l'Argentine a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 27 mars 1998, l'Organe d'appel a confirmé, avec certaines modifications, les constatations et conclusions du Groupe spécial.

Le 22 avril 1998, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

**17. WT/DS58 – États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes**

Plainte de l'Inde, de la Malaisie, du Pakistan et de la Thaïlande. Le 8 octobre 1996, l'Inde, la Malaisie, le Pakistan et la Thaïlande ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au sujet d'une interdiction d'importer des crevettes et des produits à base de crevettes en provenance de ces pays imposée par les États-Unis en vertu de l'article 609 de la Loi générale des États-Unis n° 101–162. Les plaignants affirmaient qu'il y avait violation des articles I<sup>er</sup>, XI et XIII du GATT de 1994 et que leurs avantages étaient annulés ou compromis.

Le 9 janvier 1997, la Malaisie et la Thaïlande ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 22 janvier 1997, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Le 30 janvier 1997, le Pakistan a également demandé l'établissement d'un groupe spécial. Suite aux demandes de la Malaisie, du Pakistan et de la Thaïlande, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 25 février 1997. L'Australie, les CE, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, le Guatemala, Hong Kong, l'Inde, le Japon, le Mexique, le Nigéria, les Philippines, le Sénégal, Singapour et Sri Lanka ont réservé leurs droits de tierces parties.

Le 25 février 1997, l'Inde a également demandé l'établissement d'un groupe spécial sur la même question. À sa réunion du 20 mars 1997, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande de l'Inde, l'ORD est convenu d'établir un groupe spécial à sa réunion du 10 avril 1997 et de l'incorporer à celui qui avait déjà été établi pour examiner la plainte déposée par les autres pays. El Salvador et le Venezuela ont réservé leurs droits de tierces parties, en plus des délégations qui avaient réservé leurs droits de participer en tant que tierces parties aux travaux du Groupe spécial établi à la demande de la Malaisie, du Pakistan et de la Thaïlande.

La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 15 avril 1997.

Dans son rapport, distribué aux Membres le 15 mai 1998, le Groupe spécial a constaté que l'interdiction d'importer des crevettes et des produits à base de crevettes appliquée par les États-Unis n'était pas compatible avec l'article XI:1 du GATT de 1994 et ne pouvait pas être justifiée au regard de l'article XX du GATT de 1994.

Le 13 juillet 1998, les États-Unis ont notifié leur intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 12 octobre 1998, l'Organe d'appel a infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle la mesure des États-Unis en cause ne faisait pas partie des mesures autorisées au titre du texte introductif de l'article XX du GATT de 1994, mais a conclu que, bien qu'elle puisse faire l'objet de la justification provisoire prévue par l'article XX g), la mesure des États-Unis ne satisfaisait pas aux prescriptions énoncées dans le texte introductif de l'article XX.

Le 6 novembre 1998, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

**18. WT/DS60 – Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique**

Plainte du Mexique. Le 15 octobre 1996, le Mexique a demandé l'ouverture de consultations avec le Guatemala concernant l'enquête antidumping ouverte par ce pays sur les importations de ciment Portland en provenance du Mexique. Celui-ci alléguait que cette enquête était contraire aux obligations résultant pour le Guatemala des articles 2, 3, 5 et 7.1 de l'Accord antidumping.

Le 4 février 1997, le Mexique a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 25 février 1997, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande du Mexique, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 20 mars 1997. Le Canada, El Salvador, les États-Unis et le Honduras ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 21 avril 1997, le Mexique a demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 1<sup>er</sup> mai 1997. Dans son rapport, distribué aux Membres le 19 juin 1998, le Groupe spécial a constaté que le Guatemala ne s'était pas conformé aux prescriptions de l'article 5.3 de l'Accord antidumping en ouvrant l'enquête sur la base d'éléments de preuve de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité qui n'étaient pas "suffisants" pour justifier cette ouverture.

Le 4 août 1998, le Guatemala a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 2 novembre 1998, l'Organe d'appel a infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle le Groupe spécial avait compétence pour examiner le différend, au motif que le Mexique ne s'était pas conformé aux dispositions de l'article 6:2 du

Mémoire d'accord dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial car il n'indiquait pas la mesure qui faisait l'objet de sa plainte. Ayant constaté que le Groupe spécial n'avait pas compétence pour examiner le différend, l'Organe d'appel ne pouvait pas formuler de conclusions sur les constatations du Groupe spécial relatives aux questions de fond qui faisaient aussi l'objet de l'appel. L'Organe d'appel a souligné que sa décision était sans préjudice du droit qu'avait le Mexique d'engager une nouvelle procédure de règlement des différends sur cette affaire.

À sa réunion du 25 novembre 1998, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, dont les conclusions ont été infirmées dans le rapport de l'Organe d'appel.

**19. WT/DS62, WT/DS67 et WT/DS68 – Communautés européennes – Classement tarifaire de certains matériels informatiques**

Plaintes des États-Unis. Ces différends concernent le reclassement par les Communautés européennes, à des fins tarifaires, de certains matériels d'adaptation au réseau local ("LAN") et d'ordinateurs personnels multimédia. Les États-Unis soutenaient que ces mesures contrevenaient à l'article II du GATT de 1994.

À sa réunion du 25 février 1997, l'ORD a établi un groupe spécial au sujet de la plainte déposée dans l'affaire WT/DS62. L'Inde, le Japon, la République de Corée et Singapour ont réservé leurs droits de tierces parties. À sa réunion du 20 mars 1997, l'ORD a établi un groupe spécial pour ce qui concerne les plaintes WT/DS67 et WT/DS68. Conformément à l'article 9:1 du Mémoire d'accord, l'ORD est convenu d'établir un groupe spécial unique pour examiner les plaintes WT/DS62, WT/DS67 et WT/DS68.

Dans son rapport, distribué aux Membres le 5 février 1998, le Groupe spécial a constaté que les CE n'avaient pas accordé aux importations de matériel de réseau local en provenance des États-Unis un traitement qui n'était pas moins favorable que celui qui était prévu dans leur Liste d'engagements et que, de ce fait, elles avaient agi de manière incompatible avec les prescriptions de l'article II:1 du GATT de 1994.

Le 24 mars 1998, les CE ont notifié leur intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 5 juin 1998, l'Organe d'appel a infirmé la conclusion du Groupe spécial selon laquelle le traitement tarifaire octroyé par les CE à l'équipement de réseau local était incompatible avec l'article II:1 du GATT de 1994.

À sa réunion du 22 juin 1998, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

**20. WT/DS69 – Communautés européennes – Mesures affectant l'importation de certains produits provenant de volailles**

Plainte du Brésil. Le 24 février 1997, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec les CE concernant le régime communautaire applicable à l'importation de certains produits provenant de volailles et de la mise en œuvre par les CE du contingent tarifaire pour ces produits. Le Brésil considérait que les mesures prises par les CE étaient incompatibles avec les articles X et XXVII du GATT de 1994 et avec les articles 1<sup>er</sup> et 3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. Il estimait également que ces mesures annulaient ou compromettaient des avantages résultant pour lui directement ou indirectement du GATT de 1994.

Le 12 juin 1997, le Brésil a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 25 juin 1997, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande du Brésil, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 30 juillet 1997. Les États-Unis et la Thaïlande ont réservé leurs droits de tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 11 août 1997. Dans son rapport, distribué aux Membres le 12 mars 1998, le Groupe spécial a conclu que le Brésil n'avait pas démontré que les CE n'avaient ni mis en œuvre ni administré le contingent tarifaire applicable aux volailles conformément aux obligations qui leur incombait en vertu des accords cités.

Le 29 avril 1998, le Brésil a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 13 juillet 1998, l'Organe d'appel a confirmé la plupart des constatations et conclusions du Groupe spécial, mais a infirmé sa constatation selon laquelle les CE avaient agi de manière incompatible avec l'article 5:1 b) de l'Accord sur l'agriculture. Toutefois, l'Organe d'appel a conclu que les CE avaient agi de manière incompatible avec l'article 5:5 de l'Accord sur l'agriculture.

À sa réunion du 23 juillet 1998, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

## **21. WT/DS70 – Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils**

Plainte du Brésil. Le 10 mars 1997, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec le Canada concernant certaines subventions accordées par le gouvernement canadien ou par ses provinces en vue de soutenir l'exportation d'aéronefs civils. La demande a été déposée au titre de l'article 4 de l'Accord SMC. Le Brésil estimait que ces mesures étaient incompatibles avec l'article 3 de l'Accord SMC.

À sa réunion du 23 juillet 1998, l'ORD a établi un groupe spécial. Les États-Unis ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 16 octobre 1998, le Brésil a demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 22 octobre 1998. Dans son rapport, distribué aux Membres le 14 avril 1999, le Groupe spécial a constaté que certaines des mesures prises par le Canada étaient incompatibles avec les articles 3:1 a) et 3:2 de l'Accord sur les subventions, mais il a rejeté l'allégation du Brésil selon laquelle l'aide de la SEE à l'industrie canadienne des avions de transport régional constituait des subventions à l'exportation.

Le 3 mai 1999, le Canada a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 2 août 1999, l'Organe d'appel a confirmé les constatations du Groupe spécial.

Le 20 août 1999, l'ORD a adopté les rapports de l'Organe d'appel et du Groupe spécial.

## **22. WT/DS75 et WT/DS84 – Corée – Taxes sur les boissons alcooliques**

Plaintes des Communautés européennes et des États-Unis. Le 4 avril 1997, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec la Corée au sujet des taxes intérieures appliquées par ce pays à certaines boissons alcooliques en vertu de la Loi relative à la taxe sur les alcools et de la Loi relative à la taxe scolaire. Il leur apparaissait que la Loi relative à la taxe sur les alcools et la Loi relative à la taxe scolaire étaient incompatibles avec les obligations résultant pour la Corée de l'article III:2 du GATT de 1994. Le 23 mai 1997, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec la Corée au sujet des mêmes mesures que celles



qui étaient visées dans la plainte des CE. Les États-Unis ont également allégué qu'il y avait des violations de l'article III:2.

Le 10 septembre 1997, les CE et les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 25 septembre 1997, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des CE et des États-Unis, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 16 octobre 1997. Le Canada et le Mexique ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 26 novembre 1997, les CE et les États-Unis ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 5 décembre 1997. Dans son rapport, distribué aux Membres le 17 septembre 1998, le Groupe spécial a constaté que:

- le soju (dilué et distillé) était directement concurrent et substituable avec les boissons alcooliques distillées importées en cause, à savoir les whiskies, les brandys, le cognac, le rhum, le gin, la vodka, la tequila, les liqueurs et les mélanges;
- la Corée avait soumis les produits importés à une taxation différente et que l'écart entre les taxes était plus que *de minimis*; en outre, la différence de taxation était appliquée de manière à protéger la production nationale;
- le Groupe spécial a donc conclu que la Corée avait enfreint les dispositions de l'article III:2 du GATT de 1994.

Le 20 octobre 1998, la Corée a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 18 janvier 1999, l'Organe d'appel a confirmé les constatations du Groupe spécial sur tous les points.

Le 17 février 1999, l'ORD a adopté les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel.

## **23. WT/DS76 – Japon – Mesures visant les produits agricoles**

Plainte des États-Unis. Le 7 avril 1997, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec le Japon concernant la prohibition appliquée par ce pays, sous couvert de mesures de quarantaine, à l'importation de produits agricoles. Les États-Unis soutenaient que le Japon prohibait l'importation de chaque variété d'un produit devant être soumis à une quarantaine tant qu'elle n'avait pas été soumise à un essai de quarantaine, même si le traitement s'était avéré efficace pour d'autres variétés du même produit. Ils affirmaient qu'il y avait violation des articles 2, 5 et 8 de l'Accord SPS, de l'article XI du GATT de 1994 et de l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture. Ils portaient également plainte pour annulation ou réduction d'avantages.

Le 3 octobre 1997, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 16 octobre 1997, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des États-Unis, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 18 novembre 1997. Le Brésil, les CE et la Hongrie ont réservé leurs droits de tierces parties. Dans son rapport, distribué aux Membres le 27 octobre 1998, le Groupe spécial a constaté que le Japon avait agi de manière incompatible avec les articles 2:2 et 5:6 de l'Accord SPS et avec l'Annexe B et, en conséquence, avec l'article 7 de l'Accord SPS.

Le 24 novembre 1998, le Japon a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué

aux Membres le 22 février 1999, l'Organe d'appel a confirmé la constatation fondamentale selon laquelle les essais par variété appliqués par le Japon aux pommes, aux cerises, aux nectarines et aux noix étaient incompatibles avec les prescriptions de l'Accord SPS.

Le 19 mars 1999, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

**24. WT/DS79 – Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture**

Plainte des Communautés européennes. Le 28 avril 1997, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Inde concernant l'absence présumée de protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture et de l'absence de systèmes formels permettant de déposer des demandes de brevets et d'accorder des droits exclusifs de commercialisation pour ces produits. Les CE estimaient que cet état de fait était incompatible avec les obligations résultant pour l'Inde des paragraphes 8 et 9 de l'article 70 de l'Accord sur les ADPIC. (Voir la plainte similaire déposée par les États-Unis dans l'affaire WT/DS50 au sujet de laquelle les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel ont été adoptés le 16 janvier 1998.)

Le 9 septembre 1997, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 25 septembre 1997, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des CE, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 16 octobre 1997. Les États-Unis ont réservé leurs droits de tierce partie. Dans son rapport, distribué aux Membres le 24 août 1998, le Groupe spécial a constaté que l'Inde n'avait pas rempli les obligations qui lui incombait au titre de l'article 70:8 a) parce qu'elle n'avait pas établi une base juridique solide pour préserver comme il convenait la nouveauté et la priorité en ce qui concernait les demandes de brevet de produit pour les inventions de produits pharmaceutiques et de produits chimiques pour l'agriculture, et n'avait pas rempli non plus les obligations qui lui incombait au titre de l'article 70:9 de l'Accord sur les ADPIC parce qu'elle n'avait pas établi un système d'octroi de droits exclusifs de commercialisation. À sa réunion du 22 septembre 1998, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial.

**25. WT/DS87 et WT/DS110 – Chili – Taxes sur les boissons alcooliques**

Plaintes des Communautés européennes. Le 4 juin 1997 et le 15 décembre 1997, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec le Chili concernant la taxe spéciale sur les ventes d'alcool appliquée par ce pays, lequel imposait prétendument une taxe plus élevée sur les alcools importés que sur le *Pisco*, alcool distillé dans le pays. La deuxième demande des CE (WT/DS110) visait la modification de la Loi sur la taxation des boissons alcooliques adoptée par le Chili pour répondre aux préoccupations des CE dans l'affaire WT/DS87. Les CE estimaient que le traitement différencié appliqué aux alcools importés était contraire à l'article III:2 du GATT de 1994.

Le 3 octobre 1997, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial pour ce qui concerne la plainte WT/DS87. À sa réunion du 16 octobre 1997, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des CE, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 18 novembre 1997. Le Canada, les États-Unis, le Mexique et le Pérou ont réservé leurs droits de tierces parties.

Suite à la plainte des CE dans l'affaire WT/DS110, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 25 mars 1998. Il est également convenu qu'un seul groupe spécial était établi pour examiner les deux plaintes. Le Canada, les États-Unis et le Pérou ont réservé leurs droits de

tierces parties. Les 10 et 11 juin 1998, les CE et le Chili, respectivement, ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 1<sup>er</sup> juillet 1998. Dans son rapport, distribué aux Membres le 15 juin 1999, le Groupe spécial a constaté que le système transitoire du Chili et son nouveau système de taxation des boissons alcooliques distillées étaient incompatibles avec l'article III:2 du GATT de 1994.

Le 13 septembre 1999, le Chili a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 13 décembre 1999, l'Organe d'appel a confirmé l'interprétation et l'application par le Groupe spécial de l'article III:2 du GATT de 1994, sous réserve de l'exclusion de certaines considérations sur lesquelles le Groupe spécial s'était appuyé.

Le 12 janvier 2000, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

**26. WT/DS90 – Inde – Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels**

Plainte des États-Unis. Le 15 juillet 1997, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Inde concernant les restrictions quantitatives maintenues par ce pays à l'importation d'un grand nombre de produits agricoles, textiles et industriels. Les États-Unis estimaient que ces restrictions quantitatives, visant notamment plus de 2 700 lignes tarifaires relatives à des produits agricoles et industriels notifiées à l'OMC, étaient incompatibles avec les obligations découlant pour l'Inde des articles XI:1 et XVIII:11 du GATT de 1994, de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture et de l'article 3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation.

Le 3 octobre 1997, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 16 octobre 1997, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 18 novembre 1997. Le 10 février 1998, les États-Unis ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 20 février 1998. Dans son rapport, distribué aux Membres le 6 avril 1999, le Groupe spécial a constaté que les mesures en cause étaient incompatibles avec les obligations découlant pour l'Inde des articles XI et XVIII:11 du GATT de 1994, et pour autant qu'elles s'appliquent aux produits visés par l'Accord sur l'agriculture, avec l'article 4:2 dudit accord. Il a également constaté que ces mesures annulaient ou compromettaient les avantages découlant pour les États-Unis du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'agriculture.

Le 26 mai 1999, l'Inde a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 23 août 1999, l'Organe d'appel a confirmé toutes les constatations du Groupe spécial qui avaient fait l'objet de l'appel.

À sa réunion du 22 septembre 1999, l'ORD a adopté les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel.

**27. WT/DS98 – Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers**

Plainte des Communautés européennes. Le 12 août 1997, la CE a demandé l'ouverture de consultations avec la Corée concernant une mesure de sauvegarde définitive appliquée par ce

pays aux importations de certains produits laitiers. La CE affirmait que, sous couvert des dispositions de différentes mesures gouvernementales, la Corée appliquait une mesure de sauvegarde sous la forme d'un contingentement des importations de certains produits laitiers. Elle considérait que cette mesure était contraire aux articles 2, 4, 5 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes et constituait une violation de l'article XIX du GATT de 1994.

Le 9 janvier 1998, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. Elle a informé l'ORD, à sa réunion du 22 janvier 1998, qu'elle ne maintenait pas pour l'instant cette dernière demande. Le 10 juin 1998, la CE a demandé à nouveau l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 22 juin 1998, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une nouvelle demande des CE, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 23 juillet 1998. Les États-Unis ont réservé leurs droits de tierce partie. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 20 août 1998. Dans son rapport, distribué aux Membres le 21 juin 1999, le Groupe spécial a constaté que la mesure appliquée par la Corée était incompatible avec les articles 4:2 a) et 5 de l'Accord sur les sauvegardes, mais il a rejeté les allégations présentées par les CE au titre de l'article XIX du GATT de 1994 et des articles 2:1, 12:1 (bien qu'il ait constaté que les notifications de la Corée au Comité des sauvegardes n'avaient pas été adressées en temps voulu et n'étaient en ce sens par conformes à l'article 12:1), 12:2 et 12:3 de l'Accord sur les sauvegardes.

Le 15 septembre 1999, la Corée a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 14 décembre 1999, l'Organe d'appel a infirmé l'une des conclusions du Groupe spécial concernant l'interprétation de l'article XIX du GATT de 1994 et son rapport avec l'Accord sur les sauvegardes; il a confirmé l'une des interprétations de l'article 5:1 dudit accord donnée par le Groupe spécial, mais en a infirmé une autre; et il a conclu que la Corée avait violé l'article 12:2 dudit accord, infirmant ainsi en partie la constatation du Groupe spécial.

Le 12 janvier 2000, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

**28. WT/DS99 – États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée**

Plainte de la Corée. Le 14 août 1997, la Corée a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant la décision prise par le Département du commerce des États-Unis de ne pas abroger le droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus originaires de Corée. La Corée affirmait que la décision du Département du commerce avait été prise en dépit du fait qu'il avait été constaté qu'il n'y avait pas eu de dumping pendant plus de trois années et demie de suite et malgré l'existence d'éléments de preuve démontrant de façon certaine qu'à l'avenir les producteurs coréens ne vendraient pas leurs DRAM à des prix de dumping. Elle considérait que ces mesures contrevenaient aux articles 6 et 11 de l'Accord antidumping.

Le 6 novembre 1997, la Corée a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 18 novembre 1997, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande de la Corée, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 16 janvier 1998. Le 10 mars 1998, la Corée a demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 19 mars 1998. Dans son rapport, distribué le 29 janvier 1999, le Groupe spécial a constaté que les mesures faisant l'objet de la plainte étaient contraires à l'article 11.2 de l'Accord antidumping. À sa réunion du 19 mars 1999, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial.

**29. WT/DS103 et WT/DS113 – Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers**

Plaintes des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande.

Le 8 octobre 1997, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec le Canada concernant les subventions à l'exportation des produits laitiers que ce pays accordait prétendument et de l'administration par celui-ci du contingent tarifaire applicable au lait. Les États-Unis estimaient que ces subventions à l'exportation faussaient les marchés des produits laitiers et avaient un effet négatif sur leurs ventes de produits laitiers. Ils soutenaient qu'il y avait violation de l'article II, X et XI du GATT de 1994, des articles 3, 4, 8, 9 et 10 de l'Accord sur l'agriculture, de l'article 3 de l'Accord SMC et des articles 1<sup>er</sup>, 2 et 3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation.

Le 29 décembre 1997, la Nouvelle-Zélande a demandé l'ouverture de consultations avec le Canada concernant un prétendu programme de subventions à l'exportation de produits laitiers connu sous le nom de programme des classes spéciales de lait. La Nouvelle-Zélande estimait que le programme canadien des classes spéciales de lait était incompatible avec l'article XI du GATT et les articles 3, 8, 9 et 10 de l'Accord sur l'agriculture.

Le 2 février 1998, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial pour ce qui concerne l'affaire WT/DS103. À sa réunion du 13 février 1998, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Le 25 mars 1998, suite aux demandes des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande et conformément à l'article 9:1 du Mémorandum d'accord, l'ORD a établi un groupe spécial unique pour examiner les différends WT/DS103 et WT/DS113. L'Australie et le Japon ont réservé leurs droits de tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 12 août 1998. Le rapport du Groupe spécial a été distribué aux Membres le 17 mai 1999. Le Groupe spécial a constaté que les mesures faisant l'objet de la plainte étaient incompatibles avec les obligations du Canada au titre de l'article II:1 b) du GATT de 1994 et des articles 3:3 et 8 de l'Accord sur l'agriculture, car elles consistaient à accorder des subventions énumérées aux paragraphes 1 a) et c) de l'article 9 dudit accord.

Le 15 juillet 1999, le Canada a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué le 13 octobre 1999, l'Organe d'appel:

- a infirmé l'interprétation du Groupe spécial concernant l'article 9:1 a) et, en conséquence, sa constatation selon laquelle le Canada agissait de manière incompatible avec les obligations qui lui incombait au titre des articles 3:3 et 8 de l'Accord sur l'agriculture;
- a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle le Canada enfreignait les articles 3:3 et 8 de l'Accord sur l'agriculture concernant les subventions à l'exportation énumérées à l'article 9:1 c) dudit accord;
- a en partie infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle le Canada agissait de manière incompatible avec les obligations qui lui incombait au titre de l'article II:1 b) du GATT de 1994.

À sa réunion du 27 octobre 1999, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

**30. WT/DS108 – États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"**

Plainte des Communautés européennes. Le 18 novembre 1997, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant les articles 921 à 927 du Code des impôts des États-Unis et des mesures connexes établissant un traitement fiscal spécial pour les "sociétés de ventes à l'étranger" (FSC). Les CE estimaient que ces dispositions étaient incompatibles avec les obligations qui incombait aux États-Unis en vertu des articles III:4 et XVI du GATT de 1994, des alinéas a) et b) de l'article 3.1 de l'Accord SMC et des articles 3 et 8 de l'Accord sur l'agriculture.

Le 1<sup>er</sup> juillet 1998, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. Dans leur demande, les CE ont invoqué l'article 3.1 a) et b) de l'Accord sur les subventions et les articles 3, 8, 9 et 10 de l'Accord antidumping et n'ont pas repris leurs allégations au titre du GATT de 1994. À sa réunion du 23 juillet 1998, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des CE, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 22 septembre 1998. La Barbade, le Canada et le Japon ont réservé leurs droits de tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 9 novembre 1998. Dans son rapport, distribué aux Membres le 8 octobre 1999, le Groupe spécial a constaté qu'en appliquant le régime FSC, les États-Unis avaient agi de manière incompatible avec les obligations qui leur incombait en vertu de l'article 3:1 a) de l'Accord SMC et de l'article 3:3 de l'Accord sur l'agriculture (et donc de l'article 8 de ce même accord).

Le 28 octobre 1999, les États-Unis ont notifié leur intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial. Le 2 novembre 1999, ils ont retiré leur déclaration d'appel conformément à la règle 30 des Procédures de travail pour l'examen en appel, en indiquant que ce désistement était subordonné au droit qu'ils avaient de déposer une nouvelle déclaration d'appel conformément à la règle 20 des Procédures de travail. Le 26 novembre 1999, les États-Unis ont notifié leur intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 24 février 2000, l'Organe d'appel:

- a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle la mesure FSC constituait une subvention prohibée au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC;
- a infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle la mesure FSC donnait lieu à l'"octroi de subventions pour réduire les coûts de la commercialisation des exportations" de produits agricoles au sens de l'article 9:1 d) de l'Accord sur l'agriculture et, en conséquence, a infirmé les constatations du Groupe spécial selon lesquelles les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 3:3 de l'Accord sur l'agriculture;
- a constaté que les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre des articles 10:1 et 8 de l'Accord sur l'agriculture en appliquant des subventions à l'exportation, au moyen de la mesure FSC, d'une manière qui entraînait, ou menaçait d'entraîner, un contournement de leurs engagements en matière de subventions à l'exportation pour ce qui était des produits agricoles;
- a également souligné que sa décision n'était pas une décision voulant qu'un Membre préfère un type de système fiscal à un autre de manière à respecter ses obligations dans le cadre de l'OMC.

À sa réunion du 20 mars 2000, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

**31. WT/DS114 – Canada – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques**

Plainte des Communautés européennes et de leurs États membres. Le 19 décembre 1997, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec le Canada au motif que la protection des inventions accordée par ce pays dans le domaine des produits pharmaceutiques, telle qu'elle ressortait des dispositions pertinentes de la législation d'application canadienne, en particulier la Loi sur les brevets, était insuffisante. Les CE affirmaient que la législation canadienne n'était pas compatible avec les obligations découlant de l'Accord sur les ADPIC, car elle n'assurait pas la protection complète des inventions pharmaceutiques brevetées pendant la totalité de la période de protection, au sens des articles 27:1, 28 et 33 de l'Accord sur les ADPIC.

Le 11 novembre 1998, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 25 novembre 1998, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des CE, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 1<sup>er</sup> février 1999. L'Australie, le Brésil, la Colombie, Cuba, les États-Unis, l'Inde, Israël, le Japon, la Pologne, la Suisse et la Thaïlande ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 15 mars 1999, les CE et leurs États membres ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 25 mars 1999. Dans son rapport, distribué aux Membres le 17 mars 2000, le Groupe spécial a constaté que:

- l'exception dite "pour l'examen réglementaire" prévue par la Loi du Canada sur les brevets (article 55.2 1)), le premier aspect de cette Loi contesté par les CE, n'était pas incompatible avec l'article 27:1 de l'Accord sur les ADPIC, qu'elle était couverte par l'exception prévue à l'article 30 dudit accord et qu'elle n'était donc pas incompatible avec son article 28:1. Au titre de cette exception pour l'examen réglementaire, les concurrents potentiels du titulaire d'un brevet ont l'autorisation d'utiliser l'invention brevetée, sans l'autorisation du titulaire du brevet pendant la durée de celui-ci, afin d'obtenir des pouvoirs publics l'approbation de commercialisation, de sorte qu'ils auront l'autorisation réglementaire de vendre dans des conditions de concurrence avec le titulaire du brevet à la date d'expiration du brevet;
- l'exception dite "pour le stockage" (article 55.2 2)), le second aspect de la Loi sur les brevets contesté par les CE, était incompatible avec l'article 28:1 de l'Accord sur les ADPIC et n'était pas couverte par l'exception prévue à l'article 30 dudit accord. Au titre de cette exception pour le stockage, les concurrents sont autorisés à fabriquer et à stocker des marchandises brevetées pendant une certaine période avant l'expiration du brevet, mais les marchandises ne peuvent pas être vendues tant que le brevet n'est pas venu à expiration. Le Groupe spécial a estimé que, contrairement à l'exception pour l'examen réglementaire, l'exception pour le stockage constituait une réduction substantielle des droits exclusifs qui devaient être accordés aux titulaires de brevets au titre de l'article 28:1, réduction d'une telle ampleur qu'elle ne pouvait pas être considérée comme une exception limitée au sens de l'article 30 de l'Accord sur les ADPIC.

À sa réunion du 7 avril 2000, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial.

**32. WT/DS121 – Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures**

Plainte des Communautés européennes. Le 3 avril 1998, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Argentine concernant des mesures de sauvegarde provisoires et définitives appliquées par ce pays à l'importation de chaussures. Les CE affirmaient que, en vertu de la Résolution n° 226/97 du 24 février 1997, l'Argentine avait appliqué une mesure de sauvegarde provisoire sous la forme de droits spécifiques à l'importation de chaussures à compter du 25 février 1997, puis, en vertu de la Résolution n° 987/97, elle avait appliqué une mesure de sauvegarde définitive sur ces importations à compter du 13 septembre 1997. Les CE alléguaient que les mesures susmentionnées étaient contraires aux articles 2, 4, 5, 6 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes et à l'article XIX du GATT de 1994.

Le 10 juin 1998, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 22 juin 1998, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 23 juillet 1998. Le Brésil, les États-Unis, l'Indonésie, le Paraguay et l'Uruguay ont réservé leurs droits de tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 15 septembre 1998. Dans son rapport, distribué le 25 juin 1999, le Groupe spécial a constaté que la mesure appliquée par l'Argentine était incompatible avec les articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes.

Le 15 septembre 1999, l'Argentine a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 14 décembre 1999, l'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle la mesure de l'Argentine était incompatible avec les articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes, mais a infirmé certaines de ses constatations et conclusions concernant le rapport entre ledit accord et l'article XIX du GATT de 1994, et la justification du fait que des mesures de sauvegarde étaient uniquement imposées aux sources d'approvisionnement des pays tiers non membres du MERCOSUR.

Le 12 janvier 2000, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

**33. WT/DS122 – Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne**

Plainte de la Pologne. Le 6 avril 1998, la Pologne a demandé l'ouverture de consultations avec la Thaïlande concernant l'imposition de droits antidumping finals sur les importations des produits susmentionnés. La Pologne affirmait que des droits antidumping provisoires avaient été imposés par la Thaïlande le 27 décembre 1996, et un droit antidumping final de 27,78 pour cent de la valeur c.a.f. de ces produits, produits ou exportés par tout producteur ou exportateur polonais, avait été imposé le 26 mai 1997. La Pologne soutenait en outre que la Thaïlande avait rejeté deux demandes qu'elle lui avait adressées en vue de la divulgation des constatations. La Pologne considérait que ces mesures de la Thaïlande étaient contraires aux articles 2, 3, 5 et 6 de l'Accord antidumping.

Le 13 octobre 1999, la Pologne a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 27 octobre 1999, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande de la Pologne, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 19 novembre 1999. Les CE, les États-Unis et le Japon ont réservé leurs droits de tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 20 décembre 1999. Dans son rapport, distribué aux Membres le 28 septembre 2002, le Groupe spécial a conclu que:



- i) la Pologne n'avait pas établi que la Thaïlande avait agi de manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 2 de l'Accord antidumping ou de l'article VI du GATT de 1994 lorsqu'elle avait calculé le montant des bénéfices en vue de déterminer la valeur normale construite;
- ii) l'imposition par la Thaïlande de la mesure antidumping définitive visant les importations de poutres en H en provenance de Pologne était incompatible avec les prescriptions de l'article 3 de l'Accord antidumping car:
  - de manière incompatible avec la deuxième phrase de l'article 3.2 et avec l'article 3.1, les autorités thaïlandaises n'avaient pas examiné, sur la base d'un "examen objectif" d'"éléments de preuve positifs" contenus dans la base factuelle divulguée, l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix;
  - de manière incompatible avec l'article 3.4 et 3.1, les autorités thaïlandaises chargées de l'enquête n'avaient pas examiné certains facteurs énumérés à l'article 3.4 ni n'avaient expliqué de manière adéquate comment la détermination de l'existence d'un dommage avait pu être établie sur la base d'une "évaluation impartiale ou objective" ou d'un "examen objectif" d'"éléments de preuve positifs" figurant dans la base factuelle divulguée; et
  - de manière incompatible avec l'article 3.5 et 3.1, les autorités thaïlandaises avaient établi une détermination de l'existence d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et un dommage éventuel sur la base a) de leurs constatations concernant l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix, que le Groupe avait déjà jugées incompatibles avec la deuxième phrase de l'article 3.2 et avec l'article 3.1; et b) de leurs constatations concernant l'existence d'un dommage, que le Groupe avait déjà jugées incompatibles avec l'article 3.4 et 3.1;
- iii) aux termes de l'article 3:8 du Mémoire d'accord, dans les cas où il y avait infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause était présumée annuler ou compromettre les avantages découlant dudit accord. En conséquence, dans la mesure où la Thaïlande avait agi de manière incompatible avec les dispositions de l'Accord antidumping, elle avait annulé ou compromis les avantages résultant pour la Pologne dudit accord.

Le 23 octobre 2000, la Thaïlande a notifié à l'ORD sa décision de faire appel de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci. Dans son rapport, distribué le 12 mars 2001, l'Organe d'appel:

- a confirmé la conclusion du Groupe spécial selon laquelle la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée en l'espèce par la Pologne en ce qui concerne les allégations relatives aux articles 2, 3 et 5 de l'Accord antidumping était suffisante pour satisfaire aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémoire d'accord;
- a infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'Accord antidumping exigeait qu'un groupe spécial examinant l'imposition d'un droit antidumping prenne en compte uniquement les faits, éléments de preuve et raisonnements qui avaient été divulgués aux sociétés polonaises ou qui étaient discernables par elles au moment de la détermination finale de l'existence d'un dumping. L'organe d'appel était d'avis que

le raisonnement du Groupe spécial n'était fondé ni au regard de l'article 3.1 de l'Accord antidumping qui établit les obligations des Membres en ce qui concerne la détermination de l'existence d'un dommage, ni au regard de l'article 17.6 dudit accord qui énonce le critère d'examen pour les groupes spéciaux;

- bien qu'ayant infirmé le raisonnement du Groupe spécial concernant cette question, n'a pas modifié les principales constatations de violation établies par le Groupe spécial;
- a confirmé la conclusion formulée par le Groupe spécial au titre de l'article 3.4 de l'Accord antidumping. L'Organe d'appel a souscrit à l'avis du Groupe spécial selon lequel l'article 3.4 exigeait une évaluation impérative de tous les facteurs mentionnés dans cette disposition;
- a conclu que le Groupe spécial n'avait pas fait erreur dans son application de la charge de la preuve ni dans l'application du critère d'examen au titre de l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping.

À sa réunion du 5 avril 2001, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

**34. WT/DS126 – Australie – Subventions accordées aux producteurs et exportateurs de cuir pour automobiles**

Plainte des États-Unis. Le 4 mai 1998, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Australie concernant des subventions prohibées qui avaient été prétendument accordées à des producteurs et exportateurs australiens de cuir pour automobiles, y compris des subventions accordées à Howe and Company Proprietary Ltd. (ou l'une quelconque de ses sociétés affiliées et/ou mères), qui avaient prétendument comporté des prêts préférentiels des pouvoirs publics d'environ 25 millions de dollars australiens à des conditions non commerciales et des dons d'environ 30 millions de dollars australiens. Les États-Unis considéraient que ces mesures étaient contraires aux obligations qui découlaient pour l'Australie de l'article 3 de l'Accord sur les subventions.

Conformément à la demande des États-Unis, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 22 juin 1998 (voir également l'affaire WT/DS106). Le 27 octobre 1998, les États-Unis ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 2 novembre 1998. Dans son rapport, distribué aux Membres le 25 mai 1999, le Groupe spécial a constaté que le prêt octroyé par le gouvernement australien à Howe/ALH ne constituait pas une subvention subordonnée aux résultats à l'exportation au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC, mais que les versements au titre du contrat de don étaient des subventions au sens de l'article premier de l'Accord SMC qui étaient subordonnées aux résultats à l'exportation au sens de l'article 3.1 a) de cet accord. À sa réunion du 16 juin 1999, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial.

**35. WT/DS132 – Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis**

Plainte des États-Unis. Le 8 mai 1998, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec le Mexique concernant une enquête antidumping menée par ce pays sur le sirop de maïs à haute teneur en fructose (catégories 42 et 55) en provenance des États-Unis. Les États-Unis ont indiqué que, le 27 février 1997, le gouvernement mexicain avait publié un

avis d'ouverture de l'enquête antidumping sur la base d'une demande datée du 14 janvier 1997 et présentée par la Chambre nationale mexicaine des producteurs de sucre et d'alcool. Les États-Unis ont ajouté que, le 23 janvier 1998, le Mexique avait publié un avis annonçant la détermination finale de l'existence d'un dumping et d'un dommage établie dans cette enquête, et qu'en conséquence il avait imposé des mesures antidumping définitives sur ces importations en provenance des États-Unis. Ceux-ci estimaient que la manière dont la demande d'enquête antidumping avait été faite et dont la détermination de l'existence d'une menace de dommage avait été établie était incompatible avec les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10 et 12 de l'Accord antidumping.

Le 8 octobre 1998, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 21 octobre 1998, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des États-Unis, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 25 novembre 1998. La Jamaïque et Maurice ont réservé leurs droits de tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 13 janvier 1999. Dans son rapport, distribué aux Membres le 28 janvier 2000, le Groupe spécial a constaté que:

- l'ouverture par le Mexique de l'enquête antidumping sur les importations de SHTF en provenance des États-Unis était compatible avec les prescriptions des articles 5.2, 5.3, 5.8, 12.1 et 12.1.1 iv) de l'Accord antidumping;
- l'imposition par le Mexique de la mesure antidumping définitive sur les importations de SHTF en provenance des États-Unis était incompatible avec les dispositions suivantes de l'Accord antidumping: article 3.1, 3.2, 3.4, 3.7 et 3.7 i); article 7.4; article 10.2; article 10.4; et article 12.2 et 12.2.2.

À sa réunion du 24 février 2000, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial.

### **36. WT/DS135 – Communautés européennes – Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant**

Plainte du Canada. Le 28 mai 1998, le Canada a demandé l'ouverture de consultations avec les CE concernant des mesures prises par la France, en particulier le Décret du 24 décembre 1996, relativement à l'interdiction de l'amiante et des produits en contenant, et qui comprenaient prétendument une interdiction d'importer ces produits. Le Canada a fait valoir que ces mesures contrevenaient aux articles 2, 3 et 5 de l'Accord SPS, à l'article 2 de l'Accord OTC et aux articles III, XI et XIII du GATT de 1994. Il alléguait aussi que des avantages résultant pour lui des divers accords cités étaient annulés ou compromis.

Le 8 octobre 1998, le Canada a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 21 octobre 1998, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande du Canada, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 25 novembre 1998. Les États-Unis ont réservé leurs droits de tierce partie. Dans son rapport, distribué aux Membres le 18 septembre 2000, le Groupe spécial a constaté que:

- la partie "interdiction" du Décret du 24 décembre 1996 ne relevait pas du champ d'application de l'Accord OTC;
- la partie du Décret relative aux "exceptions" relevait du champ d'application de l'Accord OTC. Toutefois, comme aucune allégation n'avait été soulevée par le Canada concernant la compatibilité avec l'Accord OTC de la partie du Décret relative

aux exceptions, le Groupe spécial s'est abstenu de toute conclusion en ce qui concernait celle-ci;

- les fibres d'amiante chrysotile en tant que telles et les fibres qui leur étaient substituables en tant que telles étaient des produits similaires au sens de l'article III:4 du GATT de 1994;
- les produits en amiante-ciment et les produits en fibrociment pour lesquels des informations suffisantes lui avaient été soumises étaient des produits similaires au sens de l'article III:4 du GATT de 1994;
- en ce qui concernait les produits dont il a constaté qu'ils étaient similaires, le Décret violait l'article III:4 du GATT de 1994;
- cependant, le Décret, en ce qu'il introduisait un traitement discriminatoire entre ces produits au sens de l'article III:4, était justifié en tant que tel et dans sa mise en œuvre par les dispositions du paragraphe b) et du paragraphe introductif de l'article XX du GATT de 1994;
- le Canada n'avait pas établi qu'il subissait une annulation ou une réduction d'un avantage en l'absence d'une violation au sens de l'article XXIII:1 b) du GATT de 1994.

Le 23 octobre 2000, le Canada a notifié à l'Organe de règlement des différends sa décision de faire appel de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci. Dans son rapport, distribué le 12 mars 2001, l'Organe d'appel:

- a décidé qu'il n'avait pas été démontré que le Décret français interdisant l'amiante et les produits en contenant était incompatible avec les obligations découlant pour les Communautés européennes des Accords de l'OMC;
- a infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'Accord OTC n'était pas applicable aux prohibitions comprises dans la mesure relative à l'amiante et aux produits en contenant et a constaté que l'Accord OTC était applicable à la mesure, considérée comme un tout intégré. L'Organe d'appel a conclu qu'il n'était pas à même d'examiner les allégations du Canada selon lesquelles la mesure était incompatible avec l'Accord OTC;
- a infirmé les constatations établies par le Groupe spécial en ce qui concerne les "produits similaires" au sens de l'article III:4 du GATT de 1994. L'Organe d'appel a en particulier décidé que le Groupe spécial avait fait erreur en excluant de son examen de la "similarité" les risques pour la santé associés à l'amiante;
- a infirmé la conclusion du Groupe spécial selon laquelle la mesure était incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994. L'Organe d'appel a lui-même examiné les allégations formulées par le Canada au titre de l'article III:4 du GATT de 1994 et a décidé que le Canada ne s'était pas acquitté de la charge qui lui incombait de prouver l'existence de "produits similaires" au sens de cette disposition; et

- a confirmé la conclusion formulée par le Groupe spécial au titre de l'article XX b) du GATT de 1994 selon laquelle le Décret français était "nécessaire à la protection de la santé et de la vie des personnes".

Dans le cadre de cet appel, l'Organe d'appel a adopté une procédure additionnelle "aux fins de cet appel uniquement" à l'égard de la présentation de mémoires d'*amicus curiae*. L'Organe d'appel a reçu 17 demandes d'autorisation de déposer un tel mémoire, et les a rejetées. Il a également rejeté 14 communications spontanées d'organisations non gouvernementales qui n'avaient pas été présentées suivant la procédure additionnelle.

À sa réunion du 5 avril 2001, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

### 37. WT/DS136 – États-Unis – Loi antidumping de 1916

Plainte des Communautés européennes. Le 9 juin 1998, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant l'allégation de non-abrogation, par les États-Unis, de leur Loi antidumping de 1916. Les CE soutenaient que la Loi antidumping des États-Unis de 1916 était encore en vigueur et était applicable à l'importation et à la vente intérieure de tout produit étranger, quelle que soit son origine, y compris les produits originaires de pays qui étaient Membres de l'OMC. Les CE soutenaient également que la Loi de 1916 existait dans le recueil de lois des États-Unis parallèlement à la Loi tarifaire de 1930 modifiée, qui comprenait la législation de mise en œuvre des dispositions antidumping multilatérales. Les CE estimaient qu'il y avait violation des articles III:4, VI:1 et VI:2 du GATT de 1994, de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC, et des articles 1<sup>er</sup>, 2, 3, 4 et 5 de l'Accord antidumping.

Le 1<sup>er</sup> novembre 1998, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 25 novembre 1998, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des CE, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 1<sup>er</sup> février 1999. L'Inde, le Japon et le Mexique ont réservé leurs droits de tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 1<sup>er</sup> avril 1999. Dans son rapport, distribué aux Membres le 31 mars 2000, le Groupe spécial a constaté que:

- l'article VI:1 du GATT de 1994 s'appliquait à toute situation dans laquelle un Membre s'attaquait au type de discrimination de prix transnationale défini dans cet article;
- d'après les termes de la Loi de 1916, sa genèse et son interprétation ultérieure par les tribunaux américains, le critère de la discrimination de prix transnationale que renfermait cette loi répondait à la définition de l'article VI:1 du GATT de 1994;
- en ne prévoyant pas exclusivement le critère du dommage énoncé à l'article VI du GATT de 1994, la Loi de 1916 était contraire au paragraphe 1 de cet article;
- en prévoyant l'imposition de dommages-intérêts au triple, d'amendes ou de peines d'emprisonnement au lieu de droits antidumping, la Loi de 1916 était contraire à l'article VI:2 du GATT de 1994;
- en ne prévoyant pas un certain nombre de prescriptions procédurales figurant dans l'Accord antidumping, la Loi de 1916 était contraire aux articles 1<sup>er</sup>, 4 et 5.5 de cet accord; et

- en étant contraire à l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994, la Loi de 1916 portait violation de l'article XVI:4 de l'Accord instituant l'OMC.

Le 29 mai 2000, les États-Unis ont notifié leur intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial. L'Organe d'appel a examiné cet appel avec celui de l'affaire WT/DS162. Dans son rapport, distribué aux Membres le 28 mai 2000, l'Organe d'appel a confirmé toutes les constatations et conclusions du Groupe spécial qui avaient fait l'objet de l'appel.

Le 26 septembre 2000, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel.

**38. WT/DS138 – États-Unis – Imposition de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud originaires du Royaume-Uni**

Plainte des Communautés européennes. Le 30 juin 1998, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant l'imposition alléguée de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud (barres en acier au plomb) en provenance du Royaume-Uni. Les CE soutenaient que les États-Unis avaient imposé des droits compensateurs de 1,69 pour cent à l'égard de United Engineering Steels Ltd. (UES) pour la période de réexamen allant du 1<sup>er</sup> janvier 1994 au 31 décembre 1994, et de 2,4 pour cent pour la période de réexamen allant du 1<sup>er</sup> janvier 1995 au 20 mars 1995, sur la base de subventions qui avaient été accordées à British Steel Corporation (BSC). Les CE soutenaient également que les États-Unis avaient imposé des droits compensateurs à l'égard de British Steel plc (BSplc)/British Steel Engineering Steels Ltd. (BSES) pour la période de réexamen allant du 1<sup>er</sup> janvier 1996 au 31 décembre 1996 sur la base de subventions qui avaient été accordées à BSC avant sa privatisation en 1988. Les CE considéraient que ces impositions de droits compensateurs constituaient une violation des articles 1.1 b), 10, 14 et 19.4 de l'Accord SMC.

Le 14 janvier 1999, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 1<sup>er</sup> février 1999, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des CE, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 17 février 1999. Le Brésil et le Mexique ont réservé leurs droits de tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 16 mars 1999. Dans son rapport, distribué aux Membres le 23 décembre 1999, le Groupe spécial a constaté qu'en imposant des droits compensateurs sur les importations de 1994, 1995 et 1996 de barres en acier au plomb produites par UES et BSES respectivement, les États-Unis avaient violé l'article 10 de l'Accord sur les subventions. Lorsqu'il est arrivé à cette conclusion, le Groupe spécial a noté que la présomption de l'existence d'un "avantage" découlant de "contributions financières" non liées et non récurrentes, même après des aliénations d'entreprise, était réfutée dans les circonstances qui avaient entouré les aliénations d'entreprise ayant conduit à la création d'UES et de BS plc/BSES respectivement, entre autres parce que dans le cadre de ces aliénations d'entreprise, une contrepartie avait été payée pour les actifs productifs, etc., acquis par ces entités auprès de BSC. D'après le Groupe spécial, les États-Unis auraient donc dû examiner si la production de barres en acier au plomb par UES et BS plc/BSES respectivement, et non par BSC, était subventionnée.

Le 27 janvier 2000, les États-Unis ont notifié leur intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 10 mai 2000, l'Organe d'appel a confirmé toutes les

constatations du Groupe spécial qui avaient fait l'objet de l'appel, mais a corrigé son raisonnement sur un point.

Le 7 juin 2000, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et celui du Groupe spécial, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel.

**39. WT/DS139 et WT/DS142 – Canada – Certaines mesures concernant l'industrie automobile**

Plaintes du Japon et des Communautés européennes.

Le 3 juillet 1998, le Japon a demandé l'ouverture de consultations avec le Canada au sujet des mesures prises par ce pays concernant l'industrie automobile. Le Japon soutenait que, en vertu de la législation canadienne mettant en œuvre un accord sur les produits de l'industrie automobile (le Pacte de l'automobile) entre les États-Unis et le Canada, seul un nombre limité de constructeurs de véhicules automobiles avaient le droit d'importer des véhicules au Canada en franchise et de distribuer les véhicules automobiles au Canada aux niveaux de la distribution de gros et de détail. Le Japon soutenait en outre que ce régime d'admission en franchise était subordonné à deux prescriptions:

- i) une prescription relative à la valeur canadienne ajoutée (VCA), qui s'appliquait aussi bien aux marchandises qu'aux services; et
- ii) une prescription relative à la fabrication et aux ventes. Le Japon considérait que ces mesures étaient incompatibles avec les articles I:1, III:4 et XXIV du GATT de 1994, l'article 2 de l'Accord sur les MIC, l'article 3 de l'Accord SMC et les articles II, VI et XVII de l'AGCS.

Le 17 août 1998, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec le Canada au sujet des mêmes mesures que celles qui étaient mentionnées par le Japon dans l'affaire WT/DS139 en citant les mêmes dispositions prétendument contraires aux règles, à l'exception de l'article XXIV du GATT de 1994 qui avait été mentionné par le Japon mais pas par les CE.

Le 12 novembre 1998, le Japon a demandé l'établissement d'un groupe spécial pour ce qui concerne l'affaire WT/DS139. À sa réunion du 25 novembre 1998, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite aux demandes des CE et du Japon, l'ORD a établi, à sa réunion du 1<sup>er</sup> février 1999, un groupe spécial unique, conformément à l'article 9:1 du Mémoire d'accord, pour examiner les plaintes WT/DS139 et WT/DS142. La Corée, les États-Unis et l'Inde ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 15 mars 1999, les CE et le Japon ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 25 mars 1999. Dans son rapport, distribué aux Membres le 11 février 2000, le Groupe spécial a constaté que:

- les conditions dans lesquelles le Canada accordait l'exemption des droits d'importation étaient incompatibles avec l'article premier du GATT de 1994 et n'étaient pas justifiées au regard de l'article XXIV du GATT de 1994;
- l'application des prescriptions relatives à la VCA était incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994;
- l'exemption des droits d'importation constituait une subvention à l'exportation prohibée contraire à l'article 3.1 a) de l'Accord SMC;

- la manière dont le Canada soumettait à condition la possibilité d'obtenir l'exemption des droits d'importation était incompatible avec l'article II de l'AGCS et ne pouvait pas être justifiée au regard de l'article V de l'AGCS;
- l'application des prescriptions relatives à la VCA constituait une violation de l'article XVII de l'AGCS.

Le 2 mars 2000, le Canada a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 31 mai 2000, l'Organe d'appel:

- a infirmé la conclusion du Groupe spécial selon laquelle l'article 3.1 b) de l'Accord sur les subventions ne s'appliquait pas à la subordination "de fait";
- a considéré que le Groupe spécial avait omis d'examiner la question de savoir si la mesure en cause affectait le commerce des services, comme il était tenu de le faire au titre de l'article I:1 de l'AGCS;
- a infirmé la conclusion du Groupe spécial selon laquelle l'exemption des droits d'importation était incompatible avec les prescriptions de l'article II:1 de l'AGCS et a infirmé également les constatations ayant amené le Groupe spécial à tirer cette conclusion.

Le 19 juin 2000, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

**40. WT/DS141 – Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance de l'Inde**

Plainte de l'Inde. Le 3 août 1998, l'Inde a demandé l'ouverture de consultations avec la CE concernant le Règlement (CE) n° 2398/97 de la Commission du 28 novembre 1997 relatif aux importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde. L'Inde affirmait que la CE avait ouvert une procédure antidumping concernant l'importation de linge de lit en coton en provenance d'Inde en publiant un avis d'ouverture en septembre 1996. Des droits antidumping provisoires avaient été imposés par le Règlement (CE) n° 1069/97 de la Commission du 12 juin 1997. Des droits définitifs avaient ensuite été imposés par le Règlement (CE) du Conseil du 28 novembre 1997 susmentionné. L'Inde considérait que:

- la détermination concernant la représentativité, l'ouverture de l'enquête, la détermination de l'existence d'un dumping et d'un dommage ainsi que les explications des constatations des autorités de la CE étaient incompatibles avec les règles de l'OMC;
- l'établissement des faits par la CE n'était pas correct et l'évaluation des faits par la CE n'était pas impartiale ni objective;
- la CE n'avait pas tenu compte de la situation spéciale de l'Inde en tant que pays en développement;
- il y avait eu violation des articles 2.2.2, 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 5.2, 5.3, 5.4, 5.8, 6, 12.2.2 et 15 de l'Accord antidumping, et des articles I<sup>er</sup> et VI du GATT de 1994.



Le 7 septembre 1999, l'Inde a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 22 septembre 1999, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande de l'Inde, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 27 octobre 1999. L'Égypte, le Japon et les États-Unis ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 12 janvier 2000, l'Inde a demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 24 janvier 2000. Dans son rapport, distribué le 30 octobre 2000, le Groupe spécial:

- i) a conclu que les CE n'avaient pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre des articles 2.2, 2.2.2, 3.1, 3.4, 3.5, 5.3, 5.4 et 12.2.2 de l'Accord antidumping
  - en calculant le montant pour les bénéfices lorsqu'elles avaient établi la valeur normale construite;
  - en considérant toutes les importations en provenance d'Inde (et d'Égypte et du Pakistan) comme faisant l'objet d'un dumping dans l'analyse du dommage causé par les importations faisant l'objet d'un dumping;
  - en prenant en considération des renseignements relatifs à des producteurs faisant partie de la branche de production nationale mais non de l'échantillon choisi lorsqu'elles avaient analysé la situation de la branche de production;
  - en examinant l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve avant l'ouverture de l'enquête;
  - en établissant le soutien de la branche de production en faveur de la demande; et
  - en donnant avis au public de leur détermination finale.
- ii) Mais a toutefois conclu aussi que les CE avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre des articles 2.4.2, 3.4 et 15 de l'Accord antidumping
  - en déterminant l'existence des marges de dumping sur la base d'une méthode comportant la pratique de réduction à zéro;
  - en n'évaluant pas tous les facteurs pertinents influant sur la situation de la branche de production nationale, et en particulier tous les facteurs indiqués à l'article 3.4;
  - en prenant en considération des renseignements concernant des producteurs ne faisant pas partie de la branche de production nationale telle qu'elle avait été définie par l'autorité chargée de l'enquête pour analyser la situation de la branche de production; et
  - en n'explorant pas les possibilités de solutions constructives avant d'appliquer des droits antidumping.

Le 1<sup>er</sup> décembre 2000, les CE ont notifié à l'ORD leur intention de faire appel de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci. Dans son rapport, distribué le 1<sup>er</sup> mars 2001, l'Organe d'appel:

- i) a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle la méthode de la "réduction à zéro", telle qu'elle avait été appliquée par les CE dans le cadre de l'enquête antidumping en cause dans ce différend pour établir "l'existence de marges de dumping", était incompatible avec l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping; et
- ii) a infirmé les constatations formulées par le Groupe spécial selon lesquelles
  - la méthode de calcul des montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation, aux frais de caractère général et aux bénéfices prévue à l'article 2.2.2 ii) de l'Accord antidumping pouvait être appliquée lorsque l'on ne disposait de données concernant les frais d'administration et de commercialisation, les frais de caractère général et les bénéfices que pour un seul autre exportateur ou producteur; et
  - un Membre pouvait exclure les ventes d'autres exportateurs ou producteurs qui n'avaient pas eu lieu au cours d'opérations commerciales normales lorsqu'il calculait le montant correspondant aux bénéfices, conformément à l'article 2.2.2 ii) de l'Accord antidumping; et
- iii) a conclu, en conséquence, que les CE avaient agi de manière incompatible avec l'article 2.2.2 ii) de l'Accord antidumping lorsqu'elles avaient calculé les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation, aux frais de caractère général et aux bénéfices dans le cadre de l'enquête antidumping en cause dans ce différend.

Le 12 mars 2001, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

#### **41. WT/DS146 et WT/DS175 – Inde – Mesures concernant le secteur automobile**

Plainte des Communautés européennes (WT/DS146). Le 6 octobre 1998, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Inde au sujet de certaines mesures concernant le secteur automobile qui sont appliquées par ce pays. Les CE ont indiqué que les mesures en question comprenaient les documents intitulés "Politique d'exportation et d'importation, 1997–2002", "Classification commerciale indienne ITC (Classification SH), Politique d'exportation et d'importation, 1997–2002" ("Classification") et "Avis au public n° 60 (PN/97–02) du 12 décembre 1997, Politique d'exportation et d'importation, avril 1997–mars 2002", et toute autre disposition législative ou administrative mise en œuvre ou reprise dans ces textes, ainsi que les Mémoires d'accord signés par le gouvernement indien avec certains constructeurs automobiles. Les CE ont affirmé ce qui suit:

- en vertu de ces mesures, les importations d'automobiles complètes et de certaines parties et certains composants d'automobiles sont assujetties à un régime de licences d'importation non automatiques;
- conformément à l'Avis au public n° 60, des licences d'importation ne peuvent être accordées qu'aux constructeurs automobiles locaux constitués en coentreprises qui ont signé un mémorandum d'accord avec le gouvernement indien, en vertu duquel ils

s'engagent, entre autres choses, à respecter certaines prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale et à l'équilibre avec les exportations;

- il y a violation des articles III et XI du GATT de 1994, et de l'article 2 de l'Accord sur les MIC.

Le 1<sup>er</sup> mai 1999, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations (WT/DS175) avec l'Inde concernant certaines mesures appliquées par ce pays, qui affectent le commerce et l'investissement dans le secteur automobile. Les États-Unis ont soutenu que, conformément aux mesures en question, les fabricants du secteur automobile devaient:

- i) respecter des niveaux précis pour ce qui est de la teneur en éléments d'origine nationale;
- ii) parvenir à une neutralisation de leurs opérations en devises en maintenant l'équilibre entre la valeur de certaines importations et la valeur des exportations d'automobiles et de leurs éléments sur une période déterminée; et
- iii) limiter leurs importations à une valeur calculée en fonction des exportations de l'année précédente.

D'après les États-Unis, ces mesures sont applicables en vertu de la législation et des décisions indiennes et les fabricants du secteur automobile doivent se conformer à ces prescriptions pour obtenir des autorités indiennes des licences d'importation pour certaines parties et pièces détachées de véhicules automobiles. Les États-Unis considéraient que ces mesures constituaient une violation des obligations qui incombait à l'Inde en vertu des articles III et XI du GATT de 1994, et de l'article 2 de l'Accord sur les MIC.

Le 15 mai 2000, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 19 juin 2000, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des États-Unis, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 27 juillet 2000. Les CE, la Corée et le Japon ont réservé leurs droits de tierces parties.

Le 12 octobre 2000, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 23 octobre 2000, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande d'établissement d'un groupe spécial des CE, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 17 novembre 2000. Étant donné qu'un groupe spécial, doté d'un mandat similaire, avait déjà été établi dans le cadre de l'affaire WT/DS175 (voir ci-dessous), l'ORD a décidé de fusionner les deux groupes pour constituer un groupe spécial unique, conformément à l'article 9:1 du Mémoire d'accord. Le Japon a réservé ses droits en tant que tierce partie. Le 14 novembre 2000, les États-Unis ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 24 novembre 2000.

Dans son rapport, distribué aux Membres le 21 décembre 2001, le Groupe spécial a conclu que:

- l'Inde avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article III:4 du GATT de 1994 en imposant aux constructeurs automobiles l'obligation d'utiliser une certaine proportion de parties et composants d'origine locale dans la fabrication de voitures et d'automobiles (condition relative à "l'indigénisation");

- l'Inde avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article XI du GATT de 1994 en imposant aux constructeurs automobiles l'obligation d'équilibrer toute importation de certains ensembles et composants par des exportations d'une valeur équivalente (condition relative à l'"équilibre des échanges"); et
- l'Inde avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article III:4 du GATT de 1994 en imposant, en liaison avec la condition relative à l'équilibre des échanges, l'obligation de compenser le montant de tout achat, sur le marché indien, d'ensembles et de composants soumis à restriction déjà importés par des exportations d'une valeur équivalente.

Le Groupe spécial a recommandé que l'ORD demande à l'Inde de rendre ses mesures conformes à ses obligations au regard des Accords de l'OMC.

Le 31 janvier 2002, l'Inde a fait appel du rapport du Groupe spécial susmentionné. L'Inde a demandé en particulier un examen des conclusions du Groupe spécial ci-après au motif qu'elles étaient erronées et fondées sur des constatations erronées relatives à des questions de droit et à des instruments juridiques connexes:

- aux termes des articles 11 et 19:1 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, le Groupe spécial devait examiner la question de savoir si les mesures jugées incompatibles avec les articles III:4 et XI:1 du GATT avaient été rendues conformes audit accord du fait des mesures prises par l'Inde au cours de la procédure; et
- l'exécution des obligations d'exporter que les constructeurs automobiles encouraient jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2001 dans le cadre de l'ancien régime des licences d'importation de l'Inde était incompatible avec les articles III:4 et XI:1 du GATT.

Le 14 mars 2002, l'Inde s'est désistée de son appel. Suite au désistement de l'Inde, l'Organe d'appel a publié un bref rapport résumant l'historique de la procédure dans cette affaire. À la réunion de l'ORD du 5 avril 2002, les États-Unis se sont félicités de la décision de l'Inde de se désister de son appel et ont dit partager certaines des réserves formulées par l'Inde au sujet de la partie VIII du rapport du Groupe spécial. Les CE ont considéré que les conclusions du Groupe spécial étaient justifiées. Malgré sa décision de se désister de son appel du fait de l'introduction de sa nouvelle politique en matière automobile, l'Inde a indiqué que les conclusions figurant dans la partie VIII ne relevaient pas du mandat du Groupe spécial et étaient à la fois incorrectes d'un point de vue factuel et d'un point de vue juridique. L'Inde a demandé que l'ORD adopte uniquement une partie du rapport du Groupe spécial et qu'elle n'envisage l'adoption de la partie VIII qu'à sa prochaine réunion. Les CE ont répondu que les rapports devaient être adoptés sans condition par les parties, et donc que la demande de l'Inde ne se justifiait pas. L'ORD a procédé à l'adoption, dans leur entier, des rapports de l'Organe d'appel et du Groupe spécial.

#### **42. WT/DS152 – États-Unis – Articles 301 à 310 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur**

Plainte des Communautés européennes. Le 25 novembre 1998, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant le Titre III, chapitre 1 (articles 301 à 310) de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur des États-Unis (la Loi sur le commerce extérieur) telle qu'elle avait été modifiée, et en particulier les articles 306 et 305 de cette loi. Les CE soutenaient que:

- en imposant des délais stricts pour l'établissement des déterminations unilatérales et l'adoption des sanctions commerciales, les articles 306 et 305 de la Loi sur le commerce extérieur ne permettaient pas aux États-Unis de respecter les règles du Mémorandum d'accord dans les cas où une décision multilatérale préalable sur la conformité des mesures visant à mettre en œuvre les recommandations de l'ORD n'avait pas été adoptée par ce dernier dans le cadre du Mémorandum d'accord;
- la procédure définie dans le Mémorandum d'accord pour l'établissement d'une constatation multilatérale, même si elle était engagée immédiatement à la fin du délai raisonnable prévu pour la mise en œuvre, ne pouvait être menée à bien, et la procédure ultérieure définie dans le Mémorandum d'accord pour demander une compensation ou la suspension de concessions ne pouvait être respectée, dans les délais établis aux articles 306 et 305;
- le Titre III, chapitre 1 (articles 301 à 310) de la Loi sur le commerce extérieur telle qu'elle avait été modifiée, et en particulier les articles 306 et 305 de cette loi, étaient incompatibles avec les articles 3, 21, 22 et 23 du Mémorandum d'accord, avec l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC et avec les articles I<sup>er</sup>, II, III, VIII et XI du GATT de 1994;
- la Loi sur le commerce extérieur annulait ou compromettait les avantages résultant directement ou indirectement pour elles du GATT de 1994, et entravait aussi la réalisation des objectifs du GATT de 1994 et de l'OMC.

Le 26 janvier 1999, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 17 février 1999, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des CE, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 2 mars 1999. Le Brésil, le Canada, la Colombie, la Corée, le Costa Rica, Cuba, la Dominique, l'Équateur, Hong Kong, l'Inde, Israël, la Jamaïque, le Japon, la République dominicaine, Sainte-Lucie et la Thaïlande ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 24 mars 1999, les CE ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 31 mars 1999. Dans son rapport, distribué aux Membres le 22 décembre 1999, le Groupe spécial a constaté que les articles 304 a) 2) A), 305 a) et 306 b) de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur des États-Unis n'étaient pas incompatibles avec les articles 23:2 a) ou c) du Mémorandum d'accord, ni avec aucune des dispositions du GATT de 1994 citées. Il a noté que ses constatations reposaient en totalité ou en partie sur les engagements qui avaient été formulés par les États-Unis dans l'Énoncé des mesures administratives approuvé par le Congrès des États-Unis lorsqu'il avait mis en œuvre les Accords du Cycle d'Uruguay et qui avaient été confirmés dans les déclarations faites par les États-Unis au Groupe spécial. Ce dernier a donc déclaré que ses constatations de conformité ne seraient plus justifiées si ces engagements étaient reniés ou rompus d'une manière ou d'une autre. À sa réunion du 27 janvier 2000, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial.

**43. WT/DS155 – Argentine – Mesures visant l'exportation de peaux de bovins et l'importation de cuirs finis**

Plainte des Communautés européennes. Le 24 décembre 1998, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Argentine concernant certaines mesures prises par ce pays à l'exportation de peaux de bovins et à l'importation de cuirs finis. Les CE alléguaient que la prohibition appliquée *de facto* à l'exportation de peaux de bovins brutes et semi-tannées (qui était mise en œuvre en partie au moyen de l'autorisation accordée par les autorités argentines à

l'industrie argentine du tannage de participer aux procédures de contrôle douanier des peaux avant exportation) était contraire aux dispositions des articles du GATT suivants: article XI:1 (qui interdit les prohibitions à l'exportation *de jure* et les mesures d'effet équivalent) et l'article X:3 a) (qui exige que les lois et règlements soient appliqués d'une manière uniforme et impartiale) dans la mesure où le personnel de la Chambre argentine de l'industrie du tannage était autorisé à aider les autorités douanières argentines. Les CE faisaient également valoir que la "taxe sur la valeur ajoutée additionnelle" de 9 pour cent frappant les importations de produits en Argentine et l'"impôt anticipé sur le chiffre d'affaires" de 3 pour cent fondé sur le prix des produits importés que devaient acquitter les opérateurs lorsqu'ils importaient des produits en Argentine étaient contraires aux dispositions de l'article III:2 du GATT (qui interdit la discrimination fiscale à l'égard des produits étrangers qui sont similaires, directement concurrents ou substituables à des produits d'origine nationale).

Le 31 mai 1999, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 16 juin 1999, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des CE, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 26 juillet 1999. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 31 janvier 2000. Dans son rapport, distribué le 19 décembre 2000, le Groupe spécial a conclu:

- qu'il n'avait pas été prouvé que la Résolution (ANA) n° 2235/96 était incompatible avec les obligations découlant pour l'Argentine de l'article XI:1 du GATT de 1994;
- que la Résolution (ANA) n° 2235/96 était incompatible avec les obligations découlant pour l'Argentine de l'article X:3 a) du GATT de 1994;
- que la Résolution générale (DGI) n° 3431/91 était incompatible avec la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994;
- que la Résolution générale (DGI) n° 3543/92 était incompatible avec la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994;
- que les Résolutions générales (DGI) n° 3431/91 et n° 3543/92, bien que relevant du paragraphe d) de l'article XX du GATT de 1994, ne satisfaisaient pas aux prescriptions du texte introductif de l'article XX et n'étaient donc pas justifiées au titre de l'article XX dans son ensemble;
- que les avantages résultant pour les Communautés européennes du GATT de 1994 étaient annulés ou compromis.

Le 16 février 2001, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial.

**44. WT/DS156 – Guatemala – Mesure antidumping définitive concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique**

Plainte du Mexique. Le 5 janvier 1999, le Mexique a demandé l'ouverture de consultations avec le Guatemala concernant les droits antidumping définitifs imposés par les autorités guatémaltèques sur les importations de ciment Portland gris en provenance du Mexique et les actions qui avaient précédé cette imposition. Le Mexique alléguait que la mesure antidumping définitive était incompatible avec les articles 1<sup>er</sup>, 2, 3, 5, 6, 7, 12 et 18 de l'Accord antidumping et avec ses Annexes I et II, ainsi qu'avec l'article VI du GATT de 1994. Voir également l'affaire WT/DS60.

Le 15 juillet 1999, le Mexique a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 26 juillet 1999, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande du Mexique, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 22 septembre 1999. Les CE, El Salvador, l'Équateur, les États-Unis et le Honduras ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 12 octobre 1999, le Mexique a demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 2 novembre 1999. Dans son rapport, distribué le 24 octobre 2000, le Groupe spécial a conclu que l'ouverture d'une enquête, la conduite de l'enquête et l'imposition d'une mesure définitive frappant les importations de ciment Portland gris provenant de la société mexicaine Cruz Azul étaient incompatibles avec les exigences de l'Accord antidumping, en ce sens:

- que le Guatemala avait agi de manière incompatible avec l'article 5.3 de l'Accord antidumping en déterminant qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping et d'une menace de dommage pour ouvrir une enquête;
- que le Guatemala avait agi de manière incompatible avec l'article 5.8 de l'Accord antidumping en déterminant qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping et d'une menace de dommage pour ouvrir une enquête et en ne rejetant pas la demande présentée par Cementos Progreso pour que soient imposés des droits antidumping;
- que le Guatemala avait agi de manière incompatible avec l'article 5.5 de l'Accord antidumping en n'avisant pas le Mexique en temps voulu, comme le prévoit cette disposition;
- que le Guatemala avait agi de manière incompatible avec l'article 12.1.1 de l'Accord antidumping en ne respectant pas les prescriptions relatives à l'avis au public concernant l'ouverture d'une enquête;
- que le Guatemala avait agi de manière incompatible avec l'article 6.1.3 de l'Accord antidumping en ne communiquant pas en temps voulu le texte intégral de la demande au Mexique et à Cruz Azul;
- que le Guatemala avait agi de manière incompatible avec l'article 6.1.2 et 6.4 de l'Accord antidumping en ne permettant pas au Mexique d'avoir accès au dossier de l'enquête;
- que le Guatemala avait agi de manière incompatible avec l'article 6.1.2 de l'Accord antidumping en ne mettant pas à la disposition de Cruz Azul avant le 8 janvier 1997 la communication présentée par Cementos Progreso le 19 décembre 1996;
- que le Guatemala avait agi de manière incompatible avec l'article 6.1.2 de l'Accord antidumping en ne fournissant pas deux copies du dossier de l'enquête, comme le lui avait demandé Cruz Azul;
- que le Guatemala avait agi de manière incompatible avec l'article 6.2 de l'Accord antidumping en prolongeant la période visée par l'enquête, comme le lui avait demandé Cementos Progreso, sans donner à Cruz Azul toutes possibilités de défendre ses intérêts;

- que le Guatemala avait agi de manière incompatible avec les dispositions du paragraphe 2 de l'annexe I de l'Accord antidumping en n'informant pas le Mexique de l'inclusion d'experts non gouvernementaux dans l'équipe chargée de la vérification;
- que le Guatemala avait agi de manière incompatible avec l'article 6.5.1 de l'Accord antidumping en n'exigeant pas de Cementos Progreso qu'elle expose les raisons pour lesquelles un résumé des renseignements qui avaient été communiqués au cours de la vérification ne pouvait pas être fourni;
- que le Guatemala avait agi de manière incompatible avec l'article 6.5 de l'Accord antidumping en prenant l'initiative de traiter de manière confidentielle la communication présentée par Cementos Progreso le 19 décembre;
- que le Guatemala avait agi de manière incompatible avec l'article 6.9 de l'Accord antidumping en n'inform[ant pas] toutes les parties intéressées des faits essentiels examinés qui constituer[ai]ent le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives";
- que le Guatemala avait agi de manière incompatible avec l'article 6.8 de l'Accord antidumping en recourant aux "meilleurs renseignements disponibles" pour établir sa détermination finale de l'existence d'un dumping;
- que le Guatemala avait agi de manière incompatible avec l'article 3.1, 3.2 et 3.5 de l'Accord antidumping en ne tenant pas compte des importations effectuées par MATINSA lorsqu'il avait établi sa détermination de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité; et
- que le Guatemala avait agi de manière incompatible avec l'article 3.4 en n'évaluant pas tous les facteurs pertinents lorsqu'il avait examiné l'incidence des importations dont il était allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale.

Le 17 novembre 2000, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial.

**45. WT/DS160 – États-Unis – Article 110 5) de la Loi des États-Unis sur le droit d'auteur**

Plainte des Communautés européennes et de leurs États membres. Le 26 janvier 1999, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant l'article 110 5) de la Loi des États-Unis sur le droit d'auteur telle qu'elle avait été modifiée par la Loi sur la loyauté dans le domaine des droits musicaux promulguée le 27 octobre 1998. Les CE soutenaient que l'article 110 5) de la Loi des États-Unis sur le droit d'auteur permettait, dans certaines conditions, de faire écouter de la musique radio ou télédiffusée dans des lieux publics (bars, magasins, restaurants, etc.) sans avoir à acquitter de redevance. Les CE considéraient que cette disposition était incompatible avec les obligations que les États-Unis avaient contractées dans le cadre de l'article 9:1 de l'Accord sur les ADPIC, en vertu duquel les Membres devaient se conformer aux articles 1<sup>er</sup> à 21 de la Convention de Berne.

Ce différend portait essentiellement sur la compatibilité de deux exceptions prévues par l'article 110 5) de la Loi sur le droit d'auteur des États-Unis avec l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC, qui autorise certaines limitations des droits exclusifs ou exceptions à ces droits, à condition que ces limitations ne concernent que certains cas spéciaux et qu'elles ne portent



pas atteinte à l'exploitation normale de l'œuvre en question ni ne causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du détenteur du droit:

- l'exception dite "pour usage dans des entreprises commerciales" énoncée à l'alinéa B) de l'article 110 5) autorise essentiellement l'amplification de musique radiodiffusée, sans qu'il soit nécessaire de demander une autorisation ni de verser des droits, par des établissements de restauration ou des débits de boissons, ainsi que par des établissements de vente au détail, à condition que leur taille ne dépasse pas une certaine superficie en pieds carrés. Elle autorise également l'amplification de musique radiodiffusée par des établissements dépassant cette superficie, à condition qu'ils respectent certaines limitations relatives au matériel utilisé;
- l'exception dite "pour usage de type privé" énoncée à l'alinéa A) de l'article 110 5) autorise les petits restaurants et les petits magasins de vente au détail à amplifier de la musique radiodiffusée sans autorisation du détenteur du droit et sans verser de droit, à condition qu'ils n'utilisent que du matériel pour usage de type privé (c'est-à-dire du matériel d'un modèle couramment utilisé dans les foyers).

Le 15 avril 1999, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 28 avril 1999, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des CE, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 26 mai 1999. L'Australie, le Brésil, le Canada, le Japon et la Suisse ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 27 juillet 1999, les CE ont demandé au Directeur responsable de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 6 août 1999. Dans son rapport, distribué aux Membres le 15 juin 2000, le Groupe spécial a constaté que:

- l'exception "pour usage dans des entreprises commerciales" énoncée à l'alinéa B) de l'article 110 5) de la Loi sur le droit d'auteur des États-Unis ne satisfaisait pas aux prescriptions de l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC et était par conséquent incompatible avec les articles 11*bis* 1) 3° et 11 1) 2° de la Convention de Berne (1971) tels qu'ils avaient été incorporés dans l'Accord sur les ADPIC par l'article 9:1 de cet accord. Il a noté, entre autres choses, qu'une vaste majorité des établissements de restauration et débits de boissons et près de la moitié des établissements de vente au détail étaient visés par l'exception pour usage dans des entreprises commerciales;
- l'exception "pour usage de type privé" énoncée à l'alinéa A) de l'article 110 5) de la Loi sur le droit d'auteur des États-Unis satisfaisait aux prescriptions de l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC et était par conséquent compatible avec les articles 11*bis* 1) 3° et 11 1) 2° de la Convention de Berne (1971) tels qu'ils avaient été incorporés dans l'Accord sur les ADPIC par l'article 9:1 de cet accord. À ce sujet, il a noté certaines limites imposées en ce qui concernait les bénéficiaires de l'exception, le matériel admissible et les catégories d'œuvres, ainsi que la pratique suivie par les tribunaux américains dans l'application de cette exception.

À sa réunion du 27 juillet 2000, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial.

**46. WT/DS161 et WT/DS169 – Corée – Mesures affectant les importations de viande de bœuf fraîche, réfrigérée et congelée**

Plaintes des États-Unis et de l'Australie. Le 1<sup>er</sup> février 1999, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec la Corée concernant un mécanisme réglementaire coréen dont il était allégué qu'il établissait une discrimination à l'égard de la viande de bœuf

importée, entre autres choses, en limitant les ventes de viande de bœuf importée aux magasins spécialisés, en délimitant la façon dont elle était présentée et en restreignant par ailleurs les possibilités de vente de viande de bœuf importée. Les États-Unis alléguaient également que la Corée imposait une majoration de prix sur les ventes de viande de bœuf importée, limitait l'autorisation d'importer à certains "supergroupes" et à l'Organisation de commercialisation des produits de l'élevage (LPMO) et octroyait au secteur national de l'élevage bovin un soutien interne dont les montants faisaient qu'elle dépassait la mesure globale du soutien mentionnée dans sa liste OMC. Les États-Unis soutenaient que ces restrictions ne s'appliquaient qu'à la viande de bœuf importée, ce qui constituait un refus d'accorder le traitement national aux importations de viande de bœuf, et que le soutien accordé à la branche de production nationale équivalait à des subventions intérieures qui étaient contraires aux dispositions de l'Accord sur l'agriculture. Les États-Unis alléguaient qu'il y avait violation des articles II, III, XI et XVII du GATT de 1994, des articles 3, 4, 6 et 7 de l'Accord sur l'agriculture et des articles 1<sup>er</sup> et 3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation.

Le 13 avril 1999, l'Australie a demandé l'ouverture de consultations avec la Corée sur la même base que les États-Unis.

Le 15 avril 1999, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial pour ce qui concerne l'affaire WT/DS161. À sa réunion du 28 avril 1999, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des États-Unis, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 26 mai 1999. L'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande ont réservé leurs droits de tierces parties. Suite à la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Australie pour ce qui concerne l'affaire WT/DS169, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 26 juillet 1999. Le Canada, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande ont réservé leurs droits de tierces parties. À la demande de la Corée, l'ORD est convenu que, conformément à l'article 9:1 du Mémoire d'accord, cette plainte serait examinée par le même Groupe spécial que celui établi pour l'affaire WT/DS161. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 4 août 1999. Dans son rapport, distribué aux Membres le 31 juillet 2000, le Groupe spécial a constaté que:

- un certain nombre de mesures coréennes contestées bénéficiaient, en vertu d'une Note de la Liste de concessions de la Corée, d'une période de transition jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2001, date à laquelle elles devaient être éliminées ou mises en conformité avec l'Accord sur l'OMC;
- la prescription voulant que l'approvisionnement en viande de bœuf sur le marché de gros du LPMO soit limité aux magasins spécialisés dans la viande de bœuf importée et que ces magasins arborent l'enseigne "Magasin spécialisé dans la viande de bœuf importée" constituait une violation de l'article III:4 du GATT de 1994, qui ne pouvait pas être justifiée en application de l'article XX d) du GATT de 1994;
- les prescriptions en matière de tenue de registres plus strictes pour les acheteurs de viande de bœuf importée étaient également incompatibles avec l'article III:4. Certaines autres réglementations touchant à l'importation et à la distribution de la viande de bœuf importée ont également été considérées comme contraires à l'article III:4;
- le fait que le LPMO n'avait pas lancé d'appel d'offres ou avait ajourné des appels d'offres ainsi que ses pratiques d'écoulement entre novembre 1997 et la fin de mai 1998 constituaient des restrictions à l'importation incompatibles avec l'article XI:1 du GATT de 1994 et l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture. De plus,

les appels d'offres du LPMO qui étaient assujettis à une distinction entre les bovins d'embouche et les bovins nourris aux céréales constituaient, de l'avis du Groupe spécial, une restriction incompatible avec l'article XI:1. En outre, ils accordaient aux importations de viande de bovins d'embouche un traitement moins favorable que celui qui était prévu dans la Liste de la Corée, ce qui était contraire à l'article II:1 a) du GATT de 1994;

- de plus, le soutien interne accordé par la Corée pour la viande de bœuf en 1997 et en 1998 n'avait pas été correctement calculé et avait excédé le niveau *de minimis*, ce qui était contraire à l'article 6 de l'Accord sur l'agriculture, et n'avait pas été inclus dans la MGS totale courante de la Corée, ce qui était contraire à l'article 7:2 a) dudit accord;
- enfin, le soutien interne total (MGS totale courante) accordé par la Corée pour 1997 et 1998 avait excédé les niveaux d'engagement spécifiés dans la section 1, Partie IV de sa Liste, ce qui était contraire à l'article 3:2 de l'Accord sur l'agriculture.

Le 11 septembre 2000, la Corée a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué le 11 décembre 2000, l'Organe d'appel a infirmé la constatation du Groupe spécial concernant les montants révisés du soutien interne accordé par la Corée pour la viande de bœuf en 1997 et 1998 car le Groupe spécial avait utilisé, pour effectuer ces nouveaux calculs, une méthodologie incompatible avec l'article 1 a) ii) et l'Annexe 3 de l'Accord sur l'agriculture; et a infirmé, par voie de conséquence, les constatations suivantes du Groupe spécial, qui se fondaient sur ces montants révisés:

- que le soutien interne accordé par la Corée pour la viande de bœuf en 1997 et 1998 avait excédé le niveau *de minimis*, en violation de l'article 6 de l'Accord sur l'agriculture;
- que le fait que la Corée n'avait pas inclus la MGS courante pour la viande de bœuf dans sa MGS totale courante était contraire à l'article 7:2 a) de cet accord; et
- que le soutien interne total de la Corée pour 1997 et 1998 avait excédé les niveaux d'engagement de ce pays, en violation de l'article 3:2 de l'Accord sur l'agriculture.

L'Organe d'appel n'a pas été en mesure, compte tenu des constatations de fait insuffisantes qui avaient été établies par le Groupe spécial, de compléter l'analyse juridique:

- de la question de savoir si le soutien interne accordé par la Corée pour la viande de bœuf excédait le niveau *de minimis*, ce qui serait contraire à l'article 6 de l'Accord sur l'agriculture;
- de la question de savoir si le fait que la Corée n'avait pas inclus la MGS courante pour la viande de bœuf dans sa MGS totale courante était contraire à l'article 7:2 a) de cet accord; et
- de la question de savoir si le soutien interne total accordé par la Corée en 1997 et 1998 avait excédé les niveaux d'engagement de ce pays, ce qui serait contraire à l'article 3:2 de l'Accord sur l'agriculture.

À sa réunion du 10 janvier 2001, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

**47. WT/DS162 – États-Unis – Loi antidumping de 1916**

Plainte du Japon. Le 10 février 1999, le Japon a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant la Loi antidumping de 1916 des États-Unis, 15 U.S.C. 72 (1994), (Loi de 1916 des États-Unis). Le Japon alléguait que la Loi de 1916 des États-Unis disposait que, dans certaines circonstances, l'importation de marchandises ou la vente de marchandises importées sur le marché des États-Unis étaient illicites, constituaient une infraction pénale et pouvaient faire l'objet d'une action civile. Il alléguait en outre que les décisions judiciaires au titre de la Loi de 1916 des États-Unis étaient prises sans les sauvegardes procédurales prévues dans l'Accord antidumping. Il indiquait qu'une action judiciaire avait été intentée au titre de la Loi de 1916 des États-Unis à l'encontre de filiales de sociétés japonaises. Il estimait que la Loi de 1916 des États-Unis était incompatible avec les articles III, VI et XI du GATT de 1994 et avec l'Accord antidumping.

Le 3 juin 1999, le Japon a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 16 juin 1999, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande du Japon, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 26 juillet 1999. Les CE et l'Inde ont réservé leurs droits de tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 11 août 1999. Dans son rapport, distribué aux Membres le 29 mai 2000, le Groupe spécial a considéré que l'article VI:1 du GATT de 1994 était applicable à toute situation dans laquelle un Membre s'attaquait au type de discrimination de prix transnationale défini dans cet article. Il a ensuite constaté que, d'après les termes de la Loi de 1916, les travaux préparatoires de cette loi et son interprétation par les tribunaux américains, le critère de la discrimination de prix transnationale que renfermait cette loi répondait à la définition de l'article VI:1 du GATT de 1994. Puis, il a constaté:

- qu'en prévoyant l'imposition de dommages-intérêts au triple, d'amendes ou de peines d'emprisonnement au lieu de droits antidumping, la Loi de 1916 était contraire à l'article VI:2 du GATT de 1994 et à l'article 18.1 de l'Accord antidumping;
- qu'en ne prévoyant pas un certain nombre de prescriptions procédurales figurant à l'article VI:1 du GATT de 1994 et dans l'Accord antidumping, la Loi de 1916 était contraire à l'article VI:1 du GATT de 1994 et aux articles 1<sup>er</sup>, 4.1, 5.1, 5.2, 5.4 et 18.1 de l'Accord antidumping; et
- qu'en étant contraire à l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994 et aux articles 1<sup>er</sup>, 4.1, 5.1, 5.2, 5.4 et 18.1 de l'Accord antidumping, la Loi de 1916 était contraire à l'article XVI:4 de l'Accord instituant l'OMC et à l'article 18.4 de l'Accord antidumping.

Le 29 mai 2000, les États-Unis ont notifié leur intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial. L'Organe d'appel a examiné cet appel avec celui de l'affaire WT/DS136. Dans son rapport, distribué aux Membres le 28 mai 2000, l'Organe d'appel a confirmé toutes les constatations et conclusions du Groupe spécial qui avaient fait l'objet de l'appel.

Le 26 septembre 2000, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel.

**48. WT/DS163 – Corée – Mesures affectant les marchés publics**

Plainte des États-Unis. Le 16 février 1999, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec la Corée concernant certaines pratiques de passation des marchés suivies par l'Autorité de construction d'aéroports de la Corée (KOACA) et d'autres entités chargées de passer les marchés relatifs à la construction des aéroports en Corée, dont il était allégué qu'elles étaient incompatibles avec les obligations de la Corée au regard de l'Accord sur les marchés publics (AMP). Il s'agissait notamment de pratiques concernant la qualification pour soumissionner, en tant qu'entrepreneur principal, le partenariat avec des entreprises coréennes et l'absence d'accès à des procédures de contestation qui étaient contraires à l'AMP. Les États-Unis soutenaient que la KOACA et les autres entités relevaient de la liste des entités du gouvernement central de la Corée telles qu'elles étaient spécifiées à l'Annexe 1 de l'Appendice I de l'AMP définissant la portée des obligations de la Corée et que, conformément au paragraphe 1 de l'article premier de l'AMP, ces obligations s'appliquaient à la passation des marchés relatifs à la construction des aéroports.

Le 11 mai 1999, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 26 mai 1999, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des États-Unis, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 16 juin 1999. Les CE et le Japon ont réservé leurs droits de tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 30 août 1999. Dans son rapport, distribué aux Membres le 1<sup>er</sup> mai 2000, le Groupe spécial a constaté que:

- les entités qui avaient passé des marchés pour le projet en question n'étaient pas des entités visées en vertu des dispositions de l'Appendice I de l'AMP relatives à la Corée et n'étaient pas d'une autre façon visées par les obligations contractées par la Corée au titre de l'AMP;
- en raison des réponses incomplètes données par la Corée à certaines questions des États-Unis pendant les négociations relatives à l'accession de la Corée à l'AMP, une erreur avait tout d'abord été faite par les États-Unis au sujet de l'autorité coréenne responsable du projet en question. Toutefois, à la lumière de l'ensemble des faits, le Groupe spécial a estimé qu'il y avait un avertissement de l'existence d'une telle erreur et que les États-Unis auraient au moins dû poser des questions supplémentaires sur ce point avant l'achèvement des négociations;
- les États-Unis n'avaient pas démontré que des avantages raisonnablement attendus dans le cadre de l'AMP, ou des négociations qui avaient conduit à l'accession de la Corée à l'AMP, étaient annulés ou compromis par des mesures prises par la Corée (contraires ou non aux dispositions de l'AMP), au sens de l'article XXII:2 de l'AMP.

À sa réunion du 19 juin 2000, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial.

**49. WT/DS165 – États-Unis – Mesures à l'importation de certains produits en provenance des Communautés européennes**

Plainte des Communautés européennes. Le 4 mars 1999, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant la décision prise par ce pays de suspendre, à compter du 3 mars 1999, la liquidation des déclarations en douane pour les importations, en provenance des CE, d'une série de produits, dont la valeur globale dépassait 500 millions de dollars sur une base annuelle, et d'imposer l'exigibilité éventuelle de 100 pour cent des droits sur chaque importation de produits affectés. Le 2 mars 1999, les arbitres chargés de

déterminer le niveau de suspension des concessions, à la demande des États-Unis et au motif que les CE n'avaient pas mis en œuvre les recommandations de l'ORD concernant leur régime communautaire applicable aux bananes (WT/DS27), avaient demandé des données additionnelles aux parties et les avaient informées qu'ils n'étaient pas en mesure de publier leur rapport dans le délai de 60 jours prévu par le Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Les CE soutenaient que la mesure appliquée par les États-Unis à compter du 3 mars 1999 privait les importations américaines des produits en question en provenance des CE du droit de se voir appliquer un taux de droits qui n'était pas plus élevé que le taux consolidé figurant dans la Liste des États-Unis. Elles soutenaient également qu'en exigeant le dépôt d'une caution correspondant à l'exigibilité éventuelle de droits de 100 pour cent, l'Administration des douanes des États-Unis imposait en réalité sur chaque importation des droits de 100 pour cent. Elles soutenaient qu'il y avait violation des articles 3, 21, 22 et 23 du Mémoire d'accord et des articles I<sup>er</sup>, II, VIII et XI du GATT de 1994. Elles alléguaient également que les avantages résultant du GATT de 1994 étaient annulés ou compromis et que la réalisation des objectifs du Mémoire d'accord et du GATT de 1994 était entravée. Elles avaient demandé la tenue de consultations urgentes au titre de l'article 4:8 du Mémoire d'accord.

Le 11 mai 1999, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 26 mai 1999, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des CE, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 16 juin 1999. L'Équateur, l'Inde, la Jamaïque, le Japon, la République dominicaine et Sainte-Lucie ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 29 septembre 1999, les CE ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 8 octobre 1999. Dans son rapport, distribué aux Membres le 17 juillet 2000, le Groupe spécial a constaté que:

- la mesure appliquée par les États-Unis à compter du 3 mars 1999 était destinée à obtenir réparation pour violation des règles de l'OMC et était donc couverte par l'article 23:1 du Mémoire d'accord;
- en mettant en place cette mesure avant la date prévue par le Mémoire d'accord, les États-Unis avaient déterminé unilatéralement que le régime communautaire révisé applicable aux bananes et faisant suite à leur régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes, constituait une violation des règles de l'OMC, en contravention des articles 23:2 a) et 21:5, première phrase, du Mémoire d'accord. En agissant ainsi, les États-Unis ne s'étaient pas conformés au Mémoire d'accord et avaient donc violé l'article 23:1 ainsi que les articles 23:2 a) et 21:5 du Mémoire d'accord;
- l'obligation de déposer une caution majorée imposée par la mesure du 3 mars 1999 avait entraîné des violations de l'article II:1 a) et II:1 b), première phrase (un membre du Groupe spécial n'était pas d'accord, considérant que cette obligation constituait plutôt une violation de l'article XI:1 du GATT de 1994);
- les intérêts, coûts et redevances majorés résultant de la mesure du 3 mars constituaient une violation de l'article II:1 b), dernière phrase;
- la mesure en question constituait également une violation de l'article premier du GATT de 1994;

- compte tenu de ces conclusions, la mesure du 3 mars 1999 constituait une suspension de concessions ou d'autres obligations au sens des articles 3:7, 22:6 et 23:2 c) du Mémorandum d'accord imposée sans aucune autorisation de l'ORD et alors qu'une procédure d'arbitrage au titre de l'article 22:6 était en cours; et
- en suspendant des concessions en pareilles circonstances, les États-Unis ne se sont pas conformés au Mémorandum d'accord et ont donc violé l'article 23:1 ainsi que les articles 3:7, 22:6 et 23:2 c) du Mémorandum d'accord.

Le 12 septembre 2000, les CE ont notifié leur intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué le 11 décembre 2000, l'Organe d'appel:

- a conclu que le Groupe spécial avait fait erreur en déclarant que la compatibilité avec les règles de l'OMC d'une mesure prise par un Membre pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD pouvait être déterminée par des arbitres désignés au titre de l'article 22:6 du Mémorandum d'accord et, par conséquent, a conclu que les déclarations du Groupe spécial sur cette question n'avaient pas d'effet juridique;
- a conclu que le Groupe spécial avait fait erreur en déclarant que "[l]orsqu'un Membre donne effet à la suspension de concessions ou d'autres obligations autorisée par l'ORD, la mesure de ce Membre est compatible avec les règles de l'OMC (elle a été expressément autorisée par l'ORD)" et, par conséquent, a conclu que cette déclaration n'avait pas d'effet juridique;
- a infirmé les constatations du Groupe spécial selon lesquelles l'obligation de déposer une caution majorée était incompatible avec l'article II:1 a) et II:2 b), première phrase, du GATT de 1994; et
- a infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle, en adoptant la mesure du 3 mars, les États-Unis avaient agi de manière incompatible avec l'article 23:2 a) du Mémorandum d'accord.

Étant donné qu'il a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle la mesure du 3 mars, mesure en cause dans ce différend, avait cessé d'exister, l'Organe d'appel n'a fait aucune recommandation à l'ORD au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord.

À sa réunion du 10 janvier 2001, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

**50. WT/DS166 – États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de gluten de froment en provenance des Communautés européennes**

Plainte des Communautés européennes. Le 17 mars 1999, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant les mesures de sauvegarde définitives imposées par les États-Unis à l'importation de gluten de froment en provenance des Communautés européennes. Les CE affirmaient qu'en vertu d'une Proclamation du 30 mai 1998 et d'un Mémorandum de la même date, émanant du Président des États-Unis, les États-Unis avaient appliqué des mesures de sauvegarde définitives sous la forme d'une limitation quantitative à l'importation de gluten de froment en provenance des CE, avec effet au 1<sup>er</sup> juin 1998. Les CE considéraient que ces mesures étaient contraires aux articles 2, 4, 5 et 12 de l'Accord sur les

sauvegardes, à l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture et aux articles I<sup>er</sup> et XIX du GATT de 1994.

Le 3 juin 1999, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 16 juin 1999, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 26 juillet 1999. L'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande ont réservé leurs droits de tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 11 octobre 1999. Dans son rapport, distribué aux Membres le 31 juillet 2000, le Groupe spécial a constaté que:

- i) les États-Unis n'avaient pas agi de manière incompatible avec les articles 2:1 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes ni avec l'article XIX:1 a) du GATT de 1994 lorsqu'ils avaient
  - omis certains renseignements confidentiels dans le rapport publié de la Commission du commerce international; ou
  - déterminé l'existence d'importations en "quantités accrues" et d'un dommage grave.
- ii) la mesure de sauvegarde définitive que les États-Unis avaient imposée sur certaines importations de gluten de froment, en se fondant sur l'enquête qu'ils avaient menée et la détermination qu'ils avaient établie, était incompatible avec les articles 2:1 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes en ce sens que
  - l'analyse du lien de causalité appliquée par la Commission ne lui permettait pas de s'assurer que le dommage causé par d'autres facteurs n'était pas imputé aux importations; et que
  - les importations en provenance du Canada (partenaire dans le cadre de l'ALENA) avaient été exclues du champ d'application de la mesure après que les importations de toutes provenances avaient été incluses dans l'enquête aux fins de déterminer l'existence d'un dommage grave causé par un accroissement des importations (à la suite d'une enquête distincte visant à déterminer si les importations en provenance du Canada représentaient une "part substantielle" des importations totales et si elles "contribuaient de manière importante" au "dommage grave" causé par les importations totales).
- iii) Le Groupe spécial a par ailleurs conclu: que les États-Unis n'avaient pas notifié immédiatement l'ouverture de l'enquête au titre de l'article 12:1 a), ni la constatation de l'existence d'un dommage grave au titre de l'article 12:1 b) de l'Accord sur les sauvegardes;
- iv) qu'en notifiant leur décision de prendre la mesure seulement après que celle-ci avait été mise en œuvre, les États-Unis n'avaient pas adressé de notification au titre de l'article 12:1 c) en temps voulu. Pour la même raison, les États-Unis avaient enfreint l'obligation qui était faite à l'article 12:3 de ménager des possibilités adéquates de consultation préalable au sujet de la mesure;
- v) qu'ils avaient aussi enfreint l'obligation qui leur était faite à l'article 8:1 de l'Accord sur les sauvegardes de s'efforcer de maintenir un niveau de concessions et d'autres obligations substantiellement équivalent à celui qui existait en vertu du GATT



de 1994 entre eux et les Membres exportateurs qui seraient affectés par cette mesure, conformément à l'article 12:3 de l'Accord sur les sauvegardes.

Le 26 septembre 2000, les États-Unis ont notifié leur décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci. Dans son rapport, distribué le 22 décembre 2000, l'Organe d'appel:

- a confirmé la constatation du Groupe spécial, selon laquelle les États-Unis n'avaient pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 4:2 a) et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes mais, ce faisant, a infirmé l'interprétation donnée par le Groupe spécial de l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes, selon laquelle les autorités compétentes étaient tenues d'évaluer uniquement les "facteurs pertinents" énumérés à l'article 4:2 a) de cet accord ainsi que tous autres "facteurs" que "les parties à l'enquête nationale ont clairement évoqués devant [les autorités compétentes] comme étant des facteurs pertinents";
- a infirmé l'interprétation que le Groupe spécial a donnée de l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes, selon laquelle l'accroissement des importations "à lui seul", "en lui-même et à lui seul", ou "par lui-même", devait pouvoir causer un "dommage grave", ainsi que les conclusions du Groupe spécial relatives à la question du lien de causalité;
- a conclu néanmoins que les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes;
- a confirmé la constatation du Groupe spécial, selon laquelle les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre des articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes;
- a confirmé les constatations du Groupe spécial, selon lesquelles les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 12:1 a) et 12:1 b) de l'Accord sur les sauvegardes;
- a infirmé la constatation du Groupe spécial, selon laquelle les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 12:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes; a constaté que les États-Unis avaient agi d'une manière compatible avec les obligations qui leur incombaient au titre de l'article 12:1 c) de cet accord de notifier "immédiatement" leur décision d'appliquer une mesure de sauvegarde;
- a confirmé la constatation du Groupe spécial, selon laquelle les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 12:3 de l'Accord sur les sauvegardes et, par conséquent, a confirmé la constatation du Groupe spécial, selon laquelle les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 8:1 de l'Accord sur les sauvegardes;
- a constaté que le Groupe spécial n'avait pas agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémoire d'accord en concluant que la Commission avait "pris en considération la productivité de la branche de production comme le [prescrivait] l'article 4:2 a)" de l'Accord sur les sauvegardes;

- a constaté que le Groupe spécial n'avait pas agi d'une manière incompatible avec le Mémorandum d'accord en constatant que la Commission n'était pas tenue d'évaluer le rapport général entre la teneur en protéines du froment et le prix du gluten de froment en tant que "facteur pertinent", au sens de l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes, durant la période visée par l'enquête postérieure à 1994; et
- a constaté que le Groupe spécial n'avait pas agi d'une manière incompatible avec le Mémorandum d'accord en ne voulant pas tirer des déductions "défavorables" du refus des États-Unis de communiquer certains renseignements prétendument confidentiels que le Groupe spécial leur avait demandés en vertu de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord; et
- a constaté que le Groupe spécial avait agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en constatant que "le rapport de la Commission donne une explication suffisante, motivée et raisonnable s'agissant des "profits et pertes"" et, par conséquent, a infirmé cette constatation; et n'a pas trouvé d'erreur dans l'application du principe de l'économie jurisprudentielle par le Groupe spécial, en ce qu'il n'avait pas examiné les allégations des Communautés européennes au titre de l'article XIX:1 a) du GATT de 1994 ainsi qu'au titre de l'article 5 de l'Accord sur les sauvegardes et de l'article premier du GATT de 1994.

À sa réunion du 19 janvier 2001, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

#### **51. WT/DS170 – Canada – Durée de la protection conférée par un brevet**

Plainte des États-Unis. Le 6 mai 1999, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec le Canada concernant la durée des brevets dans ce pays. Les États-Unis alléguaient que l'Accord sur les ADPIC faisait obligation aux Membres d'accorder, pour les brevets, une protection dont la durée était d'au moins 20 ans à compter de la date du dépôt de la demande de brevet. Cette obligation valait aussi pour tous les brevets qui existaient à la date d'application de l'Accord à un Membre. Les États-Unis faisaient valoir qu'en vertu de la Loi canadienne sur les brevets, la durée de protection prévue pour les brevets délivrés sur la base de demandes déposées avant le 1<sup>er</sup> octobre 1989 était de 17 ans à compter de la date de délivrance du brevet. Ils considéraient que cette situation était incompatible avec les articles 33, 65 et 70 de l'Accord sur les ADPIC.

Le 15 juillet 1999, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 26 juillet 1999, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des États-Unis, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 22 septembre 1999. Le 13 octobre 1999, les États-Unis ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 22 octobre 1999. Dans son rapport, distribué aux Membres le 5 mai 2000, le Groupe spécial a constaté que:

- en vertu de l'article 70:2 de l'Accord sur les ADPIC, le Canada était tenu d'appliquer les obligations pertinentes découlant dudit accord aux inventions protégées par des brevets qui étaient en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 1996, date à laquelle l'Accord sur les ADPIC est entré en vigueur au Canada;
- l'article 45 de la Loi sur les brevets du Canada n'offrait pas une durée de protection qui ne prenait pas fin avant l'expiration d'une période de 20 ans à compter de la date

du dépôt, comme l'exigeait l'article 33 de l'Accord sur les ADPIC, rejetant ainsi, entre autres, l'argument du Canada selon lequel la période de protection de 17 ans conférée par sa Loi sur les brevets était effectivement équivalente à la période de 20 ans prévue par l'Accord sur les ADPIC en raison des délais de traitement moyens des brevets, des délais informels ou légaux, etc.

Le 19 juin 2000, le Canada a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 18 septembre 2000, l'Organe d'appel a confirmé toutes les constatations et conclusions du Groupe spécial qui avaient fait l'objet de l'appel.

Le 12 octobre 2000, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel.

## **52. WT/DS176 – États-Unis – Article 211 de la Loi générale portant ouverture de crédits**

Plainte des Communautés européennes et de leurs États membres. Le 8 juillet 1999, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant l'article 211 de la Loi générale des États-Unis portant ouverture de crédits. Les CE et leurs États membres ont allégué que:

- l'article 211, qui avait été promulgué le 21 octobre 1998, n'autorisait pas l'enregistrement ou le renouvellement aux États-Unis d'une marque de commerce ou de fabrique, lorsque celle-ci avait été abandonnée antérieurement par un titulaire dont les biens commerciaux et les avoirs avaient été confisqués en vertu de la loi cubaine;
- cette loi prévoyait qu'aucune juridiction des États-Unis ne reconnaîtrait de tels droits s'ils étaient revendiqués ni ne les ferait respecter;
- l'article 211 de la Loi générale des États-Unis portant ouverture de crédits n'était pas conforme aux obligations contractées par les États-Unis dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC, et notamment de l'article 2 pris conjointement avec les articles 3, 4, 15 à 21, 41, 42 et 62 de la Convention de Paris.

Conformément à la demande des CE et de leurs États membres, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 26 septembre 2000. Le Canada, le Japon et le Nicaragua ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 17 octobre 2000, les CE et leurs États membres ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 26 octobre 2000.

Dans son rapport distribué le 6 août 2001, le Groupe spécial a rejeté la plupart des allégations des CE et de leurs États membres à l'exception de celles qui se rapportaient à l'incompatibilité de l'article 211 a) 2) de la Loi générale portant ouverture de crédits avec l'article 42 de l'Accord sur les ADPIC. À cet égard, le Groupe spécial a conclu que cet article était incompatible avec l'article de l'Accord sur les ADPIC pertinent parce qu'il limitait, dans certaines circonstances, l'accès effectif des détenteurs de droits aux procédures judiciaires civiles et la possibilité de recourir ("availability") à ces procédures.

Le 4 octobre 2001, les CE et leurs États membres ont notifié leur décision de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit figurant dans le rapport du Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 12 janvier 2002, l'Organe d'appel:

- a constaté, en ce qui concerne la protection des marques de fabrique ou de commerce, que les articles 211 a) 2) et b) de la Loi générale portant ouverture de crédits étaient contraires aux obligations en matière de traitement national et de nation la plus favorisée découlant de l'Accord sur les ADPIC et de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, et a donc infirmé les constatations du Groupe spécial à l'effet contraire;
- a infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'article 211 a) 2) était incompatible avec l'article 42 de l'Accord sur les ADPIC et conclu que l'article 42 contenait des obligations procédurales tandis que l'article 211 concernait des droits de marque fondamentaux;
- a confirmé les constatations du Groupe spécial selon lesquelles l'article 211 n'était pas contraire aux obligations découlant pour les États-Unis de l'article 2:1 de l'Accord sur les ADPIC, pris conjointement avec l'article 6 quinquies A 1) de la Convention de Paris, ainsi que des articles 15 et 16 dudit accord. L'Organe d'appel a également confirmé la constatation concernant l'article 211 b) formulée par le Groupe spécial au titre de l'article 42 de l'Accord sur les ADPIC; et
- a infirmé la conclusion du Groupe spécial selon laquelle les noms commerciaux n'étaient pas un secteur de la propriété intellectuelle protégé par l'Accord sur les ADPIC, puis a achevé l'analyse en arrivant aux mêmes conclusions pour les noms commerciaux et pour les marques de fabrique ou de commerce. L'Organe d'appel a également constaté que les articles 211 a) 2) et b) n'étaient pas incompatibles avec l'article 2:1 de l'Accord sur les ADPIC pris conjointement avec l'article 8 de la Convention de Paris (1967).

À sa réunion du 2 janvier 2002, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel.

**53. WT/DS177 et WT/DS178 – États-Unis – Mesure de sauvegarde à l'importation d'agneau frais, réfrigéré ou congelé en provenance de Nouvelle-Zélande**

Plaintes de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie. Le 16 juillet 1999, la Nouvelle-Zélande a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant une mesure de sauvegarde appliquée par ce pays aux importations de viande d'agneau en provenance de Nouvelle-Zélande (WT/DS177). Celle-ci alléguait qu'en vertu d'une Proclamation présidentielle au titre de l'article 203 de la Loi de 1974 des États-Unis sur le commerce extérieur, ceux-ci avaient imposé une mesure de sauvegarde définitive sous la forme d'un contingent tarifaire à l'importation de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée, avec effet au 22 juillet 1999. La Nouvelle-Zélande soutenait que cette mesure était incompatible avec les articles 2, 4, 5, 11 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes et avec les articles I<sup>er</sup> et XIX du GATT de 1994.

Le 23 juillet 1999, l'Australie a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant une mesure de sauvegarde définitive appliquée par ce pays aux importations de viande d'agneau (WT/DS178). L'Australie alléguait qu'en vertu d'une Proclamation présidentielle au titre de l'article 203 de la Loi de 1974 des États-Unis sur le commerce extérieur, ceux-ci avaient imposé une mesure de sauvegarde définitive sous la forme d'un contingent tarifaire à l'importation de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée en provenance d'Australie, avec effet au 22 juillet 1999. L'Australie soutenait que cette mesure

était incompatible avec les articles 2, 3, 4, 5, 8, 11 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes et avec les articles I<sup>er</sup>, II et XIX du GATT de 1994.

Le 14 octobre 1999, la Nouvelle-Zélande et l'Australie ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 27 octobre 1999, l'ORD a reporté l'établissement de groupes spéciaux. Suite à une deuxième demande de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie, l'ORD a établi à sa réunion du 19 novembre 1999, conformément à l'article 9:1 du Mémorandum d'accord, un groupe spécial unique pour examiner les plaintes WT/DS177 et WT/DS178. Le Canada, les CE, l'Islande et le Japon ont réservé leurs droits de tierces parties. L'Australie a réservé ses droits en tant que tierce partie en ce qui concernait la plainte de la Nouvelle-Zélande, alors que la Nouvelle-Zélande a réservé ses droits en tant que tierce partie en ce qui concernait la plainte de l'Australie. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 21 mars 2000. Dans son rapport, distribué le 21 décembre 2000, le Groupe spécial a conclu que:

- les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec l'article XIX:1 a) du GATT de 1994 en ne démontrant pas en fait l'existence d'une "évolution imprévue" des circonstances;
- les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec l'article 4:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes parce que l'ITC, au cours de l'enquête sur la viande d'agneau, avait défini la branche de production nationale comme incluant les producteurs d'intrants en tant que producteurs du produit similaire en cause (c'est-à-dire la viande d'agneau);
- les plaignants n'avaient pas établi que l'approche analytique adoptée par l'ITC pour déterminer l'existence d'une menace de dommage grave, en particulier pour ce qui est de l'analyse prospective et de la période utilisée, était incompatible avec l'article 4:1 b) de l'Accord sur les sauvegardes;
- les plaignants n'avaient pas établi que l'approche analytique adoptée par l'ITC pour évaluer tous les facteurs énumérés à l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes lorsqu'elle avait déterminé si l'accroissement des importations menaçait de causer un dommage grave à la branche de production nationale telle qu'elle avait été définie au cours de l'enquête était incompatible avec cette disposition;
- les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec l'article 4:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes parce que l'ITC n'avait pas obtenu de données relatives aux producteurs représentant une proportion majeure de la production nationale totale de la branche de production nationale telle qu'elle avait été définie au cours de l'enquête;
- les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes parce que la détermination établie par l'ITC au cours de l'enquête sur la viande d'agneau au sujet de la causalité n'avait pas démontré l'existence du lien de causalité requis entre l'accroissement des importations et la menace de dommage grave, en ce sens que la détermination n'avait pas établi que l'accroissement des importations était en lui-même une cause nécessaire et suffisante de la menace de dommage grave et en ce sens que la détermination n'avait pas permis de s'assurer que la menace de dommage grave causée par d'"autres facteurs" n'était pas imputée à l'accroissement des importations;

- en raison des violations susmentionnées de l'article 4 de l'Accord sur les sauvegardes, les États-Unis avaient également agi d'une manière incompatible avec l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes.

Le 31 janvier 2001, les États-Unis ont notifié à l'ORD leur intention de faire appel de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci. Dans son rapport, distribué le 1<sup>er</sup> mai 2001, l'Organe d'appel:

- a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec l'article XIX:1 a) du GATT de 1994 en ne démontrant pas en fait l'existence d'une "évolution imprévue des circonstances";
- a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec les articles 2:1 et 4:1 c) de l'*Accord sur les sauvegardes* parce que l'ITC avait défini la "branche de production nationale" concernée comme incluant les éleveurs et les engraisseurs d'agneaux vivants;
- a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'ITC avait établi une détermination concernant la "branche de production nationale" sur la base de données qui n'étaient pas suffisamment représentatives de cette branche; mais a modifié la constatation finale du Groupe spécial selon laquelle les États-Unis avaient ainsi agi d'une manière incompatible avec les articles 2:1 et 4:1 c) de l'*Accord sur les sauvegardes* en constatant, plutôt, que les États-Unis avaient ainsi agi d'une manière incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 a) de cet accord;
- a constaté que le Groupe spécial avait correctement interprété le critère d'examen, énoncé à l'article 11 du Mémoire d'accord, qui était approprié pour son examen des allégations formulées au titre de l'article 4:2 de l'*Accord sur les sauvegardes*; mais a conclu que le Groupe spécial avait fait erreur en appliquant ce critère pour examiner les allégations formulées au sujet de la détermination de l'ITC établissant qu'il existait une menace de dommage grave; et a constaté, en outre, que les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 a) de l'*Accord sur les sauvegardes* parce que le rapport de l'ITC n'expliquait pas de manière adéquate la détermination selon laquelle il existait une menace de dommage grave pour la branche de production nationale;
- a infirmé l'interprétation que le Groupe spécial avait donnée des prescriptions relatives au lien de causalité énoncées dans l'*Accord sur les sauvegardes* mais, pour des raisons différentes, a confirmé la constatation finale du Groupe spécial selon laquelle les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 b) de l'Accord parce que la détermination de l'ITC établissant qu'il existait un lien de causalité entre l'accroissement des importations et la menace de dommage grave n'avait pas permis de s'assurer que le dommage causé à la branche de production nationale, par des facteurs autres que l'accroissement des importations, n'était pas imputé à cet accroissement;
- a confirmé l'application du principe d'économie jurisprudentielle que le Groupe spécial avait faite en refusant de se prononcer sur l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:1 de l'*Accord sur les sauvegardes*; et

- a refusé de se prononcer sur les appels conditionnels respectifs de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande relatifs aux articles I<sup>er</sup>, II et XIX:1 a) du GATT de 1994 et aux articles 2:2, 3:1, 5:1, 8:1, 11:1 a) et 12:3 de l'*Accord sur les sauvegardes*.

Le 16 mai 2001, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

**54. WT/DS179 – États-Unis – Mesures antidumping visant les tôles en acier inoxydable en rouleaux et les tôles et bandes en acier inoxydable en provenance de Corée**

Plainte de la Corée. Le 30 juillet 1999, la Corée a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant des déterminations préliminaires et finales établies par le Département du commerce de ce pays pour les tôles d'acier inoxydable en rouleaux en provenance de Corée le 4 novembre 1998 et le 31 mars 1999 respectivement et pour les tôles et feuilles d'acier inoxydable en provenance de Corée le 20 janvier 1999 et le 8 juin 1999 respectivement. La Corée considérait que les États-Unis avaient commis dans ces déterminations plusieurs erreurs qui avaient donné lieu à des constatations erronées et à des conclusions incorrectes ainsi qu'à l'imposition, au calcul et à la perception de marges antidumping qui étaient incompatibles avec les obligations découlant pour les États-Unis des dispositions de l'Accord antidumping et de l'article VI du GATT de 1994 et, en particulier, mais pas nécessairement exclusivement, des articles 2, 6 et 12 de l'Accord antidumping. La Corée estimait que les États-Unis n'avaient pas agi conformément aux dispositions mentionnées, entre autres, dans le traitement des questions suivantes: certaines ventes à une entreprise en faillite, aux États-Unis; prise en compte de deux périodes distinctes concernant le taux de change pour les ventes à l'exportation; et conversion de la monnaie pour certaines ventes à la valeur normale effectuées en dollars EU.

Le 14 octobre 1999, la Corée a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 27 octobre 1999, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande de la Corée, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 19 novembre 1999. Les CE et le Japon ont réservé leurs droits de tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 24 mars 2000. Dans son rapport, distribué le 22 décembre 2000, le Groupe spécial a conclu que:

i) en ce qui concernait les "ventes locales":

- les États-Unis, dans l'enquête sur les *tôles*, n'avaient pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2.4.1, du texte introductif de l'article 2.4 ("comparaison équitable"), et de l'article 12.2 de l'Accord antidumping ni avec leurs obligations au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994;
- les États-Unis, dans l'enquête sur les *feuilles*, avaient agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4.1 de l'Accord antidumping en procédant à une conversion de monnaies qui n'était pas nécessaire;

ii) en ce qui concernait le traitement des ventes impayées, les États-Unis:

- avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre du texte introductif de l'article 2.4 de l'Accord antidumping dans les deux enquêtes (*tôles* et *feuilles*) en opérant, pour les ventes par le biais d'importateurs non

affiliés, des ajustements qui n'étaient pas des ajustements admissibles destinés à tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix;

- avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre du texte introductif de l'article 2.4 de l'Accord antidumping dans les deux enquêtes (*tôles* et *feuilles*) en opérant, pour les ventes par le biais d'un importateur affilié, des ajustements qui n'étaient pas des ajustements admissibles dans la construction du prix à l'exportation destinés à tenir compte des coûts intervenus entre l'importation et la revente;

iii) en ce qui concernait les moyennes multiples:

- l'utilisation par les États-Unis de plusieurs périodes de calcul des moyennes dans les enquêtes sur les *tôles* et les *feuilles* était incompatible avec la prescription de l'article 2.4.2, à savoir comparer "une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables";
- l'utilisation par les États-Unis de plusieurs périodes de calcul des moyennes dans les enquêtes sur les *tôles* et les *feuilles* n'était pas incompatible avec l'article 2.4.1 de l'Accord antidumping;
- l'utilisation par les États-Unis de plusieurs périodes de calcul des moyennes dans les enquêtes sur les *tôles* et les *feuilles* n'était pas incompatible avec la première phrase du texte introductif de l'article 2.4 de l'Accord antidumping ("comparaison équitable");

iv) dans la mesure où les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec les dispositions de l'Accord antidumping, ils ont annulé ou compromis des avantages découlant pour la Corée de cet accord.

À sa réunion du 1<sup>er</sup> février 2001, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial.

**55. WT/DS184 – États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon**

Plainte du Japon. Le 18 novembre 1999, le Japon a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au sujet des déterminations préliminaires et finales du Département du commerce et de la Commission du commerce international des États-Unis dans l'enquête antidumping concernant certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon, qui avaient été rendues les 25 et 30 novembre 1998, 12 février, 28 avril et 23 juin 1999. Le Japon considérait que ces déterminations étaient erronées et fondées sur des procédures défectueuses relevant de la Loi tarifaire de 1930 des États-Unis et de la réglementation connexe. La plainte du Japon concernait également certaines dispositions de la Loi tarifaire de 1930 et la réglementation connexe. Le Japon alléguait qu'il y avait incompatibilité avec les articles VI et X du GATT de 1994 et les articles 2, 3, 6 (y compris l'Annexe II), 9 et 10 de l'Accord antidumping.

Le 11 février 2000, le Japon a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 24 février 2000, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande du Japon, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 20 mars 2000. Le Brésil, le Canada, les CE, le Chili et la Corée ont réservé leurs droits de tierces parties. Le



9 mai 2000, le Japon a demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 24 mai 2000. Dans son rapport, distribué le 28 février 2001, le Groupe spécial a conclu que:

- les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping dans leur application des "données de fait disponibles" à Kawasaki Steel Corporation (KSC), Nippon Steel Corporation (NSC) et NKK Corporation;
- l'article 735 c) 5) A) de la Loi douanière de 1930, telle qu'elle avait été modifiée, qui prescrivait que le DOC excluait uniquement les marges établies entièrement sur la base des données de fait disponibles pour déterminer un taux résiduel global, était incompatible avec l'article 9.4 de l'Accord antidumping et, par conséquent, que les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 18.4 de l'Accord antidumping et de l'article XVI:4 de l'Accord de Marrakech en ne mettant pas cette disposition en conformité avec leurs obligations au titre de l'Accord antidumping; et
- les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec l'article 2.1 de l'Accord antidumping en excluant certaines ventes aux parties affiliées sur le marché intérieur du calcul de la valeur normale sur la base du critère de la libre concurrence. En outre, compte tenu des constatations précédentes, le Groupe spécial a conclu que le remplacement de ces ventes par des ventes à des acheteurs non affiliés en aval était incompatible avec l'article 2.1 de l'Accord antidumping;
- en ce qui concernait les allégations du Japon qui n'étaient pas visées ci-dessus, 1) l'allégation ne relevait pas de son mandat ("pratique générale" concernant les données de fait disponibles défavorables; "pratique générale" consistant à exclure certaines ventes sur le marché intérieur du calcul de la valeur normale), ou 2) vu les considérations relatives à l'économie jurisprudentielle, il n'était ni nécessaire ni approprié de formuler des constatations.

Le 25 avril 2001, les États-Unis ont notifié leur décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci. Dans son rapport, distribué le 24 juillet 2001, l'Organe d'appel a confirmé les constatations du Groupe spécial, à l'exception des suivantes:

- il a infirmé la constatation du Groupe spécial sur l'incompatibilité avec l'article 2.1 de l'Accord antidumping de la méthode appliquée par les États-Unis pour calculer la valeur normale, pour ce qui était de l'utilisation de certaines ventes en aval à des acheteurs indépendants effectuées par les parties affiliées à un exportateur soumis à enquête;
- il a constaté que les données de fait versées au dossier étaient insuffisantes pour permettre de compléter l'analyse de l'allégation formulée par le Japon au titre de l'article 2.4 de l'Accord antidumping selon laquelle les États-Unis n'avaient pas procédé à une "comparaison équitable" quand ils avaient utilisé les ventes en aval pour calculer la valeur normale;
- il a infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle les États-Unis n'avaient pas agi d'une manière incompatible avec l'Accord antidumping dans leur application

de la disposition relative à la production captive lors de leur détermination de l'existence d'un dommage causé à leur branche de production nationale d'acier laminé à chaud;

- il a infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'ITC avait démontré l'existence, conformément à l'article 3.5 de l'Accord antidumping, d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage important causé à cette branche de production; mais a constaté que les données de fait versées au dossier étaient insuffisantes pour permettre de compléter l'analyse de l'allégation relative au lien de causalité formulée par le Japon.

Le 23 août 2001, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

**56. WT/DS189 – Argentine – Mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie**

Plainte des Communautés européennes. Le 26 janvier 2000, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Argentine concernant les mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie qu'elle avait imposées le 12 novembre 1999. Les CE ont allégué que l'autorité argentine chargée de l'enquête avait sans justification fait abstraction de tous les renseignements sur la valeur normale et les prix à l'exportation communiqués par les exportateurs représentés dans l'échantillon; n'avait pas calculé une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur représenté dans l'échantillon; n'avait pas tenu dûment compte des différences dans les caractéristiques physiques entre les modèles exportés en Argentine et ceux qui étaient vendus en Italie; et n'avait pas informé les exportateurs italiens des faits essentiels concernant l'existence d'un dumping qui constituaient le fondement de la décision d'appliquer des mesures définitives. Les CE considéraient que les mesures antidumping en question étaient incompatibles avec l'article 2.4, l'article 6.8 pris conjointement avec l'Annexe II, et l'article 6.9 et 6.10 de l'Accord antidumping.

Le 7 novembre 2000, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 26 septembre 2000, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des CE, l'ORD a établi, à sa réunion du 17 novembre 2000, un groupe spécial chargé d'examiner la plainte des CE dont la portée a été restreinte, pour ne concerner que les mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie. Les États-Unis, le Japon et la Turquie ont réservé leurs droits de tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 12 janvier 2001.

Dans son rapport, distribué aux Membres le 28 septembre 2001, le Groupe spécial a constaté que:

- l'Argentine avait agi d'une manière incompatible avec l'article 6.8 et avec l'annexe II de l'Accord antidumping en ne tenant pas compte, pour une large part, des renseignements communiqués par les exportateurs en ce qui concernait la détermination de la valeur normale et du prix à l'exportation, et cela, sans informer les exportateurs des raisons du rejet;
- l'Argentine avait agi d'une manière incompatible avec l'article 6.10 de l'Accord antidumping en ne déterminant pas de marge de dumping individuelle pour chaque exportateur inclus dans l'échantillon;

- l'Argentine avait agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 de l'Accord antidumping en ne tenant pas dûment compte des différences dans les caractéristiques physiques affectant la comparabilité des prix;
- l'Argentine avait agi d'une manière incompatible avec l'article 6.9 de l'Accord antidumping en ne divulguant pas aux exportateurs les faits essentiels examinés qui constituaient le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives.

Le 5 novembre 2001, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial.

**57. WT/DS192 – États-Unis – Mesure de sauvegarde transitoire appliquée aux fils de coton peignés en provenance du Pakistan**

Plainte du Pakistan. Le 3 avril 2000, le Pakistan a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant une mesure de sauvegarde transitoire appliquée depuis le 17 mars 1999 par ce pays aux fils de coton peignés (relevant de la catégorie 301 des États-Unis) en provenance du Pakistan (voir le *Federal Register* des États-Unis du 12 mars 1999, document 99–6098). Conformément à l'article 6:10 de l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV), les États-Unis avaient, le 5 mars 1999, notifié à l'OSpT qu'ils avaient décidé d'appliquer unilatéralement une limitation puisque les consultations sur le point de savoir si la situation appelait cette limitation n'avaient pas débouché sur une solution mutuellement satisfaisante. En avril 1999, l'OSpT a examiné la limitation conformément à l'article 6:10 de l'ATV et a recommandé que les États-Unis la rapportent. Le 28 mai 1999, conformément à l'article 8:10 de l'ATV, les États-Unis ont informé l'OSpT qu'ils ne s'estimaient pas en mesure de se conformer à sa recommandation. Bien que l'OSpT leur ait à nouveau recommandé, au titre de l'article 8:10 de l'ATV, de reconsidérer leur position, ils ont continué d'appliquer leur limitation unilatérale et la question n'a donc pas été résolue.

Le Pakistan a allégué que:

- la sauvegarde transitoire appliquée par les États-Unis était incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2:4 de l'ATV et n'était pas justifiée par l'article 6 de l'ATV;
- la limitation ne satisfaisait pas aux prescriptions relatives aux mesures de sauvegarde transitoires énoncées aux paragraphes 2, 3, 4 et 7 de l'article 6 de l'ATV.

Le 3 avril 2000, le Pakistan a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 18 mai 2000, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande du Pakistan, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 19 juin 2000. L'Inde et les CE ont réservé leurs droits de tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 30 août 2000.

Dans son rapport, distribué le 31 mai 2001, le Groupe spécial a conclu que la mesure de sauvegarde transitoire (restriction quantitative) que les États-Unis avaient imposée à l'importation des fils de coton peignés en provenance du Pakistan à compter du 17 mars 1999, et qui avait été prorogée d'un an le 17 mars 2000, était incompatible avec les dispositions de l'article 6 de l'ATV. En particulier, il a constaté ce qui suit:

- d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 6:2, les États-Unis avaient exclu les fils de coton peignés produits par les producteurs intégrés

verticalement pour leur propre usage de la portée de la "branche de production nationale de produits similaires et/ou directement concurrents" par rapport aux fils de coton peignés importés;

- d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 6:4, les États-Unis n'avaient pas examiné l'effet des importations en provenance du Mexique (et peut-être d'autres Membres appropriés) pris individuellement;
- d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 6:2 et 6:4, les États-Unis n'avaient pas démontré que les importations en question "menaçaient réellement" de porter un préjudice grave à la branche de production nationale.

S'agissant des autres allégations, le Groupe spécial a conclu que le Pakistan n'avait pas établi que la mesure en cause était incompatible avec les obligations des États-Unis au titre de l'article 6 de l'ATV. En particulier, il a constaté ce qui suit: a) le Pakistan n'avait pas établi que la détermination faite par les États-Unis de l'existence d'un préjudice grave n'était pas justifiée compte tenu des données utilisées par l'autorité américaine chargée de l'enquête; b) le Pakistan n'avait pas établi que la détermination faite par les États-Unis de l'existence d'un préjudice grave n'était pas justifiée s'agissant de l'évaluation par l'autorité américaine chargée de l'enquête des établissements qui avaient cessé de produire des fils de coton peignés; c) le Pakistan n'avait pas établi que les déterminations faites par les États-Unis de l'existence d'un préjudice grave et d'un lien de causalité n'étaient pas justifiées en raison du choix inapproprié de la période couverte par l'enquête et de la période au cours de laquelle étaient apparus le préjudice grave et le lien de causalité.

Le Groupe spécial a recommandé que l'ORD demande aux États-Unis de rendre la mesure en cause conforme à leurs obligations au titre de l'ATV, et a suggéré que la meilleure façon d'y parvenir serait de supprimer dans les moindres délais la restriction à l'exportation.

Le 9 juillet 2001, les États-Unis ont notifié leur décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci. Le 5 septembre 2001, l'Organe d'appel a informé l'ORD qu'il ne serait pas en mesure de distribuer son rapport à la date d'échéance du délai, le 7 septembre. Dans son rapport, distribué aux Membres le 8 octobre 2001, l'Organe d'appel a confirmé la conclusion générale du Groupe spécial selon laquelle la mesure de sauvegarde transitoire prise par les États-Unis à l'égard des importations de fils de coton peignés en provenance du Pakistan était incompatible avec l'ATV. L'Organe d'appel a en particulier confirmé les constatations du Groupe spécial selon lesquelles, en adoptant une mesure de sauvegarde à l'égard des importations de fils en provenance du Pakistan, les États-Unis: a) n'avaient pas défini convenablement la "branche de production nationale" de fils pertinente; et b) n'avaient pas examiné l'effet des importations de fils en provenance d'autres fournisseurs principaux lorsqu'il avait imputé le préjudice grave aux importations en provenance du Pakistan. En outre, l'Organe d'appel a conclu que le Groupe spécial n'aurait pas dû prendre en considération des données qui n'existaient pas au moment où les États-Unis avaient déterminé qu'un préjudice grave avait été causé à la branche de production nationale. Il s'est abstenu de statuer sur la question plus générale de savoir si un Membre importateur devait imputer un préjudice grave à tous les Membres dont les exportations contribuaient à ce préjudice et a conclu par conséquent que l'interprétation du Groupe spécial concernant cette question était sans effet juridique.

Le 5 novembre 2001, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

À la réunion de l'ORD du 21 novembre 2001, les États-Unis ont dit qu'ils avaient mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD. De fait, le 8 novembre 2001, le Comité interadministrations pour l'application des accords sur les textiles, qui était présidé par le Département du commerce, avait chargé l'administration des douanes des États-Unis de supprimer la limite fixée aux importations de fils de coton peignés en provenance du Pakistan. Cette mesure avait pris effet le 9 novembre 2001.

**58. WT/DS194 – États-Unis – Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions**

Plainte du Canada. Le 19 mai 2000, le Canada a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant des mesures qui traitaient une restriction à l'exportation d'un produit comme une subvention concernant d'autres produits fabriqués avec le produit soumis à restriction ou incorporant ce produit si le prix intérieur du produit soumis à restriction était affecté par la restriction. Les mesures en cause comprenaient les dispositions de l'Énoncé des mesures administratives accompagnant la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay (H.R. 5110, Doc. 316, Vol. 1, 103d Cong., 2d Sess., 656, en particulier 925–926 (1994)) et l'Explication du Règlement définitif, Département du commerce des États-Unis, Droits compensateurs, Règle définitive (63 *Federal Register*, 65348 et 65349–51 (25 novembre 1998)) portant interprétation de l'article 771 5) de la Loi douanière de 1930 (19 U.S.C. § 1677 5)) y compris les modifications apportées par la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay. Le Canada estimait que:

- ces mesures étaient incompatibles avec les obligations qui découlaient pour les États-Unis des articles 1.1, 10 (ainsi que des articles 11, 17 et 19 dans la mesure où ils se rapportaient aux prescriptions de l'article 10) et 32.1 de l'Accord SMC parce que ces mesures prévoyaient que les États-Unis imposeraient des droits compensateurs contre des pratiques qui n'étaient pas des subventions au sens de l'article 1.1 de l'Accord SMC;
- les États-Unis n'avaient pas fait en sorte d'assurer la conformité de leurs lois, réglementations et procédures administratives avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC, comme le prescrivaient l'article 32.5 de l'Accord SMC et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

Le 24 juillet 2000, le Canada a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 4 août 2000, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande du Canada, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 11 septembre 2000. L'Australie, les CE et l'Inde ont réservé leurs droits de tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 23 octobre 2000. Dans son rapport, distribué le 29 juin 2001, le Groupe spécial a conclu que:

- une restriction à l'exportation, selon la définition donnée dans le présent différend, ne pouvait pas constituer une fourniture de biens à laquelle les pouvoirs publics avaient chargé ou ordonné de procéder, au sens de l'alinéa iv), et par conséquent, ne constituait pas une contribution financière au sens de l'article 1.1 a) de l'Accord SMC; et
- l'article 771 5) B) iii), lu à la lumière de l'Énoncé et du Préambule du Règlement des États-Unis en matière de droits compensateurs n'était pas incompatible avec l'article 1.1 de l'Accord SMC du fait qu'il "prescri[vait] l'imposition de droits

compensateurs à l'encontre de pratiques qui [n'étaient] pas des subventions au sens de l'article 1.1";

- en ce qui concernait les allégations du Canada qui n'avaient pas été examinées ci-dessus, en vertu de considérations relatives à l'économie jurisprudentielle, il n'était ni nécessaire ni approprié de faire des constatations à leur sujet. En conséquence, le Groupe spécial n'a formulé aucune recommandation concernant les obligations découlant pour les États-Unis de l'Accord SMC et de l'Accord sur l'OMC.

Le 23 août 2001, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial.

**59. WT/DS202 – États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de tubes et tuyaux de qualité carbone soudés, de section circulaire, en provenance de Corée**

Plainte de la Corée. Le 13 juin 2000, la Corée a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au sujet de la mesure de sauvegarde définitive imposée par les États-Unis à l'importation de tubes et tuyaux de qualité carbone soudés, de section circulaire (tubes et tuyaux). La Corée a noté que, le 18 février 2000, les États-Unis avaient annoncé par proclamation l'imposition d'une mesure de sauvegarde définitive à l'importation de tubes et tuyaux (sous-positions n° 7306.10.10 et 7306.10.50 du Tarif harmonisé des États-Unis). Dans ladite proclamation, les États-Unis ont annoncé que la date projetée pour l'introduction de la mesure était le 1<sup>er</sup> mars 2000 et qu'il était prévu que la mesure soit en vigueur pendant trois ans et un jour. La Corée considérait que les procédures et déterminations des États-Unis qui avaient conduit à l'imposition de la mesure de sauvegarde ainsi que la mesure elle-même étaient contraires à diverses dispositions de l'Accord sur les sauvegardes et du GATT de 1994. En particulier, elle estime que la mesure est incompatible avec les obligations découlant pour les États-Unis des articles 2, 3, 4, 5, 11 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes et des articles I<sup>er</sup>, XIII et XIX du GATT de 1994.

Suite à la demande de la Corée, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 23 octobre 2000. L'Australie, le Canada, les CE, le Japon et le Mexique ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 12 janvier 2001, la Corée a demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 22 janvier 2001.

Dans son rapport, distribué aux Membres le 29 octobre 2001, le Groupe spécial a conclu que la mesure appliquée par les États-Unis aux tubes et tuyaux de canalisation avait été imposée de manière incompatible avec certaines dispositions du GATT de 1994 et/ou de l'Accord sur les sauvegardes, en particulier:

- la mesure concernant les tubes et tuyaux de canalisation n'était pas compatible avec la règle générale énoncée dans le texte introductif de l'article XIII:2 parce qu'elle avait été appliquée sans que la structure traditionnelle des échanges ait été respectée;
- la mesure concernant les tubes et tuyaux de canalisation n'était pas compatible avec l'article XIII:2 a) parce qu'elle avait été appliquée sans que le montant global des importations autorisées au taux de droit moins élevé soit fixé;
- les États-Unis avaient agi de manière incompatible avec les articles 3:1 et 4:2 c) en n'incluant pas dans leur rapport publié une constatation ou une conclusion motivée selon laquelle soit 1) l'accroissement des importations avait causé un dommage grave, soit 2) l'accroissement des importations menaçait de causer un dommage grave;

- les États-Unis avaient agi de manière incompatible avec l'article 4:2 b) en n'établissant pas l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave ou la menace de dommage grave;
- les États-Unis ne s'étaient pas acquittés de leurs obligations au titre de l'article 9:1 en appliquant la mesure à des pays en développement dont les importations ne dépassaient pas les seuils individuel et collectif prévus dans cette disposition;
- les États-Unis avaient agi de manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article XIX en ne démontrant pas l'existence d'une évolution imprévue des circonstances avant d'appliquer la mesure concernant les tubes et tuyaux de canalisation;
- les États-Unis avaient agi de manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 12:3 en ne ménageant pas de possibilités adéquates de consultation préalable aux Membres ayant un intérêt substantiel en tant qu'exportateurs de tubes et tuyaux de canalisation;
- les États-Unis avaient agi de manière incompatible avec les obligations qu'ils ont, au titre de l'article 8:1, de s'efforcer de maintenir un niveau de concessions et d'autres obligations substantiellement équivalent.

Toutes les autres allégations de la Corée ont été rejetées par le Groupe spécial. Le Groupe spécial a également rejeté la demande de la Corée visant à ce que le Groupe spécial constate que la mesure de sauvegarde des États-Unis devrait être supprimée immédiatement et qu'il faudrait mettre fin à l'enquête en matière de sauvegarde menée par l'ITC au sujet des tubes et tuyaux de canalisation.

Le 6 novembre 2001, les États-Unis ont notifié leur décision de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit figurant dans le rapport du Groupe spécial. Le 13 novembre, toutefois, ils ont retiré leur déclaration d'appel. Puis, le 19 novembre, ils ont notifié leur décision de déposer une nouvelle déclaration d'appel auprès de l'Organe d'appel. Le 18 janvier 2002, l'Organe d'appel a informé l'ORD que la distribution du rapport serait retardée. Il a donc indiqué que le rapport serait distribué aux Membres le 15 février 2002 au plus tard. Dans son rapport, distribué aux Membres le 15 février 2002, l'Organe d'appel:

- a confirmé, quoique pour des raisons différentes, la constatation établie par le Groupe spécial au paragraphe 8.1 7) de son rapport, selon laquelle les États-Unis avaient agi de manière incompatible avec leur obligation au titre de l'article 12:3 de l'*Accord sur les sauvegardes* en ne ménageant pas de possibilités adéquates de consultation préalable à la Corée, Membre ayant un intérêt substantiel dans les exportations de tubes et tuyaux de canalisation;
- a confirmé la constatation établie par le Groupe spécial au paragraphe 8.1 8) de son rapport, selon laquelle les États-Unis avaient agi de manière incompatible avec l'obligation qu'ils avaient, au titre de l'article 8:1 de l'*Accord sur les sauvegardes*, de s'efforcer de maintenir un niveau de concessions et d'autres obligations substantiellement équivalent;

- a confirmé la constatation établie par le Groupe spécial au paragraphe 8.1 5) de son rapport, selon laquelle les États-Unis ne s'étaient pas conformés à l'obligation qui leur était faite à l'article 9:1 de l'*Accord sur les sauvegardes* de ne pas appliquer des mesures de sauvegarde à l'égard d'un produit originaire d'un pays en développement Membre dont les importations ne dépassaient pas les seuils individuel et collectif prévus dans cette disposition;
- a infirmé la constatation établie par le Groupe spécial au paragraphe 8.1 3) de son rapport, selon laquelle les États-Unis avaient agi de manière incompatible avec leurs obligations au titre des articles 3:1 et 4:2 c) de l'*Accord sur les sauvegardes* en n'incluant pas dans leur rapport publié une constatation ou une conclusion motivée selon laquelle soit 1) l'accroissement des importations avait causé un dommage grave, soit 2) l'accroissement des importations menaçait de causer un dommage grave;
- a infirmé la constatation établie par le Groupe spécial au paragraphe 8.2 9) de son rapport, selon laquelle les États-Unis n'avaient pas manqué à leurs obligations au titre des articles 2 et 4 de l'*Accord sur les sauvegardes* en excluant le Canada et le Mexique de l'application de la mesure concernant les tubes et tuyaux de canalisation;
- a modifié la constatation établie par le Groupe spécial au paragraphe 8.2 10) de son rapport, selon laquelle les États-Unis n'avaient pas manqué à leurs obligations au titre des articles Ier, XIII:1 et XIX du GATT de 1994 en excluant le Canada et le Mexique de l'application de la mesure concernant les tubes et tuyaux de canalisation, en déclarant qu'elle était sans intérêt dans la pratique et qu'elle n'avait aucun effet juridique;
- a confirmé la constatation établie par le Groupe spécial au paragraphe 8.1 4) de son rapport, selon laquelle les États-Unis avaient agi de manière incompatible avec leur obligation au titre de l'article 4:2 b) de l'*Accord sur les sauvegardes* en n'établissant pas l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave ou la menace de dommage grave;
- a confirmé la constatation établie par le Groupe spécial au paragraphe 7.81 de son rapport, selon laquelle les États-Unis n'étaient pas tenus, aux termes de l'article 5:1, première phrase, de l'*Accord sur les sauvegardes*, de démontrer, au moment de son imposition, que la mesure concernant les tubes et tuyaux de canalisation était nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement;
- a infirmé la constatation établie par le Groupe spécial au paragraphe 8.2 2) de son rapport, selon laquelle la Corée n'avait pas établi *prima facie* que les États-Unis avaient manqué à leur obligation au titre de l'article 5:1, première phrase, de l'*Accord sur les sauvegardes*, en imposant une mesure qui excédait ce qui était "nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement", et a constaté que les États-Unis avaient appliqué la mesure concernant les tubes et tuyaux de canalisation en allant au-delà de la "mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement".

Le 8 mars 2002, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.



**60. WT/DS206 – États-Unis – Mesures antidumping et compensatoires appliquées aux tôles en acier en provenance de l'Inde**

Plainte de l'Inde. Le 4 octobre 2000, l'Inde a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant:

- i) la détermination positive finale de l'existence de ventes à un prix inférieur à la juste valeur de certaines tôles en acier au carbone coupées à longueur en provenance de l'Inde établie par le Département du commerce des États-Unis le 13 décembre 1999 et confirmée le 10 février 2000;
- ii) l'interprétation et l'application de dispositions relatives aux données de fait disponibles dans les enquêtes en matière de droits antidumping et de droits compensateurs menées par le Département du commerce; et
- iii) la détermination et l'interprétation par la Commission du commerce international des États-Unis (ITC) du caractère négligeable, du cumul et du dommage important causé par lesdites importations de tôles en acier en provenance de l'Inde.

L'Inde considérait que ces déterminations étaient erronées et fondées sur les procédures défectueuses prévues par la Loi des États-Unis en matière de droits antidumping et de droits compensateurs. Selon l'Inde, ces déterminations et dispositions soulèvent des questions concernant les obligations des États-Unis au titre du GATT de 1994, de l'Accord antidumping, de l'Accord SMC et de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (Accord sur l'OMC). L'Inde estimait que les dispositions de ces accords avec lesquelles ces mesures et déterminations semblaient être incompatibles étaient notamment, mais pas exclusivement, les suivantes: articles VI et X du GATT de 1994; articles 1<sup>er</sup>, 2, 3 (en particulier 3.3), 5 (en particulier 5.8), 6 (en particulier 6.8), 12, 15, 18.4 et Annexe II de l'Accord antidumping; articles 10, 11 (en particulier 11.9), 15 (en particulier 15.3), 22 et 27 (en particulier 27.10) de l'Accord SMC; article XVI de l'Accord sur l'OMC.

Conformément à la demande de l'Inde, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 24 juillet 2001. Le Chili, les CE et le Japon ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 16 octobre 2001, l'Inde a demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. Le 26 octobre 2001, le Directeur général a arrêté la composition du Groupe. Le 16 avril 2002, le Président du Groupe spécial a informé l'ORD qu'il ne pourrait pas achever ses travaux dans un délai de six mois en raison de problèmes de calendrier. Le Groupe spécial comptait achever ses travaux en juin 2002, en fonction de la traduction.

Dans son rapport, distribué aux Membres le 28 juin 2002, le Groupe spécial a conclu:

- a) que les dispositions légales des États-Unis qui régissent l'utilisation des données de fait disponibles, les articles 776 a) et 782 d) et e) de la Loi douanière de 1930, ainsi qu'elle a été modifiée, n'étaient pas incompatibles avec l'article 6.8 et les paragraphes 3, 5 et 7 de l'Annexe II de l'Accord antidumping;
- b) que les États-Unis n'avaient pas agi d'une manière incompatible avec l'article 15 de l'Accord antidumping à l'égard de l'Inde dans l'enquête antidumping correspondant au présent différend.

Le Groupe spécial a aussi conclu que la "pratique" du DOC concernant l'application des "données de fait disponibles totales" n'était pas une mesure qui pouvait donner lieu à une

allégation distincte de violation de l'Accord antidumping, et il ne s'est donc pas prononcé sur l'allégation de l'Inde à cet égard.

En ce qui concerne les allégations de l'Inde qui n'ont pas été traitées plus haut, le Groupe spécial a conclu que:

- a) il ne se prononcerait pas sur l'allégation abandonnée de l'Inde; et
- b) à la lumière de considérations d'économie jurisprudentielle, il n'était ni nécessaire ni approprié de formuler des constatations concernant le reste des allégations de l'Inde.

En conséquence, le Groupe spécial a recommandé que l'ORD demande aux États-Unis de rendre leur mesure conforme à leurs obligations au titre de l'Accord antidumping.

À sa réunion du 29 juillet 2002, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial.

**61. WT/DS207 – Chili – Système des fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles**

Plainte de l'Argentine. Le 5 octobre 2000, l'Argentine a demandé l'ouverture de consultations avec le Chili concernant:

- 1) le système des fourchettes de prix établi par la Loi n° 18.525 (telle qu'elle a été modifiée par la Loi n° 18.591 puis par la Loi n° 19.546), ainsi que par les normes réglementaires et les dispositions complémentaires et/ou modifications; et
- 2) les mesures de sauvegarde provisoires adoptées le 19 novembre 1999 par le Décret n° 339 du Ministère de l'économie et les mesures de sauvegarde définitives imposées le 20 janvier 2000 par le Décret n° 9 du Ministère de l'économie, applicables aux importations de divers produits, y compris le blé, la farine de blé et les huiles végétales alimentaires.

L'Argentine considérait que ces mesures soulevaient des questions concernant les obligations résultant pour le Chili de divers accords. Selon l'Argentine, le système des fourchettes de prix précité est incompatible avec, notamment, mais pas exclusivement, les dispositions ci-après: article II du GATT de 1994 et article 4 de l'Accord sur l'agriculture. Selon l'Argentine, les mesures de sauvegarde sont incompatibles avec, notamment, mais pas exclusivement, les dispositions ci-après: articles 2, 3, 4, 5, 6 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes, et article XIX:1 a) du GATT de 1994.

Le 19 janvier 2001, l'Argentine a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 1<sup>er</sup> février 2001, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande de l'Argentine, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 12 mars 2001. L'Australie, le Brésil, les CE, la Colombie, le Costa Rica, El Salvador, l'Équateur, les États-Unis, le Guatemala, le Honduras, le Japon, le Nicaragua, le Paraguay et le Venezuela ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 7 mai 2001, l'Argentine a demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 17 mai 2001.

Le 23 novembre 2001, le Groupe spécial a informé l'ORD qu'il ne pourrait pas achever ses travaux dans un délai de six mois en raison des demandes des parties concernant le calendrier. Le Groupe spécial comptait achever ses travaux avant la fin de mars 2002. Dans son rapport, distribué aux Membres le 3 mai 2002, le Groupe spécial a conclu que:

- a) le système de fourchettes de prix du Chili était incompatible avec l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture et avec l'article II:1 b) du GATT de 1994;
- b) en ce qui concerne les mesures de sauvegarde appliquées par le Chili aux importations de blé, de farine de blé et d'huiles végétales alimentaires:
  - i) le Chili avait agi de manière incompatible avec l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes en ne mettant pas à disposition, par un moyen approprié, les procès-verbaux pertinents des séances de la Commission, de manière à ce qu'ils constituent un rapport "publié";
  - ii) le Chili avait agi de manière incompatible avec l'article XIX:1 a) du GATT de 1994 parce que la Commission n'avait pas démontré l'existence d'une évolution imprévue des circonstances, et avec l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes parce que la Commission n'avait pas exposé, dans son rapport, des constatations et des conclusions motivées sur ce point;
  - iii) le Chili avait agi d'une manière incompatible avec l'article XIX:1 a) du GATT de 1994 et avec les articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes parce que la Commission n'avait pas démontré que les produits de la branche de production nationale étaient similaires ou directement concurrents et, par conséquent, n'avait pas identifié la branche de production nationale;
  - iv) le Chili avait agi d'une manière incompatible avec l'article XIX:1 a) du GATT de 1994 et avec les articles 2:1 et 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes parce que la Commission n'avait pas démontré l'existence d'un accroissement des importations des produits visés par les mesures de sauvegarde comme l'exigent ces dispositions;
  - v) le Chili avait agi d'une manière incompatible avec l'article XIX:1 a) du GATT de 1994 et avec l'article 4:1 a), 4:1 b) et 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes parce que la Commission n'avait pas démontré l'existence d'une menace de dommage grave;
  - vi) le Chili avait agi d'une manière incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes parce que la Commission n'avait pas démontré l'existence d'un lien de causalité;
  - vii) le Chili avait agi d'une manière incompatible avec l'article XIX:1 a) du GATT de 1994 et avec l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes parce que la Commission n'avait pas fait en sorte que les mesures soient limitées à la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage et faciliter l'ajustement;
  - viii) l'Argentine n'avait pas établi que le Chili avait agi d'une manière incompatible avec la prescription de l'article 3:1 et 3:2 de l'Accord sur les sauvegardes, exigeant que soit menée une "enquête appropriée", parce qu'elle n'aurait pas eu toutes possibilités de participer à l'enquête et parce qu'elle n'aurait pas eu accès à un résumé public des renseignements confidentiels sur lesquels les autorités chiliennes ont pu fonder leur détermination.

Le 24 juin 2002, le Chili a notifié sa décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci.

Le 23 septembre 2002, le rapport de l'Organe d'appel a été distribué. L'Organe d'appel:

- a) a constaté que le Groupe spécial avait agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémoire d'accord en constatant, au paragraphe 7.108 de son rapport, que les droits résultant du système de fourchettes de prix du Chili étaient incompatibles avec l'article II:1 b) du GATT de 1994, sur la base de la *deuxième* phrase de cette disposition, dont le Groupe spécial n'était pas saisi, et, par conséquent, a infirmé cette constatation;
- b) a décidé que le Groupe spécial n'avait pas fait erreur en choisissant d'examiner l'allégation de l'Argentine au titre de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture avant d'examiner l'allégation formulée par l'Argentine au titre de l'article II:1 b) du GATT de 1994;
- c) s'agissant de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture:
  - i) a confirmé la constatation formulée par le Groupe spécial aux paragraphes 7.47 et 7.65 de son rapport, selon laquelle le système de fourchettes de prix du Chili était une mesure à la frontière qui était similaire aux prélèvements variables à l'importation et aux prix minimaux à l'importation;
  - ii) a infirmé la constatation formulée par le Groupe spécial aux paragraphes 7.52 et 7.60 de son rapport, selon laquelle un "droit de douane proprement dit" devait être interprété comme "désignant un droit de douane qui n'est pas appliqué sur la base de facteurs de nature exogène";
  - iii) a confirmé la constatation formulée par le Groupe spécial aux paragraphes 7.102 et 8.1 a) de son rapport, selon laquelle le système de fourchettes de prix du Chili était incompatible avec l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture;
- d) a décidé, à la lumière de ces constatations, qu'il n'était pas nécessaire de se prononcer sur le point de savoir si le système de fourchettes de prix du Chili était compatible avec la *première* phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994.

L'Organe d'appel a recommandé que l'ORD demande au Chili de rendre son système de fourchettes de prix, dont il avait été constaté, dans ce rapport et dans le rapport du Groupe spécial tel qu'il était modifié par ce rapport, qu'il était incompatible avec l'Accord sur l'agriculture, conforme à ses obligations au titre de cet accord.

À sa réunion du 23 octobre 2002, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

**62. WT/DS211 – Égypte – Mesures antidumping définitives à l'importation de barres d'armature en acier en provenance de la Turquie**

Plainte de la Turquie. Le 6 novembre 2000, la Turquie a demandé l'ouverture de consultations avec l'Égypte concernant une enquête antidumping ouverte par le Ministère

égyptien du commerce et de l'approvisionnement au sujet de l'importation de barres d'armature en provenance de la Turquie. Cette enquête a été menée à terme et le rapport final a été publié le 21 octobre 1999. À la suite de l'enquête, des droits antidumping allant de 22,63 à 61,00 pour cent *ad valorem* ont été imposés.

La Turquie estimait que:

- dans le cadre de cette enquête, l'Égypte avait établi des déterminations de l'existence d'un dommage et d'un dumping sans avoir correctement établi les faits et sur la base d'une évaluation desdits faits qui n'était ni impartiale, ni objective;
- au cours de l'enquête visant à établir l'existence d'un dommage important ou d'une menace de dommage important, et d'un lien de causalité, l'Égypte avait agi de façon incompatible avec les articles 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 6.1 et 6.2 de l'Accord antidumping; et
- au cours de l'enquête visant à établir l'existence de ventes à des prix inférieurs à la valeur normale, l'Égypte avait violé l'article X:3 du GATT de 1994, ainsi que les articles 2.2, 2.4, 6.1, 6.2, 6.6, 6.7 et 6.8, les paragraphes 1, 3, 5, 6 et 7 de l'Annexe II et le paragraphe 7 de l'Annexe I de l'Accord antidumping.

Le 3 mai 2001, la Turquie a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 16 mai 2001, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande de la Turquie, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 20 juin 2001. Les CE, le Chili, les États-Unis et le Japon ont réservé leurs droits de tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 18 juillet 2001.

Le 8 août 2002, le rapport du Groupe spécial a été distribué aux Membres. Ce dernier a conclu que l'Égypte n'avait pas agi de manière incompatible avec les obligations résultant pour elle de:

- a) l'article 3.4 de l'Accord antidumping, puisque la Turquie n'a pas établi que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête étaient tenues d'examiner et d'évaluer les facteurs particuliers désignés par la Turquie comme étant les "facteurs et indices pertinents qui influent sur la situation de la branche de production nationale";
- b) l'article 3.2 de l'Accord antidumping, puisque la Turquie n'a pas établi que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête étaient légalement tenues d'effectuer l'analyse concernant la sous-cotation du prix de la façon préconisée par la Turquie;
- c) l'article 3.1 de l'Accord antidumping, puisque la Turquie n'a pas établi que la constatation de sous-cotation du prix dressée par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'était pas fondée sur des éléments de preuve positifs;
- d) l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord antidumping en raison de la modification alléguée de la portée de l'enquête relative au dommage, laquelle a cessé de porter sur l'existence d'une menace de dommage important pour porter sur l'existence d'un dommage important actuel, et de l'avis y afférent aux exportateurs turcs;
- e) l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping, puisque la Turquie n'a pas établi que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont manqué à l'obligation qui est faite à l'article 3.1 de se fonder sur des éléments de preuve positifs, du fait que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'ont pas apporté certains types d'éléments de preuve spécifiques, et qu'elle n'a pas établi non plus que l'Égypte a ainsi manqué à

l'obligation qui lui est faite à l'article 3.5 de démontrer l'existence d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale;

- f) l'article 3.5 de l'Accord antidumping, puisque la Turquie n'a pas établi que l'évaluation par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête des facteurs autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui auraient pu causer un dommage était incompatible avec l'article 3.5;
- g) l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping, puisque la Turquie n'a pas établi que l'article 3.1 et 3.5 obligeait les autorités égyptiennes chargées de l'enquête à effectuer une analyse et à dresser une constatation du type préconisé par la Turquie en ce qui concerne la question de savoir si les importations causaient, "par les effets du dumping", un dommage;
- h) l'article 6.8 de l'Accord antidumping et le paragraphe 5 de l'Annexe II y relative, s'agissant de trois des exportateurs turcs, puisque des autorités chargées de l'enquête impartiales et objectives auraient pu constater que ces trois exportateurs n'avaient pas fourni les renseignements nécessaires et que le recours aux données de fait disponibles pour le calcul du coût de production pour ces trois exportateurs était par conséquent justifié;
- i) l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping, puisque la demande de renseignements en cause n'était pas un "questionnaire" au sens de cette disposition, et que par conséquent le délai minimum prévu à l'article 6.1.1 n'était pas applicable à cette demande de renseignements;
- j) l'article 6.2 de l'Accord antidumping, ou le paragraphe 6 de l'Annexe II y relative, en ce qui concerne la demande de renseignements en date du 19 août 1999, puisque la Turquie n'a pas établi que le délai imparti par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête pour présenter les renseignements demandés était déraisonnable ou que, en conséquence, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'ont pas ménagé aux exportateurs turcs toutes possibilités de défendre leurs intérêts;
- k) l'article 6.2 de l'Accord antidumping, ou le paragraphe 6 de l'Annexe II y relative, en ce qui concerne la demande de renseignements en date du 23 septembre 1999, puisque la Turquie n'a pas établi que le délai imparti par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête pour présenter les renseignements demandés était déraisonnable ou que, en conséquence, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'ont pas ménagé aux exportateurs turcs toutes possibilités de défendre leurs intérêts;
- l) le paragraphe 3 de l'Annexe II de l'Accord antidumping, cette disposition n'étant pas applicable au choix des renseignements précis qui constitueront les "données de fait disponibles";
- m) le paragraphe 7 de l'Annexe II de l'Accord antidumping, puisque la Turquie n'a pas établi que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'ont pas fait preuve d'une "circonspection particulière" lorsqu'elles ont estimé à 5 pour cent par mois l'inflation du moment en Turquie, et appliqué ce chiffre aux données déclarées par une société interrogée;
- n) l'article 6.7 de l'Accord antidumping, le paragraphe 7 de l'Annexe I y relative, et les paragraphes 1 et 6 de l'Annexe II y relative, puisque la Turquie n'a pas établi que ces

dispositions contiennent les obligations dont la Turquie affirme qu'elles y sont inscrites, c'est-à-dire que la Turquie n'a pas établi que les autorités chargées de l'enquête étaient tenues de procéder à une vérification "sur place" des renseignements communiqués, que les autorités chargées de l'enquête étaient empêchées de demander des renseignements complémentaires pendant le cours d'une enquête, qu'il a été gravement porté atteinte aux droits des exportateurs turcs, ou que les actions des autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont compromis pour eux la "possibilité de fournir des explications complémentaires";

- o) l'article 2.4 de l'Accord antidumping, puisque la Turquie n'a pas établi que la prescription relative à la charge de la preuve inscrite dans cette disposition était applicable à la demande adressée par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête dans leur lettre du 19 août 1999 pour obtenir certains renseignements sur les coûts, ni que, même si cette prescription était applicable, la demande imposait une charge de la preuve déraisonnable aux sociétés turques interrogées;
- p) l'article 6.2 de l'Accord antidumping et le paragraphe 6 de l'Annexe II y relative, puisque la Turquie n'a pas établi que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont rejeté les demandes d'organisation de réunions présentées par les exportateurs turcs;
- q) l'article 2.4 de l'Accord antidumping, puisque la Turquie n'a pas établi *prima facie* que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont violé cette disposition en n'ajustant pas la valeur normale pour tenir compte des différences dans les conditions de vente;
- r) l'article 2.2.1.1 et 2.2.2 de l'Accord antidumping, puisque la Turquie n'a pas établi *prima facie* que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont violé ces dispositions en décidant de ne pas compenser les intérêts créditeurs lorsqu'elles ont calculé le coût de production et la valeur normale construite; et
- s) l'article X:3 du GATT de 1994, puisque la Turquie n'a pas établi que l'Égypte a appliqué d'une manière non uniforme, non impartiale ou déraisonnable ses règlements, lois, décisions judiciaires et administratives pertinents en décidant de ne pas accepter l'offre faite par certaines sociétés interrogées de se rendre au Caire pour rencontrer les autorités chargées de l'enquête.

Le Groupe spécial a conclu que l'Égypte avait agi de manière incompatible avec les obligations résultant pour elle de:

- t) l'article 3.4 de l'Accord antidumping, du fait que, si elles ont réuni des données sur tous les facteurs énumérés à l'article 3.4, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'ont pas évalué tous les facteurs énumérés à l'article 3.4, puisqu'elles n'ont pas évalué la productivité, les effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, l'emploi, les salaires et la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement; et
- u) l'article 6.8 de l'Accord antidumping et le paragraphe 6 de l'Annexe II y relative, s'agissant de deux des exportateurs turcs, puisque les autorités égyptiennes chargées de l'enquête, ayant reçu les renseignements qu'elles leur avaient désignés comme nécessaires, ont néanmoins constaté que ces deux sociétés interrogées n'avaient pas fourni les renseignements nécessaires, et de plus, ne les ont pas avisées de cette

constatation et ne leur ont pas donné la possibilité requise de fournir des renseignements complémentaires avant de recourir aux données de fait disponibles.

En ce qui concerne les allégations de la Turquie non évoquées ci-dessus, le Groupe spécial a:

- v) conclu que l'allégation ne relevait pas de notre mandat (allégation au titre de l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping, allégation au titre de l'article X:3 du GATT de 1994 en ce qui concerne le choix des données de fait disponibles particulières), ou avait été retirée par la Turquie (allégation au titre de l'article X:3 en ce qui concerne le recours aux données de fait disponibles); ou
- w) conclu que, en vertu du principe d'économie jurisprudentielle, il n'était ni nécessaire ni approprié d'établir des constatations.

Le Groupe spécial a recommandé que l'Égypte rende ses mesures antidumping définitives à l'importation de barres d'armature en acier en provenance de Turquie conformes aux dispositions pertinentes de l'Accord antidumping.

Le 1<sup>er</sup> octobre 2002, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial.

**63. WT/DS212 – États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes**

Plainte des Communautés européennes. Le 10 novembre 2000, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant le maintien en application par ce pays de droits compensateurs sur un certain nombre de produits. En particulier, d'après les CE, l'application par les États-Unis de la méthode de "*la même personne*", ainsi que le maintien des droits qui sont fondés sur cette méthode sont contraires aux articles 10, 19 et 21 de l'Accord SMC parce qu'il n'y a pas eu de détermination adéquate de l'existence d'un avantage pour le producteur des marchandises faisant l'objet de l'enquête, comme le prévoit l'article 1.1 b) de l'Accord SMC. Les CE ont inclus dans leur demande de consultations, 14 droits compensateurs<sup>2</sup> des États-Unis en rapport avec lesquels la méthode de "*la même personne*" a été appliquée. Tous ces cas ont trait à des subventions non récurrentes qui auraient été accordées à des entreprises avant une aliénation.

Le 1<sup>er</sup> février 2001, les CE ont demandé la tenue de nouvelles consultations avec les États-Unis. Ces consultations ayant échoué, l'ORD a établi, conformément à la demande des

---

<sup>2</sup> **Imposition initiale de droits compensateurs (mesures postérieures à la création de l'OMC):** Tôles et bandes en acier inoxydable, en rouleaux, en provenance de la France (C-427-815); Certaines tôles en acier au carbone de marque, coupées à la longueur voulue, en provenance de la France (C-427-817); Certaines pâtes alimentaires en provenance de l'Italie (C-475-819); Tôles et bandes en acier inoxydable, en rouleaux, en provenance de l'Italie (C-475-821); Certains fils machine en acier inoxydable, en provenance de l'Italie (C-475-823); Tôles en acier inoxydable, en rouleaux, en provenance de l'Italie (C-475-825); Certaines tôles en acier au carbone de marque, coupées à la longueur voulue, en provenance de l'Italie (C-475-827). **Réexamens administratifs:** Produits plats en acier au carbone laminés à froid, en provenance de la Suède (C-401-401); Tôles en acier au carbone coupées à la longueur voulue, en provenance de la Suède (C-401-804); Aciers dits "magnétiques" à grains orientés, en provenance de l'Italie\* (C-475-812). **Réexamens à terme:** Tôles en acier au carbone coupées à la longueur voulue, en provenance du Royaume-Uni (C-412 815); Certains produits plats en acier au carbone résistant à la corrosion, en provenance de la France (C-427-810); Tôles en acier au carbone coupées à la longueur voulue, en provenance de l'Allemagne (C-428-817); Tôles en acier au carbone coupées à la longueur voulue, en provenance de l'Espagne (C-469-804).

\* Détermination préliminaire, plus conclusions définitives du réexamen à terme.



CE, un groupe spécial à sa réunion du 10 septembre 2001. Le Brésil, l'Inde et le Mexique ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 25 octobre 2001, les CE ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 5 novembre 2001. Le 18 avril 2002, le Président du Groupe spécial a informé l'ORD que le Groupe spécial ne pourrait pas achever ses travaux dans un délai de six mois en raison de la complexité de la question. Le Groupe spécial comptait achever ses travaux pour la mi-juillet 2002.

Dans son rapport, distribué aux Membres le 31 juillet 2002, le Groupe spécial a conclu que, lorsqu'une privatisation était effectuée dans des conditions de pleine concurrence et à la juste valeur marchande, l'avantage résultant d'un subventionnement antérieur accordé au producteur d'État ne revenait plus au producteur privatisé. Par conséquent, le Groupe spécial a constaté que les 12 déterminations en matière de droits compensateurs et l'article 1677 5) F) étaient incompatibles avec le droit de l'OMC.

Le 9 septembre 2002, les États-Unis ont notifié leur décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci. Ils ont demandé que l'Organe d'appel examine les conclusions que le Groupe spécial avait formulées aux paragraphes 8.1 a) à d) et 8.2 de son rapport.

Le 9 décembre 2002, le rapport de l'Organe d'appel a été distribué aux Membres. L'Organe d'appel:

- a confirmé les constatations formulées par le Groupe spécial aux alinéas a), b) et c) du paragraphe 8.1 de son rapport, selon lesquelles les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec les articles 10, 14, 19.1, 19.4, 21.1, 21.2 et 21.3 de l'Accord SMC en imposant et en maintenant des droits compensateurs sans déterminer si un "avantage" continuait d'exister dans les déterminations en matière de droits compensateurs;
- a infirmé la constatation formulée par le Groupe spécial dans la première phrase du paragraphe 8.1 d) de son rapport, selon laquelle "[u]ne fois qu'un Membre importateur a déterminé qu'une privatisation avait eu lieu dans des conditions de pleine concurrence et à la juste valeur marchande, il doit conclure qu'aucun avantage résultant de la contribution financière antérieure (ou du subventionnement) ne continue à revenir au producteur privatisé"; et
- a infirmé la conclusion formulée par le Groupe spécial dans la deuxième phrase du paragraphe 8.1 d) de son rapport, selon laquelle l'article 771 5) F) de la Loi douanière de 1930, tel qu'il a été modifié, 19 U.S.C. § 1677 5) F), était incompatible avec l'Accord SMC;
- a confirmé la conclusion formulée par le Groupe spécial, au paragraphe 8.2 de son rapport, selon laquelle dans la mesure où les États-Unis avaient manqué à leurs obligations au titre de l'Accord SMC, comme il est indiqué aux alinéas a), b) et c) du paragraphe 8.1 du rapport du Groupe spécial, ces mesures des États-Unis constituaient *prima facie* une annulation ou réduction des avantages revenant aux Communautés européennes, conformément à l'article 3:8 du Mémoire d'accord; et, du fait que les États-Unis n'ont pas réfuté cette présomption, ils ont en fait annulé ou compromis des avantages revenant aux Communautés européennes en vertu de l'Accord SMC.

L'Organe d'appel a recommandé que l'ORD demande aux États-Unis de rendre leurs mesures et leur pratique administrative (la méthode de la "même personne") conformes à leurs obligations au titre dudit accord. Le 8 janvier 2003, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

**64. WT/DS213 – États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne**

Plainte des Communautés européennes. Le 10 novembre 2000, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant les droits compensateurs imposés par les États-Unis sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion ("acier traité contre la corrosion"), affaire portant aux États-Unis le numéro de dossier C-428-817. Ce différend portait en particulier sur les résultats finals d'un réexamen complet à terme de la mesure susmentionnée, engagé par le Département du commerce des États-Unis (DOC) et publié dans le *Federal Register* n° 65 FR 47407 du 2 août 2000. Dans la décision susmentionnée, le DOC a constaté qu'il serait probable que la subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire subsisterait ou se reproduirait si l'ordonnance portant imposition d'un droit compensateur était révoquée. Les CE considéraient que cette constatation était incompatible avec les obligations qui incombaient aux États-Unis en vertu de l'Accord SMC et, en particulier, qu'elle était contraire aux articles 10, 11.9 et 21 (21.3 notamment) dudit accord.

Le 5 février 2001, les CE ont demandé la tenue de nouvelles consultations. Celles-ci ayant échoué, l'ORD a établi, conformément à la demande des CE, un groupe spécial à sa réunion du 10 septembre 2001. Le Japon et la Norvège ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 18 octobre 2001, les CE ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. Le 26 octobre 2001, le Directeur général a arrêté la composition du Groupe. Le 12 avril 2002, le Président du Groupe spécial a informé l'ORD que le Groupe spécial ne pourrait pas achever ses travaux dans un délai de six mois car les parties désiraient bénéficier des délais maximaux prévus à l'Appendice 3 du Mémoire d'accord. Le Groupe spécial comptait achever ses travaux pour juillet 2002.

Dans son rapport, distribué aux Membres le 3 juillet 2002, le Groupe spécial a conclu que:

- a) la Loi des États-Unis sur les droits compensateurs et son règlement d'application étaient compatibles avec les paragraphes 1 et 3 de l'article 21 et avec l'article 10 de l'Accord SMC, en ce qui concerne l'application de critères en matière de preuve à l'engagement d'office des réexamens à l'extinction;
- b) la Loi des États-Unis sur les droits compensateurs et son règlement d'application étaient incompatibles avec l'article 21.3 de l'Accord SMC, en ce qui concerne l'application d'un critère *de minimis* de 0,5 pour cent aux réexamens à l'extinction, et étaient donc contraires à l'article 32.5 de l'Accord SMC et, par voie de conséquence, contraires aussi à l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC;
- c) les États-Unis, en appliquant un critère *de minimis* de 0,5 pour cent au réexamen à l'extinction en cause, avaient agi en violation de l'article 21.3 de l'Accord SMC;
- d) la Loi des États-Unis sur les droits compensateurs ainsi que son règlement d'application et l'exposé des principes directeurs régissant la pratique de l'administration en la matière étaient compatibles avec l'article 21.3 de l'Accord SMC,

en ce qui concerne l'obligation de déterminer dans le cadre des réexamens à l'extinction qu'il est probable que le subventionnement subsistera ou se reproduira; et

- e) les États-Unis, en ne déterminant pas correctement la probabilité que le subventionnement subsisterait ou se reproduirait dans le cadre du réexamen à l'extinction visant l'acier au carbone, avaient agi en violation de l'article 21.3 de l'Accord SMC.

Le Groupe spécial a recommandé que l'ORD demande aux États-Unis de rendre leurs mesures mentionnées aux paragraphes b), c) et e) conformes aux obligations découlant pour eux de l'Accord sur l'OMC.

Un membre du Groupe spécial s'est dissocié de l'appréciation du Groupe spécial concernant la législation américaine sur les droits compensateurs, en tant que telle et telle qu'elle a été appliquée dans le réexamen à l'extinction visant l'acier au carbone, pour ce qui est de l'application d'un critère *de minimis* aux réexamens à l'extinction. Il ne partageait pas l'avis de la majorité des membres du Groupe spécial selon lequel le silence de l'article 21.3 de l'Accord SMC quant à l'applicabilité d'un critère *de minimis* aux réexamens à l'extinction signifiait que ce critère était applicable aux réexamens à l'extinction. Par conséquent, et contrairement aux constatations susmentionnées du Groupe spécial, ce membre a conclu que:

- la Loi des États-Unis sur les droits compensateurs et son règlement d'application étaient compatibles avec l'article 21.3 de l'Accord SMC, en ce qui concerne l'application d'un critère *de minimis* de 0,5 pour cent aux réexamens à l'extinction; et
- les États-Unis, en appliquant un critère *de minimis* de 0,5 pour cent au réexamen à l'extinction en cause, n'avaient pas agi en violation de l'article 21.3 de l'Accord SMC.

Le 30 août 2002, les États-Unis ont notifié leur décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 28 novembre 2002, l'Organe d'appel:

- a confirmé les constatations formulées par le Groupe spécial au sujet de son mandat; de la compatibilité de la législation des États-Unis avec les obligations liées à l'engagement d'office de réexamens à l'extinction par les autorités nationales et de la compatibilité de la législation des États-Unis avec les obligations liées à la détermination à faire dans le cadre d'un réexamen à l'extinction;
- a infirmé l'interprétation de l'article 21.3 de l'Accord SMC donnée par le Groupe spécial concernant le subventionnement *de minimis* dans le cadre d'un réexamen à l'extinction. En conséquence, l'Organe d'appel a également infirmé les constatations y relatives du Groupe spécial selon lesquelles la législation des États-Unis, en tant que telle, et telle qu'elle avait été appliquée, était incompatible avec cette disposition.

Le 19 décembre 2002, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

**65. WT/DS217, WT/DS234 – États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention**

Plainte conjointe de l'Australie, du Brésil, du Chili, des Communautés européennes, de la Corée, de l'Inde, de l'Indonésie, du Japon et de la Thaïlande d'une part (WT/DS217) et du

Canada et du Mexique d'autre part (WT/DS234). Le 21 décembre 2000 et le 21 mai 2001 respectivement, les plaignants ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant l'amendement à la Loi douanière de 1930 signé le 28 octobre 2000 avec l'intitulé "Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention" ("la Loi"), habituellement cité sous le nom d'Amendement de Byrd. Selon les plaignants, la Loi était incompatible avec les obligations qui incombaient aux États-Unis au titre de diverses dispositions du GATT, de l'Accord antidumping, de l'Accord SMC et de l'Accord sur l'OMC. Ils alléguaient en particulier qu'elle était incompatible avec les obligations des États-Unis au titre des dispositions ci-après: i) l'article 18.1 de l'Accord antidumping, lu conjointement avec l'article VI:2 du GATT et l'article premier de l'Accord antidumping; ii) l'article 32.1 de l'Accord SMC, lu conjointement avec l'article VI:3 du GATT et les articles 4.10, 7.9 et 10 de l'Accord SMC; iii) l'article X 3) a) du GATT; iv) l'article 5.4 de l'Accord antidumping et l'article 11.4 de l'Accord SMC; v) l'article 8 de l'Accord antidumping et l'article 18 de l'Accord SMC; vi) l'article 5 de l'Accord SMC; et vii) l'article XVI:4 de l'Accord de Marrakech instituant l'OMC, l'article 18.4 de l'Accord antidumping et l'article 32.5 de l'Accord SMC.

Le 12 juillet 2001, les plaignants de l'affaire WT/DS217 ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 24 juillet 2001, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des plaignants, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 23 août 2001. L'Argentine, le Canada, le Costa Rica, Hong Kong, Chine, Israël, le Mexique et la Norvège ont réservé leurs droits de tierces parties.

Le 10 août 2001, le Canada et le Mexique ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 23 août 2001, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande du Canada et du Mexique, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 10 septembre 2001. Il a également convenu, conformément à l'article 9 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, que le groupe spécial établi le 23 août 2001 pour examiner la plainte de l'Australie, du Brésil, du Chili, des Communautés européennes, de la Corée, de l'Inde, de l'Indonésie, du Japon et de la Thaïlande (WT/DS217) examinerait également la plainte du Canada et du Mexique (WT/DS234).

Le 15 octobre 2001, les onze plaignants ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 25 octobre 2001. Le 17 avril 2002, le Président du Groupe spécial a informé l'ORD que le Groupe spécial ne pourrait pas achever ses travaux dans un délai de six mois du fait que les parties bénéficiaient du délai maximal pour préparer leurs communications et leurs déclarations orales. Le Groupe spécial comptait achever ses travaux pour juillet 2002.

Le 16 septembre 2002, le rapport du Groupe spécial a été distribué aux Membres. Le Groupe spécial a conclu que la CDSOA était incompatible avec les articles 5.4, 18.1 et 18.4 de l'Accord antidumping, avec les articles 11.4, 32.1 et 32.5 de l'Accord SMC, avec l'article VI:2 et VI:3 du GATT de 1994 et avec l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC. Il a rejeté les allégations des parties plaignantes selon lesquelles la CDSOA était incompatible avec les articles 8.3 et 15 de l'Accord antidumping, avec les articles 4.10, 7.9 et 18.3 de l'Accord SMC et avec l'article X:3 a) du GATT de 1994. Il a également rejeté l'allégation du Mexique selon laquelle la CDSOA était contraire à l'article 5 b) de l'Accord SMC. La CDSOA était une mesure nouvelle et complexe, appliquée dans un cadre juridique complexe. Pour arriver à la conclusion que la CDSOA était contraire aux dispositions susmentionnées, le Groupe spécial avait été confronté à des questions délicates concernant le recours aux subventions en tant que mesures commerciales correctives. Si les Membres estimaient que le subventionnement était une réponse autorisée aux pratiques commerciales déloyales, le Groupe spécial leur suggérerait de clarifier ce point par voie de négociation. Conformément à l'article 3:8 du Mémorandum

d'accord sur le règlement des différends, le Groupe spécial a conclu que, dans la mesure où la CDSOA était incompatible avec les dispositions de l'Accord antidumping, de l'Accord SMC et du GATT de 1994, elle annulait ou compromettait des avantages résultant pour les parties plaignantes de ces accords. Le Groupe spécial a recommandé que l'ORD demande aux États-Unis de rendre la CDSOA conforme à leurs obligations au titre de l'Accord antidumping, de l'Accord SMC et du GATT de 1994 en abrogeant cette mesure.

Le 18 octobre 2002, les États-Unis ont notifié leur décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci. Le 13 décembre 2002, l'Organe d'appel a informé l'ORD qu'il ne serait pas en mesure de distribuer son rapport dans un délai de 60 jours à compter de la date de l'appel et qu'il le ferait le jeudi 16 janvier 2003 au plus tard. Dans son rapport, distribué le 16 janvier 2003, l'Organe d'appel:

- a) confirmé la constatation du Groupe spécial, figurant aux paragraphes 7.51 et 8.1 de son rapport, selon laquelle la CDSOA est une mesure particulière contre le dumping ou une subvention qui n'est pas admissible et qui est contraire à l'article 18.1 de l'*Accord antidumping* et à l'article 32.1 de l'*Accord SMC*;
- b) a confirmé par conséquent la constatation du Groupe spécial, figurant aux paragraphes 7.93 et 8.1 de son rapport, selon laquelle la CDSOA est incompatible avec certaines dispositions de l'*Accord antidumping* et de l'*Accord SMC* et que, par conséquent, les États-Unis ne se sont pas conformés à l'article 18.4 de l'*Accord antidumping*, à l'article 32.5 de l'*Accord SMC* ni à l'article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC*;
- c) a confirmé la constatation du Groupe spécial, figurant au paragraphe 8.4 de son rapport, selon laquelle, conformément à l'article 3:8 du Mémoire d'accord, dans la mesure où la CDSOA est incompatible avec des dispositions de l'*Accord antidumping* et de l'*Accord SMC*, elle annule ou compromet des avantages résultant pour les parties plaignantes de ces accords;
- d) a infirmé les constatations du Groupe spécial, figurant aux paragraphes 7.66 et 8.1 de son rapport, selon lesquelles la CDSOA est incompatible avec l'article 5.4 de l'*Accord antidumping* et l'article 11.4 de l'*Accord SMC*;
- e) a rejeté la conclusion du Groupe spécial, figurant au paragraphe 7.63 de son rapport, selon laquelle on peut considérer que les États-Unis n'ont pas agi de bonne foi s'agissant de leurs obligations au titre de l'article 5.4 de l'*Accord antidumping* et de l'article 11.4 de l'*Accord SMC*; et
- f) a rejeté l'allégation des États-Unis selon laquelle le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 9.2 du Mémoire d'accord en ne présentant pas un rapport distinct concernant le différend soumis par le Mexique.

L'Organe d'appel a recommandé que l'ORD demande aux États-Unis de rendre la CDSOA conforme à leurs obligations au titre de l'*Accord antidumping*, de l'*Accord SMC* et du GATT de 1994. Conformément à la demande du Canada, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par l'Organe d'appel, à sa réunion du 27 janvier 2003.

**66. WT/DS219 – Communautés européennes – Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil**

Plainte du Brésil. Le 21 décembre 2000, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec les CE au sujet d'un droit antidumping définitif imposé par le Règlement (CE) n° 1784/2000 concernant les importations d'accessoires de tuyauterie en fonte malléable originaires notamment du Brésil.

- Le Brésil considérait que les CE n'avaient pas établi les faits ainsi qu'il convenait et que leur évaluation de ces faits n'était ni impartiale ni objective, tant au stade provisoire qu'au stade définitif, en particulier en ce qui concerne l'ouverture et le déroulement de l'enquête, y compris l'évaluation, les constatations et les déterminations de l'existence d'un dumping et d'un dommage ainsi que de l'existence d'un lien de causalité entre ces deux éléments.
- Le Brésil a également contesté l'évaluation et les constatations relatives à l'"intérêt de la Communauté".
- En somme, il estimait que des violations de l'article VI du GATT de 1994 et des articles 1<sup>er</sup>, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 11, 12 et 15 de l'Accord antidumping avaient été commises par les CE.

Conformément à la demande du Brésil, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 24 juillet 2001. Le Chili, les États-Unis, le Japon et le Mexique ont réservé leurs droits de tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 5 septembre 2001.

Le 15 janvier 2002, les deux parties ont demandé au Groupe spécial de suspendre ses travaux jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 2002, en vue d'arriver à une solution mutuellement convenue. Le Groupe spécial a accédé à leur demande. Le 28 février 2002, les deux parties ont demandé au Groupe spécial de prolonger la suspension de ses travaux jusqu'au 5 avril 2002 en vue d'arriver à une solution mutuellement convenue. Le Groupe spécial a accédé à cette demande. Le 22 avril 2002, le Groupe spécial a repris ses travaux, conformément à la demande du Brésil. Le 3 mai 2002, le Président du Groupe spécial a notifié à l'ORD qu'il ne pourrait pas achever ses travaux dans un délai de six mois, entre autres choses, en raison de problèmes de calendrier. Le Groupe spécial compte achever ses travaux en décembre 2002. Dans son rapport, distribué aux Membres le 7 mars 2003, le Groupe spécial a conclu que les CE avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre:

- de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* en "réduisant à zéro" les marges de dumping négatives dans leur détermination de l'existence d'un dumping; et
- de l'article 12.2 et 12.2.2 en ce qu'il n'était pas directement discernable dans la détermination provisoire ou définitive publiée que les Communautés européennes avaient traité ou expliqué l'absence d'importance de certains facteurs de dommage énumérés à l'article 3.4.

Le Groupe spécial a donné tort au Brésil sur tous les autres points. Le 23 avril 2003, le Brésil a notifié sa décision de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial.

Dans son rapport, distribué aux Membres le 22 juillet 2003, l'Organe d'appel a rejeté les allégations concernant six questions sur les sept dont le Brésil avait fait appel. Il a confirmé

les constatations du Groupe spécial selon lesquelles les Communautés européennes n'avaient pas agi d'une manière incompatible avec l'article VI:2 du GATT de 1994, ni avec les articles 1<sup>er</sup>, 2.2.2, 3.1, 3.2, 3.3, 3.4, ou 3.5 de l'*Accord antidumping*. Tout en confirmant ces constatations, l'Organe d'appel a rejeté l'allégation du Brésil selon laquelle le Groupe spécial, contrairement à ses obligations au titre de l'article 17.6 i) de l'*Accord antidumping*, n'avait pas correctement évalué les faits de la cause dont il était saisi lorsqu'il a accepté le document appelé pièce n° 12 des CE à titre d'élément de preuve. L'Organe d'appel a infirmé la constatation formulée par le Groupe spécial sur un point. Il a constaté, contrairement au Groupe spécial, que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec l'article 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping* en ne divulguant pas aux parties intéressées pendant l'enquête antidumping certains renseignements sur l'évaluation de la situation de la branche de production nationale qui figuraient dans la pièce n° 12 des CE.

Le 18 août 2003, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

**67. WT/DS221 – États-Unis – Article 129 c) 1) de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay**

Plainte du Canada. Le 17 janvier 2001, le Canada a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant l'article 129 c) 1) de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay et l'Énoncé des mesures administratives accompagnant cette loi. Selon le Canada, alors que l'ORD a jugé que les États-Unis avaient, dans une procédure en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs, agi de manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'Accord antidumping ou de l'Accord SMC, les mesures des États-Unis leur interdisent de se conformer pleinement à la décision de l'ORD. En vertu de la législation des États-Unis, les déterminations sur le point de savoir s'il y a lieu de percevoir des droits antidumping ou des droits compensateurs sont établies après que les importations ont eu lieu. S'agissant des importations qui ont lieu avant une date à laquelle les États-Unis ordonnent le respect de la décision de l'ORD, les mesures obligent les autorités des États-Unis à ne pas tenir compte de ladite décision lorsqu'elles font de telles déterminations, même dans les cas où la détermination sur le point de savoir s'il y a lieu de percevoir des droits antidumping ou des droits compensateurs est établie après la date fixée par l'ORD pour la mise en conformité. Dans ces circonstances, les déterminations des États-Unis concernant la perception de droits antidumping ou compensateurs seraient incompatibles avec les obligations de ce pays au titre de l'Accord antidumping ou de l'Accord SMC.

Le Canada estimait que ces mesures étaient incompatibles avec les obligations découlant pour les États-Unis des dispositions suivantes: l'article 21:3 du Mémoire d'accord, dans le contexte des articles 3:1, 3:2, 3:7 et 21:1 du Mémoire d'accord; l'article VI du GATT de 1994; l'article 10 et note 36, l'article 19.2 et 19.4 et note 51, l'article 21.1, l'article 32.1, 32.2, 32.3 et 32.5 de l'Accord SMC; les articles 1<sup>er</sup>, 9.3, 11.1, 18.1 à 18.4 et note 12 de l'Accord antidumping; et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

Conformément à la demande du Canada, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 23 août 2001. Le Chili, les CE, l'Inde et le Japon ont réservé leurs droits de tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 30 octobre 2001. Le 30 avril 2002, le Président du Groupe spécial a informé l'ORD que le Groupe spécial ne pourrait pas achever ses travaux dans un délai de six mois du fait de la complexité des questions et qu'il comptait remettre son rapport final aux parties d'ici à la fin de juin 2002. Dans son rapport, distribué aux Membres le 15 juillet 2002, le Groupe spécial a conclu que le Canada n'avait pas établi que l'article 129 c) 1) de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay était incompatible avec l'article VI:2, VI:3 et VI:6 a) du GATT de 1994; les articles 1<sup>er</sup>, 9.3, 11.1 et 18.1 et 18.4 de l'Accord antidumping; les articles 10, 19.4, 21.1, 32.1 et 32.5 de l'Accord SMC; et

l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC. À la lumière de sa conclusion, le Groupe spécial n'a formulé aucune recommandation à l'intention de l'ORD.

Le 30 août 2002, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial.

**68. WT/DS222 – Canada – Crédits à l'exportation et garanties de prêts accordés pour les aéronefs régionaux**

Plainte du Brésil. Le 22 janvier 2001, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec le Canada concernant des subventions prétendument accordées à l'industrie canadienne des aéronefs de transport régional. Les allégations du Brésil sont les suivantes:

- des crédits à l'exportation, au sens du point k) de l'Annexe I de l'Accord SMC, sont accordés à l'industrie canadienne des aéronefs de transport régional par la Société pour l'expansion des exportations (SEE) et le Compte du Canada;
- des garanties de prêts, au sens du point j) de l'Annexe I de l'Accord SMC, sont accordées par la SEE, Industrie Canada et la province de Québec, afin de soutenir les exportations de l'industrie canadienne des aéronefs de transport régional;
- de l'avis du Brésil, toutes les mesures susmentionnées sont des subventions, au sens de l'article premier de l'Accord SMC, étant donné qu'il s'agit de contributions financières qui confèrent un avantage;
- selon le Brésil, elles sont également subordonnées, en droit ou en fait, aux exportations et constituent de ce fait une violation de l'article 3 de l'Accord SMC.

Conformément à la demande du Brésil, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 12 mars 2001. L'Australie, les CE, les États-Unis et l'Inde ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 7 mai 2001, le Brésil a demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 11 mai 2001.

Le 9 août 2001, le Groupe spécial a informé l'ORD qu'il ne lui serait pas possible d'achever ses travaux dans le délai de trois mois à compter de la date à laquelle sa composition a été arrêtée. Il a fait savoir qu'il comptait terminer ses travaux en octobre 2001 au plus tard. Dans son rapport, distribué aux Membres le 28 janvier 2002, le Groupe spécial:

- a rejeté les allégations du Brésil selon lesquelles le Compte de la Société et le Compte du Canada de la SEE ainsi que les programmes IQ "en tant que tels" constituaient des subventions à l'exportation prohibées et contraires à l'article 3.1 a) de l'Accord SMC;
- a rejeté l'allégation du Brésil selon laquelle le Compte de la Société et le Compte du Canada de la SEE ainsi que les programmes IQ "tels qu'ils sont appliqués" constituaient des subventions à l'exportation prohibées et contraires à l'article 3.1 a) de l'Accord SMC;
- a confirmé l'allégation du Brésil selon laquelle le financement offert à Air Wisconsin, Air Nostrum et Comair au titre du Compte du Canada de la SEE constituait une subvention à l'exportation prohibée et contraire à l'article 3.1 a) de l'Accord SMC;



- a rejeté l'allégation du Brésil selon laquelle le financement au titre du Compte de la Société de la SEE offert à ASA, ACA, Kendell, Air Nostrum et Comair en décembre 1996, mars 1997 et mars 1998 constituait une subvention à l'exportation prohibée et contraire à l'article 3.1 a) de l'Accord SMC;
- a rejeté l'allégation du Brésil selon laquelle les garanties sur titres fournies par IQ à ACA, Air Littoral, Midway, Mesa Air Group, Air Nostrum et Air Wisconsin constituaient des subventions à l'exportation prohibées et contraires à l'article 3.1 a) de l'Accord SMC; et
- a rejeté l'allégation du Brésil selon laquelle les garanties de prêt fournies par IQ à Mesa Air Group et Air Wisconsin constituaient des subventions à l'exportation prohibées et contraires à l'article 3.1 a) de l'Accord SMC.

Le Groupe spécial a par ailleurs recommandé que le Canada retire les subventions identifiées dans un délai de 90 jours.

À sa réunion du 19 février 2002, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial.

#### **69. WT/DS231 – Communautés européennes – Désignation commerciale des sardines**

Plainte du Pérou. Le 20 mars 2001, le Pérou a demandé l'ouverture de consultations avec les CE concernant le Règlement (CEE) n° 2136/89 qui, selon le Pérou, empêche les exportateurs péruviens de continuer à utiliser pour leurs produits la désignation commerciale de "sardines".

Le Pérou a fait observer que, d'après les normes pertinentes du Codex Alimentarius (STAN 94–181 Rev. 1995), l'espèce "*sardinops sagax sagax*" figurait parmi les espèces qui pouvaient être commercialisées sous le nom de "sardines". En conséquence, le Pérou estimait que le règlement susmentionné constituait un obstacle injustifié au commerce et qu'il contrevenait donc aux dispositions des articles 2 et 12 de l'Accord OTC et de l'article XI:1 du GATT de 1994. En outre, il a fait valoir que le règlement était incompatible avec le principe de non-discrimination et qu'il était donc contraire aux articles I<sup>er</sup> et III du GATT de 1994.

Conformément à la demande du Pérou, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 24 juillet 2001. Le Canada, le Chili, la Colombie, l'Équateur, les États-Unis et le Venezuela ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 31 août 2001, le Pérou a demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 11 septembre 2001. Le 11 mars 2002, le Groupe spécial a informé l'ORD qu'il ne pourrait pas remettre son rapport dans un délai de six mois en raison de la complexité de la question et de problèmes de calendrier. Le Groupe spécial comptait achever ses travaux d'ici à la fin d'avril 2002. Le 3 mai 2002, les parties au différend ont demandé au Groupe spécial de suspendre ses travaux, conformément à l'article 12:12 du Mémorandum d'accord, jusqu'au 21 mai 2002. Le 6 mai 2002, le Groupe spécial a accédé à cette demande.

Dans son rapport, distribué aux Membres le 29 mai 2002, le Groupe spécial a conclu que le Règlement CE était incompatible avec l'article 2.4 de l'Accord OTC.

Le 28 juin 2002, les CE ont notifié leur décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci.

Le 26 septembre 2002, le rapport de l'Organe d'appel a été distribué. L'Organe d'appel:

- a) a constaté que la condition attachée au retrait de la déclaration d'appel du 25 juin 2002 était admissible et que l'appel des CE, introduit par la déclaration d'appel du 28 juin 2002, était recevable;
- b) a constaté que les mémoires d'*amici curiae* présentés étaient recevables mais que leur contenu ne l'aidait pas à statuer au sujet de cet appel;
- c) a confirmé la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.35 de son rapport, selon laquelle le Règlement CE était un "règlement technique" au sens de l'Accord OTC;
- d) a confirmé la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.60 de son rapport, selon laquelle l'article 2.4 de l'Accord OTC s'appliquait aux mesures qui avaient été adoptées avant le 1<sup>er</sup> janvier 1995 et qui n'avaient pas "cessé d'exister", et la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.83 de son rapport, selon laquelle l'article 2.4 de l'Accord OTC s'appliquait aux règlements techniques existants, y compris le Règlement CE;
- e) a confirmé la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.70 de son rapport, selon laquelle Codex Stan 94 était une "norme internationale pertinente" au sens de l'article 2.4 de l'Accord OTC;
- f) a confirmé la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.112 de son rapport, selon laquelle Codex Stan 94 n'avait pas été utilisée "comme base du" Règlement CE au sens de l'article 2.4 de l'Accord OTC;
- g) a infirmé la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.52 de son rapport, selon laquelle, au titre de la deuxième partie de l'article 2.4 de l'Accord OTC, la charge incombait aux CE de démontrer que Codex Stan 94 était "un moyen inefficace ou inapproprié pour réaliser les objectifs légitimes recherchés" par les CE au moyen du Règlement CE, et a constaté au contraire que la charge incombait au Pérou de démontrer que Codex Stan 94 était un moyen efficace et approprié pour réaliser ces "objectifs légitimes", et, a confirmé la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.138 de son rapport, selon laquelle le Pérou avait présenté des éléments de preuve et des arguments juridiques suffisants pour démontrer que Codex Stan 94 n'était pas "inefficace ou inappropriée" pour réaliser les "objectifs légitimes" du Règlement CE;
- h) a rejeté l'allégation des CE selon laquelle le Groupe spécial n'avait pas effectué "une évaluation objective des faits de la cause", comme le prescrivait l'article 11 du Mémoire d'accord;
- i) a rejeté l'allégation des CE selon laquelle le Groupe spécial avait fait une détermination, au paragraphe 7.127 de son rapport, selon laquelle le Règlement CE était restrictif pour le commerce, et, a déclaré sans intérêt et sans effet juridique les deux déclarations, faites au paragraphe 6.11 et dans la note de bas de page 35 du rapport du Groupe spécial, concernant le caractère restrictif pour le commerce du Règlement CE; et
- j) a jugé inutile d'achever l'analyse au titre de l'article 2.2 de l'Accord OTC, de l'article 2.1 de l'Accord OTC, ou de l'article III:4 du GATT de 1994.

Par conséquent, l'Organe d'appel a confirmé la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 8.1 de son rapport, selon laquelle le Règlement CE était incompatible avec l'article 2.4 de l'Accord OTC.

L'Organe d'appel a recommandé que l'ORD demande aux CE de rendre le Règlement CE, dont il avait été constaté dans ce rapport et dans le rapport du Groupe spécial tel qu'il était modifié par ce rapport, qu'il était incompatible avec l'article 2.4 de l'Accord OTC, conforme à leurs obligations au titre de cet accord.

Le 23 octobre 2002, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

**70. WT/DS236 – États-Unis – Déterminations préliminaires concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada**

Plainte du Canada. Le 21 août 2001, le Canada a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au sujet de la détermination préliminaire en matière de droits compensateurs et de la détermination préliminaire de l'existence de circonstances critiques établies par le Département du commerce des États-Unis le 9 août 2001, en ce qui concerne certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada. La demande concernait également certaines mesures des États-Unis relatives aux examens accélérés par entreprise et aux réexamens administratifs. En particulier:

- s'agissant de la détermination préliminaire en matière de droits compensateurs, le Canada considérait qu'elle était incompatible avec les obligations des États-Unis au titre des articles 1<sup>er</sup>, 2, 10, 14, 17.1, 17.5, 19.4 et 32.1 de l'Accord SMC et au titre de l'article VI:3 du GATT de 1994;
- pour ce qui est de la détermination préliminaire de l'existence de circonstances critiques, le Canada considérait qu'elle était incompatible avec les articles 17.1, 17.3, 17.4, 19.4 et 20.6 de l'Accord SMC;
- en ce qui concerne les mesures des États-Unis relatives aux examens accélérés par entreprise et aux réexamens administratifs, le Canada considérait que ces mesures étaient incompatibles avec les obligations des États-Unis au titre de l'article VI:3 du GATT de 1994 et avec les articles 10, 19.3, 19.4, 21.1, 21.2 et 32.1 de l'Accord SMC;
- il considérait également que les États-Unis n'avaient pas assuré la conformité de leurs lois et réglementations avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC, comme l'exigeaient l'article 32.5 de l'Accord SMC et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

Faisant valoir que la détermination préliminaire positive en matière de droits compensateurs et la détermination préliminaire positive de l'existence de circonstances critiques avaient une incidence immédiate et notable sur les échanges, le Canada a demandé la tenue de consultations d'urgence conformément à l'article 4:8 du Mémoire d'accord. Les États-Unis ont accepté d'ouvrir des consultations avec le Canada mais ont refusé de considérer cette affaire comme un cas d'urgence aux fins de l'article 4:8 du Mémoire d'accord étant donné que les mesures visées prévoient le versement d'une caution ou le dépôt de droits préliminaires qui pourraient être remboursés en totalité ou en partie.

Le 25 octobre 2001, le Canada a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 5 novembre 2001, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du

5 décembre 2001, l'ORD a établi un groupe spécial. Les CE et l'Inde ont réservé leur droit de participer aux travaux du Groupe spécial en tant que tierces parties. Le 17 décembre 2001, le Japon a demandé à participer aux travaux du Groupe spécial en tant que tierce partie.

Le 22 janvier 2002, le Canada a demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. Le 1<sup>er</sup> février 2002, le Directeur général a arrêté la composition du Groupe spécial.

Le 27 septembre 2002, le rapport du Groupe spécial a été distribué. Celui-ci a constaté que la détermination préliminaire en matière de droits compensateurs établie par le DOC

- a) n'était pas incompatible avec l'article 1.1 a) de l'Accord SMC lorsque le DOC a constaté que la fourniture de droits de coupe constituait une contribution financière, sous la forme de la fourniture d'un bien ou d'un service;
- b) n'a pas déterminé l'existence d'un avantage conféré aux producteurs de la marchandise visée ni le montant de cet avantage sur la base des conditions du marché existantes au Canada, comme l'exige l'article 1.1 b) et l'article 14 et 14 d) de l'Accord SMC; et
- c) n'a pas établi qu'un avantage était conféré à certains producteurs de la marchandise visée puisque le DOC n'a pas examiné si un avantage était transmis par les producteurs de grumes servant d'intrants non liés en amont aux producteurs de la marchandise visée en aval.

En conséquence, le Groupe spécial a conclu que l'imposition par le DOC de mesures provisoires sur la base de la détermination préliminaire en matière de droits compensateurs était incompatible avec les obligations découlant pour les États-Unis des articles 1.1 b), 10, 14, 14 d) et 17.1 b) de l'Accord SMC.

Le Groupe spécial a appliqué le principe d'économie jurisprudentielle concernant l'allégation du Canada selon laquelle les instructions du DOC transmises aux services des douanes des États-Unis le 4 septembre 2001 imposaient des mesures provisoires dépassant la subvention dont l'existence avait été constatée à titre préliminaire d'une manière incompatible avec les articles 10, 17.2, 17.5, 19.4 et 32.1 de l'Accord SMC et l'article VI:3 du GATT de 1994.

Le Groupe spécial a également conclu que l'imposition rétroactive d'une mesure provisoire sur la base de la détermination préliminaire de l'existence de circonstances critiques établie par le DOC était incompatible avec les articles 20.6, 17.3 et 17.4 de l'Accord SMC et a appliqué le principe d'économie jurisprudentielle concernant l'allégation du Canada selon laquelle le DOC n'a pas établi l'existence de circonstances critiques au titre de l'article 20.6 de l'Accord SMC dans sa détermination préliminaire de l'existence de circonstances critiques.

Enfin, le Groupe spécial a conclu que les lois et réglementations des États-Unis contestées par le Canada relatives aux réexamens accélérés et aux réexamens administratifs n'étaient pas incompatibles avec l'Accord SMC car elles n'exigeaient pas de l'exécutif qu'il agisse d'une manière incompatible avec les obligations découlant pour les États-Unis des articles 19 et 21 de l'Accord SMC en ce qui concerne les réexamens accélérés les réexamens administratifs. En conséquence, il a aussi rejeté les allégations du Canada selon lesquelles les États-Unis n'avaient pas assuré la conformité de leurs lois et réglementations avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC comme l'exigeaient l'article 32.5 de l'Accord SMC et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

Le Groupe spécial a recommandé que l'ORD demande aux États-Unis de rendre leur mesure conforme à leurs obligations au titre de l'Accord SMC.

À sa réunion du 1<sup>er</sup> novembre 2002, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial.

**71. WT/DS238 – Argentine – Mesure de sauvegarde définitive à l'importation de pêches en conserve**

Plainte du Chili. Le 14 septembre 2001, le Chili a demandé l'ouverture de consultations avec l'Argentine au sujet de la mesure de sauvegarde définitive appliquée par ce pays aux importations de pêches conservées dans de l'eau additionnée d'édulcorants, y compris les pêches au sirop, et de pêches conservées d'une autre manière ou dans de l'eau. Selon le Chili, la mesure de sauvegarde définitive appliquée par l'Argentine est incompatible avec les articles 2, 4, 5 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes et avec l'article XIX:1 du GATT de 1994.

Le 6 décembre 2001, le Chili a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 18 décembre 2001, l'ORD a reporté l'établissement du groupe spécial. À la réunion de l'ORD du 18 janvier 2002, un groupe spécial a été établi. Immédiatement après son établissement, le Chili a indiqué que, pour le moment, il ne poursuivrait pas la procédure de désignation des membres du Groupe spécial car il espérait encore arriver à une solution mutuellement satisfaisante avec l'Argentine. Les Communautés européennes, le Paraguay et les États-Unis ont réservé leur droit de participer en tant que tierces parties aux travaux du Groupe spécial. Le 13 mars 2002, le Chili a informé le Président de l'ORD qu'il souhaitait que la composition du Groupe spécial soit arrêtée; ce qui a été fait le 16 avril 2002.

Le 15 octobre 2002, le Président du Groupe spécial a informé l'ORD que le Groupe spécial ne pourrait pas achever ses travaux dans un délai de six mois en raison du calendrier convenu avec les parties et qu'il comptait distribuer son rapport à la fin de janvier 2003. Dans son rapport, distribué aux Membres le 14 février 2003, le Groupe spécial a conclu que la mesure de l'Argentine visant les pêches en conserve avait été imposée de façon incompatible avec certaines dispositions de l'Accord sur les sauvegardes et du GATT de 1994. En particulier:

- l'Argentine avait agi de façon incompatible avec ses obligations au titre de l'article XIX:1 a) du GATT de 1994, en ne démontrant pas l'existence d'une évolution imprévue des circonstances comme celui-ci l'exige;
- l'Argentine avait agi de façon incompatible avec ses obligations au titre de l'article XIX:1 a) du GATT de 1994 et des articles 2:1 et 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes, en ne faisant pas de détermination de l'existence d'un accroissement des importations, en termes absolus ou relatifs, comme ceux-ci l'exigent;
- l'Argentine avait agi de façon incompatible avec ses obligations au titre de l'article XIX:1 a) du GATT de 1994 et des articles 2:1, 4:1 b) et 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes, parce que les autorités compétentes, dans leur détermination concluant à l'existence d'une menace de dommage grave:
  - i) n'avaient pas évalué la totalité des facteurs pertinents influant sur la situation de la branche de production nationale;
  - ii) n'avaient pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination; et

- iii) n'avaient pas constaté l'imminence évidente d'un dommage grave.

Le Groupe spécial n'a pas conclu que l'Argentine avait agi de façon incompatible avec ses obligations au titre des articles 2:1 et 4:1 b) de l'Accord sur les sauvegardes, en fondant une constatation de l'existence d'une menace de dommage grave sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités. Le Groupe spécial a appliqué le principe d'économie jurisprudentielle concernant toutes les autres allégations.

À sa réunion du 15 avril 2003, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial.

**72. WT/DS241 – Argentine – Droits antidumping définitifs visant la viande de volaille en provenance du Brésil**

Plainte du Brésil. Le 7 novembre 2001, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec l'Argentine au sujet des droits antidumping définitifs imposés par ce pays sur les importations de viande de volaille en provenance du Brésil, relevant des lignes 0207.11.00 et 0207.12.00 du tarif du MERCOSUR. Ces mesures ont été mises en place par le Ministère de l'économie argentin par la Décision n° 574 du 21 juillet 2000 publiée au Journal officiel argentin le 24 juillet 2000. Le Brésil considérait que l'imposition des droits antidumping définitifs, ainsi que l'enquête menée par les autorités argentines, avaient peut-être été faussées et fondées sur des procédures erronées ou défectueuses, ce qui était incompatible avec les obligations découlant pour l'Argentine des articles 1<sup>er</sup>, 2, 3, 4, 5, 6, 9 et 12 et de l'Annexe II de l'Accord antidumping, de l'article VI du GATT de 1994 et des articles 1<sup>er</sup> et 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane.

Le 19 novembre 2001, les CE ont demandé à participer aux consultations. Le 25 février 2002, le Brésil a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 8 mars 2002, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. À la réunion de l'ORD du 17 avril 2002, le groupe spécial a été établi. L'Argentine a indiqué que malgré l'établissement du groupe spécial lors de la réunion en cours, elle gardait bon espoir qu'une solution mutuellement satisfaisante pourrait être trouvée au différend. Le Canada, le Chili, les CE, les États-Unis, le Guatemala et le Paraguay ont réservé leurs droits de tierces parties.

Le 17 juin 2002, le Brésil a demandé au Directeur général d'arrêter la composition du groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 27 juin 2002.

Le 18 décembre 2002, le Président du Groupe spécial a informé l'ORD que le Groupe spécial ne pourrait pas achever ses travaux dans un délai de six mois en raison du calendrier convenu avec les parties et qu'il comptait le faire pour le début d'avril 2003.

Dans son rapport distribué aux Membres le 22 avril 2003, le Groupe spécial a constaté que l'Argentine avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre des articles 2.4, 2.4.2, 3.1, 3.2, 3.3, 3.4, 3.5, 5.1, 5.8, 6.1.1, 6.1.3, 6.8, de l'Annexe II, et des articles 6.10 et 12.1 de l'Accord antidumping. Il a également conclu qu'elle n'avait pas agi d'une manière incompatible avec un certain nombre d'articles du même accord et a refusé de se prononcer sur certaines allégations pour des raisons d'économie jurisprudentielle.

À sa réunion du 19 mai 2003, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial.

**73. WT/DS243 – États-Unis – Règles d'origine concernant les textiles et les vêtements**

Plainte de l'Inde. Le 11 janvier 2002, l'Inde a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au sujet des règles d'origine qu'ils appliquent aux importations de textiles et de

vêtements, énoncées à l'article 334 de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay, à l'article 405 de la Loi de 2000 sur le commerce extérieur et le développement et dans les règlements douaniers mettant en œuvre ces dispositions.

L'Inde a fait valoir qu'avant l'adoption de l'article 334 susmentionné, la règle d'origine applicable aux textiles et aux vêtements était celle de la "transformation substantielle". Elle estimait que l'article 334 avait modifié ce système en identifiant les opérations de transformation spécifiques qui confèreraient l'origine aux différents types de textiles et de vêtements. Selon elle, ces modifications semblent avoir été apportées pour protéger le secteur des textiles et des vêtements des États-Unis contre la concurrence des importations. L'Inde a indiqué que les modifications introduites par l'article 334 avaient déjà été contestées par les Communautés européennes au motif qu'elles étaient incompatibles avec les obligations qui découlent pour les États-Unis de l'Accord sur les règles d'origine et d'autres Accords de l'OMC (WT/DS151). Elle a expliqué que ce différend avait été réglé au moyen d'un procès-verbal en vertu duquel les États-Unis étaient convenus d'introduire une législation portant modification de l'article 334. D'après l'Inde, les modifications introduites par ladite législation, à savoir l'article 405, visaient à tenir compte des intérêts particuliers des Communautés européennes en matière d'exportation.

L'Inde estime que les modifications introduites par les articles 334 et 405 ont abouti à des règles extraordinairement complexes en vertu desquelles les critères qui confèrent l'origine varient entre des produits et des opérations de transformation similaires. Elle a fait valoir que la structure des modifications, les circonstances dans lesquelles elles avaient été adoptées et leurs effets sur les conditions de concurrence pour les textiles et les vêtements donnaient à penser qu'elles servaient des buts de politique commerciale. C'est pour ces raisons que l'Inde contestait la compatibilité de ces modifications avec les paragraphes b), c), d) et e) de l'article 2 de l'Accord sur les règles d'origine.

Le 7 mai 2002, l'Inde a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 22 mai 2002, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande de l'Inde, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 24 juin 2002. Les CE, le Pakistan et les Philippines ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 3 juillet 2002, le Bangladesh a réservé ses droits en tant que tierce partie. Le 4 juillet 2002, la Chine a réservé ses droits en tant que tierce partie. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 10 octobre 2002. Le 9 avril 2003, le Président du Groupe spécial a informé l'ORD que, du fait de la complexité des questions, le Groupe spécial ne pourrait pas achever ses travaux dans un délai de six mois et qu'il comptait remettre son rapport final aux parties au début de mai 2003.

Dans son rapport distribué aux Membres le 20 juin 2003, le Groupe spécial a constaté que:

- a) l'Inde n'avait pas établi que l'article 334 de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay était incompatible avec l'article 2 b) ou 2 c) de l'*Accord RO*; et
- b) l'Inde n'avait pas établi que l'article 405 de la Loi sur le commerce et le développement était incompatible avec l'article 2 b), 2 c) ou 2 d) de l'*Accord RO*;
- c) l'Inde n'avait pas établi que les règlements douaniers figurant dans 19 C.F.R. § 102.21 étaient incompatibles avec l'article 2 b), 2 c) ou 2 d) de l'*Accord RO*.

À sa réunion du 21 juillet 2003, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial.

**74. WT/DS244 – États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon**

Plainte du Japon. Le 30 janvier 2002, le Japon a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au sujet des déterminations finales du Département du commerce et de la Commission du commerce international des États-Unis dans le réexamen complet à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon, qui ont été rendues les 2 août 2000 et 21 novembre 2000, respectivement.

- Le Japon soutenait que ces déterminations étaient erronées et fondées sur des décisions, procédures et dispositions défectueuses relevant de la Loi douanière de 1930 des États-Unis telle que modifiée (la Loi) et de la réglementation connexe.
- Le Japon affirmait en outre que les procédures et dispositions de la Loi et de la réglementation connexe ainsi que les déterminations susmentionnées étaient incompatibles avec, entre autres, les articles VI et X du GATT de 1994; les articles 2, 3, 5, 6 (y compris l'Annexe II), 11, 12 et 18.4 de l'Accord antidumping; et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

Le 13 février 2002, les CE ont demandé à participer aux consultations. Le 14 février 2002, l'Inde a demandé à participer aux consultations.

Le 4 avril 2002, le Japon a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 17 avril 2002, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande du Japon, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 22 mai 2002. Le Brésil, le Canada, les CE, le Chili, la Corée, l'Inde, la Norvège et le Venezuela ont réservé leur droit de participer aux travaux du Groupe spécial en tant que tierces parties.

Le 9 juillet 2002, le Japon a demandé au Directeur général d'arrêter la composition du groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 17 juillet 2002.

Le 5 août 2002, le Venezuela a décidé de renoncer à son droit de participer aux travaux du Groupe spécial en tant que tierce partie.

Le 9 janvier 2003, le Président du Groupe spécial a informé l'ORD que le Groupe spécial ne pourrait pas achever ses travaux dans un délai de six mois en raison du calendrier qu'il a adopté après avoir entendu les vues des parties et compte tenu des délais prévus à l'Appendice 3 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Le Groupe spécial compte achever ses travaux pour avril 2003. Le 22 mai 2003, le Groupe spécial a remis son rapport aux parties au différend. Dans son rapport distribué aux Membres le 14 août 2003, le Groupe spécial a rejeté toutes les allégations du Japon contestant divers aspects de la législation et des règlements des États-Unis concernant la réalisation des réexamens à l'extinction des droits antidumping au titre de la législation des États-Unis. Il a constaté, entre autres, que les obligations relatives aux critères en matière de preuve pour l'engagement à l'initiative des autorités et au critère *de minimis* dans le cadre des enquêtes ne s'appliquent pas aux réexamens à l'extinction. Le Groupe spécial a également rejeté l'argument du Japon selon lequel le *Sunset Policy Bulletin*, qui fournit - selon ses propres termes - des indications sur les questions méthodologiques ou analytiques qui ne sont pas explicitement visées par la loi et les règlements, était un instrument impératif qui pouvait être contesté *en tant que tel* dans le cadre du mécanisme de règlement des différends de l'OMC. Il a au contraire constaté que le *Bulletin* pouvait être contesté uniquement dans son application par le DOC à un cas



particulier. Le Groupe spécial a par ailleurs constaté que la détermination de la probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait en l'espèce établie par le DOC n'était pas incompatible avec les règles de l'OMC. En conséquence, le Groupe spécial n'a fait aucune recommandation.

Le 15 septembre 2003, le Japon a adressé une notification d'appel à l'ORD et a déposé la déclaration d'appel auprès de l'Organe d'appel.

Le 12 novembre 2003, le Président de l'Organe d'appel a informé l'ORD que l'Organe d'appel ne serait pas en mesure de distribuer son rapport dans les 60 jours en raison du délai nécessaire pour l'achèvement du rapport et sa traduction, et qu'il estimait que le rapport de l'Organe d'appel concernant cet appel serait distribué aux Membres de l'OMC le 15 décembre 2003 au plus tard.

Dans son rapport, distribué aux Membres le 15 décembre 2003, l'Organe d'appel a confirmé trois constatations et a infirmé quatre des constatations juridiques du Groupe spécial. Contrairement à ce dernier, il a constaté que le *Bulletin* pouvait être contesté dans le cadre d'une procédure de règlement des différends de l'OMC. Toutefois, il n'a pas constaté que les dispositions du *Bulletin* étaient incompatibles avec l'Accord antidumping ou avec l'Accord sur l'OMC. Bien que son analyse des allégations du Japon diffère de celle du Groupe spécial sur des points importants, il n'a formulé aucune constatation selon laquelle les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'Accord antidumping ou de l'Accord sur l'OMC.

À sa réunion du 9 janvier 2004, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

## **75. WT/DS245 – Japon – Mesures visant l'importation de pommes**

Plainte des États-Unis. Le 1<sup>er</sup> mars 2002, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec le Japon au sujet des restrictions prétendument imposées par le Japon à l'importation de pommes en provenance des États-Unis.

La plainte des États-Unis était motivée par le maintien en application par le Japon de restrictions quaranténaires à l'égard des pommes importées au Japon, lesquelles restrictions étaient supposées nécessaires pour prévenir l'introduction du feu bactérien. Parmi les mesures visées par la plainte des États-Unis figuraient l'interdiction des pommes importées en provenance de vergers dans lesquels la présence du feu bactérien avait été décelée, l'obligation d'inspecter les vergers d'exportation trois fois par an en vue de déceler la présence du feu bactérien et l'interdiction d'exporter à destination du Japon les produits provenant d'un verger si le feu bactérien était décelé dans une zone tampon de 500 mètres autour de celui-ci.

Les États-Unis ont allégué que ces mesures pourraient être incompatibles avec les obligations incombant au Japon en vertu des dispositions suivantes:

- article XI du GATT de 1994,
- articles 2:2, 2:3, 5:1, 5:2, 5:3, 5:6, 6:1, 6:2 et 7 et Annexe B de l'Accord SPS; et
- article 14 de l'Accord sur l'agriculture.

Le 7 mai 2002, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 22 mai 2002, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des États-Unis, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 3 juin 2002. L'Australie, le Brésil et les CE ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 10 juin 2002, la Nouvelle-Zélande a réservé ses droits en tant que tierce partie. Le 12 juin 2002, le Taipei chinois a réservé ses droits en tant que tierce partie.

Le 9 juillet 2002, les États-Unis ont demandé au Directeur général d'arrêter la composition du groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 17 juillet 2002. Le 16 janvier 2003, le Président du Groupe spécial a informé l'ORD que le Groupe spécial ne pourrait pas achever ses travaux dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle sa composition a été arrêtée. Le Groupe spécial compte remettre son rapport d'ici à la fin de mai 2003.

Dans son rapport, distribué aux Membres le 15 juillet 2003, le Groupe spécial a constaté que la mesure phytosanitaire du Japon visant l'importation de pommes en provenance des États-Unis était contraire à l'article 2:2 de l'Accord SPS et n'était pas justifiée au titre de l'article 5:7 de l'Accord SPS, et que l'évaluation du risque phytosanitaire de 1999 du Japon ne satisfaisait pas aux prescriptions de l'article 5:1 de l'Accord SPS.

Le 28 août 2003, le Japon a notifié sa décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci.

Le 23 octobre 2003, le Président de l'Organe d'appel a informé l'ORD que l'Organe d'appel ne serait pas en mesure de distribuer son rapport dans les 60 jours en raison du délai nécessaire pour l'achèvement du rapport et sa traduction, et qu'il estimait que le rapport de l'Organe d'appel concernant cet appel serait distribué aux Membres de l'OMC le 26 novembre 2003 au plus tard.

Dans son rapport, distribué le 26 novembre 2003, l'Organe d'appel a rejeté les quatre allégations formulées par le Japon en appel. Il a confirmé les constatations du Groupe spécial selon lesquelles la mesure phytosanitaire en question du Japon était incompatible avec les obligations du Japon dans le cadre des articles 2:2, 5:7 et 5:1 de l'Accord SPS. Il a également constaté que le Groupe spécial s'était dûment acquitté de ses devoirs au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord dans son évaluation des faits de la cause. La seule allégation présentée par les États-Unis en appel remettait en cause le "pouvoir" du Groupe spécial de faire des constatations et de tirer des conclusions concernant les pommes *autres que* les pommes "mûres asymptomatiques". L'Organe d'appel a rejeté cette allégation, constatant que le Groupe spécial avait bien le "pouvoir" d'adopter des décisions concernant toutes les pommes pouvant être exportées des États-Unis vers le Japon, y compris les pommes autres que les pommes "mûres asymptomatiques".

À sa réunion du 10 décembre 2003, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

**76. WT/DS248, WT/DS249, WT/DS251, WT/DS252, WT/DS253, WT/DS254, WT/DS258 et WT/DS259 – États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de certains produits en acier**

Plaintes des Communautés européennes (WT/DS248), du Japon (WT/DS249), de la Corée (WT/DS251), de la Chine (WT/DS252), de la Suisse (WT/DS253), de la Norvège (WT/DS254), de la Nouvelle-Zélande (WT/DS258) et du Brésil (WT/DS259).

Le 7 mars 2002, les Communautés européennes ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au sujet des mesures de sauvegarde définitives imposées par les États-Unis sous la forme d'un relèvement des droits de douane frappant les importations de certains produits en acier plats, des barres laminées à chaud, des barres parachevées à froid, des barres d'armature, de certains produits tubulaires soudés, des accessoires en acier au carbone ou en aciers alliés, des barres en aciers inoxydables, du fil machine en aciers inoxydables, des produits étamés ou chromés et des fils en aciers inoxydables et sous la forme d'un contingent tarifaire à l'importation de brames, avec effet au 20 mars 2002. Les Communautés européennes considéraient que les mesures des États-Unis susmentionnées étaient contraires aux obligations résultant pour ce pays de l'Accord sur les sauvegardes et du GATT de 1994, et en particulier aux articles 2:1, 2:2, 3:1, 3:2, 4:1, 4:2, 5:1, 5:2, 7:1 et 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes et aux articles I:1, XIII et XIX:1 du GATT de 1994. Les Communautés européennes ont également réservé tous leurs droits quant au recours aux mesures correctives prévues dans l'Accord sur les sauvegardes et dans le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Le 14 mars 2002, le Japon et la Corée ont demandé à participer aux consultations. Le 15 mars 2002, la Suisse et le Canada ont aussi demandé à participer aux consultations. Le 20 mars 2002, le Venezuela a également demandé à participer aux consultations. Le 21 mars 2002, la Norvège et la Chine ont à leur tour demandé à participer aux consultations. Le 22 mars 2002, le Mexique a aussi demandé à participer aux consultations. Le 25 mars 2002, la Nouvelle-Zélande a également demandé à participer aux consultations. Les États-Unis ont informé l'ORD qu'ils avaient accepté les demandes de participation aux consultations présentées par le Canada, la Chine, la Corée, le Japon, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, la Suisse et le Venezuela.

Le 20 mars 2002, le Japon (WT/DS249) a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis également au sujet des mesures de sauvegarde définitives imposées par les États-Unis à l'importation de certains produits en acier et a allégué des violations des articles 2:1, 2:2, 3:1, 3:2, 4:1, 4:2, 5:1, 7:1, 7:4, 8:1, 12:1, 12:2 et 12:3 de l'Accord sur les sauvegardes et des articles I:1, II, X:3, XIII et XIX:2 du GATT de 1994. Le 27 mars, la Norvège a demandé à participer aux consultations. Le 5 avril, le Mexique a demandé à participer aux consultations. Le 9 avril 2002, la Nouvelle-Zélande a demandé à participer aux consultations. Les États-Unis ont informé l'ORD qu'ils avaient accepté les demandes de participation aux consultations présentées par le Mexique, la Norvège et la Nouvelle-Zélande.

Le 20 mars 2002, la Corée (WT/DS251) a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis également au sujet des mesures de sauvegarde définitives imposées par les États-Unis à l'importation de certains produits en acier ainsi que des lois pertinentes des États-Unis, y compris les articles 201 et 202 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur et l'article 311 de la Loi portant modalités d'application de l'ALENA. La Corée a allégué des violations des articles 2:1, 2:2, 3, 4, 5, 7:1, 7:4, 8:1, 9:1 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes, des articles X:3 et XIX:1 du GATT de 1994 et de l'article XVI:4 de l'Accord de Marrakech. Le 27 mars 2002, le Japon et la Norvège ont demandé à participer aux consultations. Le 5 avril, le Mexique et la Nouvelle-Zélande ont demandé à participer aux consultations. Les États-Unis ont informé l'ORD qu'ils avaient accepté les demandes de participation aux consultations présentées par le Japon, le Mexique, la Norvège et la Nouvelle-Zélande.

Le 26 mars 2002, la Chine (WT/DS252) a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis également au sujet des mesures de sauvegarde définitives imposées par les États-Unis à l'importation de certains produits en acier et a allégué des violations des articles 2:1, 2:2, 3:1, 3:2, 4:1, 4:2, 5:1, 5:2, 7:1, 8:1, 9:1 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes

et des articles I:1, II, X:3, XIX:1 et XIX:2 du GATT de 1994. Le 4 avril 2002, le Japon a demandé à participer aux consultations. Le 5 avril 2002, la Nouvelle-Zélande a également demandé à participer aux consultations. Les États-Unis ont informé l'ORD qu'ils avaient accepté les demandes de participation aux consultations présentées par le Japon et la Nouvelle-Zélande.

Le 3 avril 2002, la Suisse (WT/DS253) a également demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au sujet des mesures de sauvegarde définitives imposées par les États-Unis à l'importation de certains produits en acier et a allégué des violations des articles 2:1, 2:2, 3, 4:1, 4:2, 5:1, 7:1, 8:1 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes et des articles I:1 et XIX:1 du GATT de 1994. Le 11 avril 2002, la Nouvelle-Zélande a demandé à participer aux consultations. Le 15 avril 2002, le Japon a demandé à participer aux consultations. Les États-Unis ont informé l'ORD qu'ils avaient accepté les demandes de participation aux consultations présentées par le Japon et la Nouvelle-Zélande.

Le 4 avril 2002, la Norvège (WT/DS254) a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au sujet des mêmes mesures de sauvegarde imposées par les États-Unis à l'importation de certains produits en acier et a allégué des violations des articles 3, 4:1, 4:2, 5:1, 7, 8:1, 9:1 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes et des articles I:1, II, X:3 et XIX:1 du GATT de 1994. Le 11 avril 2002, la Nouvelle-Zélande a demandé à participer aux consultations. Le 15 avril 2002, le Japon a demandé à participer aux consultations. Les États-Unis ont informé l'ORD qu'ils avaient accepté les demandes de participation aux consultations présentées par le Japon et la Nouvelle-Zélande.

Le 14 mai 2002, la Nouvelle-Zélande (WT/DS258) a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au sujet des mêmes mesures de sauvegarde concernant l'acier imposées par les États-Unis et a allégué des violations des articles 2:1, 2:2, 3:1, 3:2, 4:1, 4:2, 5:1, 7, 8:1 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes et des articles I:1, X et XIX:1 du GATT de 1994. Le 24 mai 2002, les Communautés européennes ont demandé à participer aux consultations. Le 27 mai 2002, le Japon a demandé à participer aux consultations. Le 30 mai 2002, la Corée a demandé à participer aux consultations. Le 31 mai 2002, la Norvège, la Chine et le Mexique ont demandé à participer aux consultations. Les États-Unis ont informé l'ORD qu'ils avaient accepté les demandes de participation aux consultations présentées par les CE, la Chine, la Corée, le Japon, le Mexique et la Norvège.

Le 21 mai 2002, le Brésil (WT/DS259) a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au sujet des mêmes mesures de sauvegarde définitives imposées par les États-Unis à l'importation de certains produits en acier. Le 24 mai 2002, les Communautés européennes ont demandé à participer aux consultations. Le 27 mai 2002, le Japon a demandé à participer aux consultations. Le 30 mai 2002, la Corée a demandé à participer aux consultations. Le 31 mai 2002, la Norvège, la Chine et le Mexique ont demandé à participer aux consultations. Les États-Unis ont informé l'ORD qu'ils avaient accepté les demandes de participation aux consultations présentées par les CE, la Chine, la Corée, le Japon, le Mexique et la Norvège.

Suite aux demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées individuellement par les huit plaignants aux réunions indiquées ci-après de l'ORD:

- 3 juin 2002 – les CE ont allégué que les mesures des États-Unis étaient contraires aux articles 2:1, 3:1, 4:2 a), 4:2 b), 4:2 c) et 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes et à l'article XIX:1 du GATT de 1994;
- 14 juin 2002 – le Japon a allégué que les mesures des États-Unis étaient contraires aux articles 2, 3, 4 et 5 de l'Accord sur les sauvegardes et aux articles I:1, X:3

et XIX:1 du GATT de 1994. La Corée a allégué que les mesures des États-Unis étaient contraires aux articles 2, 3, 4, 5, 7:1, 8:1, 9:1 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes et aux articles X:3, XIII et XIX du GATT de 1994;

- 24 juin 2002 – la Chine a allégué que les mesures des États-Unis étaient contraires aux articles 2:1, 3:1, 4:1, 4:2, 5:1, 5:2, 8:1, 9:1 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes et aux articles I:1, II et XIX du GATT de 1994. La Suisse a allégué que les mesures des États-Unis étaient contraires aux articles 2:1, 2:2, 3:1, 4, 5:1 et 8:1 de l'Accord sur les sauvegardes et à l'article XIX:1 du GATT de 1994. La Norvège a allégué que les mesures des États-Unis étaient contraires aux articles 2, 3, 4, 5:1, 7:1 et 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes et aux articles I:1, X:3 a) et XIX du GATT de 1994;
- 8 juillet 2002 – la Nouvelle-Zélande a allégué que les mesures des États-Unis étaient contraires aux articles 2:1, 2:2, 3:1, 4:2, 5:1, 7 et 8:1 de l'Accord sur les sauvegardes et aux articles X:3 a) et XIX:1 du GATT de 1994;
- 29 juillet 2002 – le Brésil a allégué que les mesures des États-Unis étaient contraires aux articles 2:1, 2:2, 3:1, 4 et 5 de l'Accord sur les sauvegardes et aux articles I:1, X:3 et XIX:1 du GATT de 1994.

L'ORD a établi un groupe spécial unique, conformément à un accord entre les parties et à l'article 9:1 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Les Membres qui avaient réservé leurs droits de tierces parties dans les groupes spéciaux établis à la demande de ces parties ont également été considérés comme tierces parties dans le Groupe spécial unique. Le Canada, Cuba, la Malaisie, le Mexique, le Taipei chinois, la Thaïlande, la Turquie et le Venezuela ont réservé leur droit de participer aux travaux du Groupe spécial en tant que tierces parties.

Le 15 juillet 2002, l'ORD a été informé d'un accord procédural entre les États-Unis et les Communautés européennes, le Japon, la Corée, la Chine, la Suisse, la Norvège et la Nouvelle-Zélande. Le 18 juillet 2002, l'ORD a été informé d'un accord procédural entre les États-Unis et le Brésil.

Le 15 juillet 2002, les Communautés européennes, le Japon, la Corée, la Chine, la Suisse, la Norvège et la Nouvelle-Zélande ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 25 juillet 2002.

Le 23 octobre 2002, la Malaisie a décidé de renoncer à son droit de participer aux travaux du Groupe spécial en tant que tierce partie.

Le 20 février 2003, le Président du Groupe spécial a informé l'ORD que le Groupe spécial ne pourrait pas achever ses travaux dans un délai de six mois étant donné le volume, la complexité et le caractère sensible des questions juridiques et factuelles soulevées. Le Groupe spécial espérait achever ses travaux pour la fin d'avril 2003.

Dans ses rapports<sup>3</sup>, distribués aux Membres le 11 juillet 2003, le Groupe spécial a conclu que toutes les mesures de sauvegarde des États-Unis en cause étaient incompatibles avec au moins une des conditions préalables de l'OMC aux fins de l'application d'une mesure de sauvegarde suivantes: absence de démonstration de l'existence i) d'une évolution imprévue des circonstances; ii) d'un accroissement des importations; iii) d'un lien de causalité; et iv) d'un parallélisme. Le Groupe spécial a donc demandé aux États-Unis de rendre les mesures de sauvegarde pertinentes conformes aux obligations qui résultent pour eux de l'Accord sur les sauvegardes et du GATT de 1994.

Le 11 août 2003, les États-Unis ont notifié leur décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci.

Le 8 octobre 2003, le Président de l'Organe d'appel a informé l'ORD que l'Organe d'appel ne serait pas en mesure de distribuer son rapport dans les 60 jours en raison du délai nécessaire pour l'achèvement du rapport et sa traduction, et qu'il estimait que le rapport de l'Organe d'appel concernant cet appel serait distribué aux Membres de l'OMC le 10 novembre 2003 au plus tard.

Dans son rapport, distribué aux Membres le 10 novembre 2003, l'Organe d'appel a confirmé les constatations finales du Groupe spécial selon lesquelles chacune des dix mesures de sauvegarde en cause dans ce différend était incompatible avec les obligations qui découlent pour les États-Unis de l'article XIX:1 a) du GATT de 1994 et de l'*Accord sur les sauvegardes*. Il a infirmé les constatations formulées par le Groupe spécial selon lesquelles les États-Unis n'avaient pas fourni d'explication motivée et adéquate concernant l'"accroissement des importations" et l'existence d'un "lien de causalité" entre l'accroissement des importations et le dommage grave pour deux des dix mesures de sauvegarde. Toutefois, il a finalement été constaté que même ces deux mesures étaient incompatibles avec l'*Accord sur l'OMC* pour d'autres motifs.

À sa réunion du 10 décembre 2003, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

B. RAPPORTS DE L'ORGANE D'APPEL ET DE GROUPES SPÉCIAUX DE LA MISE EN CONFORMITÉ (ARTICLE 21:5) ADOPTÉS

1. WT/DS18/RW – Australie – Mesures visant les importations de saumons

(Pour le détail de cette affaire, voir la série de documents WT/DS18.) Le Canada a demandé, conformément à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, que le groupe spécial initial

---

<sup>3</sup> Bien que toutes les plaintes déposées par les huit coplaignants aient été examinées dans le cadre d'une seule procédure de groupe spécial, les États-Unis ont demandé que soient distribués huit rapports distincts de groupe spécial, alléguant que toute autre façon de procéder porterait préjudice à leurs droits dans le cadre de l'OMC, y compris à leur droit de régler le différend avec les différents plaignants. Les plaignants se sont vigoureusement opposés à cette demande, indiquant que le fait d'y accéder ne ferait que ralentir les travaux du Groupe spécial. Le Groupe spécial a décidé de rendre ses décisions sous la forme d'"un document constituant huit rapports du Groupe spécial". Ainsi, au sein de l'OMC, ce document est réputé constituer huit rapports distincts concernant chacun des huit plaignants dans ce différend. Le document se compose d'une page de couverture commune, d'une partie descriptive commune et d'une série de constatations communes. Toutefois, il contient également des conclusions et des recommandations "particularisées" pour chacun des plaignants, avec un numéro (symbole) distinct pour chacun des plaignants. De l'avis du Groupe spécial, cette approche respectait les droits de toutes les parties tout en garantissant le règlement rapide et efficace des différends.

détermine si les mesures prises par l'Australie pour mettre en œuvre les recommandations de l'ORD étaient compatibles avec les règles de l'OMC. À sa réunion du 28 juillet 1999, l'ORD a accepté la demande du Canada et a renvoyé la question devant le groupe spécial initial pour qu'il détermine la compatibilité des mesures de mise en œuvre avec les règles de l'OMC. Les CE, les États-Unis et la Norvège ont réservé leurs droits de tierces parties. L'ORD a également soumis à arbitrage la demande de suspension de concessions présentée par le Canada, compte tenu de la contestation par l'Australie du niveau de l'annulation des avantages subie par le Canada. La composition du Groupe spécial de la mise en conformité et le choix de l'arbitre ont été arrêtés le 7 septembre 1999.

Le 18 février 2000, le rapport du Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends a été distribué aux Membres. Le Groupe spécial a constaté que:

- en raison des retards qui étaient intervenus dans l'entrée en vigueur de plusieurs mesures de mise en œuvre, lesquels allaient au-delà de l'expiration du délai raisonnable accordé à l'Australie pour procéder à la mise en œuvre des recommandations de l'ORD, aucune mesure de mise en conformité n'existait au sens de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord pour ce qui était d'un certain nombre de produits visés et de certaines périodes spécifiques. Par conséquent, au cours de ces périodes, l'Australie n'avait pas mis sa mesure en conformité avec l'Accord SPS, au sens de l'article 22:6 du Mémorandum d'accord;
- l'Australie, en restreignant les importations et la levée de la quarantaine aux seuls produits à base de saumons qui étaient "prêts à cuire", ainsi que cette expression était définie expressément, maintenait des mesures sanitaires qui n'étaient pas "établies sur la base d'une évaluation des risques, ce qui était contraire aux dispositions des articles 5:1 et 2:2 de l'Accord SPS. Le Groupe spécial a également considéré que cela était contraire aux dispositions de l'article 5:6 dudit accord;
- enfin, l'Australie avait enfreint les articles 5:1 et 2:2 de l'Accord SPS en raison d'une mesure promulguée par le gouvernement de la Tasmanie, laquelle interdisait effectivement l'importation de certains produits à base de saumons canadiens dans la plus grande partie de la Tasmanie sans être établie sur la base d'une évaluation des risques et sans preuves scientifiques suffisantes.

À sa réunion du 20 mars 2000, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial de la mise en conformité.

## **2. WT/DS27/RW – Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes**

(Pour le détail de cette affaire, voir la série de documents WT/DS27.) Le 15 décembre 1998, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial au titre de l'article 21:5 pour déterminer que les mesures de mise en œuvre des CE devaient être présumées conformes aux règles de l'OMC tant qu'elles n'étaient pas mises en cause selon les procédures prévues par le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Le 18 décembre 1998, l'Équateur a demandé le rétablissement du groupe spécial initial pour examiner si les mesures prises par les CE pour mettre en œuvre les recommandations de l'ORD étaient compatibles avec les règles de l'OMC. À sa réunion du 12 janvier 1999, l'ORD a décidé de reconvoquer le groupe spécial initial, conformément à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, pour examiner les demandes de l'Équateur et des CE. La Jamaïque, le Nicaragua,

la Colombie, le Costa Rica, la Côte d'Ivoire, la République dominicaine, la Dominique, Sainte-Lucie, Maurice et Saint-Vincent ont indiqué qu'ils souhaitaient s'associer en tant que tierces parties à ces deux demandes, tandis que l'Équateur et l'Inde ont fait part de leur intérêt en tant que tierces parties en ce qui concernait seulement la demande des CE. La composition du Groupe spécial de la mise en conformité a été arrêtée le 18 janvier 1999. Les rapports des deux Groupes spéciaux de la mise en conformité ont été distribués le 12 avril 1999.

Le Groupe spécial établi à la demande des CE, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord, a constaté que, puisque l'Équateur avait effectivement contesté la compatibilité avec l'OMC des mesures prises par les Communautés européennes aux fins de la mise en œuvre des recommandations de l'ORD, il ne pouvait pas partager l'avis des CE selon lequel il devait être présumé qu'elles se conformaient aux recommandations de l'ORD. Le rapport du Groupe spécial de la mise en conformité établi à la demande des CE, au titre de l'article 21:5 du Mémoire d'accord, n'a jamais été adopté par l'ORD.

Le Groupe spécial établi à la demande de l'Équateur, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord, a constaté que les mesures de mise en œuvre prises par les CE en conformité avec les recommandations de l'ORD n'étaient pas pleinement compatibles avec les obligations contractées par les CE dans le cadre de l'OMC. Le rapport du Groupe spécial de la mise en conformité établi à la demande de l'Équateur, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord, a été adopté par l'ORD le 6 mai 1999.

**3. WT/DS46/RW et WT/DS46/RW/2 – Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs**

(Pour le détail de cette affaire, voir la série de documents WT/DS46.) Le 23 novembre 1999, le Canada a demandé l'établissement d'un groupe spécial au titre de l'article 21:5, invitant ledit groupe à constater que le Brésil n'avait pas pris de mesures pour se conformer pleinement aux décisions et recommandations adoptées par l'ORD. Le Canada et le Brésil sont parvenus à un accord au sujet des procédures qui seraient applicables conformément aux articles 21 et 22 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et à l'article 4 de l'Accord sur les subventions. À sa réunion du 9 décembre 1999, l'ORD est convenu de reconvoquer le groupe spécial initial conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord. L'Australie, les CE et les États-Unis ont réservé leurs droits de tierces parties. La composition du Groupe spécial de la mise en conformité a été arrêtée le 17 décembre 1999.

Le rapport du Groupe spécial de la mise en conformité a été distribué aux Membres le 9 mai 2000. Le Groupe spécial a constaté que les mesures prises par le Brésil pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD étaient inexistantes ou n'étaient pas compatibles avec l'Accord sur les subventions. Lorsqu'il est arrivé à cette conclusion, il a nettement rejeté le moyen de défense allégué par le Brésil selon lequel les versements PROEX étaient autorisés au titre du point k) de l'Annexe I de l'Accord sur les subventions, ajoutant que si un Membre de l'OMC était confronté à un crédit à l'exportation qui avait été accordé à des conditions qu'il ne pouvait pas évaluer d'une manière compatible avec l'Accord SMC, le bon réflexe dans ces cas-là consistait à contester ce crédit à l'exportation dans le cadre du mécanisme de règlement des différends de l'OMC.

Le 22 mai 2000, le Brésil a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial d'examen. Dans son rapport, distribué aux Membres le 21 juillet 2000, l'Organe d'appel a confirmé la conclusion du Groupe spécial d'examen selon laquelle le Brésil n'avait pas mis en œuvre la recommandation de l'ORD du fait de la poursuite de l'émission par le Brésil d'obligations NTN-I, après le 18 novembre 1999, en exécution de lettres d'engagement émises avant le 18 novembre 1999.



Il a également confirmé les constatations du Groupe spécial d'examen selon lesquelles les versements effectués au titre du PROEX révisé étaient prohibés par l'article 3 de l'Accord sur les subventions et n'étaient pas justifiés au titre du point k) de la Liste exemplative du même accord. Il a donc confirmé la conclusion du Groupe spécial d'examen selon laquelle le Brésil n'avait pas mis en œuvre les recommandations de l'ORD. À sa réunion du 4 août 2000, celui-ci a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

Le 22 janvier 2001, le Canada a demandé à l'ORD de porter de nouveau la question devant le Groupe spécial initial, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord. À sa réunion du 16 février 2001, l'ORD a porté la question devant le Groupe spécial initial. L'Australie, les CE et la Corée ont réservé leurs droits de tierces parties. Dans son rapport, distribué le 26 juillet 2001, le Groupe spécial a conclu que:

- il n'avait pas été établi que le PROEX III, en tant que tel, était incompatible avec l'article 3.1 a) de l'Accord SMC;
- le PROEX III, en tant que tel, était justifié en vertu du second paragraphe du point k) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation contenue dans l'Annexe I de l'Accord SMC;
- le PROEX III ne pouvait pas être justifié en vertu du premier paragraphe du point susmentionné.

À sa réunion du 23 août 2001, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial concernant ce deuxième recours à l'article 21:5 du Mémoire d'accord.

#### **4. WT/DS58/RW – États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes**

(Pour le détail de cette affaire, voir la série de documents WT/DS58.) Le 12 octobre 2000, au motif que les États-Unis n'avaient pas mis en œuvre de façon appropriée les recommandations de l'ORD, la Malaisie a demandé que la question soit portée devant le groupe spécial initial conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Elle estimait, en particulier, que, en ne rapportant pas la prohibition à l'importation et en ne prenant pas les mesures nécessaires pour autoriser l'importation sans restriction de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes, les États-Unis ne s'étaient pas conformés aux recommandations et décisions de l'ORD. À sa réunion du 23 octobre 2000, l'ORD a porté cette question devant le groupe spécial initial conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. L'Australie, le Canada, les CE, l'Équateur, l'Inde, le Japon, le Mexique, le Pakistan, la Thaïlande et Hong Kong, Chine ont réservé leurs droits de tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 8 novembre 2000.

Dans son rapport, distribué le 15 juin 2001, le Groupe spécial a conclu que:

- la mesure que les États-Unis avaient adoptée pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD contrevenait à l'article XI:1 du GATT de 1994;
- au vu des recommandations et décisions de l'ORD, l'article 609 de la Loi générale n° 101-162, tel qu'il était mis en œuvre aux termes des Directives révisées du 8 juillet 1999 et tel qu'il avait été appliqué jusque-là par les autorités des États-Unis,

était justifié au regard de l'article XX du GATT de 1994 aussi longtemps que les conditions énoncées dans les constatations figurant dans le présent rapport, en particulier la poursuite d'efforts sérieux de bonne foi en vue de parvenir à un accord multilatéral, continuaient d'être réunies;

- si l'une ou l'autre des conditions mentionnées précédemment cessait d'être remplie, les recommandations de l'ORD pourraient ne plus être respectées. En pareille circonstance, l'une ou l'autre des parties plaignantes dans l'affaire initiale pourrait être habilitée à avoir de nouveau recours à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.

Le 23 juillet 2001, la Malaisie a notifié à l'ORD son intention de faire appel du rapport susmentionné. Elle a demandé, en particulier, que l'Organe d'appel examine la constatation du Groupe spécial selon laquelle la mesure des États-Unis en cause ne constituait pas une discrimination injustifiable ou arbitraire entre les pays où les mêmes conditions existaient et faisait donc partie des mesures autorisées au titre de l'article XX du GATT de 1994 aussi longtemps que les conditions énoncées dans les constatations figurant dans le rapport du Groupe spécial, en particulier la poursuite d'efforts sérieux de bonne foi en vue de parvenir à un accord multilatéral, continuaient d'être réunies.

Le 19 septembre 2001, l'Organe d'appel a informé l'ORD que la distribution de son rapport serait retardée. Dans son rapport, distribué aux Membres le 22 octobre 2001, l'Organe d'appel a confirmé les constatations contestées du Groupe spécial. Étant donné qu'il a confirmé les constatations du Groupe spécial selon lesquelles la mesure des États-Unis est maintenant appliquée d'une façon qui satisfait aux prescriptions de l'article XX du GATT de 1994, l'Organe d'appel s'est abstenu de faire des recommandations. Le 21 novembre 2001, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel.

## **5. WT/DS70/RW – Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils**

(Pour le détail de cette affaire, voir la série de documents WT/DS70.) Le 23 novembre 1999, le Brésil a demandé l'établissement d'un groupe spécial au titre de l'article 21:5, parce qu'il considérait que le Canada n'avait pas pris de mesures pour se conformer pleinement aux décisions et recommandations adoptées par l'ORD. Le Brésil et le Canada sont parvenus à un accord au sujet des procédures qui seraient applicables conformément aux articles 21 et 22 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends et à l'article 4 de l'Accord sur les subventions. À sa réunion du 9 décembre 1999, l'ORD est convenu de reconvoquer le groupe spécial initial conformément à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. L'Australie, les CE et les États-Unis ont réservé leurs droits de tierces parties. La composition du Groupe spécial de la mise en conformité a été arrêtée le 17 décembre 1999.

Dans son rapport, distribué le 9 mai 2000, le Groupe spécial de la mise en conformité a constaté:

- i) que le Canada avait mis en œuvre la recommandation de l'ORD visant à ce que le Canada retire l'aide accordée par le Programme Partenariat Technologique Canada (PTC) au secteur canadien des aéronefs de transport régional dans un délai de 90 jours;
- ii) mais que le Canada n'avait pas mis en œuvre la recommandation de l'ORD visant à ce que le Canada retire l'aide accordée par le Compte du Canada au secteur canadien des aéronefs de transport régional dans un délai de 90 jours.

S'agissant de cette dernière constatation, il a considéré que les mesures prises par le Canada n'étaient pas suffisantes pour garantir que les futures opérations du Compte du Canada dans le secteur des aéronefs de transport régional seraient conformes aux dispositions en matière de taux d'intérêt de l'Arrangement de l'OCDE, et par là même rempliraient les conditions requises pour bénéficier du refuge offert par le point k) de l'Annexe I de l'Accord SMC. Il a donc conclu que les mesures prises par le Canada ne garantissaient pas que lesdites opérations du Compte du Canada ne seraient pas des subventions à l'exportation prohibées.

Le 22 mai 2000, le Brésil a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial de la mise en conformité. Le rapport de l'Organe d'appel a été distribué aux Membres le 21 juillet 2000. L'Organe d'appel a constaté que le Groupe spécial d'examen avait commis une erreur en refusant d'examiner l'un des arguments du Brésil selon lequel le programme PTC révisé était incompatible avec l'article 3.1 a) de l'Accord sur les subventions. Toutefois, il a également constaté que le Brésil n'avait pas démontré que ledit programme était incompatible avec l'article 3.1 a) et, par conséquent, qu'il n'avait pas établi que le Canada n'avait pas mis en œuvre les recommandations de l'ORD. L'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel, à sa réunion du 4 août 2000. Le Canada a fait savoir qu'il avait l'intention de mettre en œuvre les recommandations de l'ORD concernant le Programme du compte du Canada.

**6. WT/DS99/RW – États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée**

(Pour le détail de cette affaire, voir la série de documents WT/DS99.) Le 9 mars 2000, la Corée a informé l'ORD qu'elle estimait que les mesures prises par les États-Unis pour se conformer aux décisions et recommandations de l'ORD n'étaient pas compatibles avec l'Accord antidumping, ni avec l'article X:1 du GATT de 1994. Elle a donc demandé que cette question soit portée devant le groupe spécial initial, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord. Le 6 avril 2000, la Corée a réitéré sa demande. À sa réunion du 25 avril 2000, l'ORD est convenu de reconvoquer le groupe spécial initial conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord. Les CE ont réservé leurs droits de tierce partie. La composition du Groupe spécial de la mise en conformité a été arrêtée le 11 mai 2000.

Le 19 septembre 2000, la Corée a demandé au Groupe spécial de suspendre ses travaux, y compris la publication de son rapport intérimaire, "jusqu'à nouvel ordre", conformément à l'article 12:12 du Mémoire d'accord. Dans une lettre adressée aux parties le 21 septembre 2000, le Groupe spécial a accédé à cette demande. Le 20 octobre 2000, les parties ont notifié à l'ORD la solution mutuellement satisfaisante qu'elles avaient trouvée à la question, qui prévoyait l'abrogation de l'ordonnance antidumping en cause à l'issue du réexamen "à l'extinction" prévu au bout de cinq ans et réalisé par le Département du commerce des États-Unis.

**7. WT/DS103/RW et WT/DS113/RW – Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers**

(Pour en savoir plus sur le déroulement de cette affaire et sur la suite qui y a été donnée, voir la série de documents WT/DS103 et le document WT/DS103/RW/2, respectivement.) Le 16 février 2001, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande ont demandé à l'ORD de soumettre cette question au Groupe spécial initial conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord. À sa réunion du 1<sup>er</sup> mars 2001, l'ORD a porté la question devant le Groupe spécial initial. L'Australie, les CE et le Mexique ont réservé leurs droits de tierces parties. La composition du Groupe spécial de la mise en conformité a été arrêtée le 12 avril 2001.

Dans son rapport, distribué le 11 juillet 2001, le Groupe spécial de la mise en conformité a conclu que le Canada, du fait de son régime LEC et du maintien de la classe spéciale de lait 5 d), avait agi de manière incompatible avec ses obligations au titre des articles 3:3 et 8 de l'Accord sur l'agriculture, en accordant des subventions à l'exportation – au sens de l'article 9:1 c) de l'Accord sur l'agriculture – qui excédaient les niveaux d'engagement en matière de quantités qui étaient indiqués dans sa Liste pour les exportations de fromage en ce qui concernait l'année de commercialisation 2000/01.

Le 4 septembre 2001, le Canada a formé un recours auprès de l'Organe d'appel au sujet du rapport du Groupe spécial de la mise en conformité. Ce recours concerne en particulier la constatation du Groupe spécial selon laquelle les mesures canadiennes en question constituent des subventions à l'exportation au sens de l'article 9:1 c) de l'Accord sur l'agriculture. Le Canada estimait que la constatation du Groupe spécial selon laquelle les ventes de lait d'exportation commerciale constituaient des versements financés en vertu d'une mesure des pouvoirs publics était fondée sur des constatations erronées relatives à des points de droit et à des interprétations connexes du droit concernant l'interprétation et l'application dudit article 9:1 c).

Le rapport de l'Organe d'appel a été distribué aux Membres le 3 décembre 2001. L'Organe d'appel a infirmé les constatations du Groupe spécial de la mise en conformité selon lesquelles la fourniture de LEC par les producteurs de lait nationaux aux transformateurs de lait nationaux donnait lieu à des "versements" à l'exportation de lait "qui sont financés en vertu d'une mesure des pouvoirs publics" au sens de l'article 9:1 c) de l'Accord sur l'agriculture. L'Organe d'appel a conclu qu'à la lumière des constatations factuelles faites par le Groupe spécial et des faits incontestés figurant dans le dossier du Groupe spécial, il n'était pas en mesure d'achever l'analyse des allégations formulées par la Nouvelle-Zélande et les États-Unis au titre des articles 9:1 c) ou 10:1 de l'Accord sur l'agriculture, ni de l'allégation formulée par les États-Unis au titre de l'article 3.1 de l'Accord SMC. À sa réunion du 18 décembre 2001, l'Organe d'appel a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, infirmé par le rapport de l'Organe d'appel.

**8. WT/DS103/RW/2 et WT/DS113/RW/2 – Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers**

(Pour le détail de cette affaire, voir les séries de documents WT/DS103 et WT/DS103/RW.) Le 6 décembre 2001, les États-Unis ont présenté à l'ORD un deuxième recours à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends en vue de l'établissement d'un groupe spécial. Les États-Unis ont indiqué que, le rapport de l'Organe d'appel au titre de l'article 21:5 ne contenant pas de constatations sur la compatibilité des nouvelles mesures appliquées par le Canada, ils étaient toujours d'avis que le Canada ne s'était pas conformé aux recommandations et décisions initiales de l'ORD. À la même date, la Nouvelle-Zélande a présenté une demande similaire.

À sa réunion du 18 décembre 2001, l'ORD est convenu de porter pour la deuxième fois devant le Groupe spécial initial, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord, la question soulevée par la Nouvelle-Zélande et les États-Unis. À cette réunion, les CE et l'Australie ont réservé leur droit de participer en tant que tierces parties aux travaux du Groupe spécial. Le 28 décembre 2001, l'Argentine a réservé le même droit.

Le 18 décembre 2001, le Canada a conclu avec la Nouvelle-Zélande et les États-Unis, respectivement, des Mémoires d'accord additionnels concernant des procédures au titre des articles 21 et 22 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. En vertu de

ces deux Mémoires d'accord, le Canada et la partie intéressée sont convenus de demander que l'arbitrage sollicité par le Canada au titre de l'article 22:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends soit suspendu en attendant les conclusions du Groupe spécial de la mise en conformité.

La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 17 janvier 2002. Dans son rapport, distribué aux Membres le 26 juillet 2002, le Groupe spécial a conclu que le Canada, du fait du régime LEC et du maintien de la classe spéciale de lait 5 d), avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre des articles 3:3 et 8 de l'Accord sur l'agriculture, en octroyant des subventions à l'exportation au sens de l'article 9:1 c) de l'Accord sur l'agriculture en dépassement des niveaux de ses engagements en matière de quantités spécifiés dans sa Liste pour les exportations de fromage et d'"autres produits laitiers". Il a également conclu que le Canada avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 10:1 de l'Accord sur l'agriculture, et que par conséquent, le Canada avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 8 de l'Accord sur l'agriculture. En conséquence, le Groupe spécial a recommandé que l'ORD demande au Canada de rendre son régime de commercialisation des produits laitiers conforme à ses obligations en matière de subventions à l'exportation au titre de l'Accord sur l'agriculture.

Le 23 septembre 2002, le Canada a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le groupe spécial de la mise en conformité. Dans son rapport, distribué aux Membres le 20 décembre 2002, l'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle la mesure en cause, à savoir la fourniture de "lait d'exportation commerciale" ("LEC") par les producteurs de lait canadiens aux transformateurs de lait canadiens, donnait lieu à des subventions à l'exportation sous la forme de "versements" à l'exportation de lait, qui étaient "financés en vertu d'une mesure des pouvoirs publics", au sens de l'article 9:1 c) de l'Accord sur l'agriculture. Il a infirmé l'interprétation que le Groupe spécial a donnée des règles concernant la charge de la preuve prévues à l'article 10:3 de l'Accord sur l'agriculture. Toutefois, il était d'avis que cette erreur n'avait altéré aucune autre constatation du Groupe spécial au titre de l'Accord sur l'agriculture. Compte tenu de sa conclusion au titre de l'article 9:1 c) de l'Accord sur l'agriculture, il a refusé de se prononcer sur la constatation subsidiaire formulée par le Groupe spécial au titre de l'article 10:1 de l'Accord sur l'agriculture.

Le 17 janvier 2003, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

#### **9. WT/DS108/RW – États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"**

(Pour le détail de cette affaire, voir la série de documents WT/DS108.) Le 7 décembre 2000, les CE ont fait savoir à l'ORD que les consultations n'avaient pas permis de régler le différend et qu'elles demandaient l'établissement d'un groupe spécial au titre de l'article 21:5 du Mémoire d'accord. À sa réunion du 20 décembre 2000, l'ORD a décidé de soumettre la question au Groupe spécial initial. L'Australie, le Canada, l'Inde, la Jamaïque et le Japon ont réservé leurs droits de tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 5 janvier 2001. Le 21 décembre 2000, conformément à un accord conclu entre les parties, les États-Unis et les CE ont demandé conjointement à l'arbitre au titre de l'article 22:6 du Mémoire d'accord de suspendre la procédure d'arbitrage jusqu'à l'adoption du rapport du Groupe spécial ou, en cas d'appel, jusqu'à l'adoption du rapport de l'Organe d'appel. L'arbitrage a donc été suspendu.

Le 20 août 2001, le rapport du Groupe spécial de la mise en conformité a été distribué aux Membres. Le Groupe spécial a conclu que la Loi de 2000 portant abrogation des dispositions

relatives aux FSC et régissant l'exclusion des revenus extraterritoriaux (législation relative aux FSC dans sa version modifiée) était toujours incompatible avec les articles 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC, avec les articles 10:1 et 8 de l'Accord sur l'agriculture et avec l'article III:4 du GATT de 1994.

Le 15 octobre 2001, les États-Unis ont notifié leur décision de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit figurant dans le rapport du Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 14 janvier 2002, l'Organe d'appel:

- a confirmé les constatations du Groupe spécial selon lesquelles les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'Accord SMC, de l'Accord sur l'agriculture et du GATT de 1994 au vu des modifications apportées à la législation relative aux FSC, mesure prise par les États-Unis pour mettre en œuvre les recommandations et décisions formulées par l'ORD lors de la procédure initiale concernant l'affaire *États-Unis – FSC*;
- a constaté, pour ce qui est des droits des tierces parties, que le Groupe spécial avait fait erreur dans son interprétation de l'article 10:3 du Mémoire d'accord en refusant de décider que *toutes* les communications écrites des parties déposées avant la première réunion du Groupe spécial devaient être fournies aux tierces parties.

À sa réunion du 29 janvier 2002, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel.

**10. WT/DS126/RW – Australie – Subventions accordées aux producteurs et exportateurs de cuir pour automobiles**

(Pour le détail de cette affaire, voir la série de documents WT/DS126.) Le 4 octobre 1999, les États-Unis ont informé l'ORD qu'à leur avis les mesures prises par l'Australie pour se conformer à ses décisions et recommandations n'étaient pas compatibles avec l'Accord sur les subventions, ni avec le Mémoire d'accord sur le règlement des différends, et ils ont donc demandé que le Groupe spécial initial soit reconvoqué conformément à l'article 21:5 dudit mémorandum. À sa réunion du 14 octobre 1999, l'ORD est convenu de reconvoquer le groupe spécial initial conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord. Les CE et le Mexique ont réservé leurs droits de tierces parties. La composition du Groupe spécial de la mise en conformité a été arrêtée le 1<sup>er</sup> novembre 1999.

Le rapport du Groupe spécial a été distribué aux Membres le 21 janvier 2000. Le Groupe spécial a déterminé que l'Australie avait manqué à son obligation de retirer les subventions prohibées dans un délai de 90 jours. L'ORD a adopté le rapport du groupe spécial d'examen le 11 février 2000. Le 24 juillet 2000, les parties ont notifié à l'ORD qu'elles étaient arrivées à une solution mutuellement satisfaisante en ce qui concernait la mise en œuvre des constatations du Groupe spécial d'examen.

**11. WT/DS132/RW – Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis**

Le 12 octobre 2000, les États-Unis ont demandé que l'ORD porte la question devant le groupe spécial initial, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, afin de déterminer si le Mexique avait correctement mis en œuvre les recommandations de l'ORD. À sa réunion du 23 octobre 2000, l'ORD a porté cette question devant le groupe spécial initial, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord. Les CE, la Jamaïque et Maurice ont réservé leurs droits de tierces parties. Les États-Unis et le

Mexique ont informé l'ORD qu'ils examinaient des procédures mutuellement acceptables au titre des articles 21 et 22 du Mémoire d'accord en rapport avec cette question. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 13 novembre 2000.

Le Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 a distribué son rapport le 22 juin 2001. Le Groupe spécial a conclu que l'imposition par le Mexique de droits antidumping définitifs sur les importations de SHTF en provenance des États-Unis sur la base de la nouvelle détermination du SECOFI était incompatible avec les prescriptions de l'Accord antidumping puisque l'examen inadéquat de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale, et la prise en considération inadéquate de l'effet potentiel de l'accord de limitation allégué que contient la détermination concernant la probabilité d'une augmentation substantielle des importations, n'étaient pas compatibles avec les dispositions de l'article 3.1, 3.4, 3.7 et 3.7 i) de l'Accord antidumping. Le Groupe spécial a donc considéré que le Mexique n'avait pas mis en œuvre la recommandation du Groupe spécial initial et de l'ORD l'invitant à rendre sa mesure conforme à ses obligations au titre de l'Accord antidumping.

Le 24 juillet 2001, le Mexique a fait appel du rapport susmentionné. En particulier, le Mexique a demandé à l'Organe d'appel d'examiner et d'infirmier les conclusions du Groupe spécial selon lesquelles l'imposition par le Mexique de droits antidumping définitifs sur les importations de SHTF en provenance des États-Unis sur la base de la nouvelle détermination du SECOFI était incompatible avec les prescriptions de l'Accord antidumping puisque:

- l'examen adéquat de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale et la prise en considération inadéquate de l'effet potentiel de l'accord de limitation allégué que contenait la détermination concernant la probabilité d'une augmentation substantielle des importations n'étaient pas compatibles avec les dispositions de l'article 3.1, 3.4, 3.7 et 3.7 i) de l'Accord antidumping, et
- le Mexique n'avait donc pas mis en œuvre la recommandation du Groupe spécial initial et de l'ORD l'invitant à rendre sa mesure conforme à ses obligations au titre de l'Accord antidumping;
- et le Mexique avait annulé ou compromis des avantages résultant pour les États-Unis dudit accord.

Selon le Mexique, ces conclusions sont fondées sur des questions de droit sur lesquelles le Groupe spécial a fait erreur et sur des interprétations juridiques erronées de diverses dispositions de l'Accord antidumping et du Mémoire d'accord.

Le 20 septembre 2001, l'Organe d'appel a informé l'ORD que la publication de son rapport serait retardée. Le rapport a été distribué aux Membres le 22 octobre 2001. L'Organe d'appel a confirmé les constatations contestées du Groupe spécial et a par conséquent recommandé à l'ORD de demander au Mexique de rendre la mesure antidumping qu'il avait adoptée conforme aux obligations résultant pour lui de l'Accord. Le 21 novembre 2001, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel.

**12. WT/DS141/RW – Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance de l'Inde**

Pour le détail de cette affaire, voir la série de documents WT/DS141.) Le 8 mars 2002, l'Inde a recouru à l'article 21:5 du Mémoire d'accord (demande de consultations), indiquant qu'il y avait désaccord au sujet de l'existence ou de la compatibilité avec un accord visé de mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions. Le 4 avril 2002, l'Inde a demandé l'établissement d'un groupe spécial de la mise en œuvre. En particulier, l'Inde a allégué que les CE avaient violé les articles 2, 3, 5.7, 6, 9, 12 et 15 de l'Accord antidumping.

En conséquence, l'Inde a demandé au Groupe spécial de conclure ce qui suit:

- a) la nouvelle détermination, telle que modifiée, ainsi que les actions ultérieures dont il est fait état plus haut, sont incompatibles avec les dispositions susmentionnées de l'Accord antidumping et du GATT de 1994; et
- b) en ne retirant pas les mesures dont il a été constaté qu'elles étaient incompatibles avec l'Accord antidumping et en ne mettant pas leurs mesures en conformité avec leurs obligations au titre de l'Accord antidumping et du GATT de 1994, les CE ne se sont pas conformées aux recommandations et décisions de l'ORD dans le présent différend.

À la réunion de l'ORD du 17 avril 2002, l'Inde a informé l'ORD que suite à un accord qu'elle avait conclu avec les CE, elle demandait le retrait de ce point de l'ordre du jour conformément à la Règle 6 du Règlement intérieur des réunions de l'OMC. L'ORD a accédé à la demande de l'Inde.

Le 7 mai 2002, l'Inde a demandé à nouveau l'établissement d'un groupe spécial de la mise en conformité. À la réunion de l'ORD du 22 mai 2002, il a été convenu que la question serait, si possible, soumise au groupe spécial initial. Le Japon et les États-Unis ont réservé leur droit de participer aux travaux en tant que tierces parties. Le 27 mai 2002, la Corée a réservé ses droits en tant que tierce partie. La composition du Groupe spécial de la mise en conformité a été arrêtée le 25 juin 2002. Le 19 août 2002, le Président du Groupe spécial a informé l'ORD que le Groupe spécial comptait achever ses travaux en novembre 2002. Le 29 novembre 2002, le rapport a été distribué aux Membres. Le Groupe spécial a conclu que la mesure antidumping définitive appliquée par les CE aux importations de linge de lit en provenance d'Inde, à savoir le Règlement (CE) n° 1644/2001, n'était pas incompatible avec l'Accord antidumping ou le Mémoire d'accord et que les CE avaient donc mis en œuvre la recommandation du Groupe spécial initial, de l'Organe d'appel et de l'ORD de mettre leur mesure en conformité avec leurs obligations au titre de l'Accord antidumping.

Le 8 janvier 2003, l'Inde a informé l'ORD de sa décision de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial dans son rapport. Le 6 mars 2003, l'Organe d'appel a informé l'ORD qu'il n'était pas en mesure de distribuer son rapport dans le délai de 60 jours prévu et qu'il le ferait le 8 avril 2003 au plus tard. Dans son rapport, distribué le 8 avril 2003, l'Organe d'appel:

- a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'allégation de l'Inde au titre de l'article 3.5 n'était pas soumise à bon droit au Groupe spécial et a donc refusé de se prononcer sur la question;



- a infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle les CE n'avaient pas agi d'une manière incompatible avec les paragraphes 1 et 2 de l'article 3 de l'Accord antidumping;
- a refusé de se prononcer sur la constatation du Groupe spécial selon laquelle les CE avaient eu recours à la deuxième option prévue dans la deuxième phrase de l'article 6.10 pour limiter leur examen dans cette enquête; et
- a constaté que le Groupe spécial s'était dûment acquitté de ses devoirs au titre de l'article 17.6 de l'Accord antidumping et de l'article 11 du Mémoire d'accord et, par conséquent, a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle les CE disposaient de renseignements sur les facteurs économiques pertinents énumérés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping lorsqu'elles ont établi leur détermination de l'existence d'un dommage.

L'Organe d'appel a recommandé que l'ORD demande aux CE de rendre leur mesure conforme à l'Accord antidumping. À sa réunion du 24 avril 2003, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

## **VI. ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DES RAPPORTS ADOPTÉS**

Pour la teneur des rapports, voir la section V du présent document: Examens de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel terminés.

### **1. WT/DS2 et WT/DS4 – États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules**

Plaintes du Venezuela et du Brésil. Les États-Unis ont annoncé qu'ils mettraient en œuvre les recommandations de l'ORD le 19 août 1997, à la fin du délai raisonnable de 15 mois.

### **2. WT/DS8, WT/DS10 et WT/DS11 – Japon – Taxes sur les boissons alcooliques**

Plaintes des Communautés européennes, du Canada et des États-Unis. Le 24 décembre 1996, les États-Unis ont demandé un arbitrage contraignant, conformément à l'article 21:3 c) du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, afin de déterminer le délai raisonnable pour la mise en œuvre par le Japon des recommandations de l'Organe d'appel.

Dans son rapport, distribué aux Membres le 14 février 1997, l'arbitre a estimé que le délai raisonnable pour la mise en œuvre des recommandations était de 15 mois à compter de la date d'adoption des rapports; ce délai a donc expiré le 1<sup>er</sup> février 1998. Le Japon a proposé des modalités de mise en œuvre qui ont été acceptées par les plaignants.

### **3. WT/DS18 – Australie – Mesures visant les importations de saumons**

Plainte du Canada. À la réunion de l'ORD du 25 novembre 1998, l'Australie a informé l'ORD qu'elle était résolue à mettre ses recommandations en œuvre et souhaitait débattre de cette mise en œuvre avec les plaignants.

Le 24 décembre 1998, le Canada a demandé un arbitrage, conformément à l'article 21:3 c) du Mémoire d'accord, afin de déterminer le délai raisonnable pour la mise en œuvre des recommandations de l'ORD. L'arbitre a décidé que le délai raisonnable pour la mise en œuvre était de huit mois; il a donc expiré le 6 juillet 1999. Le rapport de l'arbitre a été distribué aux

Membres le 23 février 1999. Le 28 juillet 1999, le Canada a demandé à l'ORD, conformément à l'article 22:2 du Mémoire d'accord, l'autorisation de suspendre des concessions à l'égard de l'Australie en raison du fait que celle-ci n'avait pas satisfait aux recommandations de l'ORD sur ce point. Dans le même temps, le Canada a demandé, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord, que le groupe spécial initial détermine si les mesures prises par l'Australie pour mettre en œuvre les recommandations de l'ORD étaient compatibles avec les règles de l'OMC. L'Australie a informé l'ORD que, dans le cas où il approuverait la demande présentée par le Canada au titre de l'article 22:2, elle souhaitait demander un arbitrage, conformément à l'article 22:6 du Mémoire d'accord, au sujet du niveau de l'annulation des avantages subie par le Canada. L'ORD a accepté la demande du Canada et a renvoyé la question devant le groupe spécial initial pour qu'il détermine la compatibilité des mesures de mise en œuvre avec les règles de l'OMC. Les CE, les États-Unis et la Norvège ont réservé leurs droits de tierces parties. L'ORD a également soumis à arbitrage la demande de suspension de concessions présentée par le Canada, compte tenu de la contestation par l'Australie du niveau de l'annulation des avantages subie par le Canada. La composition du Groupe spécial de la mise en conformité et le choix de l'arbitre ont été arrêtés le 7 septembre 1999. Le 18 février 2000, le rapport du Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends a été distribué aux Membres. À sa réunion du 20 mars 2000, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial de la mise en conformité.

**4. WT/DS24 – États-Unis – Restrictions à l'importation de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles**

Plainte du Costa Rica. À la réunion de l'ORD du 10 avril 1997, les États-Unis ont indiqué que la mesure contestée était arrivée à échéance le 27 mars 1997 et n'avait pas été prorogée, ce qui signifiait que les États-Unis s'étaient immédiatement conformés aux recommandations de l'ORD.

**5. WT/DS26 et WT/DS48 – Communautés européennes – Mesures concernant les viandes et les produits carnés (hormones)**

Plaintes des États-Unis et du Canada. Le 8 avril 1998, le défendeur a demandé que le "délai raisonnable" pour la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD soit déterminé par arbitrage contraignant conformément à l'article 21:3 c) du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. L'arbitre a conclu que le délai raisonnable pour cette mise en œuvre était de 15 mois à compter de la date d'adoption (c'est-à-dire à compter du 13 février 1998). Le rapport de l'arbitre a été distribué aux Membres le 29 mai 1998.

Le délai accordé pour la mise en œuvre a été fixé par arbitrage à 15 mois à compter de la date d'adoption des rapports; il a donc expiré le 13 mai 1999. Les CE se sont engagées à se conformer aux recommandations de l'ORD dans ce délai. À la réunion de l'ORD du 28 avril 1999, les CE ont informé celui-ci qu'elles envisageaient d'offrir une compensation, car elles ne pourraient probablement pas se conformer à ses recommandations et décisions pour le 13 mai 1999.

Le 3 juin 1999, les États-Unis et le Canada ont demandé à l'ORD, conformément à l'article 22:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, l'autorisation de suspendre des concessions à l'égard des CE, à hauteur de 202 millions de dollars EU et de 75 millions de dollars canadiens respectivement. Les CE, conformément à l'article 22:6 du Mémoire d'accord, ont demandé un arbitrage sur le niveau de la suspension demandée par les États-Unis et le Canada. L'ORD a porté la question du niveau de la suspension devant le groupe spécial initial pour arbitrage.

Les arbitres ont estimé le niveau de l'annulation subie par les États-Unis à 116,8 millions de dollars EU et le niveau de l'annulation subie par le Canada à 11,3 millions de dollars canadiens. Le rapport des arbitres a été distribué aux Membres le 12 juillet 1999. À sa réunion du 26 juillet 1999, l'ORD a autorisé les États-Unis et le Canada à suspendre des concessions à l'égard des CE d'un montant déterminé par les arbitres comme étant équivalent au niveau de l'annulation d'avantages qu'ils avaient subie.

À la réunion de l'ORD du 7 novembre 2003, les CE ont indiqué que suite à l'entrée en vigueur de leur nouvelle Directive (2003/74/CE) concernant l'interdiction de certaines substances à effet hormonal dans les spéculations animales, aucun fondement juridique ne permettait au Canada ni aux États-Unis de continuer à imposer des mesures de rétorsion; l'une des raisons invoquées par l'Organe d'appel dans la décision qu'il avait rendue à l'encontre des CE était qu'elles avaient manqué à l'obligation de procéder à une évaluation des risques au sens de l'article 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS; mais après avoir demandé qu'une telle évaluation soit entreprise en leur nom par un comité scientifique indépendant, dont les constatations indiquaient que les hormones en question présentaient un risque pour les consommateurs, les CE avaient rempli les obligations qui leur incombait dans le cadre de l'OMC et étaient autorisées à demander la levée immédiate des sanctions imposées par le Canada et les États-Unis, conformément aux dispositions de l'article 22:8 du Mémoire d'accord. Les États-Unis ont indiqué qu'ils avaient examiné de près la nouvelle Directive des CE et qu'ils ne partageaient pas l'avis selon lequel elle mettait en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD. La nouvelle mesure ne reposait sur aucun fondement scientifique et ne pouvait donc pas se justifier au titre de l'Accord SPS. Contrairement à ce qu'alléguait les CE, dans un certain nombre d'études, il avait été constaté que le fait de consommer de la viande d'animaux traités avec des hormones de croissance ne faisait pas courir un risque plus grand pour la santé. Dans ces circonstances, les États-Unis n'étaient pas en mesure d'accéder à la demande des CE. Le Canada a indiqué qu'il était disposé à examiner ce point plus avant avec les CE, mais qu'il doutait que les nouvelles études présentent un fondement scientifique nouveau permettant d'interdire le bœuf aux hormones et qu'il n'était pas non plus en mesure d'accéder à la demande des CE. Les CE ont répondu que sur la base de la position négative des États-Unis et du Canada, elles réfléchiraient aux mesures appropriées qui seraient nécessaires pour préserver leurs droits dans le cadre de l'OMC.

À la réunion de l'ORD du 1<sup>er</sup> décembre 2003, les CE ont indiqué ce qui suit: compte tenu du désaccord entre les parties au différend concernant le respect par les CE des recommandations de l'ORD, la question devrait être soumise l'OMC en vue d'une décision multilatérale; cette situation était semblable à celle qui s'était présentée dans d'autres affaires, qui avaient été réglées par le passé grâce au recours à l'article 21:5 du Mémoire d'accord; le Canada et les États-Unis devaient engager des procédures multilatérales afin de déterminer si les CE respectaient ou non les recommandations de l'ORD; les CE étaient disposées à discuter de cette question avec le Canada et les États-Unis. Le Canada a indiqué qu'à la réunion de l'ORD du 7 novembre, il avait fait une suggestion en faveur de discussions bilatérales portant sur la justification de la position des CE concernant leur respect de la décision de l'OMC, mais que les CE n'avaient pas répondu à cette suggestion; c'était aux CE qu'il incombait d'établir qu'elles avaient respecté la décision de l'OMC; le Canada restait disposé à discuter de cette justification de leur position avec les CE; à ce stade, il ne voyait rien qui puisse servir de fondement au retrait de ses mesures de rétorsion et ne souhaitait pas prendre d'autres mesures. Les États-Unis ont indiqué ce qui suit: ils ne voyaient pas en quoi la mesure révisée des CE pouvait être considérée comme mettant en œuvre les recommandations de l'ORD; s'agissant de la suggestion des CE en faveur de l'établissement de procédures multilatérales pour déterminer si elles respectaient ou non les décisions de l'OMC, ils étaient disposés à

discuter de ce point, ainsi que d'autres questions en suspens en rapport avec l'interdiction des CE frappant la viande de bœuf américaine.

**6. WT/DS27 – Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes**

Plaintes de l'Équateur, du Guatemala, du Honduras, du Mexique et des États-Unis.

Le 17 novembre 1997, les plaignants ont demandé que le "délai raisonnable" pour la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD soit déterminé par arbitrage contraignant conformément à l'article 21:3 c) du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. L'arbitre a conclu que le délai raisonnable pour cette mise en œuvre était de 15 mois et une semaine à compter de la date d'adoption des rapports; il a donc expiré le 1<sup>er</sup> janvier 1999. Le rapport de l'arbitre a été distribué aux Membres le 7 janvier 1998.

Le 18 août 1998, suite à la révision de la législation communautaire, les plaignants ont demandé des consultations avec les CE (sans préjudice de leurs droits au titre de l'article 21:5) pour régler leur désaccord au sujet de la compatibilité avec l'OMC des mesures introduites par les CE pour se conformer prétendument aux recommandations et décisions du Groupe spécial et de l'Organe d'appel. À la réunion de l'ORD du 25 novembre 1998, les CE ont annoncé qu'elles avaient adopté le deuxième règlement visant à mettre en œuvre les recommandations de l'ORD, et que le nouveau système serait pleinement applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1999. Le 15 décembre 1998, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial au titre de l'article 21:5 pour déterminer que les mesures de mise en œuvre des CE devaient être présumées conformes aux règles de l'OMC tant qu'elles n'étaient pas mises en cause selon les procédures prévues par le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Le 18 décembre 1998, l'Équateur a demandé le rétablissement du groupe spécial initial au titre de l'article 21:5 pour examiner si les mesures prises par les CE pour mettre en œuvre les recommandations de l'ORD étaient compatibles avec les règles de l'OMC. À sa réunion du 12 janvier 1999, l'ORD a décidé de reconvoquer le groupe spécial initial, conformément à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, pour examiner les demandes de l'Équateur et des CE.

Le 14 janvier 1999, les États-Unis, conformément à l'article 22:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, ont demandé l'autorisation de l'ORD pour suspendre des concessions à l'égard des CE à hauteur de 520 millions de dollars EU. À la réunion de l'ORD du 29 janvier 1999, les CE, conformément à l'article 22:6 du Mémorandum d'accord, ont demandé un arbitrage sur le niveau de la suspension de concessions demandée par les États-Unis. L'ORD a porté la question du niveau de la suspension devant le groupe spécial initial pour arbitrage. Conformément à l'article 22:6 du Mémorandum d'accord, l'ORD a reporté la demande de suspension de concessions des États-Unis jusqu'à la détermination, par arbitrage, du niveau approprié de la suspension de concessions.

Dans le cadre de la procédure d'arbitrage au titre de l'article 22:6 du Mémorandum d'accord, rendue nécessaire par la contestation par les CE du niveau de suspension demandé par les États-Unis (520 millions de dollars EU), les arbitres ont constaté que ce niveau n'était pas équivalent au niveau de l'annulation ou de la réduction des avantages subie en raison du fait que le nouveau régime des CE applicable aux bananes n'était pas pleinement compatible avec l'OMC. En conséquence, les arbitres ont déterminé que le niveau de l'annulation des avantages subie par les États-Unis était de 191,4 millions de dollars EU. Le rapport des arbitres et les rapports des Groupes spéciaux ont été distribués aux parties le 6 avril 1999 et aux Membres les 9 et 12 avril 1999 respectivement. Le 9 avril 1999, les États-Unis ont demandé à l'ORD, conformément à l'article 22:7 du Mémorandum d'accord, d'autoriser la

suspension de concessions à l'égard des Communautés européennes d'un niveau équivalent à celui de l'annulation ou de la réduction des avantages, à savoir 191,4 millions de dollars EU. Le 19 avril 1999, l'ORD a autorisé les États-Unis à suspendre des concessions à l'égard des Communautés européennes, comme ils l'avaient demandé.

Le rapport du Groupe spécial de la mise en conformité établi à la demande de l'Équateur, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord, a été adopté par l'ORD le 6 mai 1999. Le 8 novembre 1999, l'Équateur a demandé à l'ORD l'autorisation de suspendre l'application à l'égard des CE de concessions ou d'autres obligations y relatives au titre de l'Accord sur les ADPIC, de l'AGCS et du GATT de 1994, conformément à l'article 22:2 du Mémoire d'accord, à hauteur de 450 millions de dollars EU. À la réunion de l'ORD du 19 novembre 1999, les CE ont demandé conformément à l'article 22:6 du Mémoire d'accord, un arbitrage sur le niveau de la suspension demandée par l'Équateur. L'ORD a porté la question du niveau de la suspension devant le groupe spécial initial pour arbitrage. Conformément à l'article 22:6 du Mémoire d'accord, l'ORD a différé la demande de suspension des concessions présentée par l'Équateur jusqu'à la détermination, par arbitrage, du niveau approprié de la suspension.

Toujours à la réunion de l'ORD du 19 novembre 1999, les CE ont présenté à l'ORD leur proposition de réforme du régime applicable aux bananes, qui prévoit un processus en deux étapes comprenant un système de contingents tarifaires pendant plusieurs années. Ce système devrait ensuite être remplacé par un régime exclusivement tarifaire le 1<sup>er</sup> janvier 2006 au plus tard. Cette proposition inclut la décision de poursuivre les discussions avec les parties intéressées au sujet des systèmes de répartition des licences possibles dans le cadre du régime de contingents tarifaires. Si l'on ne parvient pas à trouver un système applicable, la proposition concernant un régime de contingents tarifaires transitoire ne serait pas maintenue et il serait envisagé d'engager des négociations au titre de l'article XXVIII du GATT de 1994 en vue de remplacer le système actuel par un régime exclusivement tarifaire. À la réunion de l'ORD du 24 février 2000, les CE ont expliqué qu'il continuait d'y avoir des divergences de vues entre les principales parties concernées et que, de ce fait, aucune conclusion ne pouvait être convenue.

Le rapport d'arbitrage (sur demande de suspension de concessions présentée par l'Équateur) a été distribué aux Membres le 24 mars 2000. Les arbitres ont estimé que le niveau de l'annulation et de la réduction d'avantages subies par l'Équateur s'élevait à 201,6 millions de dollars EU par an. Ils ont estimé que l'Équateur pouvait demander à l'ORD l'autorisation de suspendre des concessions ou d'autres obligations dans le cadre du GATT de 1994 (hormis en ce qui concernait les biens d'équipement et les produits primaires utilisés comme intrants dans le secteur manufacturier et l'industrie de transformation); dans le cadre de l'AGCS en ce qui concernait les "services de commerce de gros" (CPC 622) dans le secteur principal des services de distribution; et, dans la mesure où la suspension demandée dans le cadre du GATT de 1994 et de l'AGCS était insuffisante pour atteindre le niveau de l'annulation et de la réduction d'avantages déterminé par les arbitres, dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC en ce qui concernait les secteurs ci-après de cet accord: section 1 (Droit d'auteur et droits connexes); article 14 (Protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion); section 3 (Indications géographiques); section 4 (Dessins et modèles industriels). Les arbitres ont aussi indiqué que, conformément à l'article 22:3 du Mémoire d'accord, l'Équateur devrait d'abord chercher à suspendre des concessions ou d'autres obligations en ce qui concernait les mêmes secteurs que ceux dans lesquels le Groupe spécial reconvoqué au titre de l'article 21:5 du Mémoire d'accord à la demande de l'Équateur avait constaté des violations, c'est-à-dire le GATT de 1994 et les services de distribution dans le cadre de l'AGCS. Le 8 mai 2000, l'Équateur a demandé à l'ORD, conformément à l'article 22:7 du Mémoire d'accord,

l'autorisation de suspendre des concessions à l'égard des CE pour un montant équivalent au niveau de l'annulation ou de la réduction des avantages subie, à savoir 201,6 millions de dollars EU. Le 18 mai 2000, l'ORD a autorisé l'Équateur à suspendre des concessions à l'égard des Communautés européennes.

À la réunion de l'ORD du 27 juillet 2000, les Communautés européennes ont indiqué, concernant la mise en œuvre des recommandations de l'ORD, qu'elles avaient commencé à examiner la possibilité de gérer les contingents tarifaires proposés dans l'ordre d'arrivée des demandes, parce que les négociations avec les parties intéressées au sujet de l'attribution des contingents tarifaires sur la base des courants d'échanges traditionnels étaient dans une impasse. Elles ont également indiqué que leur examen porterait notamment sur un régime exclusivement tarifaire et ses conséquences. À la réunion de l'ORD du 23 octobre 2000, les CE ont déclaré qu'elles finalisaient leur processus interne de prise de décision en vue de mettre en œuvre le nouveau régime d'importation de bananes. À cette fin, les CE estimaient que, pendant une période de transition, leur nouveau régime applicable aux bananes devrait être régi par la fixation de contingents tarifaires, administrés dans l'ordre d'arrivée des demandes. Avant la fin de cette période de transition, les CE engageraient des négociations au titre de l'article XXVIII du GATT en vue de l'établissement d'un système exclusivement tarifaire. Le 1<sup>er</sup> mars 2001, les CE ont fait savoir à l'ORD que, le 29 janvier 2001, le Conseil de l'Union européenne avait adopté le Règlement (CE) n° 216/2001 modifiant le Règlement (CEE) n° 404/93 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la banane. Les modifications apportées dans le cadre du Règlement n° 216/2001 du Conseil prévoient la mise en place de trois contingents tarifaires ouverts à toutes les importations quelle qu'en soit l'origine: 1) un premier contingent tarifaire de 2 200 000 tonnes au taux de 75 euros par tonne, consolidé dans le cadre de l'OMC; 2) un deuxième contingent, autonome, de 353 000 tonnes, au taux de 75 euros par tonne; 3) un troisième contingent, autonome, de 850 000 tonnes, au taux de 300 euros par tonne. Les importations en provenance des pays ACP seront admises en franchise de droits. Compte tenu des obligations contractées à leur égard et de la nécessité de leur garantir des conditions de concurrence adéquates, ces pays bénéficieront d'une préférence tarifaire limitée à 300 euros par tonne au maximum. Ces contingents tarifaires constituent une mesure transitoire devant aboutir finalement à un régime uniquement tarifaire. D'après les CE, des progrès substantiels ont été faits en ce qui concerne les mesures d'application nécessaires pour administrer les trois contingents tarifaires suivant l'"ordre d'arrivée des demandes".

Le 3 mai 2001, les CE ont fait savoir à l'ORD que des discussions approfondies avec les États-Unis et l'Équateur, ainsi qu'avec d'autres pays fournisseurs de bananes, y compris les autres coplaignants, avaient permis d'arriver à une communauté de vues sur les moyens de régler le différend de longue date concernant le régime d'importation des bananes des CE. Conformément à l'article 16 1) du Règlement (CE) n° 404/93 (modifié par le Règlement du Conseil (CE) n° 216/2001), les CE introduiront un régime uniquement tarifaire pour les importations de bananes au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2006. Des négociations au titre de l'article XXVIII du GATT seront engagées en temps utile à cet effet. Pendant la période intérimaire, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2001, les CE mettront en place un régime d'importation fondé sur trois contingents tarifaires, qui seront attribués en fonction des licences antérieures.

Le 22 juin 2001, les CE ont notifié un "Mémoire d'accord sur les bananes conclu entre les CE et les États-Unis" le 11 avril 2001, et un "Mémoire d'accord sur les bananes conclu entre les CE et l'Équateur" le 30 avril 2001. Conformément à ces Mémoires d'accord conclus avec les États-Unis et l'Équateur, les CE mettront en œuvre un régime d'importation fondé sur les certificats antérieurs, qui se présente comme suit:

- 1) à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2001, les CE mettront en œuvre un régime d'importation fondé sur les certificats antérieurs tel qu'il est exposé à l'annexe de chacun des Mémoires;
- 2) dès que possible ultérieurement, sous réserve de l'approbation du Conseil et du Parlement européen et de l'adoption de la dérogation à l'article XIII, les CE mettront en œuvre un régime d'importation fondé sur les certificats antérieurs, tel qu'il est exposé à l'annexe de chacun des Mémoires.

La Commission s'efforcera d'obtenir la mise en œuvre d'un tel régime d'importation dès que possible. Conformément au Mémoire d'accord conclu avec les CE, les États-Unis,

- i) à la mise en œuvre du régime d'importation décrit au point 1) ci-dessus, suspendront provisoirement l'imposition des droits majorés;
- ii) à la mise en œuvre du régime d'importation décrit au point 2) ci-dessus, mettront fin à l'imposition des droits majorés;
- iii) pourront imposer de nouveau les droits majorés si le régime d'importation décrit au point 2) n'est pas en vigueur d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 2002; et
- iv) lèveront leur réserve concernant la dérogation à l'article premier du GATT de 1994 que les CE ont demandée pour l'accès préférentiel sur leur territoire de produits originaires des États ACP signataires de l'Accord de Cotonou; et s'emploieront activement à faciliter l'acceptation d'une demande présentée par les CE en vue d'obtenir une dérogation à l'article XIII du GATT de 1994 nécessaire à la gestion du contingent C dans le cadre du régime d'importation décrit au point 2) ci-dessus jusqu'au 31 décembre 2005.

Conformément au Mémoire d'accord conclu entre les CE et l'Équateur:

- i) l'Équateur prend note du fait que la Commission européenne examinera le commerce des bananes issues de l'agriculture biologique et présentera un rapport sur la question d'ici au 31 décembre 2004;
- ii) à la mise en œuvre du régime d'importation, le droit qu'a l'Équateur de suspendre des concessions ou d'autres obligations vis-à-vis des CE, à un niveau ne dépassant pas 201,6 millions de dollars EU par an, viendra à expiration;
- iii) l'Équateur lèvera sa réserve concernant la dérogation à l'article premier du GATT de 1994 que les CE ont demandée pour l'accès préférentiel sur leur territoire de produits originaires des États ACP signataires de l'Accord de Cotonou; et il s'emploiera activement à faciliter l'acceptation d'une demande présentée par les CE en vue d'obtenir une dérogation à l'article XIII du GATT de 1994 nécessaire à la gestion du contingent C dans le cadre du régime d'importation décrit au paragraphe C 2) jusqu'au 31 décembre 2005.

Les CE ont notifié les Mémoires en tant que solutions convenues d'un commun accord au sens de l'article 3:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. L'Équateur et les États-Unis ont tous deux indiqué que les Mémoires ne constituaient pas des solutions convenues d'un commun accord au sens de l'article 3:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et qu'il serait prématuré de retirer cette question de l'ordre du jour des réunions de l'ORD. À la réunion de l'ORD du 25 septembre 2001, l'Équateur a fait

une déclaration dans laquelle il critiquait la proposition de la Commission visant à réformer l'organisation commune des marchés du secteur de la banane en application des Mémoires d'accord susmentionnés.

Le 4 octobre 2001, les CE ont distribué un rapport de situation sur la mise en œuvre dans lequel elles indiquaient qu'elles continuaient à travailler activement sur les instruments juridiques requis pour la gestion des trois contingents tarifaires après le 1<sup>er</sup> janvier 2002. De plus, elles indiquaient que, depuis la dernière réunion de l'ORD, aucun progrès n'avait été observé en ce qui concernait la demande de dérogation présentée par les CE et les États ACP. Les CE faisaient savoir par ailleurs que, s'il devait ne pas y avoir de progrès à la réunion du Conseil du commerce des marchandises qui devait se tenir le 5 octobre 2001, les CE et les États ACP seraient sûrement contraints de réévaluer tous les aspects de la situation. À la réunion de l'ORD du 15 octobre 2001, les CE ont rappelé que la procédure d'examen de la demande de dérogation avait été débloquée à la réunion du Conseil du commerce des marchandises le 5 octobre 2001, et se sont déclarées disposées à mener des travaux et des discussions avec toutes les parties intéressées au cours de cet examen. L'Équateur a dit que, si la dérogation était limitée à ce qui était nécessaire durant l'application du régime d'importation transitoire, elle pourrait être accordée rapidement. Le Guatemala a dit qu'il examinerait attentivement les résultats des mesures prises par les CE et a demandé que ce point reste inscrit à l'ordre du jour des réunions de l'ORD. Le Honduras a noté que les CE avaient l'obligation de décrire les mesures qui seraient appliquées après 2005. Il a par ailleurs répété qu'il craignait que les droits des pays en développement ne soient pas respectés. Le Panama a appuyé la déclaration du Honduras et a demandé instamment aux CE de prendre en considération les préoccupations des exportateurs sud-américains de bananes. Les États-Unis se sont déclarés satisfaits du fait que la procédure d'examen de la demande de dérogation avait été engagée et espéraient qu'elle serait rapidement terminée. Sainte-Lucie a dit que la déclaration du Honduras selon laquelle les CE ne respectaient pas les droits de certains pays en développement n'était pas exacte. Elle s'est félicitée de l'ouverture de la procédure d'examen et espérait que les divergences actuelles seraient bientôt résolues. À la réunion de l'ORD du 5 novembre 2001, les CE ont fait savoir que le Groupe de travail chargé d'examiner les demandes de dérogation présentées par les CE et les États ACP avait avancé dans ses travaux. L'Équateur a dit que les préférences tarifaires qui seraient appliquées par les CE reproduiraient les mêmes incompatibilités que celles du régime d'importation des bananes. Le Honduras a indiqué qu'il fallait veiller à ce que la portée de la dérogation n'aille pas au-delà de ce qui était nécessaire à la mise en œuvre du nouveau régime. Le Panama a dit que même si la dérogation était accordée, le différend ne serait pas réglé.

À la réunion de l'ORD du 18 décembre 2001, les CE se sont félicitées que les deux dérogations aient été octroyées par la Conférence ministérielle, celles-ci constituant la condition préalable à la mise en œuvre de la phase II des Mémoires d'accord conclus avec les États-Unis et l'Équateur. Les CE ont fait observer que le règlement mettant en œuvre la phase II serait adopté le 19 décembre 2001, et entrerait en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2002. L'Équateur, le Honduras, le Panama et la Colombie ont pris note des progrès réalisés et ont demandé des renseignements aux CE sur les licences d'importation octroyées par l'un des États membres des CE d'une manière qui était incompatible avec les Mémoires d'accord. Le 21 janvier 2002, les CE ont annoncé que le Règlement (CE) n° 2587/2001 avait été adopté par le Conseil le 19 décembre 2001 et indiqué que par le biais de ce règlement elles avaient mis en œuvre la phase II des Mémoires d'accord conclus avec les États-Unis et l'Équateur.



**7. WT/DS31 – Canada – Certaines mesures concernant les périodiques**

Plainte des États-Unis. Les parties sont convenues que le délai accordé pour la mise en œuvre serait de 15 mois à compter de la date d'adoption des rapports; ce délai a donc expiré le 30 octobre 1998. Le Canada a retiré la mesure contestée.

**8. WT/DS33 – États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés**

Plainte de l'Inde. Les États-Unis ont annoncé que la mesure avait été levée le 22 novembre 1996, avant que le Groupe spécial n'achève ses travaux. Par conséquent, aucun problème de mise en œuvre ne s'est posé.

**9. WT/DS34 – Turquie – Restrictions à l'importation de produits textiles et de vêtements**

Plainte de l'Inde. À la réunion de l'ORD du 19 novembre 1999, la Turquie a fait part de son intention de se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD. Le 7 janvier 2000, les parties ont informé l'ORD qu'elles étaient convenues que le délai raisonnable pour la mise en œuvre par la Turquie des recommandations et décisions de l'ORD prendrait fin le 19 février 2001. Conformément à l'accord conclu, la Turquie devait également s'abstenir de rendre plus restrictives les restrictions visant les importations de textiles et de vêtements spécifiques en provenance de l'Inde, augmenter le volume des contingents ouverts à l'Inde pour certains produits textiles et vêtements spécifiques et accorder à ce pays un traitement qui ne serait pas moins favorable que celui qu'elle accordait à tout autre Membre en ce qui concernait l'élimination ou la modification des restrictions quantitatives portant sur tout produit visé par cet accord.

Le 6 juillet 2001, les parties au différend ont notifié à l'ORD qu'elles étaient parvenues à une solution convenue d'un commun accord concernant la mise en œuvre par la Turquie des conclusions et recommandations adoptées par l'ORD sur la question. Conformément à l'accord, la Turquie est convenue de

- 1) lever les restrictions quantitatives qu'elle appliquait aux catégories de produits textiles 24 et 27 pour ce qui était des importations en provenance de l'Inde, au plus tard le 30 juin 2001 ou à la date de la signature de l'accord;
- 2) réduire les taux d'application de droits de douane suivant les modalités exposées en détail dans l'annexe de l'accord, cela au plus tard le 30 septembre 2001;
- 3) s'efforcer de se conformer rapidement aux recommandations et décisions de l'ORD.

Conformément à l'accord, la compensation accordée devait rester effective jusqu'à ce que la Turquie supprime toutes les restrictions quantitatives qu'elle appliquait au 1<sup>er</sup> janvier 1996 aux importations des 19 catégories de produits textiles et de vêtements en provenance de l'Inde.

À la réunion de l'ORD du 18 décembre 2001, l'Inde a fait une déclaration concernant l'absence de notification par la Turquie des réductions tarifaires effectuées dans le cadre du processus de mise en œuvre.

**10. WT/DS46 – Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs**

Plainte du Canada. À la réunion de l'ORD du 19 novembre 1999, le Brésil a annoncé qu'il avait retiré les mesures en question dans un délai de 90 jours et qu'il avait donc mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD.

Le 23 novembre 1999, le Canada a demandé l'établissement d'un groupe spécial au titre de l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, invitant ledit groupe à constater que le Brésil n'avait pas pris de mesures pour se conformer pleinement aux décisions et recommandations adoptées par l'ORD. Le Canada et le Brésil sont parvenus à un accord au sujet des procédures qui seraient applicables conformément aux articles 21 et 22 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et à l'article 4 de l'Accord sur les subventions. À sa réunion du 9 décembre 1999, l'ORD est convenu de reconvoquer le groupe spécial initial conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord. Le rapport du Groupe spécial été distribué aux Membres le 9 mai 2000.

Le 10 mai, le Canada a demandé à l'ORD l'autorisation de suspendre, en ce qui concernait le Brésil, l'application de concessions ou d'autres obligations au titre du GATT, de l'Accord sur les textiles et de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, pour un montant de 700 millions de dollars canadiens par an, conformément à l'article 4.10 de l'Accord sur les subventions et à l'article 22:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Le 22 mai 2000, le Brésil a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial d'examen. À la réunion de l'ORD du 22 mai 2000, le Brésil a également présenté une demande d'arbitrage, au titre de l'article 22:6 du Mémoire d'accord et de l'article 4.11 de l'Accord sur les subventions, pour déterminer si les contre-mesures demandées par le Canada étaient appropriées. L'ORD a soumis cette question à l'arbitrage du groupe spécial initial, étant entendu qu'aucune contre-mesure ne serait envisagée en attendant le rapport de l'Organe d'appel et jusqu'à la parution du rapport d'arbitrage.

Le rapport de l'Organe d'appel a été distribué aux Membres le 9 mai 2000. L'Organe d'appel a confirmé la conclusion du Groupe spécial d'examen selon laquelle le Brésil n'avait pas mis en œuvre la recommandation de l'ORD du fait de la poursuite de l'émission par le Brésil d'obligations NTN-I, après le 18 novembre 1999, en exécution de lettres d'engagement émises avant le 18 novembre 1999. Il a également confirmé les constatations du Groupe spécial d'examen selon lesquelles les versements effectués au titre du PROEX révisé étaient prohibés par l'article 3 de l'Accord sur les subventions et n'étaient pas justifiés au titre du point k) de la Liste exemplative du même accord. Il a donc confirmé la conclusion du Groupe spécial d'examen selon laquelle le Brésil n'avait pas mis en œuvre les recommandations de l'ORD. À sa réunion du 4 août 2000, celui-ci a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

Le Brésil a fait part de son intention de mettre les futures opérations PROEX en conformité avec les recommandations de l'ORD. Le rapport des arbitres a été distribué aux Membres le 28 août 2000. Les arbitres ont constaté que les contre-mesures appropriées en l'espèce s'élevaient à 344,2 millions de dollars canadiens par an. Ils ont constaté que le Canada pourrait demander à l'ORD l'autorisation de suspendre des concessions tarifaires ou d'autres obligations au titre du GATT de 1994, de l'Accord sur les textiles et les vêtements et de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. À la réunion de l'ORD du 12 décembre 2000, le Canada a reçu de l'ORD, conformément à l'article 22:7 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et à l'article 4.10 de l'Accord SMC, l'autorisation de suspendre l'application, à l'égard du Brésil, de concessions tarifaires ou

d'autres obligations au titre du GATT de 1994, de l'Accord sur les textiles et les vêtements et de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, portant sur des échanges d'un montant maximal de 344,2 millions de dollars canadiens par an. Le 12 décembre 2000, le Brésil a informé l'ORD des modifications qu'il avait apportées aux mesures en cause dans cette affaire et a allégué qu'il avait mis le PROEX en conformité avec ses obligations au regard de l'Accord SMC. Le Canada est d'avis que le Brésil continue de manquer à ses obligations au regard de l'Accord SMC. Selon lui, il y a désaccord entre le Canada et le Brésil sur le point de savoir si les mesures que ce dernier a prises pour se conformer aux recommandations et décisions formulées par l'ORD le 20 août 1999 et le 4 août 2000 lui ont permis de se mettre en conformité avec les dispositions de l'Accord SMC et ont conduit au retrait des subventions à l'exportation pour les aéronefs régionaux au titre du PROEX.

Le 22 janvier 2001, le Canada a demandé à l'ORD de porter de nouveau la question devant le Groupe spécial initial, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord. À sa réunion du 16 février 2001, l'ORD a porté la question devant le Groupe spécial initial. L'Australie, les CE et la Corée ont réservé leurs droits de tierces parties. Le rapport du Groupe spécial a été distribué le 26 juillet 2001. À sa réunion du 23 août 2001, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial concernant ce deuxième recours à l'article 21:5 du Mémoire d'accord.

**11. WT/DS50 – Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture**

Plainte des États-Unis. À la réunion de l'ORD du 22 avril 1998, les parties ont annoncé qu'elles étaient convenues d'un délai de mise en œuvre de 15 mois à compter de la date d'adoption des rapports; ce délai a donc expiré le 16 avril 1999. L'Inde s'était engagée à se conformer aux recommandations de l'ORD dans le délai prévu. Le 14 janvier 1999, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Inde conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends (sans préjudice de la position des États-Unis sur la question de savoir si l'article 21:5 du Mémoire d'accord exige la tenue de consultations avant de faire appel au groupe spécial initial) au sujet de *l'Ordonnance de 1999 sur les brevets (modification)* promulguée par l'Inde pour mettre en œuvre les décisions et recommandations de l'ORD. Le 29 janvier 1999, les Communautés européennes ont demandé à participer aux consultations. À la réunion de l'ORD du 28 avril 1999, l'Inde a présenté son rapport de situation final sur la mise en œuvre, dans lequel elle annonçait que la législation visant à mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD avait été adoptée.

**12. WT/DS54, WT/DS55, WT/DS59 et WT/DS64 – Indonésie – Certaines mesures affectant l'industrie automobile**

Plaintes des États-Unis, des Communautés européennes et du Japon. L'Indonésie a indiqué qu'elle avait l'intention de se conformer aux recommandations de l'ORD dans le délai autorisé par l'article 21 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Le 8 octobre 1998, les CE, conformément à l'article 21:3 du Mémoire d'accord, ont demandé que le délai raisonnable pour la mise en œuvre soit déterminé par arbitrage contraignant. L'arbitre a déterminé, conformément à l'article 21:3 du Mémoire d'accord, que le délai raisonnable pour la mise en œuvre par l'Indonésie des recommandations et décisions de l'ORD était de 12 mois à compter de la date d'adoption du rapport du Groupe spécial; ce délai a donc expiré le 23 juillet 1999. Le rapport de l'arbitre a été distribué aux Membres le 7 décembre 1998. Dans une communication datée du 15 juillet 1999, l'Indonésie a informé l'ORD qu'elle avait publié, le 24 juin 1999, une nouvelle politique concernant l'industrie automobile (la Politique automobile de 1999), qui mettait effectivement en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD en la matière.

**13. WT/DS56 – Argentine – Certaines mesures affectant les importations de chaussures, textiles, vêtements et autres articles**

Plainte des États-Unis. À la réunion de l'ORD du 22 juin 1998, l'Argentine a annoncé qu'elle était arrivée à un accord avec les États-Unis au sujet de la mise en œuvre, en vertu duquel l'Argentine ramènerait la taxe de statistique à 0,5 pour cent d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 1999 et limiterait les droits spécifiques sur les textiles et les vêtements à 35 pour cent au maximum d'ici au 19 octobre 1998. À la réunion de l'ORD du 26 mai 1999, l'Argentine a annoncé que le Décret n° 108/99, en vertu duquel les montants maximaux convenus avec les États-Unis seraient appliqués à toutes les opérations d'importation soumises à la taxe de statistique, entrerait en vigueur le 30 mai 1999.

**14. WT/DS58 – États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes**

Plainte de l'Inde, de la Malaisie, du Pakistan et de la Thaïlande. Le 25 novembre 1998, les États-Unis ont informé l'ORD qu'ils étaient résolus à mettre ses recommandations en œuvre et souhaitaient débattre de cette mise en œuvre avec les plaignants. Les parties au différend ont annoncé qu'elles étaient convenues d'un délai de mise en œuvre de 13 mois à compter de la date d'adoption des rapports de l'Organe d'appel et du Groupe spécial; ce délai a donc expiré le 6 décembre 1999. Le 22 décembre 1999, la Malaisie et les États-Unis ont informé l'ORD qu'ils étaient parvenus à un mémorandum d'accord au sujet d'éventuelles procédures au titre des articles 21 et 22 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

À la réunion de l'ORD du 27 janvier 2000, les États-Unis ont déclaré qu'ils avaient mis en œuvre les décisions et recommandations de l'ORD. Ils ont noté qu'ils avaient publié des directives révisées de mise en œuvre de la législation relative aux crevettes et aux tortues, qui visaient i) à permettre une plus grande flexibilité dans l'examen de la comparabilité des programmes étrangers et du programme des États-Unis et ii) à établir un calendrier et des procédures pour les décisions en matière de certification. Les États-Unis ont également indiqué qu'ils s'étaient efforcés et s'efforçaient encore d'engager des négociations avec les gouvernements des pays de la région de l'océan Indien concernant la protection des tortues marines dans cette région. Enfin, ils ont déclaré qu'ils avaient offert et continuaient à offrir aux gouvernements intéressés une formation technique à la conception, à la construction, à l'installation et au fonctionnement des DET. Voir également la section VI.B du présent document.

Le 12 octobre 2000, la Malaisie a demandé que la question soit portée devant le groupe spécial initial conformément à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, estimant que, en ne rapportant pas la prohibition à l'importation et en ne prenant pas les mesures nécessaires pour autoriser l'importation sans restriction de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes, les États-Unis ne s'étaient pas conformés aux recommandations et décisions de l'ORD. À sa réunion du 23 octobre 2000, l'ORD a porté cette question devant le groupe spécial initial conformément à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Le 9 juillet 2001, les États-Unis ont notifié leur décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci. Le 5 septembre 2001, l'Organe d'appel a informé l'ORD qu'il ne serait pas en mesure de distribuer son rapport à la date d'échéance du délai, le 7 septembre. En conséquence, ce rapport devrait être distribué au plus tard le 8 octobre 2001.

**15. WT/DS69 – Communautés européennes – Mesures affectant l'importation de certains produits provenant de volailles**

Plainte du Brésil. Les CE et le Brésil ont annoncé, à la réunion de l'ORD du 21 octobre 1998, qu'ils étaient convenus mutuellement d'un délai raisonnable pour la mise en œuvre, qui serait la période allant jusqu'au 31 mars 1999.

**16. WT/DS70 – Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils**

Plainte du Brésil. À la réunion de l'ORD du 19 novembre 1999, le Canada a annoncé qu'il avait retiré les mesures en question dans un délai de 90 jours et qu'il avait donc mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD. Le 23 novembre 1999, le Brésil a demandé l'établissement d'un groupe spécial au titre de l'article 21:5, parce qu'il considérait que le Canada n'avait pas pris de mesures pour se conformer pleinement aux décisions et recommandations adoptées par l'ORD. Le Brésil et le Canada sont parvenus à un accord au sujet des procédures qui seraient applicables conformément aux articles 21 et 22 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et à l'article 4 de l'Accord sur les subventions. À sa réunion du 9 décembre 1999, l'ORD est convenu de reconvoquer le groupe spécial initial conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord. L'Australie, les CE et les États-Unis ont réservé leurs droits de tierces parties.

Le rapport du Groupe spécial de la mise en conformité a été distribué aux Membres le 9 mai 2000. Le Groupe spécial a conclu que les mesures prises par le Canada ne garantissaient pas que les opérations du Compte du Canada ne seraient pas des subventions à l'exportation prohibées.

Le 22 mai 2000, le Brésil a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial d'examen. Dans son rapport, distribué aux Membres le 9 mai 2000, l'Organe d'appel a constaté que le Brésil n'avait pas établi que le Canada n'avait pas mis en œuvre les recommandations de l'ORD. L'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel, à sa réunion du 4 août 2000. Le Canada a fait savoir qu'il avait l'intention de mettre en œuvre les recommandations de l'ORD concernant le Programme du compte du Canada.

**17. WT/DS75 et WT/DS84 – Corée – Taxes sur les boissons alcooliques**

Plaintes des Communautés européennes et des États-Unis. À la réunion de l'ORD du 19 mars 1999, la Corée a fait savoir à l'ORD qu'elle examinait les options pour la mise en œuvre de ses recommandations. Le 9 avril 1999, les deux plaignants ont demandé séparément, conformément à l'article 21:3 c) du Mémoire d'accord, que le délai raisonnable pour la mise en œuvre par la Corée des recommandations de l'ORD soit déterminé par arbitrage. Le 23 avril 1999, les trois parties au différend ont informé conjointement l'ORD qu'elles avaient désigné d'un commun accord un arbitre chargé de déterminer le délai raisonnable pour la mise en œuvre et qu'elles étaient convenues que l'arbitre devrait rendre sa décision le 7 juin 1999 au plus tard. Le 4 juin 1999, l'arbitre a déterminé que le délai raisonnable était de onze mois et deux semaines, à savoir jusqu'au 31 janvier 2000. À la réunion de l'ORD du 27 janvier 2000, la Corée a déclaré qu'elle estimait avoir pleinement mis en œuvre les décisions et recommandations de l'ORD en modifiant la Loi relative à la taxe sur les alcools et la Loi relative à la taxe scolaire, et en imposant des taux uniformes de 72 pour cent pour la taxe sur les alcools et de 30 pour cent

pour la taxe scolaire sur toutes les boissons alcooliques distillées, sur une base non discriminatoire.

**18. WT/DS76 – Japon – Mesures visant les produits agricoles**

Plainte des États-Unis. Conformément à l'article 21:3 du Mémorandum d'accord, le Japon a informé l'ORD le 13 avril 1999 qu'il étudiait les moyens de mettre en œuvre ses recommandations. Dans une communication conjointe, les deux parties ont informé l'ORD, le 15 juin 1999, qu'elles étaient convenues d'un délai de mise en œuvre de neuf mois et 12 jours à compter de la date d'adoption des rapports, à savoir du 19 mars au 31 décembre 1999.

Le 31 décembre 1999, le Japon a éliminé la prescription relative aux essais par variété ainsi que le "Guide expérimental", conformément aux décisions adoptées par l'ORD. À la réunion de l'ORD du 14 janvier 2000, le Japon a également déclaré qu'il procédait à des consultations avec les États-Unis au sujet d'une nouvelle méthode de quarantaine pour les produits qui faisaient l'objet d'une prohibition à l'importation car ils étaient hôtes du carpocapse. À la réunion de l'ORD du 24 février 2000, le Japon a indiqué qu'il comptait aboutir à une solution mutuellement satisfaisante avec les États-Unis au sujet d'une nouvelle méthode de quarantaine.

Le 23 août 2001, le Japon et les États-Unis ont notifié à l'ORD qu'ils étaient arrivés à une solution mutuellement satisfaisante au sujet des conditions de la levée des prohibitions à l'importation des fruits et noix en cause dans le différend.

**19. WT/DS79 – Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture**

Plainte des Communautés européennes. L'Inde a indiqué, à la réunion de l'ORD du 21 octobre 1998, qu'elle avait besoin d'un délai raisonnable pour se conformer aux recommandations de l'ORD et qu'elle avait l'intention de tenir des consultations avec les CE pour convenir d'un délai mutuellement acceptable. À la réunion de l'ORD du 25 novembre 1998, l'Inde a lu une déclaration rédigée conjointement avec les CE, par laquelle les deux parties indiquaient que le délai de mise en œuvre dont elles étaient convenues dans le différend en question serait le même que celui qui avait été fixé dans un différend similaire soumis par les États-Unis (WT/DS50). À la réunion de l'ORD du 28 avril 1999, l'Inde a présenté son rapport de situation final sur la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD concernant l'affaire WT/DS50. Dans ce rapport, également applicable à l'affaire WT/DS79, elle annonçait que la législation visant à mettre en œuvre ces recommandations et décisions avait été adoptée.

**20. WT/DS87 et WT/DS110 – Chili – Taxes sur les boissons alcooliques**

Plaintes des Communautés européennes. Le 11 février 2000, le Chili a informé l'ORD qu'il étudiait les moyens de mettre en œuvre ses recommandations, tout en faisant observer que toute modification des lois fiscales devait être approuvée par le Congrès et qu'il demanderait donc un délai raisonnable pour mettre en œuvre les recommandations de l'ORD. Le 15 mars 2000, le Chili a demandé, conformément à l'article 21:3 c) du Mémorandum d'accord, que le délai raisonnable soit déterminé par arbitrage.

Le rapport de l'arbitre a été distribué aux Membres le 23 mai 2000. L'arbitre a déterminé, conformément à l'article 21:3 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, que le délai raisonnable imparti au Chili pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD n'excédait pas 14 mois et neuf jours à compter du 12 janvier 2000, c'est-à-dire que

le Chili avait jusqu'au 21 mars 2001 pour promulguer et faire entrer en vigueur une loi modifiant comme il convenait la législation fiscale pertinente.

À la réunion de l'ORD du 1<sup>er</sup> février 2001, le Chili a annoncé que la législation de mise en œuvre avait été adoptée à une nette majorité à la fois à la Chambre des députés et au Sénat, et qu'elle entrerait pleinement en vigueur dès qu'elle aurait été promulguée par le Président de la République et publiée au Journal officiel. Dans le cadre de cette réforme législative, le taux actuel de 27 pour cent sera maintenu pour le Pisco et le même taux sera appliqué aux autres boissons alcooliques à compter du 21 mars 2003. Dans l'intervalle, la taxe appliquée à ces alcools sera progressivement ramenée à 27 pour cent.

**21. WT/DS90 – Inde – Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels**

Plainte des États-Unis. À la réunion de l'ORD du 14 octobre 1999, l'Inde a fait part de son intention de se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD, tout en appelant l'attention sur la suggestion du Groupe spécial selon laquelle le délai raisonnable pour la mise en œuvre en l'espèce pourrait être supérieur à 15 mois compte tenu d'une part de la pratique du FMI, du Comité de la balance des paiements et des groupes spéciaux du GATT et de l'OMC, qui consiste à accorder des périodes plus longues pour l'élimination des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements, et d'autre part du statut de pays en développement Membre de l'Inde.

Le 28 décembre 1999, les parties ont informé l'ORD qu'elles étaient parvenues à un accord sur le délai raisonnable pour la mise en œuvre par l'Inde des recommandations et décisions formulées par l'ORD. Ce délai raisonnable devait prendre fin le 1<sup>er</sup> avril 2000, sauf pour certaines positions tarifaires devant être notifiées aux États-Unis par l'Inde, pour lesquelles le délai raisonnable devait prendre fin le 1<sup>er</sup> avril 2001. Conformément à cet accord, l'Inde devait accorder également aux États-Unis un traitement non moins favorable que celui qu'elle accordait à tout autre Membre pour ce qui était de l'élimination ou de la modification des restrictions quantitatives portant sur tout produit visé par cet accord. À la réunion de l'ORD du 27 juillet 2000, l'Inde a indiqué qu'elle avait notifié aux États-Unis les positions tarifaires pour lesquelles le délai raisonnable expirerait le 1<sup>er</sup> avril 2001 et que pour les autres produits, elle avait mis en œuvre les recommandations de l'ORD pour le 1<sup>er</sup> avril 2000. À la réunion de l'ORD du 5 avril 2001, l'Inde a indiqué qu'à compter du 1<sup>er</sup> avril 2001, elle avait éliminé les restrictions quantitatives à l'importation concernant les 715 positions restantes et qu'en conséquence elle avait mis en œuvre les recommandations formulées par l'ORD en l'espèce. Les États-Unis se sont félicités de la mesure prise par l'Inde et ont dit qu'ils souhaitaient poser certaines questions à ce pays dans les jours suivants.

**22. WT/DS98 – Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers**

Plainte des Communautés européennes. Le 11 février 2000, la Corée a informé l'ORD qu'elle étudiait les moyens de mettre en œuvre ses recommandations. Le 21 mars 2000, les parties ont informé l'ORD qu'elles étaient convenues d'un délai raisonnable pour la mise en œuvre par la Corée des recommandations de l'ORD, délai qui a expiré le 20 mai 2000. À la réunion de l'ORD du 26 septembre 2000, la Corée a informé l'ORD qu'elle avait levé sa mesure de sauvegarde le 20 mai 2000 et qu'elle avait ainsi mis en œuvre les recommandations qu'il avait formulées dans le cadre de la présente affaire.

**23. WT/DS99 – États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée**

Plainte de la Corée. Le 13 avril 1999, les États-Unis ont informé l'ORD qu'ils étudiaient les moyens de mettre en œuvre ses recommandations. À la réunion de l'ORD du 26 juillet 1999, les deux parties ont informé l'ORD qu'elles étaient convenues d'un délai de mise en œuvre de huit mois à compter de la date d'adoption du rapport, à savoir à partir du 19 mars 1999. Le délai raisonnable pour la mise en œuvre a donc expiré le 19 novembre 1999.

À la réunion de l'ORD du 27 janvier 2000, les États-Unis ont déclaré qu'ils estimaient avoir mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD. Ils ont rappelé que le Département du commerce avait modifié l'article 351.222 b) dans lequel le critère "peu probable" avait été supprimé et le critère "nécessaire" de l'Accord antidumping ajouté. Le Département avait ensuite publié, le 4 novembre 1999, les résultats finals de la nouvelle détermination dans le troisième réexamen administratif, concluant que, comme une reprise du dumping était probable, il fallait maintenir l'ordonnance antidumping.

Le 9 mars 2000, la Corée a informé l'ORD qu'elle estimait que les mesures prises par les États-Unis pour se conformer aux décisions et recommandations de l'ORD n'étaient pas compatibles avec l'Accord antidumping, ni avec l'article X:1 du GATT de 1994. Elle a donc demandé que cette question soit portée devant le groupe spécial initial, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord. Le 6 avril 2000, la Corée a réitéré sa demande. À sa réunion du 25 avril 2000, l'ORD est convenu de reconvoquer le groupe spécial initial conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord. Les CE ont réservé leurs droits de tierce partie.

Le 19 septembre 2000, la Corée a demandé au Groupe spécial de suspendre ses travaux, y compris la publication de son rapport intérimaire, "jusqu'à nouvel ordre", conformément à l'article 12:12 du Mémoire d'accord. Dans une lettre adressée aux parties le 21 septembre 2000, le Groupe spécial a accédé à cette demande. Le 20 octobre 2000, les parties ont notifié à l'ORD la solution mutuellement satisfaisante qu'elles avaient trouvée à la question, qui prévoyait l'abrogation de l'ordonnance antidumping en cause à l'issue du réexamen "à l'extinction" prévu au bout de cinq ans et réalisé par le Département du commerce des États-Unis.

**24. WT/DS103 et WT/DS113 – Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers**

Plaintes des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande. À la réunion de l'ORD du 19 novembre 1999, le Canada a fait part de son intention de se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD. Le 23 décembre 1999, le Canada a informé l'ORD que, conformément à l'article 21:3 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et après être convenu de prolonger les délais prévus à l'article 21:3 b) du Mémoire d'accord, il était arrivé à un accord avec les États-Unis et la Nouvelle-Zélande sur quatre périodes distinctes à lui accorder pour qu'il applique un processus de mise en œuvre par étapes. Conformément à cet accord, le Canada devait mener à bien la dernière étape du processus de mise en œuvre au plus tard le 31 décembre 2000. Le 11 décembre 2000, le Canada, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande ont informé l'ORD qu'ils étaient convenus de prolonger le délai raisonnable jusqu'au 31 janvier 2001.

Le 16 février 2001, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande ont demandé à l'ORD de soumettre cette question au Groupe spécial initial, si possible, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord. À sa réunion du 1<sup>er</sup> mars 2001, l'ORD a soumis cette question au



Groupe spécial initial. L'Australie, les CE et le Mexique ont réservé leurs droits de tierces parties. Toujours le 16 février 2001, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande ont également demandé à l'ORD, conformément à l'article 22:2 du Mémoire d'accord, l'autorisation de suspendre, à l'égard du Canada, l'application de concessions tarifaires et d'obligations connexes au titre du GATT de 1994 portant, dans les deux cas, sur des échanges d'un montant de 35 millions de dollars EU sur une base annuelle. Le 28 février 2001, le Canada a contesté le niveau de la suspension et a demandé que la question soit soumise à arbitrage conformément à l'article 22:6 du Mémoire d'accord. À sa réunion du 1<sup>er</sup> mars 2001, l'ORD a soumis la question à arbitrage.

La composition du Groupe spécial de la mise en conformité a été arrêtée le 12 avril 2001. Ce groupe a distribué son rapport le 11 juillet 2001. Le 4 septembre 2001, le Canada a formé un recours au sujet du rapport du Groupe spécial de la mise en conformité. Dans son rapport, distribué aux Membres le 3 décembre 2001, l'Organe d'appel a conclu qu'à la lumière des constatations factuelles faites par le Groupe spécial et des faits incontestés figurant dans le dossier du Groupe spécial, il n'était pas en mesure d'achever l'analyse des allégations formulées par la Nouvelle-Zélande et les États-Unis au titre des articles 9:1 c) ou 10:1 de l'Accord sur l'agriculture, ni de l'allégation formulée par les États-Unis au titre de l'article 3.1 de l'Accord SMC. À sa réunion du 18 décembre 2001, l'Organe d'appel a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, infirmé par le rapport de l'Organe d'appel.

Le 6 décembre 2001, les États-Unis ont présenté à l'ORD un deuxième recours à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends en vue de l'établissement d'un groupe spécial. Les États-Unis ont indiqué que, le rapport de l'Organe d'appel au titre de l'article 21:5 ne contenant pas de constatations sur la compatibilité des nouvelles mesures appliquées par le Canada, ils étaient toujours d'avis que le Canada ne s'était pas conformé aux recommandations et décisions initiales de l'ORD. À la même date, la Nouvelle-Zélande a présenté une demande similaire. À sa réunion du 18 décembre 2001, l'ORD est convenu de porter pour la deuxième fois devant le Groupe spécial initial, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord, la question soulevée par la Nouvelle-Zélande et les États-Unis. À cette réunion, les CE et l'Australie ont réservé leur droit de participer en tant que tierces parties aux travaux du Groupe spécial. Le 28 décembre 2001, l'Argentine a réservé le même droit.

Le 18 décembre 2001, le Canada a conclu avec la Nouvelle-Zélande et les États-Unis, respectivement, des Mémoires d'accord additionnels concernant des procédures au titre des articles 21 et 22 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. En vertu de ces deux mémoires d'accord, le Canada et la partie intéressée sont convenus de demander que l'arbitrage sollicité par le Canada au titre de l'article 22:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends soit suspendu en attendant les conclusions du Groupe spécial de la mise en conformité.

La composition du deuxième Groupe spécial de la mise en conformité a été arrêtée le 17 janvier 2002. Dans son rapport, distribué aux Membres le 26 juillet 2002, Le 23 septembre 2002, le Canada a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le groupe spécial de la mise en conformité. Dans son rapport, distribué aux Membres le 20 décembre 2002,

Le 16 janvier 2003, les parties ont informé l'ORD qu'elles avaient demandé une prorogation de la suspension de l'arbitrage prévu à l'article 22:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends jusqu'au 7 février 2003, afin de se ménager du temps pour de nouvelles consultations. Le 6 février 2003, les parties ont informé l'ORD qu'elles étaient convenues que la procédure d'arbitrage resterait suspendue jusqu'au 10 avril 2003. Le

9 avril 2003, les parties ont informé l'ORD qu'elles étaient convenues de prolonger la suspension de la procédure d'arbitrage jusqu'au 9 mai 2003. Le 9 mai 2003, le Canada et les États-Unis d'une part, et le Canada et la Nouvelle-Zélande d'autre part, ont informé l'ORD qu'ils étaient arrivés à une solution convenue d'un commun accord au titre de l'article 3:6 du Mémorandum d'accord, dans les affaires WT/DS103 et WT/DS113.

**25. WT/DS108 – États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"**

Plainte des Communautés européennes. Conformément à l'article 21:3 du Mémorandum d'accord, les États-Unis ont informé l'ORD, le 7 avril 2000, qu'ils avaient l'intention de mettre en œuvre les recommandations de l'ORD en respectant leurs obligations dans le cadre de l'OMC. À la demande des États-Unis, l'ORD, à sa réunion du 12 octobre 2000, a modifié le délai de mise en œuvre de façon qu'il prenne fin le 1<sup>er</sup> novembre 2000. Le 17 novembre 2000, les États-Unis ont déclaré qu'en adoptant, le 15 novembre 2000, la Loi de 2000 portant abrogation des dispositions relatives aux FSC et régissant l'exclusion des revenus extraterritoriaux, ils avaient mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD. À la même date, les CE ont déclaré qu'à leur avis, les États-Unis ne s'étaient pas mis en conformité avec les recommandations et décisions de l'ORD et ont demandé aux États-Unis d'engager avec elles des consultations au titre des articles 4 et 21:5 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, de l'article 4 de l'Accord SMC, de l'article 19 de l'Accord sur l'agriculture et de l'article XXIII:1 du GATT de 1994. Le 17 novembre également, les CE ont demandé à l'ORD l'autorisation de prendre des contre-mesures appropriées et de suspendre des concessions conformément à l'article 4.10 de l'Accord SMC et à l'article 22:2 du Mémorandum d'accord.

Conformément à un accord conclu entre les parties au différend, les États-Unis demanderaient un arbitrage en ce qui concernait la demande des CE, qui serait suspendu jusqu'à ce que le groupe spécial reconstitué se soit prononcé sur la conformité de la nouvelle législation des États-Unis avec les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel. Le 27 novembre 2000, les États-Unis ont demandé que la question soit soumise à arbitrage conformément à l'article 22:6 du Mémorandum d'accord. Le 7 décembre 2000, les CE ont fait savoir à l'ORD que les consultations n'avaient pas permis de régler le différend et demandaient l'établissement d'un groupe spécial au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. À sa réunion du 20 décembre, l'ORD a décidé de soumettre la question au groupe spécial initial. Le 21 décembre 2000, conformément à un accord conclu entre les parties, les États-Unis et les CE ont demandé conjointement à l'arbitre au titre de l'article 22:6 du Mémorandum d'accord de suspendre la procédure d'arbitrage jusqu'à l'adoption du rapport du Groupe spécial ou, en cas d'appel, jusqu'à l'adoption du rapport de l'Organe d'appel. L'arbitrage a donc été suspendu.

Le 20 août 2001, le rapport du Groupe spécial de la mise en conformité a été distribué aux Membres. Le Groupe spécial a conclu que la législation FSC modifiée était toujours incompatible avec les articles 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC, avec les articles 10:1 et 8 de l'Accord sur l'agriculture et avec l'article III:4 du GATT de 1994.

Le 15 octobre 2001, les États-Unis ont notifié leur décision de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit figurant dans le rapport du Groupe spécial. Dans son rapport, distribué le 14 janvier 2002, l'Organe d'appel a confirmé les constatations du Groupe spécial selon lesquelles les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'Accord SMC, de l'Accord sur l'agriculture et du GATT de 1994 au vu des modifications apportées à la législation relative aux FSC, mesure prise par les États-Unis pour mettre en œuvre les recommandations et décisions formulées par l'ORD lors de la procédure initiale concernant l'affaire *États-Unis – FSC*. Pour ce qui est des droits des

tierces parties, l'Organe d'appel a constaté que le Groupe spécial avait fait erreur dans son interprétation de l'article 10:3 du Mémoire d'accord en refusant de décider que *toutes* les communications écrites des parties déposées avant la première réunion du Groupe spécial devaient être fournies aux tierces parties.

À sa réunion du 29 janvier 2002, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel. Conformément à l'accord sur les procédures conclu par les parties au différend en septembre 2000 (WT/DS108/12), l'arbitrage au titre de l'article 22:6 au sujet du montant des contre-mesures et de la suspension de concessions serait automatiquement réactivé.

Le 30 août 2002, la décision de l'Arbitre a été distribuée. Celui-ci a déterminé que la suspension par les Communautés européennes de concessions au titre du GATT de 1994, sous la forme de l'imposition d'un droit *ad valorem* de 100 pour cent sur les importations de certaines marchandises en provenance des États-Unis pour un montant maximal de 4 043 millions de dollars par an, telle qu'elle est décrite dans la demande d'autorisation de prendre des contre-mesures et de suspendre des concessions présentée par les Communautés européennes, constituerait des contre-mesures appropriées au sens de l'article 4.10 de l'Accord SMC.

Le 24 avril 2003, les CE ont demandé l'autorisation de suspendre l'application de concessions ou d'autres obligations au titre de l'article 22:7 du Mémoire d'accord et de l'article 4.10 de l'Accord SMC. À sa réunion du 7 mai 2003, l'ORD a donné l'autorisation aux CE de prendre des contre-mesures appropriées et de suspendre l'application de concessions.

**26. WT/DS114 – Canada – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques**

Plainte des Communautés européennes et de leurs États membres. Conformément à l'article 21:3 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, le Canada a informé l'ORD, le 25 avril 2000, qu'il demanderait un délai raisonnable pour mettre en œuvre ses recommandations. Les parties n'ayant pas pu arriver à une solution mutuellement satisfaisante quant au "délai raisonnable" pour la mise en œuvre des recommandations de l'ORD, malgré une prolongation mutuellement convenue du délai prévu à l'article 21:3 b) du Mémoire d'accord, les Communautés européennes et leurs États membres ont demandé, le 9 juin 2000, que le délai raisonnable soit déterminé par arbitrage conformément à l'article 21:3 c) du Mémoire d'accord. L'arbitre a déterminé, conformément à l'article 21:3 du Mémoire d'accord, que le délai raisonnable pour permettre au Canada de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD était de six mois à compter de la date d'adoption du rapport du Groupe spécial et que ce délai raisonnable prendrait par conséquent fin le 7 octobre 2000. À la réunion de l'ORD du 23 octobre 2000, le Canada a informé les Membres qu'il avait mis en œuvre les recommandations de l'ORD à compter du 7 octobre 2000.

**27. WT/DS121 – Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures**

Plainte des Communautés européennes. Conformément à l'article 21:3 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, l'Argentine a informé l'ORD, le 11 février 2000, que la mesure de sauvegarde resterait en vigueur jusqu'au 25 février 2000, et qu'à cette date, les mesures visant à assurer la conformité aux recommandations et aux décisions de l'ORD seraient adoptées.

**28. WT/DS122 – Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne**

Plainte de la Pologne. La Thaïlande a informé l'ORD qu'elle s'efforçait de déterminer qu'elle était la meilleure manière de se conformer aux recommandations formulées par l'ORD en l'espèce et qu'elle aurait besoin d'un délai raisonnable pour la mise en œuvre. La Pologne a réitéré sa position, affirmant que, pour mettre en œuvre les recommandations de l'ORD en l'espèce, la Thaïlande devrait abroger les droits actuellement en vigueur. Si cela n'était pas fait, la Pologne aurait recours à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. La Pologne était disposée à engager des consultations avec la Thaïlande au sujet d'un délai raisonnable pour la mise en œuvre. Le 25 mai 2001, les parties au différend ont informé l'ORD qu'elles étaient convenues que le délai raisonnable serait de six mois et 15 jours; ce délai a donc expiré le 20 octobre 2001.

À la réunion de l'ORD du 18 décembre 2001, la Thaïlande a annoncé qu'elle avait entièrement mis en œuvre les recommandations de l'ORD. La Pologne a déclaré qu'elle ne pouvait accepter la façon dont la Thaïlande avait mis en œuvre les recommandations de l'ORD parce qu'elle s'attendait à ce que les mesures en question soient soit annulées soit modifiées. De l'avis de la Pologne, la Thaïlande n'a fait que modifier la raison pour laquelle les mesures étaient imposées. La Pologne a réservé ses droits au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.

Le 18 décembre 2001, la Thaïlande et la Pologne ont conclu un accord concernant d'éventuelles procédures au titre des articles 21 et 22 du Mémorandum d'accord. Conformément à cet accord, la Pologne est convenue, au cas où elle engagerait des procédures au titre des articles 21:5 et 22 du Mémorandum d'accord, d'engager des procédures complètes au titre de l'article 21:5 avant toute procédure au titre de l'article 22. Le 21 janvier 2002, les parties ont informé l'ORD qu'elles étaient parvenues à un accord en vertu duquel la mise en œuvre des recommandations formulées par l'ORD au sujet de ce différend ne devrait plus rester inscrite à l'ordre du jour de ses réunions.

**29. WT/DS126 – Australie – Subventions accordées aux producteurs et exportateurs de cuir pour automobiles**

Plainte des États-Unis. Le 17 septembre 1999, l'Australie a fait savoir à l'ORD qu'elle avait mis en œuvre ses recommandations et décisions. Le 4 octobre 1999, les États-Unis ont informé l'ORD qu'à leur avis les mesures prises par l'Australie pour se conformer à ses décisions et recommandations n'étaient pas compatibles avec l'Accord sur les subventions, ni avec le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, et ils ont donc demandé que le groupe spécial initial soit reconvoqué conformément à l'article 21:5 dudit mémorandum. Les CE et le Mexique ont réservé leurs droits de tierces parties. Les États-Unis et l'Australie sont parvenus à un accord concernant certaines procédures devant être appliquées en l'espèce au titre des articles 21 et 22. Cet accord prévoyait, entre autres choses, que l'Australie ne soulèverait aucune exception de procédure contre l'établissement d'un groupe spécial conformément à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, tandis que les États-Unis ne demanderaient pas l'autorisation de suspendre des concessions au titre de l'article 22:2 du Mémorandum d'accord, avant que le groupe spécial d'examen n'ait distribué son rapport. Il a également été convenu qu'aucune des deux parties ne ferait appel du rapport du Groupe spécial.

À sa réunion du 14 octobre 1999, l'ORD est convenu de reconvoquer le groupe spécial initial conformément à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. Les CE et le Mexique ont réservé leurs droits de tierces parties. La composition du Groupe spécial de la mise en conformité a

été arrêtée le 1<sup>er</sup> novembre 1999. Dans son rapport, distribué aux Membres le 21 janvier 2000, le Groupe spécial de la mise en conformité a déterminé que l'Australie ne s'était pas conformée aux recommandations de l'ORD dans un délai de 90 jours et n'avait donc pas pris de mesures pour appliquer la recommandation de l'ORD dans le différend en question. L'ORD a adopté le rapport du groupe spécial d'examen le 11 février 2000. Le 24 juillet 2000, les parties ont notifié à l'ORD qu'elles étaient arrivées à une solution mutuellement satisfaisante en ce qui concernait la mise en œuvre des constatations du Groupe spécial d'examen.

**30. WT/DS132 – Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis**

Plainte des États-Unis. Conformément à l'article 21:3 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, le Mexique a informé l'ORD, le 20 mars 2000, qu'il étudiait des moyens de mettre en œuvre ses recommandations. Il a également indiqué qu'il aurait besoin d'un délai raisonnable pour mettre en œuvre ses recommandations. Le 19 avril 2000, les parties ont informé l'ORD que, conformément à l'article 21:3 b) du Mémoire d'accord, elles étaient convenues d'un délai raisonnable à accorder au Mexique pour la mise en œuvre des recommandations de l'ORD. Ce délai a expiré le 22 septembre 2000. À la réunion de l'ORD du 26 septembre 2000, le Mexique a indiqué qu'il avait publié le 20 septembre 2000 sa détermination finale dans le cadre de l'enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose en provenance des États-Unis et qu'il s'était ainsi conformé aux recommandations du Groupe spécial. Les États-Unis ont fait savoir qu'ils examineraient la détermination finale du Mexique.

Le 12 octobre 2000, les États-Unis ont demandé que l'ORD porte la question devant le groupe spécial initial, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, afin de déterminer si le Mexique avait correctement mis en œuvre les recommandations de l'ORD. À sa réunion du 23 octobre 2000, l'ORD a porté cette question devant le groupe spécial initial, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord. Les CE, la Jamaïque et Maurice ont réservé leur droit de participer en tant que tierces parties aux travaux du Groupe spécial. Les États-Unis et le Mexique ont informé l'ORD qu'ils examinaient des procédures mutuellement acceptables au titre des articles 21 et 22 du Mémoire d'accord en rapport avec cette question.

Le Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 a distribué son rapport le 22 juin 2001. Il a considéré que le Mexique n'avait pas mis en œuvre la recommandation du Groupe spécial initial et de l'ORD l'invitant à rendre sa mesure conforme à ses obligations au titre de l'Accord antidumping.

Le 24 juillet 2001, le Mexique a fait appel du rapport susmentionné. Le 20 septembre 2001, l'Organe d'appel a informé l'ORD que la publication de son rapport serait retardée. Celui-ci a été distribué aux Membres de l'OMC le 22 octobre 2001. Le 21 novembre 2001, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel.

**31. WT/DS136 et WT/DS162 – États-Unis – Loi antidumping de 1916**

Plaintes des Communautés européennes (WT/DS136) et du Japon (WT/DS162). À la réunion de l'ORD du 23 octobre 2000, les États-Unis ont déclaré qu'ils avaient l'intention de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD. Les États-Unis ont également déclaré qu'ils auraient besoin d'un délai raisonnable pour la mise en œuvre et qu'ils procéderaient à des consultations avec les CE et le Japon sur la question. Le 17 novembre 2000, les CE et le

Japon ont demandé que le délai raisonnable pour la mise en œuvre soit déterminé par arbitrage contraignant conformément à l'article 21:3 c) du Mémorandum d'accord. L'arbitre a fait distribuer son rapport le 28 février 2001. Il a décidé que le délai raisonnable en l'espèce était de dix mois et que ce délai arriverait donc à expiration le 26 juillet 2001. À sa réunion du 24 juillet 2001, l'ORD a accepté la proposition des États-Unis visant à proroger le délai raisonnable pour la mise en œuvre jusqu'à la fin de la session en cours du Congrès des États-Unis, ou jusqu'au 31 décembre 2001 si cette date était antérieure. Cette prorogation avait été convenue avec les parties au différend.

À la réunion de l'ORD du 18 décembre 2001, les États-Unis ont fait savoir que, le 23 juillet 2001, ils avaient soumis au Congrès des États-Unis un projet de loi portant abrogation de la Loi de 1916 et mettant fin à toutes les actions ou procédures engagées au titre de la Loi encore en instance. Ils ont ajouté que la session du Congrès n'ayant pas encore été clôturée, l'Administration américaine continuait à s'employer à faire adopter son projet de loi. Le Japon a invité instamment les États-Unis à achever la mise en œuvre dans le délai raisonnable imparti. Toutefois, si les États-Unis ne se conformaient pas à leurs obligations, le Japon ferait usage de ses droits au titre de l'article 22 du Mémorandum d'accord. Les CE ont également indiqué que, si les États-Unis ne se conformaient pas aux recommandations de l'ORD, elles n'auraient d'autre choix que de demander l'autorisation de suspendre des concessions ou d'autres obligations au titre de l'article 22:2 du Mémorandum d'accord. Le 7 janvier 2002, faisant valoir que les États-Unis n'avaient pas mis leurs mesures en conformité dans le délai raisonnable imparti, les CE et le Japon ont demandé l'autorisation de suspendre des concessions au titre de l'article 22:2 dudit mémorandum. Les deux Membres proposent que la suspension de concessions prenne la forme d'une législation équivalente à la Loi antidumping de 1916 à l'égard des importations en provenance des États-Unis. Le 17 janvier 2002, les États-Unis ont contesté les niveaux de la suspension d'obligations proposée par les CE et le Japon et demandé à l'ORD de soumettre la question à arbitrage, conformément à l'article 22:6 du Mémorandum d'accord. Les États-Unis ont affirmé que les CE et le Japon n'avaient pas suivi les principes et procédures énoncés à l'article 22:3. À la réunion de l'ORD du 18 janvier 2002, la question a été soumise à arbitrage. Lors de la réunion, les parties ont indiqué qu'elles menaient toujours des consultations et qu'elles demanderaient aux arbitres, une fois désignés, de suspendre leurs travaux, en vue d'étudier la possibilité de trouver une solution mutuellement satisfaisante. Le 25 février 2002, les États-Unis ont soumis à l'ORD un rapport de situation sur la mise en œuvre de ses recommandations et décisions. Le 27 février 2002, les parties ont demandé à l'arbitre de suspendre la procédure d'arbitrage et l'ont informé qu'une proposition visant à abroger la Loi de 1916 et à mettre fin à toutes les affaires en instance soumises au titre de cette loi était actuellement examinée par le Congrès des États-Unis. Les parties ont toutefois fait observer que la procédure d'arbitrage pourrait être réactivée à la demande de l'une ou l'autre partie après le 30 juin 2002 si, d'ici à cette date, aucun progrès notable n'était réalisé qui permette d'arriver à un règlement du différend.

À la réunion de l'ORD du 17 avril 2002, les États-Unis ont présenté leur rapport de situation sur la mise en œuvre des recommandations et des décisions de l'ORD. Ils ont déclaré qu'un projet de loi avait été présenté afin d'abroger la Loi antidumping de 1916 et de mettre fin à plusieurs affaires en suspens. Tout en reconnaissant les progrès réalisés, les CE et le Japon ont souligné la nécessité d'une mise en conformité rapide. Le Japon a noté que dans le cadre de l'accord bilatéral qu'il avait conclu avec les États-Unis, l'une ou l'autre partie pouvait réactiver la procédure d'arbitrage après le 30 juin 2002.

À la réunion de l'ORD du 22 mai 2002, les États-Unis ont soumis leur rapport de situation sur la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD. Les États-Unis ont indiqué

que le 23 avril 2002, un projet de loi qui abrogerait la Loi de 1916 et s'appliquerait à toutes les affaires en instance, avait été présenté au Sénat.

À la réunion de l'ORD du 24 juin 2002, les États-Unis ont présenté un rapport de situation dans lequel ils déclaraient qu'un projet de loi avait déjà été soumis au Congrès des États-Unis afin d'abroger la Loi antidumping de 1916 et de mettre fin à plusieurs affaires en suspens, et qu'ils poursuivaient leurs efforts pour trouver une solution mutuellement satisfaisante à ce différend avec les CE et le Japon. Les CE et le Japon ont exprimé leurs préoccupations quant à l'absence de progrès à cet égard et ont prié instamment les États-Unis d'abroger la Loi de 1916 le plus rapidement possible. Le Japon a averti les États-Unis qu'il pourrait réactiver la procédure d'arbitrage si la Loi de 1916 n'était pas abrogée d'ici au 30 juin. À la réunion de l'ORD du 29 juillet 2002, les États-Unis ont réitéré la déclaration susmentionnée. Les CE et le Japon ont exprimé leurs préoccupations quant à l'absence de progrès à cet égard et ont prié instamment les États-Unis d'abroger la Loi de 1916 le plus rapidement possible. Ils ont noté que les procédures contre certaines de leurs sociétés pourraient reprendre très prochainement et qu'il était impératif que les États-Unis prennent rapidement des mesures afin d'éviter à leurs sociétés de devoir engager d'énormes dépenses pour se défendre du fait d'une législation dont il avait été constaté qu'elle était incompatible avec les règles de l'OMC.

À la réunion de l'ORD du 1<sup>er</sup> octobre 2002, les États-Unis ont soumis leur rapport de situation et, s'agissant des préoccupations dont avaient fait part les CE et le Japon lors de la précédente réunion de l'ORD, ils ont indiqué que les projets de lois soumis au Congrès abrogeraient la Loi de 1916 et s'appliqueraient à toutes les affaires en instance devant les tribunaux. Les CE et le Japon ont exprimé leurs préoccupations quant à l'absence de progrès et ont indiqué que des mesures rapides devaient impérativement être prises afin d'éviter à leurs sociétés de devoir engager d'énormes dépenses pour se défendre du fait d'une législation incompatible avec les règles de l'OMC.

À la réunion de l'ORD du 11 novembre 2002, les États-Unis ont fait savoir que l'Administration américaine continuerait de travailler avec le Congrès des États-Unis après les vacances parlementaires pour progresser encore sur la voie du règlement de ce différend. Les CE et le Japon ont exprimé leurs préoccupations quant à l'absence de progrès à cet égard et ont prié instamment les États-Unis d'abroger la Loi de 1916 sans plus attendre. Ils ont noté que les procédures contre certaines de leurs sociétés avaient repris et qu'il était impératif que les États-Unis prennent rapidement des mesures afin d'éviter à leurs sociétés de devoir engager d'énormes dépenses pour se défendre du fait d'une législation dont il avait été constaté qu'elle était incompatible avec les règles de l'OMC. Les CE ont indiqué que le rapport de situation des États-Unis était incomplet car il ne mentionnait pas le projet de loi présenté en juin par le représentant M. Henry Hyde, qui, s'il était adopté, abrogerait la Loi de 1916 mais n'aurait aucune incidence sur les affaires en cours. Pour les CE, ce cas de figure serait inacceptable dès lors qu'il ne serait pas pleinement conforme aux recommandations et décisions de l'ORD.

À la réunion de l'ORD du 28 novembre 2002, les États-Unis ont répété que les projets de loi portant abrogation de la Loi de 1916 qui avaient été soumis au Congrès des États-Unis s'appliqueraient à toutes les affaires en instance devant les tribunaux. Ils ont également fait savoir que l'Administration américaine continuerait de travailler avec le Congrès des États-Unis après les vacances parlementaires pour progresser encore sur la voie du règlement de ce différend. Les CE et le Japon ont exprimé leurs préoccupations quant à l'absence de progrès à cet égard et ont prié instamment les États-Unis d'abroger la Loi de 1916 sans plus attendre. Ils ont également réexprimé leurs préoccupations quant au projet de loi présenté en juin 2002 par le représentant M. Henry Hyde, qui, s'il était adopté, abrogerait la Loi de 1916 mais n'aurait aucune incidence sur les affaires en cours. Ils ont noté que pareil résultat serait

inacceptable dès lors qu'il ne serait pas pleinement conforme aux recommandations et décisions de l'ORD. À la réunion de l'ORD du 27 janvier 2003, les États-Unis ont à nouveau soumis leurs rapports de situation, et les CE et le Japon ont réexprimé leurs préoccupations.

Étant donné qu'aucune loi n'avait été adoptée pour abroger la Loi de 1916 et mettre fin aux affaires en instance devant les tribunaux des États-Unis, le 19 septembre 2003 les CE ont demandé aux arbitres de réactiver la procédure d'arbitrage dans le différend WT/DS136. Conformément à la demande des CE, les arbitres ont repris la procédure d'arbitrage le jour même.

À la réunion de l'ORD du 2 octobre 2003, les États-Unis ont indiqué qu'un texte de loi portant abrogation de la Loi antidumping de 1916 et mettant fin à toutes les affaires en suspens avait été présenté à la fois au Sénat et à la Chambre des Représentants. Ils ont regretté que les CE aient décidé de demander la réactivation de la procédure d'arbitrage dans ce différend. Le Japon a dit qu'il restait très préoccupé par l'absence de mise en œuvre de la part des États-Unis et leur a demandé de donner des renseignements plus détaillés pour préciser si et comment les projets de loi portant abrogation présentés au Congrès seraient examinés; il a indiqué qu'il envisageait toujours la possibilité de faire réactiver la procédure d'arbitrage.

À la réunion de l'ORD du 7 novembre 2003, les États-Unis ont répété leur précédent rapport de situation et les CE et le Japon ont de nouveau fait part de leurs préoccupations. Les CE ont également indiqué que les faits de la cause étaient très semblables à ceux de l'affaire engagée par les États-Unis à l'encontre du Mexique et elles espéraient qu'il s'agissait d'un signe indiquant que les États-Unis étaient disposés à abroger la Loi de 1916 et à mettre fin à toutes les affaires en suspens. Le Japon a dit qu'il envisageait toujours de réactiver la procédure d'arbitrage prévue à l'article 22 du Mémoire d'accord, ce qui pourrait le conduire à suspendre des concessions équivalentes à l'égard des États-Unis.

À la réunion de l'ORD du 1<sup>er</sup> décembre 2003, les États-Unis ont répété leur précédent rapport de situation et les CE et le Japon ont de nouveau fait part de leurs préoccupations. Le Japon a dit qu'il envisageait toujours de réactiver la procédure d'arbitrage prévue à l'article 22 du Mémoire d'accord.

**32. WT/DS138 – États-Unis – Imposition de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud originaires du Royaume-Uni**

Plainte des Communautés européennes. À la réunion de l'ORD du 5 juillet 2000, les États-Unis ont annoncé qu'ils estimaient avoir mis en œuvre les recommandations de l'ORD au sujet de l'affaire concernant leur ordonnance frappant de droits compensateurs certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud originaires du Royaume-Uni. Donnant suite à cette affaire, les CE ont déposé une nouvelle plainte concernant le maintien en vigueur par les États-Unis de droits compensateurs selon la méthode relative aux "aliénations d'entreprise". Pour le détail de cette affaire, voir la série de documents WT/DS212.

**33. WT/DS139 et WT/DS142 – Canada – Certaines mesures concernant l'industrie automobile**

Plaintes du Japon et des Communautés européennes. Conformément à l'article 21:3 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, le Canada a informé l'ORD, le 19 juillet 2000, qu'il se conformerait à ses recommandations. L'une d'elles prévoyait que le Canada retire la subvention jugée incompatible avec l'article 3:1 a) de l'Accord sur les subventions dans un délai de 90 jours. Le 4 août 2000, le Japon et les Communautés



européennes ont demandé, au titre de l'article 21:3 c) du Mémoire d'accord, que le délai raisonnable soit déterminé par arbitrage. L'arbitre a déterminé que le "délai raisonnable" était de huit mois à compter de la date d'adoption du rapport de l'Organe d'appel et du rapport du Groupe spécial, tel qu'il avait été modifié par le rapport de l'Organe d'appel. Le "délai raisonnable" devait par conséquent expirer le 19 février 2001. À la réunion de l'ORD du 12 mars 2001, le Canada a indiqué que, depuis le 18 février 2001, il s'était conformé aux recommandations de l'ORD.

**34. WT/DS141 – Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance de l'Inde**

Plainte de l'Inde. À la réunion de l'ORD du 5 avril 2001, les CE ont indiqué qu'elles avaient l'intention de mettre en œuvre les recommandations formulées par l'ORD en l'espèce et qu'elles auraient besoin d'un délai raisonnable pour ce faire. L'Inde a dit que les CE pouvaient mener le processus de mise en œuvre à terme très rapidement. Le 26 avril 2001, les parties au différend ont fait savoir à l'ORD qu'elles étaient mutuellement convenues que le délai raisonnable serait de cinq mois et deux jours, à savoir du 12 mars 2001 au 14 août 2001.

Les CE ont modifié leur règlement instituant un droit antidumping définitif sur les importations de linge de lit en coton originaire d'Égypte, de l'Inde et du Pakistan et suspendant son application en ce qui concerne les importations originaires de l'Inde avant la date limite du 14 août 2001; mais, à la réunion de l'ORD du 23 août 2001, l'Inde a déclaré que, de son point de vue, le nouveau règlement ne rendait pas la législation communautaire pleinement conforme aux recommandations de l'ORD.

Le 13 septembre 2001, l'Inde et les CE ont informé l'ORD qu'elles étaient parvenues à un accord concernant des procédures au titre des articles 21 et 22 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Aux termes de cet accord, si l'Inde, sur la base des résultats de la procédure au titre de l'article 21:5 du Mémoire d'accord qu'elle pourrait engager, décide d'entamer une procédure au titre de l'article 22, les CE n'affirmeront pas que l'Inde ne peut pas le faire parce que sa demande a été présentée en dehors du délai de 30 jours.

Le 8 mars 2002, l'Inde a recouru à l'article 21:5 du Mémoire d'accord (demande de consultations), indiquant qu'il y avait désaccord au sujet de l'existence ou de la compatibilité avec un accord visé de mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions. Le 4 avril 2002, l'Inde a demandé l'établissement d'un groupe spécial de la mise en œuvre. À la réunion de l'ORD du 17 avril 2002, l'Inde a informé l'ORD que suite à un accord qu'elle avait conclu avec les CE, elle demandait le retrait de ce point de l'ordre du jour conformément à la Règle 6 du Règlement intérieur des réunions de l'OMC. L'ORD a accédé à la demande de l'Inde.

Le 7 mai 2002, l'Inde a demandé à nouveau l'établissement d'un groupe spécial de la mise en conformité. À la réunion de l'ORD du 22 mai 2002, il a été convenu que la question serait, si possible, soumise au groupe spécial initial. Les États-Unis ont réservé leur droit de participer aux travaux en tant que tierce partie.

**35. WT/DS146 et WT/DS175 – Inde – Mesures concernant le secteur automobile**

Plaintes des Communautés européennes (WT/DS146) et des États-Unis (WT/DS175). Le 2 mai 2002, l'Inde a informé l'ORD qu'elle aurait besoin d'un délai raisonnable pour mettre en œuvre ses recommandations et décisions et qu'elle était prête à entamer des discussions avec les CE et les États-Unis à ce sujet.

Le 18 juillet 2002, les parties ont informé l'ORD qu'elles étaient mutuellement convenues que le délai raisonnable pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD serait de cinq mois, à savoir du 5 avril 2002 au 5 septembre 2002.

Le 6 novembre 2002, l'Inde a informé l'ORD qu'elle s'était pleinement conformée aux recommandations et décisions de l'ORD dans le différend en question en publiant le 19 août 2002 l'Avis au public n° 31 mettant fin à la prescription relative à l'équilibrage des échanges. Elle a également indiqué qu'elle avait précédemment supprimé la prescription relative à l'indigénisation en vertu de l'Avis au public n° 30 du 4 septembre 2001.

**36. WT/DS155 – Argentine – Mesures visant l'exportation de peaux de bovins et l'importation de cuirs finis**

Plainte des Communautés européennes. À la réunion de l'ORD du 12 mars 2001, l'Argentine a indiqué qu'elle avait l'intention de mettre en œuvre les recommandations de l'ORD et qu'elle aurait besoin d'un délai raisonnable pour ce faire. Le 14 mai 2001, les CE ont demandé que le délai raisonnable soit déterminé par arbitrage contraignant conformément à l'article 21:3 c). Le 31 août 2001, l'arbitre a fait connaître sa décision par laquelle il fixait le délai raisonnable à 12 mois et 12 jours à compter du 16 février 2001. Ce délai devrait donc arriver à expiration le 28 février 2002.

Compte tenu des mesures concrètes qui ont été prises par l'Argentine pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD au cours du délai raisonnable qui lui a été imparti dans le cadre du différend en question, et au vu des problèmes économiques que connaît actuellement l'Argentine, les parties sont convenues des procédures ci-après: les parties poursuivraient leurs discussions sur le respect par l'Argentine des recommandations et décisions de l'ORD; et les CE garderaient le droit de demander l'autorisation de suspendre des concessions ou d'autres obligations au titre du Mémorandum d'accord à tout moment après expiration du délai raisonnable, mais seulement une fois achevées les procédures prévues à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Le 25 février 2002, les parties ont demandé à l'ORD de faire connaître leur accord concernant les procédures au titre des articles 21 et 22 du Mémorandum d'accord. Le 8 mars 2002, les parties ont notifié leur accord à l'ORD.

**37. WT/DS156 – Guatemala – Mesure antidumping définitive concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique**

Plainte du Mexique. À la réunion de l'ORD du 12 décembre 2000, conformément à l'article 21:3 du Mémorandum d'accord, le Guatemala a informé l'ORD qu'en octobre 2000, il avait supprimé la mesure antidumping et s'était ainsi conformé aux recommandations de l'ORD. Le Mexique s'est félicité que le Guatemala ait mis en œuvre les recommandations dans cette affaire.

**38. WT/DS160 – États-Unis – Article 110 5) de la Loi des États-Unis sur le droit d'auteur**

Plainte des Communautés européennes. Conformément à l'article 21:3 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, les États-Unis ont informé l'ORD, le 24 août 2000, qu'ils mettraient en œuvre ses recommandations. Ils ont proposé que le délai raisonnable pour la mise en œuvre de ces recommandations soit de 15 mois. Le 23 octobre 2000, les CE ont demandé que le délai raisonnable pour la mise en œuvre soit déterminé par arbitrage contraignant ainsi qu'il est prévu à l'article 21:3 c) du Mémorandum d'accord. L'arbitre a distribué sa décision le 15 janvier 2001. Il a déterminé que le délai raisonnable pour que les États-Unis mettent en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD dans cette affaire

était de 12 mois à compter de la date d'adoption du rapport du Groupe spécial. À sa réunion du 24 juillet 2001, l'ORD a accepté la proposition des États-Unis visant à proroger le délai raisonnable pour la mise en œuvre jusqu'à la fin de la session en cours du Congrès des États-Unis, ou jusqu'au 31 décembre 2001 si cette date était antérieure. Cette prorogation avait été convenue avec les CE.

Le 23 juillet 2001, les États-Unis et les CE ont notifié à l'ORD qu'ils étaient convenus d'engager une procédure d'arbitrage, conformément à l'article 25:2 du Mémoire d'accord, pour déterminer le niveau de l'annulation ou de la réduction d'avantages résultant, pour les CE, des dispositions de l'article 110 5) B) de la Loi des États-Unis sur le droit d'auteur. Le 9 novembre 2001, l'arbitre a déterminé que le niveau des avantages des CE qui étaient annulés ou compromis en raison de l'application de l'article 110 5) B) était de 1 219 900 euros par an.

À la réunion de l'ORD du 18 décembre 2001, les États-Unis ont indiqué qu'ils avaient engagé des discussions fructueuses avec les CE en vue de résoudre le différend avant la fin de l'expiration du délai raisonnable imparti. Les CE ont souligné que la résolution du différend nécessitait une modification de la législation qui était incompatible avec les règles de l'OMC. Elles ont déclaré que s'il n'était pas possible de conclure un accord avant la fin du délai raisonnable, elles devraient demander à l'ORD l'autorisation de suspendre des concessions ou d'autres obligations au titre de l'article 22:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Le 7 janvier 2002, faisant valoir que les États-Unis n'avaient pas mis leurs mesures en conformité dans le délai raisonnable imparti, les CE ont demandé l'autorisation de suspendre des concessions au titre de l'article 22:2 dudit mémorandum. Elles ont proposé de suspendre des concessions au titre de l'Accord sur les ADPIC afin de permettre la perception d'une redevance spéciale auprès des ressortissants américains dans le cadre des mesures à la frontière concernant des marchandises protégées par un droit d'auteur. Le 17 janvier 2002, les États-Unis ont contesté le niveau de la suspension d'obligations proposée par les CE et demandé à l'ORD de soumettre la question à arbitrage, conformément à l'article 22:6 du Mémoire d'accord. Les États-Unis ont affirmé que les principes et procédures énoncés à l'article 22:3 n'avaient pas été suivis. Lors de la réunion de l'ORD du 18 janvier 2002, les parties ont néanmoins indiqué qu'elles avaient engagé des négociations constructives et avaient bon espoir de trouver une solution mutuellement satisfaisante. Le 25 février 2002, les États-Unis ont soumis un rapport de situation concernant la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD. Le 26 février 2002, les parties ont demandé à l'arbitre de suspendre la procédure d'arbitrage, mais ont signalé que cette procédure pourrait être réactivée à la demande de l'une ou l'autre partie après le 1<sup>er</sup> mars 2002.

À la réunion de l'ORD du 17 avril 2002, les États-Unis ont présenté un rapport de situation sur la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD. Les États-Unis ont indiqué qu'ils avaient engagé des discussions avec les CE pour parvenir à un règlement positif et mutuellement acceptable du différend. Les CE ont fait part de leurs inquiétudes quant à la lenteur des progrès réalisés par les États-Unis dans la mise en œuvre et ont demandé que les États-Unis fournissent davantage de renseignements dans leur prochain rapport de situation. L'Australie a également exprimé ses préoccupations quant au délai et demandé que tout arrangement de compensation entre les parties soit appliqué sur une base non discriminatoire.

À la réunion de l'ORD du 24 juin 2002, les États-Unis ont présenté un rapport de situation sur la mise en œuvre des recommandations de l'ORD. Les États-Unis ont déclaré que l'Administration des États-Unis avait engagé des discussions avec le Congrès et les CE pour parvenir à un règlement mutuellement acceptable du différend. Les CE ont reconnu les efforts accomplis par l'Administration des États-Unis mais ont souligné l'importance de la mise en conformité des mesures des États-Unis avec leurs obligations au titre de l'Accord sur les ADPIC. L'Australie a de nouveau exprimé ses préoccupations devant le retard pris par les

États-Unis pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD et a redemandé que tout arrangement en matière de compensation convenu entre les parties soit appliqué sur une base non discriminatoire. À la réunion de l'ORD du 29 juillet 2002, les États-Unis ont répété ce qu'ils avaient déclaré antérieurement. Les CE ont reconnu les efforts fournis par l'Administration des États-Unis mais ont exprimé leurs préoccupations face au retard significatif dans la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD. Les CE ont demandé s'il serait possible que le Congrès prenne des mesures très rapidement eu égard au congé d'été et aux élections législatives devant avoir lieu à l'automne.

À la réunion de l'ORD du 1<sup>er</sup> octobre 2002, les États-Unis ont présenté leur rapport de situation sur la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD. À cette occasion, ils ont indiqué que leur Administration œuvrait avec le Congrès et les CE en vue de trouver une solution mutuellement acceptable. Les CE ont demandé s'il y avait de bonnes perspectives pour qu'une solution soit trouvée sous peu. L'Australie a dit que ses vues étant bien connues, elle ne souhaitait pas les répéter. Elle a également indiqué qu'elle avait formulé une proposition dans le cadre des négociations relatives au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, qui avait trait à ses préoccupations dans ce domaine.

Aux réunions de l'ORD des 11 et 28 novembre 2002 et du 27 janvier 2003, les États-Unis ont présenté des rapports de situation dans lesquels ils déclaraient qu'à l'instar des Communautés européennes, ils étaient résolus à trouver une solution positive et mutuellement acceptable à leur différend et que l'Administration américaine continuerait de chercher avec le Congrès, après les vacances parlementaires, à régler ce différend dès qu'il serait possible dans la pratique. Les CE se sont dites déçues que les États-Unis n'aient pas mis en œuvre les recommandations de l'ORD et leur ont instamment demandé de prendre rapidement des mesures concrètes pour régler ce différend.

Le 23 juin 2003, les États-Unis et les CE ont informé l'ORD qu'ils étaient parvenus à un arrangement temporaire mutuellement satisfaisant.

**39. WT/DS161 et WT/DS169 – Corée – Mesures affectant les importations de viande de bœuf fraîche, réfrigérée et congelée**

Plaintes des États-Unis et de l'Australie. À la réunion de l'ORD du 2 février 2001, la Corée a annoncé qu'elle avait déjà mis en œuvre certains éléments des recommandations de l'ORD et qu'elle aurait besoin d'un délai raisonnable pour achever ce processus. Le 19 avril 2001, les parties au différend ont fait savoir à l'ORD qu'elles étaient mutuellement convenues que le délai raisonnable serait de huit mois et arriverait donc à expiration le 10 septembre 2001.

À la réunion de l'ORD du 25 septembre 2001, la Corée a annoncé qu'elle avait mis en œuvre la recommandation de l'ORD dans le délai arrivé à expiration le 10 septembre. Les États-Unis ont indiqué qu'ils poursuivraient leurs travaux avec la Corée pour s'assurer que les mesures de remplacement appliquées donnent à la viande de bœuf en provenance des États-Unis le libre accès au marché coréen.

**40. WT/DS166 – États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de gluten de froment en provenance des Communautés européennes**

Plainte des Communautés européennes. À la réunion de l'ORD du 16 février 2001, les États-Unis ont indiqué qu'ils avaient l'intention de mettre en œuvre les recommandations et décisions formulées dans les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel. Le 20 mars 2001, les CE ont demandé que le délai raisonnable pour la mise en œuvre soit déterminé par arbitrage contraignant conformément à l'article 21:3 c) du Mémorandum

d'accord sur le règlement des différends. Le 10 avril 2001, les parties au différend ont fait savoir à l'ORD qu'elles étaient mutuellement convenues que le délai raisonnable serait de quatre mois et 14 jours, à savoir du 19 janvier 2001 au 2 juin 2001.

**41. WT/DS170 – Canada – Durée de la protection conférée par un brevet**

Plainte des États-Unis. À la réunion de l'ORD du 23 octobre 2000, le Canada a déclaré qu'il avait l'intention de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD. Le Canada a dit qu'il aurait besoin d'un délai raisonnable pour la mise en œuvre et qu'il procéderait à des consultations avec les États-Unis sur la question. Le 15 décembre 2000, les États-Unis ont demandé que le délai raisonnable pour la mise en œuvre par le Canada soit déterminé par arbitrage contraignant conformément à l'article 21:3 c) du Mémorandum d'accord. L'arbitre a fait distribuer son rapport le 28 février 2001. Il a décidé que le délai raisonnable en l'espèce était de dix mois et que ce délai arriverait donc à expiration le 12 août 2001.

**42. WT/DS176 – États-Unis – Article 211 de la Loi générale portant ouverture de crédits**

Plainte des Communautés européennes et de leurs États membres. À la réunion de l'ORD du 19 février 2002, les États-Unis ont indiqué qu'ils avaient besoin d'un délai raisonnable pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD. Le 28 mars 2002, les États-Unis et les CE ont informé l'ORD qu'ils étaient parvenus à un accord mutuel sur le délai raisonnable pour la mise en œuvre par les États-Unis des recommandations et décisions de l'ORD. Le délai raisonnable viendrait à expiration le 31 décembre 2002, ou à la date à laquelle la session en cours du Congrès des États-Unis serait ajournée, si cette date était postérieure, et en tout état de cause au plus tard le 3 janvier 2003.

À la réunion de l'ORD du 1<sup>er</sup> octobre 2002, les États-Unis ont présenté leur rapport de situation sur la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD. Ils ont fait mention d'un délai raisonnable de mise en œuvre convenu d'un commun accord. Ils ont également indiqué que l'Administration des États-Unis procédait à des consultations avec le Congrès afin de déterminer les mesures législatives appropriées pour régler ce différend. Les CE et Cuba ont indiqué qu'elles espéraient qu'une solution satisfaisante serait trouvée dans le délai raisonnable qui avait été convenu.

À la réunion de l'ORD du 28 novembre 2002, les États-Unis ont présenté un rapport de situation dans lequel ils déclaraient que le délai raisonnable pour la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD viendrait à expiration le 31 décembre 2002, ou à la date à laquelle la session en cours du Congrès des États-Unis serait ajournée, si cette date était postérieure, et en tout état de cause au plus tard le 3 janvier 2003. Ils ont également indiqué que l'Administration américaine travaillait avec le Congrès au règlement de ce différend. Les CE ont indiqué qu'elles demeuraient disposées à envisager toutes les solutions qui pourraient favoriser la mise en conformité des États-Unis avec les obligations qui découlent pour eux de l'Accord sur l'OMC. Même si elles comptaient trouver une solution mutuellement satisfaisante à ce différend avec les États-Unis, elles ont fait part de leurs préoccupations quant aux déclarations récentes de l'Administration des États-Unis, selon lesquelles il n'était pas nécessaire de préciser que l'article 211 ne s'appliquait pas aux cas où la marque avait été abandonnée par le titulaire initial. Elles ont rappelé qu'au cours des travaux du Groupe spécial, les représentants des États-Unis avaient donné l'assurance, acceptée par le Groupe spécial, que l'article 211 ne s'appliquerait pas à une nouvelle marque après l'abandon d'une marque antérieure à laquelle l'article 211 aurait pu s'appliquer. Elles ont également noté que les tribunaux fédéraux des États-Unis étaient d'un avis contraire et avaient appliqué l'article 211 à des marques remplaçant une marque abandonnée. Compte tenu de l'incertitude qui régnait, il était indispensable que tout règlement de ce différend tienne spécifiquement

compte de la question de l'abandon des marques. Cuba a demandé instamment aux États-Unis de rendre leurs mesures conformes aux recommandations et décisions de l'ORD dans le délai raisonnable dont ils étaient convenus avec les CE.

À la réunion de l'ORD du 28 novembre 2002, les États-Unis ont présenté un rapport de situation dans lequel ils indiquaient que le Congrès américain se réunirait au début de 2003 et que l'Administration américaine continuerait de chercher avec le Congrès à régler ce différend. Les CE ont noté que le rapport de situation des États-Unis était trop succinct et n'apportait pas d'éclairage sur les actions entreprises par les États-Unis pour rendre leurs mesures conformes aux recommandations et décisions de l'ORD. Les CE ont instamment prié les États-Unis de s'en tenir aux affirmations qu'ils avaient expressément formulées au cours des travaux du Groupe spécial et sur lesquelles ce dernier s'était appuyé. Il leur fallait absolument pour poser clairement que l'article 211 ne s'appliquait pas à une nouvelle marque après l'abandon d'une marque antérieure à laquelle l'article 211 aurait pu s'appliquer. Cuba a instamment demandé aux États-Unis de rendre leurs mesures conformes aux recommandations et décisions de l'ORD dans le délai raisonnable dont ils étaient convenus avec les CE.

Le 20 décembre 2002, les CE et les États-Unis ont informé l'ORD qu'ils étaient mutuellement convenus de modifier le délai raisonnable pour la mise en œuvre par les États-Unis des recommandations et décisions de l'ORD, de façon qu'il prenne fin le 30 juin 2003. À la réunion de l'ORD du 27 janvier 2003, les États-Unis ont présenté leur rapport de situation dans lequel ils indiquaient que l'Administration américaine était décidée à travailler avec le nouveau Congrès pour trouver une solution à ce différend. Les CE ont indiqué que, compte tenu de la prorogation du délai raisonnable, elles espéraient que l'Administration américaine et le Congrès travailleraient rapidement pour mettre leurs mesures en conformité avant l'expiration du nouveau délai. Cuba a instamment demandé aux États-Unis de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD dans le délai raisonnable dont ils étaient convenus avec les CE.

Le 30 juin 2003, les CE et les États-Unis ont informé l'ORD qu'ils étaient mutuellement convenus de modifier le délai raisonnable pour la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD par les États-Unis; ce délai arrivera à expiration le 31 décembre 2003.

À la réunion de l'ORD du 2 octobre 2003, les États-Unis ont présenté leur rapport de situation dans lequel ils notaient qu'il y avait un projet de loi en suspens à la Chambre des représentants des États-Unis, qui, entre autres choses, abrogerait l'article 211. L'Administration des États-Unis continuerait de collaborer avec le Congrès au sujet de mesures législatives appropriées qui permettraient de régler le différend. Les CE se sont félicitées de la présentation au Congrès, en juin 2003, d'un projet de loi, qui, entre autres, abrogerait l'article 211. Elles espéraient que cette abrogation, qui faisait partie d'un système complet de mesures qui assureraient une protection adéquate des droits de propriété intellectuelle, permettrait de trouver une solution à ce différend dans l'intérêt de tous.

À la réunion de l'ORD du 7 novembre 2003, les États-Unis ont indiqué que leur Administration continuerait à collaborer étroitement avec le Congrès au sujet des mesures législatives à prendre en vue de régler le différend. Les CE se sont félicitées de la présentation d'un projet de loi au Congrès en juin 2003. Cuba a dit qu'elle était préoccupée par l'absence de mise en œuvre de la part des États-Unis et leur a instamment demandé de mettre dès que possible leurs mesures en conformité avec les recommandations et décisions de l'ORD.

À la réunion de l'ORD du 1<sup>er</sup> décembre 2003, les États-Unis ont répété leur précédent rapport de situation. Les CE ont noté que le délai de mise en œuvre arriverait, en l'espèce, à expiration à la fin de décembre 2003. Cuba a de nouveau fait part de ses préoccupations.

Le 19 décembre 2003, les CE et les États-Unis ont informé l'ORD qu'ils étaient mutuellement convenus de modifier le délai raisonnable pour la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD; ce délai arrivera à expiration le 31 décembre 2004.

**43. WT/DS177 et WT/DS178 – États-Unis – Mesure de sauvegarde à l'importation d'agneau frais, réfrigéré ou congelé en provenance de Nouvelle-Zélande**

Plaintes de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie. À la réunion de l'ORD du 20 juin 2001, les États-Unis ont rappelé que, le 14 juin 2001, ils avaient communiqué par écrit à l'ORD leurs intentions en ce qui concerne la mise en œuvre dans cette affaire et ont dit qu'ils avaient l'intention de mettre en œuvre les recommandations de l'ORD d'une manière qui respecte leurs obligations dans le cadre de l'OMC. Les États-Unis ont ajouté qu'ils auraient besoin d'un délai raisonnable pour ce faire et, pour cette raison, entameraient des discussions avec les parties plaignantes. Le 27 septembre 2001, les États-Unis ont informé l'ORD de leur décision de se conformer à ses recommandations en supprimant la mesure de sauvegarde visée à compter du 15 novembre 2001. Le 28 septembre 2001, l'Australie et la Nouvelle-Zélande sont convenues que le délai raisonnable pour la mise en œuvre arriverait à expiration le 15 novembre 2001.

**44. WT/DS179 – États-Unis – Mesures antidumping visant les tôles en acier inoxydable en rouleaux et les tôles et bandes en acier inoxydable en provenance de Corée**

Plainte de la Corée. À la réunion de l'ORD du 1<sup>er</sup> mars 2001, les États-Unis ont indiqué qu'ils avaient l'intention de mettre en œuvre les recommandations de l'ORD et qu'ils auraient besoin d'un délai raisonnable pour ce faire. Le 26 avril 2001, les parties au différend ont fait savoir à l'ORD qu'elles étaient mutuellement convenues que le délai raisonnable serait de sept mois et arriverait donc à expiration le 1<sup>er</sup> septembre 2001.

À la réunion de l'ORD du 10 septembre 2001, les États-Unis ont annoncé qu'ils s'étaient conformés aux recommandations de l'ORD le 1<sup>er</sup> septembre 2001. À la même réunion, la Corée a confirmé que lesdites recommandations avaient été mises en œuvre.

**45. WT/DS184 – États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon**

Plainte du Japon. Le 20 novembre 2001, le Japon a demandé que le délai raisonnable pour la mise en œuvre des recommandations de l'ORD soit déterminé par un arbitrage contraignant au titre de l'article 21:3 c) du Mémoire d'accord. Dans l'attente de la désignation de l'arbitre, le Japon et les États-Unis sont convenus que le délai prévu par cette disposition devait être prolongé, et la décision de l'arbitre rendue le 19 février 2002 au plus tard. Il a conclu que le délai raisonnable imparti aux États-Unis pour mettre en œuvre les recommandations de l'ORD était de 15 mois à compter du 23 août 2001. Ce délai arrivera donc à expiration le 23 novembre 2002.

À la réunion de l'ORD du 1<sup>er</sup> octobre 2002, les États-Unis ont présenté leur rapport de situation sur la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD. Ils ont indiqué que leur Administration avait commencé à prendre des mesures pour se conformer auxdites recommandations et décisions. À cette fin, le Département du commerce des États-Unis avait publié une proposition de modification du critère de la "libre concurrence" afin de mettre en

œuvre les recommandations et décisions de l'ORD. Les États-Unis avaient l'intention d'appliquer ce critère aux produits en acier laminés à chaud qui faisaient l'objet du différend. Ils ont confirmé que ce critère serait appliqué dans les procédures antidumping qu'ils engageraient dans le futur. En ce qui concerne les aspects législatifs du différend, l'Administration des États-Unis poursuivait ses consultations avec le Congrès au sujet des mesures législatives appropriées pour régler le différend.

Le Japon s'est dit préoccupé par le fait que les États-Unis pourraient bien ne pas être en mesure de remplir leurs obligations avant que le délai raisonnable n'arrive à expiration. Leur rapport de situation faisait bien état de mesures prises par le Département du commerce et le Congrès des États-Unis pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD, mais ne faisait aucune mention de la Commission du commerce international des États-Unis, au sujet de laquelle il avait été constaté qu'elle appliquait la loi des États-Unis d'une façon incompatible avec les obligations découlant pour eux de l'Accord sur l'OMC. Le Japon a instamment demandé aux États-Unis de mettre leurs mesures en conformité avec les recommandations et décisions de l'ORD et a indiqué qu'il surveillerait attentivement tous les aspects de cette mise en œuvre. Les CE ont instamment demandé aux États-Unis de mettre rapidement en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD.

À la réunion de l'ORD du 11 novembre 2002, les États-Unis ont présenté un rapport de situation dans lequel ils déclaraient que le Département du commerce des États-Unis avait publié une proposition de modification du critère de la "libre concurrence" afin de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD. Ils ont indiqué qu'ils avaient l'intention d'appliquer ce critère aux produits en acier laminés à chaud qui faisaient l'objet du différend. Ils ont confirmé que ce critère serait appliqué dans les procédures antidumping qu'ils engageraient dans le futur. En ce qui concerne les aspects législatifs du différend, ils ont indiqué que l'Administration des États-Unis travaillait avec le Congrès au règlement de ce différend. Le Japon a fait observer que le délai raisonnable pour la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD venait à expiration le 23 novembre 2002 et il craignait que les États-Unis ne soient pas en mesure de remplir leurs obligations d'ici là. Il a indiqué que le rapport de situation présenté par les États-Unis faisait bien état de mesures prises par le Département du commerce et le Congrès pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD, mais ne faisait aucune mention de la Commission du commerce international, au sujet de laquelle il avait été constaté qu'elle appliquait la loi des États-Unis d'une façon incompatible avec les obligations découlant pour eux de l'Accord sur l'OMC. Il a instamment demandé aux États-Unis de mettre leurs mesures en conformité avec les recommandations et décisions de l'ORD et a indiqué qu'il aurait le droit, après l'expiration du délai raisonnable, de demander l'autorisation de suspendre l'application de concessions ou d'autres obligations, conformément à l'article 22:2 du Mémoire d'accord

Le 22 novembre 2002, les États-Unis ont demandé à l'ORD de modifier le délai raisonnable. Les États-Unis ont proposé de modifier le délai raisonnable de façon qu'il arrive à expiration le 31 décembre 2003, ou à la date de clôture de la première session du prochain Congrès des États-Unis, si cette date était antérieure. Les États-Unis estimaient que cette prorogation contribuerait à la réalisation d'un objectif essentiel du système de règlement des différends, qui était d'arriver à une solution mutuellement satisfaisante des différends.

À la réunion de l'ORD du 28 novembre 2002, les États-Unis ont déclaré que le Département du commerce avait publié une nouvelle détermination finale dans le cadre de l'enquête en matière de droits antidumping concernant des produits en acier laminés à chaud, qui mettait en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD relatives au calcul des marges de dumping dans le cadre de cette enquête. En ce qui concerne les recommandations et décisions de l'ORD relatives à la Loi des États-Unis sur les droits antidumping, ces derniers



ont indiqué que l'Administration des États-Unis poursuivait ses consultations et sa collaboration avec le Congrès en vue de résoudre ce différend d'une manière mutuellement satisfaisante. À cette fin, les États-Unis procédaient à des consultations avec le Japon et avaient demandé son accord pour proroger le délai raisonnable prévu dans cette affaire jusqu'au 31 décembre 2003 ou jusqu'à la fin de la première session du prochain Congrès, si cette date était antérieure. Le Japon s'est dit déçu par le fait que les États-Unis n'avaient pas mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD dans le délai raisonnable imparti et a ajouté que cela compromettrait la crédibilité du mécanisme de règlement des différends. Il a également ajouté qu'il accepterait probablement de proroger le délai raisonnable, mais qu'il comptait que les États-Unis mettraient leurs mesures en conformité dès qu'il serait possible dans la pratique. Il a aussi réservé son droit de prendre les mesures appropriées si les États-Unis ne se mettaient toujours pas en conformité.

À sa réunion du 5 décembre 2002, l'ORD a accédé à la demande des États-Unis concernant la prorogation du délai raisonnable pour la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD dans ce différend. À la réunion de l'ORD du 27 janvier 2003, les États-Unis ont présenté un rapport de situation dans lequel ils rappelaient une de leurs déclarations concernant l'établissement d'une nouvelle détermination finale par le Département du commerce dans le cadre de l'enquête en matière de droits antidumping concernant des produits en acier laminés à chaud qui, d'après eux, mettait en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD relatives au calcul des marges de dumping dans le cadre de cette enquête. En ce qui concerne les recommandations et décisions de l'ORD relatives à la Loi des États-Unis sur les droits antidumping, les États-Unis ont indiqué que leur Administration travaillerait avec le nouveau Congrès en vue de trouver une solution satisfaisante à ce différend. Le Japon s'est dit déçu par le fait que les États-Unis n'avaient pas mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD dans le délai raisonnable imparti et a ajouté que cela compromettrait la crédibilité du mécanisme de règlement des différends. Il a instamment demandé à l'Administration américaine d'intensifier ses efforts et de travailler avec le nouveau Congrès pour mettre en œuvre dès que possible les recommandations et décisions de l'ORD.

À la réunion de l'ORD du 2 octobre 2003, les États-Unis ont présenté leur rapport de situation et ont indiqué que pour ce qui était des recommandations et décisions de l'ORD sur leur loi antidumping, l'Administration américaine poursuivrait ses consultations et sa collaboration avec le Congrès en vue de résoudre cette question. À cet égard, ils ont dit que l'Administration américaine appuyait l'adoption de modifications spécifiques de la législation des États-Unis en matière de droits antidumping qui mettraient en œuvre ces recommandations et décisions. Le Japon a noté que ni le rapport de situation des États-Unis ni leur déclaration ne contenait d'explication concrète de leur plan pour la mise en œuvre. Il a instamment demandé aux États-Unis de mettre en œuvre les recommandations de l'ORD avant la fin de la première session du 108<sup>ème</sup> Congrès et de tenir au plus vite des consultations détaillées avec lui sur la façon dont ils entendaient mettre les recommandations en œuvre et sur le moment choisi pour ce faire.

À la réunion de l'ORD du 7 novembre 2003, les États-Unis ont indiqué que s'agissant des recommandations et décisions de l'ORD sur la loi antidumping américaine, leur Administration appuyait l'adoption de modifications spécifiques de la législation des États-Unis en matière de droits antidumping pour la mettre en conformité avec les recommandations et décisions de l'ORD. Le Japon a indiqué que le délai raisonnable prorogé pour la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD dont étaient convenues les parties arrivait à expiration, pourtant les amendements législatifs nécessaires n'avaient pas été présentés au Congrès, qui s'apprêtait à partir en vacances. Le Japon a également suggéré qu'il serait utile que les États-Unis le consultent sur la façon dont ils entendaient mettre en œuvre les recommandations. Le 21 novembre 2003, les États-Unis ont adressé une notification au

Président de l'ORD afin de proposer que le délai raisonnable pour la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD soit modifié de manière à ce qu'il arrive à expiration le 31 juillet 2004 et lui indiquant qu'ils tenaient des consultations avec le Japon au sujet de cette proposition. À sa réunion du 10 décembre 2003, l'ORD a fait droit à la demande de prolongation du délai raisonnable pour la mise en œuvre de ses recommandations et décisions présentée par les États-Unis.

**46. WT/DS189 – Argentine – Mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie**

Plainte des Communautés européennes. Le 20 décembre 2001, les Communautés européennes et l'Argentine ont informé l'ORD qu'elles étaient convenues d'un commun accord d'un délai raisonnable de cinq mois pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD, à savoir du 5 novembre 2001 au 5 avril 2002.

À la réunion de l'ORD du 22 mai 2002, l'Argentine a annoncé que le 24 avril 2002, le Ministère de la production avait adopté la Décision 76/02 portant abrogation des mesures antidumping contestées en l'espèce. L'Argentine considérait qu'avec la promulgation de cette mesure, elle avait intégralement mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD dans l'affaire en question. Les CE se sont félicitées de cette action rapide de l'Argentine.

**47. WT/DS192 – États-Unis – Mesure de sauvegarde transitoire appliquée aux fils de coton peignés en provenance du Pakistan**

Plainte du Pakistan. À la réunion de l'ORD du 21 novembre 2001, les États-Unis ont déclaré que le 8 novembre 2001 le Comité interadministrations pour l'application des Accords sur les textiles avait chargé l'Administration des douanes des États-Unis de supprimer la limite fixée aux importations de fils de coton peignés en provenance du Pakistan. Les États-Unis ont indiqué que par cette mesure, ayant pris effet le 9 novembre 2001, ils avaient mis en œuvre les recommandations de l'ORD.

**48. WT/DS202 – États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de tubes et tuyaux de qualité carbone soudés, de section circulaire, en provenance de Corée**

Plainte de la Corée. À la réunion de l'ORD du 5 avril 2002, les États-Unis ont fait part de leur intention de mettre en œuvre les recommandations de l'ORD et ont indiqué qu'ils engageraient des consultations avec la Corée afin de fixer un délai raisonnable de mise en œuvre. À la réunion de l'ORD du 17 avril 2002, la Corée a fait part de ses inquiétudes quant à l'absence de proposition de la part des États-Unis concernant un délai raisonnable de mise en conformité. Les États-Unis ont déclaré qu'ils proposeraient un délai raisonnable dès que possible. Le 29 avril 2002, la Corée a demandé à l'ORD que le "délai raisonnable" soit déterminé par arbitrage contraignant conformément à l'article 23:1 c) du Mémorandum d'accord. Le 13 mai 2002, la Corée a demandé au Directeur général de désigner un arbitre. Le 23 mai 2002, le Directeur général a désigné un arbitre. La décision devait être rendue le 12 juillet 2002. Par une lettre conjointe du 12 juillet 2002, les parties ont demandé que l'arbitre reporte sa décision au 22 juillet 2002 afin de laisser du temps pour des discussions bilatérales additionnelles entre elles. L'arbitre a accédé à la demande. Des demandes conjointes additionnelles de report ont été reçues les 19 et 22 juillet 2002, par lesquelles les parties demandaient que la décision au titre de l'article 21:3 c) du Mémorandum d'accord soit reportée au 24 juillet 2002 et 26 juillet 2002 respectivement. L'arbitre a également accédé à ces demandes additionnelles. Par des lettres datées du 24 juillet 2002, les parties ont informé l'arbitre qu'elles étaient parvenues à un accord sur le délai raisonnable pour la mise en

conformité en l'espèce. Par conséquent, l'arbitre n'a pas rendu sa décision et a, au lieu de cela, publié un rapport retraçant l'historique de la procédure de cet arbitrage.

À la réunion de l'ORD du 18 mars 2003, les États-Unis ont indiqué que leur mesure de sauvegarde visant les tubes et tuyaux en provenance de Corée avait été supprimée le 1<sup>er</sup> mars 2003.

**49. WT/DS206 – États-Unis – Mesures antidumping et compensatoires appliquées aux tôles en acier en provenance de l'Inde**

Plainte de l'Inde. Le 1<sup>er</sup> octobre 2002, les États-Unis et l'Inde ont informé l'ORD que, conformément à l'article 21:3 b) du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, ils étaient mutuellement convenus que le délai raisonnable pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD concernant ce différend serait de cinq mois, à savoir du 29 juillet 2002 au 29 décembre 2002. Le 17 janvier 2003, les parties ont informé l'ORD qu'elles étaient mutuellement convenues de modifier le délai raisonnable pour la mise en œuvre de façon qu'il prenne fin le 31 janvier 2003.

Le 14 février 2003, les parties ont informé l'ORD qu'elles étaient convenues de certaines procédures au titre des articles 21 et 22 du Mémoire d'accord. Conformément à ces procédures convenues, si l'Inde demande l'établissement d'un groupe spécial de la mise en conformité au titre de l'article 21:5, les États-Unis ne s'y opposeront pas. L'Inde convient de ne pas demander l'autorisation de suspendre des concessions au titre de l'article 22 tant que les rapports de la mise en conformité n'auront pas été adoptés (Groupe spécial et Organe d'appel, le cas échéant) et les États-Unis conviennent de ne pas affirmer que l'Inde n'a pas la possibilité de le faire du fait que sa demande a été présentée en dehors du délai de 30 jours.

**50. WT/DS207 – Chili – Système des fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles**

Plainte de l'Argentine. À la réunion de l'ORD du 11 novembre 2002, le Chili a indiqué qu'il avait l'intention de se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD. À cet fin, il tenait des consultations avec l'Argentine en vue de trouver une solution mutuellement satisfaisante au différend. Il a également indiqué qu'il aurait besoin d'un délai raisonnable pour mettre ses mesures en conformité avec les recommandations et décisions de l'ORD. Le 6 décembre 2002, le Chili a informé l'ORD qu'à cette date, il n'avait pas pu convenir, avec l'Argentine, de la durée de ce délai raisonnable et a donc demandé que la détermination du délai raisonnable fasse l'objet d'un arbitrage contraignant, conformément à l'article 21:3 c) du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Le 16 décembre 2002, l'Argentine et le Chili ont informé l'ORD qu'ils étaient convenus de reporter la date limite pour prévue l'arbitrage contraignant, qui serait donc mené à bien 90 jours au plus tard après la date de la désignation de l'arbitre (et non 90 jours après la date de l'adoption des recommandations et décisions de l'ORD). Toujours le 16 décembre, l'Argentine et le Chili ont demandé à M. John Lockhart, membre de l'Organe d'appel, d'exercer les fonctions d'arbitre aux fins de l'article 21:3 c) du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Le 17 décembre 2002, M. John Lockhart a confirmé qu'il acceptait d'être désigné comme arbitre.

Le 17 mars 2003, l'arbitre a fait connaître sa décision. Il a déterminé que le "délai raisonnable" pour permettre au Chili de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD en l'espèce était de 14 mois (23 décembre 2003).

À la réunion de l'ORD du 2 octobre 2003, le Chili a indiqué que le 25 septembre 2003, la Loi n° 19.897 établissant un nouveau système de fourchettes de prix avait été promulguée pour remplacer la Loi n° 18.525. Cette nouvelle loi entrerait en vigueur le 16 décembre 2003, à savoir avant l'expiration du délai raisonnable de mise en conformité. L'Argentine a posé des questions détaillées concernant cette nouvelle loi. Le Chili a pris note de la déclaration de l'Argentine et lui a demandé de présenter ses questions par écrit.

À la réunion de l'ORD du 7 novembre 2003, le Chili a indiqué que la Loi n° 19.897 devait entrer en vigueur le 16 décembre 2003, autrement dit avant l'expiration du délai raisonnable de mise en conformité, et qu'avec cette nouvelle loi, il s'était conformé aux recommandations et décisions de l'ORD. L'Argentine a indiqué que le nouveau système ne se conformait pas pleinement aux recommandations et décisions de l'ORD car il reprenait la plupart des éléments essentiels du système précédent, et qu'elle attendait toujours les réponses à ses questions concernant le nouveau système de fourchettes de prix. Elle a également indiqué qu'en raison de ses relations étroites avec le Chili, elle était toujours disposée à étudier la possibilité d'arriver à une solution mutuellement satisfaisante de ce différend.

À la réunion de l'ORD du 1<sup>er</sup> décembre 2003, le Chili a indiqué qu'il avait déjà adopté un certain nombre de mesures pour se conformer aux recommandations de l'ORD, comme il l'avait dit précédemment. L'Argentine a redit que les mesures prises par le Chili pour se conformer aux recommandations ne constituaient pas une mise en œuvre en l'espèce puisque le système des fourchettes de prix continuerait à être maintenu. Selon elle, il serait bon que les parties engagent des négociations sur la compensation avant l'expiration du délai de mise en œuvre. Le Brésil a dit qu'il estimait lui aussi que les mesures prises par le Chili pour se conformer aux recommandations n'étaient toujours pas conformes aux dispositions de l'Accord sur l'agriculture.

Le 24 décembre 2003, l'Argentine et le Chili ont informé l'ORD qu'ils étaient convenus de certaines procédures au titre des articles 21 et 22 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

À la réunion de l'ORD du 23 janvier 2004, le Chili et l'Argentine ont fait observer qu'ils avaient conclu un accord bilatéral concernant les procédures au titre des articles 21:5 et 22 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. À cet égard, le Chili a relevé que la question de la chronologie entre les articles 21:5 et 22 nécessitait une solution multilatérale car les accords *ad hoc* ne s'appliquaient qu'à des différends spécifiques. L'Argentine a fait observer que les parties engageraient sous peu des consultations au sujet des questions de mise en œuvre.

**51. WT/DS211 – Égypte – Mesures antidumping définitives à l'importation de barres d'armature en acier en provenance de la Turquie**

Plainte de la Turquie. Le 14 novembre 2002, l'Égypte et la Turquie ont informé le Président de l'Organe de règlement des différends qu'elles étaient mutuellement convenues que le délai raisonnable pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD ne serait pas supérieur à neuf mois, à savoir du 1<sup>er</sup> novembre 2002 au 31 juillet 2003.

**52. WT/DS212 – États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes**

Plainte des Communautés européennes. À la réunion de l'ORD du 27 janvier 2003, les États-Unis ont indiqué qu'ils avaient l'intention de se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD de façon à respecter leurs obligations dans le cadre de l'OMC et que, pour

ce faire, ils auraient besoin d'un délai raisonnable pour leur mise en œuvre. Les CE ont instamment demandé aux États-Unis de mettre rapidement leurs mesures en conformité avec les recommandations et décisions de l'ORD. Elles ont indiqué que, puisque le principe qui sous-tendait les constatations formulées en l'espèce avait été posé par l'Organe d'appel dans une affaire précédente (EU - Imposition de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud originaires du Royaume-Uni) et puisque les États-Unis devaient donc savoir à présent ce qu'ils avaient à faire pour mettre leurs mesures en conformité avec les disciplines de l'OMC, le délai raisonnable devrait être court. Le 10 avril 2003, les parties ont notifié à l'ORD qu'elles étaient convenues d'un délai raisonnable pour la mise en œuvre de dix mois (du 8 janvier 2003 au 8 novembre 2003).

À la réunion de l'ORD du 7 novembre 2003, les États-Unis ont présenté leur premier rapport de situation, dans lequel ils indiquaient que le 23 juin 2003, le Département du commerce des États-Unis avait publié un avis annonçant une modification dans la façon dont il analyserait la question de savoir si une entreprise publique subventionnée restait subventionnée après sa "privatisation"; le Département du commerce avait également rendu des déterminations finales révisées pour chacune des 12 déterminations en matière de droits compensateurs rendues le 24 octobre 2003; suite à ces mesures, les États-Unis estimaient qu'ils avaient mis leurs mesures en pleine conformité avec les recommandations et décisions de l'ORD. Les CE ont indiqué qu'il fallait certes se féliciter de la modification de la législation, puisqu'elle permettait d'établir la présomption selon laquelle une entreprise ne serait pas considérée comme ayant bénéficié de subventions antérieures si elle avait été privatisée dans des conditions de pleine concurrence et à la juste valeur marchande, mais que certains éléments de la législation suscitaient des craintes; il apparaissait que certains des facteurs que le Département du commerce devait prendre en compte dans sa détermination allaient au-delà des "politiques gouvernementales, économiques et autres". Les CE ont par ailleurs indiqué que bien que satisfaites des résultats du réexamen par le Département du commerce de huit des 12 cas de privatisation, elles regrettaient qu'il ait été décidé qu'une analyse de la privatisation n'était pas nécessaire pour mettre en œuvre les décisions de l'ORD dans les quatre autres cas, et qu'elles étudiaient les raisons d'une telle omission, ainsi que ses conséquences sur le processus de mise en œuvre. Le Mexique a dit qu'il était en train d'examiner, en tant que tierce partie, si la nouvelle mesure des États-Unis se conformait pleinement aux recommandations et décisions de l'ORD.

À la réunion de l'ORD du 1<sup>er</sup> décembre 2003, les CE ont de nouveau fait part de leurs préoccupations concernant certains aspects de la mise en œuvre des décisions de l'ORD par les États-Unis. En particulier, elles étaient préoccupées par le traitement des quatre cas dans lesquels le Département du commerce avait refusé d'examiner la nature des privatisations. Elles ont indiqué que des discussions étaient en cours sur ce point pour étudier la possibilité de trouver une solution mutuellement acceptable. Toutefois, les CE ont réservé leur droit d'engager une procédure de groupe spécial de la mise en conformité. Les États-Unis ont dit qu'ils s'étaient conformés aux recommandations de l'ORD en l'espèce. Ils étaient déçus d'apprendre que les CE étaient préoccupées par certains aspects des déterminations révisées et ils étaient disposés à discuter avec elles des manières possibles d'approcher ces préoccupations. Le Brésil a dit que ses entreprises subissaient des dommages commerciaux en raison de la méthodologie adoptée par les États-Unis, qui était incompatible avec les règles de l'OMC.

**53. WT/DS217, WT/DS234 – États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention**

Plainte conjointe de l'Australie, du Brésil, du Chili, des Communautés européennes, de la Corée, de l'Inde, de l'Indonésie, du Japon et de la Thaïlande d'une part (WT/DS217) et du

Canada et du Mexique d'autre part (WT/DS234). Le 14 mars 2003, les parties plaignantes ont demandé un arbitrage au titre de l'article 21:3 c) du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends pour déterminer le délai raisonnable accordé aux États-Unis pour se conformer aux recommandations de l'ORD. Le 24 mars 2003, elles ont demandé au Directeur général de désigner un arbitre en consultation avec les parties, conformément à la note de bas de page 12 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Le 4 avril 2003, le Directeur général a désigné un arbitre. Le 13 juin 2003, l'arbitre a communiqué sa décision aux parties. Il a conclu que le "délai raisonnable" pour permettre aux États-Unis de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD était de onze mois à compter de la date d'adoption par l'ORD des rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel sur cette affaire. Le délai raisonnable arrivera donc à expiration le 27 décembre 2003.

Le 14 janvier 2004, l'ORD a été informé que les États-Unis et, respectivement, la Thaïlande, l'Australie et l'Indonésie étaient mutuellement convenus de modifier le délai raisonnable; le délai arrivera donc à expiration le 27 décembre 2004. Le 15 janvier 2004, au motif que les États-Unis n'avaient pas mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD dans le délai raisonnable, le Brésil, le Chili, les CE, l'Inde, le Japon, la Corée, le Canada et le Mexique ont demandé à l'ORD l'autorisation de suspendre des concessions conformément à l'article 22:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Le 23 janvier 2004, les États-Unis ont demandé, conformément à l'article 22:6 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, que la question soit soumise à arbitrage car ils contestaient le niveau de la suspension des concessions proposées par les parties susmentionnées. À sa réunion du 26 janvier 2004, l'ORD a décidé de soumettre la question à arbitrage.

**54. WT/DS219 – Communautés européennes – Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil**

Plainte du Brésil. Le 18 août 2003, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel. Le 15 septembre 2003, les Communautés européennes ont confirmé, dans une communication qu'elles ont adressée à l'ORD, qu'elles entendaient mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD.

Le 1<sup>er</sup> octobre 2003, les CE et le Brésil ont informé l'ORD qu'ils étaient convenus que le délai raisonnable imparti aux CE pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD serait de sept mois, à savoir jusqu'au 19 mars 2004.

**55. WT/DS222 – Canada – Crédits à l'exportation et garanties de prêts accordés pour les aéronefs régionaux**

Plainte du Brésil. À la réunion de l'ORD du 8 mars 2002, le Canada a fait savoir qu'il examinait les options qui s'offraient à lui quant à la meilleure façon de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD.

Le 23 mai 2002, au motif que le Canada n'avait pas mis en œuvre les recommandations de l'ORD dans le délai de 90 jours accordé par ce dernier, le Brésil a demandé l'autorisation de suspendre des concessions conformément à l'article 22:2 du Mémorandum d'accord. Le Brésil a proposé que la suspension de concessions prenne les formes suivantes de contre-mesures ou certaines de ces formes:

- suspension de son obligation énoncée au paragraphe 6 a) de l'article VI du GATT de déterminer l'objet du subventionnement au titre des programmes Compte du Canada de la SEE et Compte de la société;

- suspension de l'application des obligations énoncées dans l'Accord sur les procédures de licences d'importation pour ce qui est des prescriptions en matière de licences concernant les importations en provenance du Canada; et
- suspension de concessions tarifaires et d'autres obligations au titre du GATT de 1994 pour les produits figurant dans la liste jointe à la communication du Brésil du 23 mai 2002.

À la réunion de l'ORD du 3 juin 2002, le Brésil et le Canada ont informé l'ORD qu'ils étaient parvenus à un accord à ce sujet. Aux termes de l'accord, les parties sont convenues qu'il ne serait en aucune façon porté préjudice au droit du Brésil de demander l'autorisation de prendre des contre-mesures appropriées, conformément à l'article 4.10 de l'Accord SMC et à l'article 22:2 du Mémoire d'accord, et que les délais applicables prévus par le Mémoire d'accord ne seraient pas affectés.

À la réunion de l'ORD du 24 juin 2002, le Brésil a déclaré qu'il demandait l'autorisation de suspendre des concessions portant sur un montant de 3,36 milliards de dollars EU à l'égard du Canada étant donné que le Canada n'avait pas retiré ses subventions à l'exportation prohibées dans le délai spécifié par le Groupe spécial. Le Canada a contesté le droit du Brésil de demander à l'ORD l'autorisation de suspendre des concessions. Il a fait valoir que le Brésil n'avait pas rempli les conditions énoncées à l'article 22:2 du Mémoire d'accord et que par conséquent, il ne pouvait pas se prévaloir de l'article 22:6 du Mémoire d'accord. Le Canada a également formulé des objections concernant les contre-mesures proposées par le Brésil. L'ORD a soumis la question à arbitrage conformément à l'article 22:6 du Mémoire d'accord et à l'article 4.11 de l'Accord SMC.

Le 17 février 2003, l'arbitre a fait connaître sa décision. Il a déterminé que la suspension de concessions par le Brésil portant sur des échanges d'un montant total de 247 797 000 dollars EU constituerait des contre-mesures appropriées au sens de l'article 4.10 de l'Accord SMC. Le 6 mars 2003, le Brésil a demandé l'autorisation de suspendre des concessions et d'autres obligations au titre de l'article 22:7 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et de l'article 4.10 de l'Accord SMC. À sa réunion du 18 mars 2003, l'ORD a autorisé la suspension de concessions.

#### **56. WT/DS231 – Communautés européennes – Désignation commerciale des sardines**

Plainte du Pérou. À la réunion de l'ORD du 11 novembre 2002, les CE ont indiqué qu'elles s'employaient à mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD d'une manière compatible avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC, en particulier avec l'article 2.4 de l'Accord OTC. Toutefois, elles ont fait savoir que pour y parvenir, elles auraient besoin d'un délai raisonnable pour mettre leurs mesures en conformité avec les obligations découlant pour elles de l'Accord OTC, en particulier compte tenu du fait qu'une telle mise en œuvre entraînerait l'abrogation d'une mesure réglementaire. À cette fin, les CE souhaitaient procéder à des consultations avec le Pérou au titre de l'article 21:3 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends afin de convenir du délai raisonnable nécessaire à la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD.

Le 19 décembre 2002, le Pérou et les CE ont informé l'ORD qu'ils étaient convenus que le délai raisonnable imparti aux Communautés européennes pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD viendrait à expiration le 23 avril 2003. Le 14 avril 2003, les parties ont informé l'ORD qu'elles étaient convenues de prolonger le délai raisonnable jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2003.

**57. WT/DS236 – États-Unis – Déterminations préliminaires concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada**

Plainte du Canada. À la réunion de l'ORD du 28 novembre 2002, les États-Unis ont indiqué que les mesures en cause dans le cadre de ce différend n'étaient plus en vigueur et que les dépôts provisoires en espèces contestés par le Canada avaient été restitués avant la distribution du rapport du Groupe spécial. Dans ces conditions, il n'était pas nécessaire qu'ils prennent de nouvelles mesures pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD. Le Canada a rejeté le point de vue des États-Unis selon lequel il n'avaient pas à prendre de mesure pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD. Il a dit que les méthodes prévues par la législation des États-Unis dont le Groupe spécial avait constaté qu'elles étaient manifestement illicites en ce qui concerne la détermination préliminaire en matière de droits compensateurs, restaient inchangées dans la détermination finale.

**58. WT/DS238 – Argentine – Mesure de sauvegarde définitive à l'importation de pêches en conserve**

Plainte du Chili. À sa réunion du 15 avril 2003, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial. Le 14 mai 2003, l'Argentine a informé l'ORD qu'elle ne pouvait pas se conformer immédiatement à ses recommandations et a donc demandé un délai raisonnable pour le faire. Le 27 juin 2003, l'Argentine et le Chili ont informé l'ORD qu'ils étaient mutuellement convenus que le délai raisonnable courrait jusqu'au 31 décembre 2003.

À sa réunion du 23 janvier 2004, l'Argentine a annoncé que la mesure de sauvegarde en cause avait été retirée le 31 décembre 2003 conformément à l'accord conclu entre l'Argentine et le Chili et qu'à son avis, elle avait ainsi mis en œuvre les recommandations de l'ORD. Le Chili s'est félicité du retrait de la mesure par l'Argentine.

**59. WT/DS245 – Japon – Mesures visant l'importation de pommes**

Plainte des États-Unis. À la réunion de l'ORD du 9 janvier 2004, le Japon a indiqué qu'il avait l'intention de se conformer aux recommandations et aux décisions de l'ORD d'une manière qui respecte ses obligations au titre de l'Accord SPS. À cet égard, le Japon a également indiqué qu'il aurait besoin d'un délai raisonnable pour mettre en œuvre lesdites recommandations et décisions et serait prêt à discuter de cette question avec les États-Unis conformément à l'article 21:3 b) du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Les États-Unis se sont félicités de la déclaration du Japon et ont dit qu'ils comptaient que grâce aux directives claires contenues dans les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel, le Japon supprime dans les moindres délais ses mesures incompatibles avec les règles de l'OMC.

**60. WT/DS248, WT/DS249, WT/DS251, WT/DS252, WT/DS253, WT/DS254, WT/DS258 et WT/DS259 – États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de certains produits en acier**

Plaintes des Communautés européennes (WT/DS248), du Japon (WT/DS249), de la Corée (WT/DS251), de la Chine (WT/DS252), de la Suisse (WT/DS253), de la Norvège (WT/DS254), de la Nouvelle-Zélande (WT/DS258) et du Brésil (WT/DS259). À la réunion de l'ORD du 10 décembre 2003, les États-Unis ont informé les Membres que le 4 décembre 2003, le Président des États-Unis avait fait paraître une proclamation qui mettait



un terme à l'ensemble des mesures de sauvegarde en cause, conformément à l'article 204 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur des États-Unis.

## **VII. AFFAIRES RÉGLÉES À L'AMIABLE OU EN SUSPENS**

### **A. SOLUTIONS MUTUELLEMENT CONVENUES**

#### **1. WT/DS5 – Corée – Mesures concernant la durée de conservation des produits**

Plainte des États-Unis. Le 3 mai 1995, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec la Corée concernant les prescriptions imposées par ce pays aux importations en provenance de leur territoire, qui avaient pour effet de restreindre les importations. Les États-Unis estimaient qu'il y avait violation des articles III et XI du GATT, des articles 2 et 5 de l'Accord SPS, de l'article 2 de l'Accord OTC et de l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture. Le 31 juillet 1995, les parties ont notifié qu'elles étaient arrivées à une solution mutuellement acceptable.

#### **2. WT/DS6 – États-Unis – Imposition de droits d'importation sur les automobiles en provenance du Japon au titre des articles 301 et 304 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur**

Plainte du Japon. Le 19 juillet 1995, les parties ont notifié qu'elles étaient parvenues à régler ce différend. Le Japon avait allégué que les surtaxes à l'importation étaient contraires à l'article I<sup>er</sup> et à l'article II du GATT.

#### **3. WT/DS7, WT/DS12 et WT/DS14 – Communautés européennes – Désignation commerciale des pectinidés**

Plaintes du Canada, du Pérou et du Chili. La plainte concernait un arrêté du gouvernement français prescrivant les noms officiels et la désignation commerciale des pectinidés. Les plaignants affirmaient que cet arrêté réduirait la concurrence sur le marché français puisque leurs produits ne pourraient plus être vendus sous la désignation "coquille Saint-Jacques", alors qu'il n'existait aucune différence entre eux et les produits français du point de vue de la couleur, de la taille, de la texture, de l'apparence et de l'utilisation, et qu'il s'agissait, en d'autres termes, de "produits similaires". Ils considéraient qu'il y avait violation des articles I<sup>er</sup> et III du GATT ainsi que de l'article 2 de l'Accord OTC.

Un groupe spécial a été établi à la demande du Canada le 19 juillet 1995. Un groupe spécial unique a été établi le 11 octobre 1995 pour répondre aux demandes du Pérou et du Chili sur cette même question. Les deux groupes spéciaux ont achevé leurs travaux sur le fond, mais ont suspendu la procédure en mai 1996 conformément à l'article 12:12 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, en raison des consultations qui avaient lieu entre les parties concernées en vue d'arriver à une solution mutuellement convenue. Le 5 juillet 1996, les parties ont notifié à l'ORD qu'elles étaient parvenues à une telle solution. Le 5 août 1996, les rapports succincts des groupes spéciaux indiquant qu'un règlement était intervenu ont été distribués aux Membres conformément aux dispositions de l'article 12:7 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

#### **4. WT/DS19 – Pologne – Régime d'importation applicable aux automobiles**

Plainte de l'Inde. Cette demande de consultations, datée du 28 septembre 1995, concernait le traitement préférentiel dont bénéficiaient les CE dans le cadre du régime tarifaire appliqué par

la Pologne aux automobiles. Le 16 juillet 1996, les parties ont notifié à l'ORD qu'elles étaient arrivées à une solution mutuellement convenue.

**5. WT/DS20 – Corée – Mesures concernant l'eau en bouteille**

Plainte du Canada. Dans cette demande, datée du 8 novembre 1995, le Canada soutenait que les règlements coréens relatifs à la durée de conservation et au traitement physique (désinfection) de l'eau en bouteille étaient incompatibles avec les articles III et XI du GATT, les articles 2 et 5 de l'Accord SPS et l'article 2 de l'Accord OTC. À la réunion de l'ORD du 24 avril 1996, les parties ont annoncé qu'elles étaient parvenues à régler le différend.

**6. WT/DS21 – Australie – Mesures affectant l'importation de salmonidés**

Plainte des États-Unis. Cette demande de consultations, datée du 17 novembre 1995, concernait la réglementation dont il était allégué qu'elle était contraire aux Accords de l'OMC dans l'affaire WT/DS18 et qui avait déjà donné lieu aux rapports d'un groupe spécial et de l'Organe d'appel, lesquels avaient été adoptés mais n'avaient pas encore été mis en œuvre. Le 11 mai 1999, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 16 juin 1999, l'ORD a établi un groupe spécial. Le Canada; les CE; Hong Kong, Chine; l'Inde et la Norvège ont réservé leurs droits de tierces parties. À la demande des parties plaignantes, le Groupe spécial est convenu, le 8 novembre 1999, de suspendre ses travaux, conformément à l'article 12:12 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, jusqu'à ce que ses membres aient achevé leurs travaux dans la procédure en cours demandée par le Canada conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord (WT/DS18) ou pendant onze mois, si ce délai était plus court. Le 29 mars 2000, à la suite de la demande présentée par les États-Unis conformément à l'article 12:12 du Mémoire d'accord, le Groupe spécial est convenu de suspendre ses travaux pendant un mois, à savoir jusqu'au 29 avril 2000. Le 12 mai 2000, le Groupe spécial a accédé à la demande des États-Unis concernant la suspension de ses travaux pendant une période supplémentaire, qui expirait le 17 juillet 2000. Le 27 octobre 2000, les parties au différend ont notifié à l'ORD qu'elles avaient trouvé une solution mutuellement satisfaisante à la question.

**7. WT/DS28 – Japon – Mesures concernant les enregistrements sonores**

Plainte des États-Unis. Il s'agit de la première affaire concernant l'Accord sur les ADPIC soumise au mécanisme de règlement des différends de l'OMC. Dans leur demande, datée du 9 février 1996, les États-Unis ont allégué que le régime de protection des enregistrements sonores appliqué par le Japon dans le cadre de sa législation sur le droit d'auteur était incompatible avec, entre autres dispositions, l'article 14 de l'Accord sur les ADPIC (protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion). Le 24 janvier 1997, les parties ont informé l'ORD qu'elles avaient trouvé une solution mutuellement satisfaisante.

**8. WT/DS35 – Hongrie – Subventions à l'exportation des produits agricoles**

Plainte de l'Argentine, de l'Australie, du Canada, des États-Unis, de la Nouvelle-Zélande et de la Thaïlande. Dans cette demande, datée du 27 mars 1996, les plaignants ont fait valoir que la Hongrie enfreignait les dispositions de l'Accord sur l'agriculture (article 3:3 et Partie V) en accordant des subventions à l'exportation pour des produits agricoles non spécifiés dans sa Liste, ainsi que des subventions à l'exportation de produits agricoles dépassant ses niveaux d'engagement. Le 9 janvier 1997, l'Argentine, l'Australie, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 25 février 1997, l'ORD a établi un groupe spécial. Le Canada, le Japon, la Thaïlande et l'Uruguay ont réservé

leurs droits de tierces parties. À la réunion de l'ORD du 30 juillet 1997, l'Australie, s'exprimant au nom de tous les plaignants, a notifié à l'ORD que les parties au différend étaient parvenues à une solution mutuellement convenue, qui prévoyait que la Hongrie devait demander une dérogation à certaines obligations découlant de l'OMC. En attendant l'adoption de cette dérogation, la plainte n'était pas formellement retirée.

**9. WT/DS36 – Pakistan – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture**

Plainte des États-Unis. Dans leur demande de consultations, datée du 30 avril 1996, les États-Unis ont soutenu que l'absence au Pakistan i) de protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture ou d'un système permettant de déposer des demandes de brevet pour ces produits et ii) d'un système permettant d'accorder des droits exclusifs de commercialisation pour ces produits, constituait une violation des articles 27, 65 et 70 de l'Accord sur les ADPIC. Le 4 juillet 1996, ils ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. L'ORD a examiné cette demande à sa réunion du 16 juillet 1996, mais il n'a pas établi de groupe spécial car le Pakistan y a fait objection. À la réunion de l'ORD du 25 février 1997, les deux parties ont informé l'ORD qu'elles étaient arrivées à une solution mutuellement convenue et que les modalités du règlement, qui étaient en cours d'élaboration, lui seraient communiquées dès leur mise au point. Le 28 février 1997, ces modalités ont été communiquées au Secrétariat.

**10. WT/DS37 – Portugal – Protection conférée par un brevet prévue par la Loi sur la propriété industrielle**

Plainte des États-Unis. Cette demande de consultations, datée du 30 avril 1996, concernait la durée de la protection conférée par un brevet prévue par la Loi portugaise sur la propriété industrielle. Les États-Unis soutenaient que les dispositions de cette loi concernant les brevets existants étaient incompatibles avec les obligations que l'Accord sur les ADPIC imposait au Portugal. Ils estimaient qu'il y avait violation des articles 33, 65 et 70 de cet accord. Le 3 octobre 1996, les parties ont notifié à l'ORD qu'elles étaient arrivées à une solution mutuellement convenue.

**11. WT/DS40 – Corée – Lois, réglementations et pratiques dans le secteur des marchés de télécommunications**

Plainte des Communautés européennes. Cette demande de consultations, datée du 9 mai 1996, concernait les lois, réglementations et pratiques coréennes dans le secteur des marchés de télécommunications. Les CE soutenaient que les pratiques en matière de passation des marchés dans le secteur des télécommunications coréen (Korea Telecom et Dacom) pénalisaient les fournisseurs étrangers. Elles affirmaient également que le gouvernement coréen accordait un traitement plus favorable aux fournisseurs américains en application de deux accords bilatéraux concernant les télécommunications conclus entre la Corée et les États-Unis. Elles estimaient qu'il y avait violation des articles I<sup>er</sup>, III et XVII du GATT. Le 22 octobre 1997, les parties ont notifié au Secrétariat qu'elles étaient parvenues à une solution mutuellement convenue.

**12. WT/DS42 – Japon – Mesures concernant les enregistrements sonores**

Plainte des Communautés européennes. Cette demande de consultations, datée du 24 mai 1996, concernait la protection des enregistrements sonores au titre de l'article XXII:1 du GATT. Les CE estimaient qu'il y avait violation des articles 14:6 et 70:2 de l'Accord sur les ADPIC. Les États-Unis avaient déjà demandé l'ouverture de consultations avec le Japon

sur la même question (WT/DS28) et les CE y avaient participé. Le 7 novembre 1997, les deux parties ont notifié qu'elles étaient parvenues à une solution mutuellement convenue.

**13. WT/DS43 – Turquie – Taxation des recettes provenant des films étrangers**

Plainte des États-Unis. Cette demande, datée du 12 juin 1996, concernait la façon dont la Turquie taxait les recettes provenant de la projection de films étrangers. Les États-Unis considéraient qu'il y avait violation de l'article III du GATT. Le 9 janvier 1997, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 25 février 1997, l'ORD a établi un groupe spécial. Le Canada a réservé ses droits de tierce partie au différend. Le 14 juillet 1997, les deux parties ont notifié à l'ORD qu'elles étaient arrivées à une solution mutuellement convenue.

**14. WT/DS72 – Communautés européennes – Mesures affectant des produits butyreux**

Plainte de la Nouvelle-Zélande. Cette demande, datée du 24 mars 1997, concernait les décisions prises par la Commission européenne et par le Département des douanes et accises du Royaume-Uni selon lesquelles le beurre néo-zélandais obtenu par le procédé ANMIX ou le procédé de fabrication du beurre à tartiner devait être classé de façon à ne pas être admis au bénéfice du contingent tarifaire par pays attribué à la Nouvelle-Zélande dans la Liste OMC des Communautés européennes. La Nouvelle-Zélande soutenait qu'il y avait violation des articles II, X et XI du GATT, de l'article 2 de l'Accord OTC et de l'article 3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. Le 6 novembre 1997, elle a demandé l'établissement d'un groupe spécial. L'ORD a établi un groupe spécial le 18 novembre 1997. Les États-Unis ont réservé leurs droits de tierce partie. À la suite de la demande de la partie plaignante datée du 24 février 1999, le Groupe spécial a décidé de suspendre ses travaux conformément à l'article 12:12 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Dans une communication datée du 11 novembre 1999, les parties ont notifié à l'ORD qu'elles étaient arrivées à une solution mutuellement convenue.

**15. WT/DS73 – Japon – Achat d'un satellite de navigation**

Plainte des Communautés européennes. Cette demande, datée du 26 mars 1997, concernait un appel d'offres publié par le Ministère des transports japonais pour l'achat d'un satellite polyvalent pour la gestion du trafic aérien. Les CE estimaient que les spécifications indiquées dans l'appel d'offres n'étaient pas neutres, mais faisaient explicitement référence à des spécifications des États-Unis. De ce fait, les soumissionnaires européens n'avaient pas eu de réelles possibilités de participer à l'appel d'offres. Les CE considéraient que cet appel d'offres était incompatible avec l'annexe 1 de l'Appendice I de l'Accord sur les marchés publics (AMP), qui contenait les engagements pris par le Japon dans le cadre de l'AMP. Elles soutenaient également qu'il y avait violation des articles VI:3 et XII:2 de l'AMP. Le 31 juillet 1997, elles ont notifié au Secrétariat qu'une solution mutuellement convenue avec le Japon avait été trouvée. Le 19 février 1998, les deux parties ont communiqué le texte de leur accord à l'ORD.

**16. WT/DS74 – Philippines – Mesures visant les viandes de porc et de volaille**

Plainte des États-Unis. Cette demande, datée du 1<sup>er</sup> avril 1997, concernait la mise en œuvre par les Philippines de contingents tarifaires pour les viandes de porc et de volaille. Les États-Unis affirmaient que la mise en œuvre de ces contingents tarifaires, en particulier la lenteur des formalités d'accès pour les quantités entrant dans les limites des contingents et le régime de licences utilisé pour administrer l'accès à ceux-ci, était incompatible avec les obligations découlant pour les Philippines des articles III, X et XI du GATT de 1994, de

l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture, des articles 1<sup>er</sup> et 3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation et des articles 2 et 5 de l'Accord sur les MIC. Il leur apparaissait en outre que ces mesures annulaient ou compromettaient les avantages qui résultaient pour eux directement ou indirectement des accords cités. Le 12 mars 1998, les parties ont fait connaître la solution mutuellement convenue qui réglait leur différend.

**17. WT/DS82 – Irlande – Mesures affectant la protection du droit d'auteur et des droits voisins**

Plainte des États-Unis. Le 14 mai 1997, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Irlande au motif que la législation irlandaise n'assurait pas la protection du droit d'auteur et des droits voisins. Ils estimaient que l'Irlande contrevenait de ce fait aux obligations lui incombant au titre des articles 9 à 14, 63, 65 et 70 de l'Accord sur les ADPIC. Le 9 janvier 1998, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. Le 6 novembre 2000, les parties ont informé l'ORD qu'elles étaient arrivées à une solution mutuellement satisfaisante.

**18. WT/DS83 – Danemark – Mesures affectant les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle**

Plainte des États-Unis. Les États-Unis ont présenté cette demande, datée du 14 mai 1997, au motif que le Danemark ne prévoyait prétendument pas la possibilité d'appliquer des mesures provisoires dans le contexte des procédures civiles concernant des droits de propriété intellectuelle. Ils estimaient que le Danemark contrevenait ainsi aux obligations qui lui incombait au titre des articles 50, 63 et 65 de l'Accord sur les ADPIC. Le 7 juin 2001, les parties au différend ont notifié à l'ORD qu'elles étaient arrivées à une solution mutuellement satisfaisante de la question.

**19. WT/DS85 – États-Unis – Mesures affectant les textiles et les vêtements**

Plainte des Communautés européennes. Cette demande, datée du 23 mai 1997, concernait les modifications apportées par les États-Unis aux règles d'origine qu'ils appliquaient aux textiles et aux vêtements. Les CE affirmaient que les États-Unis avaient apporté des modifications aux règles d'origine concernant les textiles et les vêtements, qui étaient préjudiciables aux exportations communautaires de tissus, écharpes et foulards et autres articles textiles plats vers ce pays. Elles soutenaient qu'en raison de ces modifications, leurs produits n'étaient plus reconnus aux États-Unis comme étant d'origine communautaire et ne bénéficiaient plus du libre accès au marché américain qui leur avait été accordé jusqu'alors. Elles considéraient que ces modifications étaient contraires aux obligations résultant pour les États-Unis des articles 2:4, 4:2 et 4:4 de l'ATV, de l'article 4:2 de l'Accord sur les règles d'origine, de l'article III du GATT de 1994 et de l'article 2 de l'Accord OTC. Le 11 février 1998, les deux parties ont notifié la solution mutuellement convenue à laquelle elles avaient abouti.

**20. WT/DS86 – Suède – Mesures affectant les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle**

Plainte des États-Unis. Les États-Unis ont présenté cette demande, datée du 28 mai 1997, au motif que la Suède ne prévoyait prétendument pas la possibilité d'appliquer des mesures provisoires dans le contexte des procédures civiles concernant des droits de propriété intellectuelle. Ils estimaient que la Suède contrevenait ainsi aux obligations qui lui incombait au titre des articles 50, 63 et 65 de l'Accord sur les ADPIC. Dans une communication datée du 2 décembre 1998, les deux parties ont notifié une solution mutuellement convenue de ce différend.

**21. WT/DS91 – Inde – Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels**

Plainte de l'Australie. Cette demande, datée du 16 juillet 1997, soulevait, au sujet des restrictions quantitatives appliquées par l'Inde à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels, les mêmes points que ceux qui étaient évoqués dans la demande présentée par les États-Unis dans l'affaire WT/DS90. Le 23 mars 1998, les deux parties ont notifié une solution mutuellement convenue.

**22. WT/DS92 – Inde – Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels**

Plainte du Canada. Cette demande, datée du 16 juillet 1997, soulevait au sujet des restrictions quantitatives appliquées par l'Inde à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels, les mêmes points que ceux qui étaient évoqués dans les demandes déposées par les États-Unis (WT/DS90) et l'Australie (WT/DS91). Le 25 mars 1998, les deux parties ont notifié une solution mutuellement convenue.

**23. WT/DS93 – Inde – Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels**

Plainte de la Nouvelle-Zélande. Cette demande, datée du 16 juillet 1997, soulevait, au sujet des restrictions quantitatives appliquées par l'Inde à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels, les mêmes points que ceux qui étaient évoqués dans les demandes présentées par les États-Unis (WT/DS90), l'Australie (WT/DS91) et le Canada (WT/DS92). Toutefois, la Nouvelle-Zélande alléguait en outre qu'il y avait annulation ou réduction des avantages résultant pour elle du GATT de 1994. Dans une lettre datée du 14 septembre 1998, mais communiquée au Secrétariat le 1<sup>er</sup> décembre 1998, les deux parties ont notifié une solution mutuellement convenue de ce différend.

**24. WT/DS94 – Inde – Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels**

Plainte de la Suisse. Cette demande, datée du 18 juillet 1997, soulevait, au sujet des restrictions quantitatives appliquées par l'Inde à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels, les mêmes points que ceux qui étaient évoqués dans les demandes présentées par les États-Unis (WT/DS90), l'Australie (WT/DS91), le Canada (WT/DS92) et la Nouvelle-Zélande (WT/DS93). Il convient toutefois de noter que la Suisse n'invoquait pas l'Accord sur l'agriculture. Le 23 février 1998, les deux parties ont notifié une solution mutuellement convenue.

**25. WT/DS96 – Inde – Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels**

Plainte des Communautés européennes. Cette demande, datée du 18 juillet 1997, soulevait, au sujet des restrictions quantitatives appliquées par l'Inde à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels, les mêmes points que ceux qui étaient évoqués dans les demandes présentées par les États-Unis (WT/DS90), l'Australie (WT/DS91), le Canada (WT/DS92), la Nouvelle-Zélande (WT/DS93) et la Suisse (WT/DS94). Les CE affirmaient en outre qu'il y avait violation des articles 2, 3 et 5 de l'Accord SPS. Le 7 avril 1998, les deux parties ont notifié une solution mutuellement convenue.

**26. WT/DS99 – États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée**

Plainte de la Corée. Cette demande, datée du 14 août 1997, concernait la décision prise par le Département du commerce des États-Unis de ne pas abroger le droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus originaires de Corée. La Corée affirmait que la décision du Département du commerce avait été prise en dépit du fait qu'il avait été constaté qu'il n'y avait pas eu de dumping pendant plus de trois années et demie de suite et malgré l'existence d'éléments de preuve démontrant de façon certaine qu'à l'avenir les producteurs coréens ne vendraient pas leurs DRAM à des prix de dumping. Elle considérait que ces mesures contrevenaient aux articles 6 et 11 de l'Accord antidumping.

À sa réunion du 16 janvier 1998, l'ORD a établi un groupe spécial. Le Groupe spécial a constaté que les mesures faisant l'objet de la plainte étaient contraires à l'article 11.2 de l'Accord antidumping. Le rapport du Groupe spécial a été distribué le 29 janvier 1999. À sa réunion du 19 mars 1999, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial. La Corée a demandé que cette question soit portée devant le groupe spécial initial, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord. Après l'adoption du rapport du Groupe spécial par l'ORD, la Corée a présenté une demande à l'effet que cette question soit portée devant le groupe spécial initial, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord. À sa réunion du 25 avril 2000, l'ORD est convenu de reconvoquer le groupe spécial initial conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord. Les CE ont réservé leurs droits de tierce partie. Le 19 septembre 2000, la Corée a demandé au Groupe spécial de suspendre ses travaux, y compris la publication de son rapport intérimaire, "jusqu'à nouvel ordre", conformément à l'article 12:12 du Mémoire d'accord. Dans une lettre adressée aux parties le 21 septembre 2000, le Groupe spécial a accédé à cette demande. Le 20 octobre 2000, les parties ont notifié à l'ORD la solution mutuellement satisfaisante qu'elles avaient trouvée à la question, qui prévoyait l'abrogation de l'ordonnance antidumping en cause à l'issue du réexamen "à l'extinction" prévu au bout de cinq ans et réalisé par le Département du commerce des États-Unis.

**27. WT/DS102 – Philippines – Mesures visant les viandes de porc et de volaille**

Plainte des États-Unis. Cette demande, datée du 7 octobre 1997, avait trait aux mêmes mesures que celles qui faisaient l'objet de la plainte des États-Unis dans l'affaire WT/DS74, et portait également sur l'Ordonnance administrative n° 8, série de 1997, qui modifiait la mesure initialement contestée dans l'affaire WT/DS74. Le 12 mars 1998, les parties ont fait connaître la solution mutuellement convenue qui réglait leur différend.

**28. WT/DS103 et WT/DS113 – Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers**

(Voir également les sections V et VI.) Plaintes des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande.

Le 9 mai 2003, le Canada et les États-Unis d'une part, et le Canada et la Nouvelle-Zélande d'autre part, ont informé l'ORD qu'ils étaient arrivés à des solutions convenues d'un commun accord au titre de l'article 3:6 du Mémoire d'accord pour régler les deux différends.

**29. WT/DS115 – Communautés européennes – Mesures affectant la protection du droit d'auteur et des droits voisins**

Plainte des États-Unis. Le 6 janvier 1998, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec les CE concernant des mesures similaires à celles visées dans leur différend avec l'Irlande (WT/DS82). Le 9 janvier 1998, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. Le 6 novembre 2000, les parties ont notifié à l'ORD qu'elles étaient arrivées à une solution mutuellement satisfaisante.

**30. WT/DS119 – Australie – Mesures antidumping à l'importation de feuilles de papier enduit, sans fibre de bois**

Plainte de la Suisse. Cette demande, datée du 20 février 1998, concernait les mesures antidumping provisoires appliquées à l'importation de feuilles de papier enduit, sans fibre de bois, originaires de Suisse. La Suisse estimait que l'enquête n'était pas conforme aux engagements contractés par l'Australie en vertu des articles 3 et 5 de l'Accord antidumping. Le 13 mai 1998, les deux parties ont notifié une solution mutuellement convenue.

**31. WT/DS124 – Communautés européennes – Moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle pour les films et les programmes de télévision**

Plainte des États-Unis. Cette demande, datée du 30 avril 1998, concernait l'insuffisance des moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle en Grèce. Les États-Unis alléguaient qu'en Grèce, un grand nombre de stations de télévision diffusaient régulièrement des films et des programmes de télévision protégés par le droit d'auteur, sans l'autorisation des titulaires du droit. D'après les États-Unis, il apparaissait que la Grèce ne prévoyait ni n'appliquait de mesures correctives efficaces en cas d'atteintes au droit d'auteur pour ce qui était de ces diffusions. Les États-Unis estimaient qu'il y avait violation des articles 41 et 61 de l'Accord sur les ADPIC. Le 20 mars 2001, les parties au différend ont notifié à l'ORD qu'elles étaient arrivées à une solution mutuellement satisfaisante de la question.

**32. WT/DS125 – Grèce – Moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle pour les films et les programmes de télévision**

Plainte des États-Unis. Cette demande, datée du 30 avril 1998, concernait les mêmes mesures que celles qui étaient visées dans la plainte ci-dessus contre les CE (WT/DS124). Le 20 mars 2001, les parties au différend ont notifié à l'ORD qu'elles étaient arrivées à une solution mutuellement satisfaisante de la question.

**33. WT/DS151 – États-Unis – Mesures affectant les textiles et les vêtements**

Plainte des Communautés européennes. Ce différend, daté du 19 novembre 1998, portait sur les modifications que les États-Unis avaient apportées aux règles d'origine concernant les textiles et les vêtements. Les CE ont indiqué que cette question avait déjà fait l'objet d'une demande antérieure de consultations (WT/DS85), dans le cadre desquelles une solution mutuellement convenue avait été notifiée à l'ORD conformément à l'article 3:1 du Mémoire d'accord. Toutefois, les CE prétendaient que les États-Unis n'avaient pas mis en œuvre l'engagement énoncé dans cet accord, et qu'en conséquence, ils agissaient toujours de manière incompatible avec les obligations qu'ils avaient souscrites dans le cadre de l'OMC. Le différend concernait les modifications que les États-Unis avaient apportées à leurs règles d'origine pour les textiles et les vêtements. Selon les allégations des CE, ces modifications, entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1996, étaient préjudiciables aux exportations communautaires de textiles à destination des États-Unis car, à cause d'elles, les produits des CE ne seraient



plus reconnus aux États-Unis comme étant d'origine communautaire. Les CE considéraient qu'il y avait violation des articles 2:4, 4:2 et 4:4 de l'ATV, de l'article 2 de l'Accord sur les règles d'origine, de l'article III du GATT de 1994 et de l'article 2 de l'Accord OTC. Dans une communication datée du 21 juillet 2000, les parties ont notifié à l'ORD qu'elles étaient arrivées à une solution mutuellement convenue.

**34. WT/DS171 – Argentine – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et protection des données résultant d'essais pour les produits chimiques pour l'agriculture**

Plainte des États-Unis. Le 6 mai 1999, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Argentine concernant des allégations selon lesquelles

- i) l'Argentine n'accorderait pas de protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et n'aurait pas de système efficace permettant d'accorder des droits exclusifs de commercialisation pour ces produits; et
- ii) l'Argentine n'aurait pas fait en sorte que les modifications apportées à ses lois, réglementations et pratiques pendant la période de transition prévue à l'article 65:2 de l'Accord sur les ADPIC n'aient pas pour effet de rendre celles-ci moins compatibles avec les dispositions dudit accord.

S'agissant du point i), les États-Unis ont fait valoir que l'Accord sur les ADPIC n'autorisait pas les Membres de l'OMC à permettre à des tierces parties de commercialiser des produits faisant l'objet de droits exclusifs de commercialisation sans le consentement du détenteur du droit. Selon eux, la loi argentine ne prévoit pas de protection conférée par un brevet pour les inventions de produits pharmaceutiques, ni de système conforme à l'article 70:9 de l'Accord sur les ADPIC pour l'octroi de droits exclusifs de commercialisation. Le régime juridique argentin leur paraît donc incompatible avec les articles 27, 65 et 70 de cet accord.

S'agissant du point ii), les États-Unis ont fait valoir qu'avant août 1998 l'Argentine accordait une protection de dix ans contre l'exploitation déloyale dans le commerce de données non divulguées résultant d'essais ou d'autres données non divulguées communiquées aux autorités argentes chargées de la réglementation à l'appui de demandes d'approbation de la commercialisation de produits chimiques pour l'agriculture. Ils ont allégué en outre que, depuis la publication en 1998 du Règlement n° 440/98 qui, entre autres, abrogeait les règlements antérieurs, l'Argentine n'accordait aucune protection effective contre l'exploitation déloyale dans le commerce de telles données. Les États-Unis ont donc estimé que le régime juridique argentin était incompatible avec l'article 65:5 de l'Accord sur les ADPIC.

Le 31 mai 2002, les États-Unis et l'Argentine ont notifié à l'ORD qu'ils étaient arrivés à un accord au sujet de toutes les questions soulevées par les États-Unis dans leurs demandes de consultations concernant le présent différend et l'affaire Argentine – Certaines mesures concernant la protection des brevets et des données résultant d'essais (WT/DS196).

**35. WT/DS190 – Argentine – Mesures de sauvegarde transitoires visant certaines importations de tissus de coton et de coton mélangé originaires du Brésil**

Plainte du Brésil. Cette demande d'établissement d'un groupe spécial, datée du 11 février 2000, concernait les mesures de sauvegarde transitoires appliquées par l'Argentine, depuis le 31 juillet 1999, à certaines importations de tissus de coton et de coton mélangé originaires du Brésil. Les mesures en cause étaient appliquées en vertu de la Résolution MEyOSP 861/99 du Ministère argentin de l'économie et des travaux et services publics.

Conformément à l'article 6:11 de l'Accord sur les textiles et les vêtements et après la tenue des consultations qui avaient été demandées antérieurement par l'Argentine et qui n'avaient pas permis d'arriver à une solution mutuellement satisfaisante, le Brésil avait porté la question devant l'Organe de supervision des textiles (OSpT) pour qu'il l'examine et adresse des recommandations. À sa réunion qu'il a tenue du 18 au 22 octobre 1999, l'OSpT a procédé à un examen des mesures mises en œuvre par l'Argentine et recommandé que ce pays rapporte les mesures de sauvegarde transitoires appliquées aux importations originaires du Brésil. Le 29 novembre 1999, l'Argentine a notifié à l'OSpT, conformément à l'article 8:10 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, qu'elle n'était pas en mesure de se conformer à ses recommandations. À sa réunion des 13 et 14 décembre 1999, l'OSpT a examiné les raisons invoquées par l'Argentine et recommandé que celle-ci revoie sa position. En dépit des recommandations de l'OSpT, la question n'a pas pu être réglée. Le Brésil estimait que les mesures de sauvegarde transitoires appliquées par l'Argentine étaient incompatibles avec les obligations découlant pour elle des articles 2:4, 6:1, 6:2, 6:3, 6:4, 6:7, 6:8, 6:11, 8:9 et 8:10 de l'Accord sur les textiles et les vêtements et qu'elles devaient donc être rapportées immédiatement.

À sa réunion du 20 mars 2000, l'ORD a établi un groupe spécial. Les CE, les États-Unis, le Pakistan et le Paraguay ont réservé leurs droits de tierces parties. Dans une communication datée de juin 2000, les parties ont notifié à l'ORD qu'elles étaient arrivées à une solution mutuellement convenue. Conformément à l'arrangement passé, le Brésil a gardé le droit de reprendre les procédures relatives à la composition du Groupe spécial au point où elles se trouvaient au moment où il s'était mis d'accord avec l'Argentine.

**36. WT/DS196 – Argentine – Certaines mesures concernant la protection des brevets et des données résultant d'essais**

Plainte des États-Unis. Le 30 mai 2000, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Argentine concernant le régime juridique argentin applicable aux brevets, défini dans la Loi n° 24.481 (modifiée par la Loi n° 24.572), la Loi n° 24.603 et le Décret n° 260/96, et le régime régissant la protection des données défini dans la Loi n° 24.766 et le Règlement n° 440/98, ainsi que par d'autres mesures connexes. De l'avis des États-Unis, l'Argentine:

- ne protège pas contre l'exploitation déloyale dans le commerce les données non divulguées résultant d'essais ou d'autres données non divulguées, lesquelles doivent être présentées pour obtenir l'approbation de la commercialisation de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture;
- exclut à tort certains objets, y compris les micro-organismes, de la brevetabilité;
- ne prévoit pas de mesures provisoires rapides et efficaces, telles que des injonctions provisoires, pour empêcher que des actes portant atteinte à des droits de brevet ne soient commis;
- refuse d'accorder certains droits exclusifs en matière de brevets, tels que la protection des produits fabriqués selon des procédés brevetés et le droit d'importation;
- n'offre pas de sauvegardes pour l'octroi des licences obligatoires, y compris en ce qui concerne les délais et la justification des licences obligatoires délivrées en cas d'exploitation insuffisante;

- limite indûment le pouvoir de ses autorités judiciaires de renverser la charge de la preuve dans les procédures civiles concernant l'atteinte aux droits conférés par un brevet de procédé; et
- limite de façon inacceptable l'octroi de certains brevets transitoires de manière à réduire les droits exclusifs qu'ils confèrent et à priver un détenteur de la possibilité de modifier les demandes en suspens en vue de réclamer une protection accrue au titre des dispositions de l'Accord sur les ADPIC.

Selon les États-Unis, les régimes juridiques de l'Argentine relatifs aux brevets et à la protection des données sont donc incompatibles avec les obligations qui incombent à ce pays au titre de l'Accord sur les ADPIC, y compris les articles 27, 28, 31, 34, 39, 50, 62, 65 et 70.

Le 31 mai 2002, les États-Unis et l'Argentine ont notifié à l'ORD qu'ils étaient arrivés à un accord au sujet de toutes les questions soulevées par les États-Unis dans leurs demandes de consultations concernant le présent différend et l'affaire Argentine – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et protection des données résultant d'essais pour les produits chimiques pour l'agriculture (WT/DS171).

### **37. WT/DS198 – Roumanie – Mesures concernant les prix minimaux à l'importation**

Plainte des États-Unis. Cette demande, datée du 30 mai 2000, concernait l'utilisation par la Roumanie des prix minimaux à l'importation aux fins de l'évaluation en douane. Les mesures en cause étaient le Code des douanes de 1997 (L141/1997), la Directive générale des douanes publiée par le Ministère des finances (Ordonnance n° 5 du 4 août 1998) et d'autres lois et règlements. Les États-Unis affirmaient que, conformément à ces mesures, la Roumanie avait établi arbitrairement des prix minimaux et maximaux à l'importation pour la viande, les œufs, les fruits et légumes, les vêtements, les chaussures et certaines eaux-de-vie. Ils affirmaient également qu'elle avait institué des procédures contraignantes pour la détermination des prix à l'importation lorsque la valeur c.a.f. était inférieure au prix minimal à l'importation. Ils estimaient que les mesures de la Roumanie étaient incompatibles avec les obligations qui lui incombent au titre des articles 1<sup>er</sup> à 7 compris, et de l'article 12 de l'Accord sur l'évaluation en douane, des notes générales 1, 2 et 4 de l'Annexe 1 dudit accord, des articles II, X et XI du GATT de 1994, de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture et des articles 2 et 7 de l'Accord sur les textiles et les vêtements.

Le 26 septembre 2001, les États-Unis et la Roumanie ont informé l'ORD qu'ils avaient trouvé une solution mutuellement satisfaisante conformément à l'article 3:6 du Mémorandum d'accord.

### **38. WT/DS199 – Brésil – Mesures affectant la protection conférée par un brevet**

Plainte des États-Unis. Cette demande, datée du 30 mai 2000, concernait les dispositions de la Loi brésilienne de 1996 sur la propriété industrielle (Loi n° 9279 du 14 mai 1996, entrée en vigueur en mai 1997) et d'autres mesures connexes, qui établissaient une prescription en matière d'"exploitation locale" à laquelle était subordonnée la jouissance des droits exclusifs conférés par un brevet. Les États-Unis affirmaient qu'il n'était possible de satisfaire à cette prescription que par la production locale – et non l'importation – de l'objet du brevet. Plus particulièrement, ils relevaient que la prescription brésilienne en matière d'"exploitation locale" prévoyait qu'un brevet ferait l'objet d'une licence obligatoire si l'objet breveté n'était pas "exploité" sur le territoire du Brésil. Ils relevaient également que le Brésil définissait explicitement le "défaut d'exploitation" comme étant "la non-fabrication ou la fabrication incomplète du produit" ou "l'utilisation incomplète du procédé breveté". Ils estimaient qu'une

telle prescription était incompatible avec les obligations découlant pour le Brésil des articles 27 et 28 de l'Accord sur les ADPIC et de l'article III du GATT de 1994.

À sa réunion du 1<sup>er</sup> février 2001, l'ORD a établi un groupe spécial. Cuba, le Honduras, l'Inde, le Japon et la République dominicaine ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 5 juillet 2001, les parties au différend ont notifié à l'ORD qu'elles étaient arrivées à une solution mutuellement satisfaisante de la question.

**39. WT/DS210 – Belgique – Application de mesures établissant les droits de douane applicables au riz**

Plainte des États-Unis. Le 12 octobre 2000, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec la Belgique concernant l'application par ce pays de lois et réglementations qui imposent des droits de douane sur le riz importé des États-Unis. Selon les États-Unis:

- la Belgique n'a pas appliqué les lois et réglementations pertinentes d'une manière compatible avec les obligations qui lui incombent dans le cadre de l'OMC, ce qui s'est traduit par une détermination de droits sur le riz en provenance des États-Unis plus élevés que le taux de droit consolidé, en violation de l'article II du GATT de 1994;
- il apparaît que l'utilisation par la Belgique de prix de référence dans le calcul des droits d'importation applicables est incompatible avec l'article VII du GATT de 1994 et avec l'Accord sur l'évaluation en douane;
- le refus par la Belgique de reconnaître certaines normes industrielles généralement acceptées concernant le classement du riz par qualité est incompatible avec les articles 2, 3, 5, 6, 7 et 9 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce;
- la Belgique n'a pas appliqué de façon transparente ses méthodes de détermination de la valeur en douane des marchandises et des droits applicables, entravant ainsi le commerce, et il apparaît que les mesures prises par les autorités belges ont été appliquées d'une manière qui établit une discrimination à l'égard du riz importé des États-Unis;
- ces mesures ont restreint les importations de riz en Belgique. En conséquence, il apparaît également qu'elles sont incompatibles avec les obligations qui incombent à la Belgique au titre des articles I<sup>er</sup>, X et XI du GATT de 1994 et de l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture;
- il apparaît que les mesures prises par la Belgique sont incompatibles avec les dispositions spécifiques ci-après des accords indiqués: articles I<sup>er</sup>, II, VII, VIII, X et XI du GATT de 1994; articles 1<sup>er</sup> à 6, 7, 10, 14, 16 et Annexe I de l'Accord sur l'évaluation en douane; articles 2, 3, 5, 6, 7 et 9 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce; article 4 de l'Accord sur l'agriculture. Il apparaît aussi que les mesures prises par la Belgique annulent ou compromettent les avantages résultant pour les États-Unis directement ou indirectement des accords susmentionnés.

Le 19 janvier 2001, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 1<sup>er</sup> février 2001, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des États-Unis, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 12 mars 2001. L'Inde et le Japon ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 29 mai 2001,

les États-Unis ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 7 juin 2001.

Le 26 juillet 2001, les États-Unis ont demandé au Groupe spécial, en vertu de l'article 12:12 du Mémoire d'accord, de suspendre ses travaux jusqu'au 30 septembre 2001 en raison des consultations en cours entre les États-Unis et les CE. Le 27 septembre, les États-Unis ont demandé une nouvelle suspension des travaux du 1<sup>er</sup> au 9 octobre 2001. Le 9 octobre, les États-Unis ont demandé au Groupe spécial de suspendre une nouvelle fois ses travaux jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre 2001. Le 1<sup>er</sup> novembre, les États-Unis ont demandé une nouvelle suspension des travaux du Groupe spécial jusqu'au 16 novembre 2001. Le 19 novembre 2001, les États-Unis ont demandé au Groupe spécial de suspendre ses travaux jusqu'au 30 novembre 2001.

Le 18 décembre 2001, les États-Unis et les Communautés européennes ont informé l'ORD qu'ils étaient parvenus à une solution mutuellement convenue conformément à l'article 3:6 du Mémoire d'accord.

**40. WT/DS231 – Communautés européennes – Désignation commerciale des sardines**

(Voir aussi les sections V et VI ci-dessus.) Plainte du Pérou.

Le 25 juillet 2003, les Communautés européennes et le Pérou ont informé l'ORD qu'ils étaient parvenus à une solution convenue d'un commun accord conformément à l'article 3:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

**41. WT/DS235 – Slovaquie – Mesure de sauvegarde à l'importation de sucre**

Plainte de la Pologne. Le 11 juillet 2001, la Pologne a demandé l'ouverture de consultations avec la Slovaquie au sujet des restrictions quantitatives imposées par celle-ci à l'égard des importations de sucre (position tarifaire n° 1701). L'imposition de la mesure en question a été notifiée au Comité des sauvegardes (notification distribuée sous la cote G/SG/N/10/SVK/1). La Pologne a considéré que cette mesure de sauvegarde avait été imposée d'une manière incompatible avec les obligations de la Slovaquie au regard de l'Accord sur les sauvegardes. Selon la Pologne, il apparaissait que les autorités slovaques avaient agi d'une manière incompatible avec différentes dispositions de l'Accord sur les sauvegardes, à savoir l'article 3:1, l'article 4:2 b), l'article 5:2 a), l'article 7:4, l'article 12:1 b), l'article 12:1 c) et l'article 12:3.

La Pologne a considéré que l'enquête menée et la mesure de sauvegarde imposée avaient annulé ou compromis les avantages résultant directement ou indirectement pour elle de l'Accord sur les sauvegardes.

Le 11 janvier 2002, les parties ont notifié à l'ORD qu'elles étaient arrivées à une solution mutuellement convenue au sens de l'article 3:6 du Mémoire d'accord. En conséquence, la Slovaquie était convenue de relever progressivement entre 2002 et 2004 le niveau du contingent qu'elle appliquait aux importations de sucre en provenance de Pologne et la Pologne, de lever la restriction quantitative qu'elle appliquait aux importations de beurre et de margarine. Les deux parties étaient convenues de mettre en œuvre ces décisions pour le 1<sup>er</sup> janvier 2002 au plus tard.

**42. WT/DS237 – Turquie – Certaines procédures d'importation visant les fruits frais**

Plainte de l'Équateur. Le 31 août 2001, l'Équateur a demandé l'ouverture de consultations avec la Turquie concernant certaines procédures d'importation visant les fruits frais et, en particulier, les bananes. Selon l'Équateur, cette procédure exige la délivrance, par le Ministère turc de l'agriculture, d'un document connu sous le nom de "Kontrol Belgesi". L'Équateur a expliqué que cette procédure avait été établie au titre du "Communiqué sur la normalisation dans le commerce extérieur" publié au Journal officiel n° 24271 le 25 décembre 2000 par le Sous-Secrétariat au commerce extérieur (annexe 1 du communiqué). L'Équateur a allégué que cette procédure, telle qu'elle était appliquée par les autorités turques, constituait un obstacle aux échanges incompatible avec les obligations découlant pour la Turquie du GATT de 1994, de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, de l'Accord sur l'agriculture et de l'AGCS. L'Équateur considérait en particulier que les dispositions des Accords de l'OMC avec lesquelles il apparaissait que la procédure de "Kontrol Belgesi" appliquée par la Turquie était incompatible incluaient les suivantes:

- articles II, III, VIII, X et XI du GATT de 1994;
- articles 2:3 et 8 et Annexes B et C de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires;
- paragraphes 2, 3, 5 et 6 de l'article premier de l'Accord sur les procédures de licences d'importation;
- article 4 de l'Accord sur l'agriculture; et
- articles VI et XVII de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS).

Le 20 septembre 2001, les Communautés européennes ont demandé à participer aux consultations.

Le 14 juin 2002, l'Équateur a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 24 juin 2002, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande de l'Équateur, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 29 juillet 2002. Au cours de la réunion, l'Équateur a également demandé à l'ORD de suspendre la composition du Groupe spécial car les parties participaient à des consultations en vue de trouver une solution mutuellement satisfaisante au différend entre elles. Les CE et les États-Unis ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 7 août 2002, la Colombie a demandé que lui soient accordés des droits de tierce partie.

Le 22 novembre 2002, les parties au différend ont informé l'ORD qu'elles étaient arrivées à une solution mutuellement convenue qui réglait leur différend.

**43. WT/DS261 – Uruguay – Traitement fiscal de certains produits**

Plainte du Chili. Le 18 juin 2002, le Chili a demandé l'ouverture de consultations avec l'Uruguay au sujet du traitement fiscal appliqué par ce pays à certains produits.

Le Chili a en particulier fait allusion à l'impôt spécifique interne ("IMESI") de l'Uruguay, qui est appliqué à la première vente et à l'importation, par les non-contribuables, de certaines marchandises comprenant, entre autres, les boissons (boissons alcooliques, jus, eaux

minérales), le tabac et les cigarettes, les automobiles, les lubrifiants et les combustibles. Le cadre fiscal de l'IMESI est décrit dans plusieurs instruments juridiques, y compris le chapitre 11 du "Texto Ordenado" de 1996, le Décret n° 96/990 du 21 février 1990 du Ministère de l'économie et des finances et les Résolutions bimensuelles de la Direction générale des impôts. Ce cadre a récemment été modifié pour les cigarettes par le Décret n° 200/2002 du 3 juin 2002.

Le Chili a allégué que, dans la plupart des cas, le revenu imposable pour cet impôt était déterminé au moyen d'un prix fictif. Selon le Chili, ce système accroîtrait le revenu imposable par rapport au prix de vente réel, en particulier dans le cas de marchandises étrangères. Le Chili soutient que l'IMESI est contraire aux articles I<sup>er</sup> et III du GATT de 1994 étant donné qu'il établit un système fiscal fondé sur l'utilisation de prix fictifs pour déterminer le revenu imposable. Le Chili a estimé que ce système établissait une discrimination entre les produits nationaux et les produits importés et, dans certains cas, entre les produits importés en fonction de leur origine. Le Chili a en outre fait valoir que la discrimination alléguée constituait *de facto* une prohibition à l'importation concernant certains produits.

Le Chili a rappelé que, lors de l'examen de la politique commerciale de l'Uruguay en 1998, ce système avait fait l'objet de discussions et l'Uruguay avait signalé, à cette occasion, que des normes assurant une égalité de traitement pour tous les produits, quelle que soit leur origine, étaient en cours d'élaboration.

Le 4 juillet 2002, les Communautés européennes ont demandé à participer aux consultations. Le 5 juillet 2002, le Mexique a demandé à participer aux consultations. Le 3 avril 2003, le Chili a demandé à l'ORD d'établir un groupe spécial. À sa réunion du 15 avril 2003, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande du Chili, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 19 mai 2003. Les CE, le Mexique et les États-Unis ont réservé leurs droits de tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 4 juillet 2003. Le 15 août 2003, la présidence du Groupe spécial a informé l'ORD que les deux parties avaient demandé conjointement au Groupe spécial de suspendre ses travaux pendant 60 jours, soit jusqu'au 12 octobre 2003. Le Groupe spécial a accédé à cette demande et a suspendu ses travaux du 14 août au 12 octobre 2003. Le 12 octobre 2003, les deux parties ont demandé conjointement au Groupe spécial de proroger la suspension de ses travaux pendant encore 60 jours, soit jusqu'au 11 décembre 2003. Le Groupe spécial a accédé à cette demande et a suspendu ses travaux jusqu'au 11 décembre 2003. Le 11 décembre 2003, les deux parties ont demandé conjointement au Groupe spécial de suspendre ses travaux pendant une dernière période additionnelle de 30 jours, soit jusqu'au 10 janvier 2004, afin d'établir en bonne et due forme, dans les jours à venir, une solution convenue d'un commun accord et de la notifier à l'Organe de règlement des différends conformément aux dispositions de l'article 3:6 du Mémoire d'accord. Le Groupe spécial a accédé à cette demande et a suspendu ses travaux du 12 décembre 2003 au 10 janvier 2004.

Le 8 janvier 2004, le Chili et l'Uruguay ont informé l'ORD qu'ils étaient parvenus à une solution convenue d'un commun accord, conformément aux paragraphes 5 et 6 de l'article 3 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

**B. AUTRES AFFAIRES**

**1. WT/DS1 – Malaisie – Prohibition des importations de polyéthylène et de polypropylène**

Plainte de Singapour. Ce différend, qui a été le premier examiné dans le cadre des procédures de règlement des différends de l'OMC, a été réglé le 19 juillet 1995, date à laquelle Singapour a retiré sa demande d'établissement d'un groupe spécial.

**2. WT/DS9 – Communautés européennes – Droits sur les importations de céréales**

Plainte du Canada. Le Canada a demandé l'ouverture de consultations avec les CE le 10 juillet 1995 au sujet de règlements destinés à mettre en œuvre certaines des concessions concernant l'agriculture accordées par les Communautés dans le cadre du Cycle d'Uruguay, et en particulier ceux qui assujettissent les importations de blé à un droit calculé sur la base des prix de référence et non des valeurs transactionnelles, ce qui a pour effet de rendre le prix à l'importation du blé canadien après paiement du droit de douane supérieur au prix d'intervention effectif majoré de 55 pour cent dès que la valeur transactionnelle dépasse le prix représentatif. Un groupe spécial a été établi à la réunion de l'ORD le 11 octobre 1995, mais aucun de ses membres n'a encore été désigné à ce jour.

**3. WT/DS13 – Communautés européennes – Droits sur les importations de céréales**

Plainte des États-Unis. Cette demande de consultations, datée du 19 juillet 1995, portait virtuellement sur un nombre plus important de produits que ceux qui étaient visés dans la plainte déposée par le Canada (WT/DS9, point 7 5) a) ci-dessus), mais soulevait plus ou moins les mêmes points. Le 28 septembre 1995, les États-Unis ont demandé que l'établissement d'un groupe spécial soit examiné à la réunion de l'ORD du 11 octobre 1995, mais les CE y ont fait objection. Les États-Unis ont demandé que l'établissement d'un groupe spécial soit à nouveau examiné à la réunion de l'ORD du 3 décembre 1996, mais ils ont ensuite retiré cette demande lors de la réunion. Le 13 février 1997, ils ont renouvelé leur demande d'établissement d'un groupe spécial; ils l'ont retirée à la réunion de l'ORD du 20 mars 1997. Le 26 mars 1997, ils ont déposé une nouvelle demande d'établissement d'un groupe spécial. Le 30 avril 1997, ils ont indiqué au Secrétariat qu'ils retireraient leur demande car les CE avaient adopté des règlements pour mettre en œuvre un accord conclu sur la question.

**4. WT/DS15 – Japon – Mesures affectant l'achat de matériel de télécommunication**

Plainte des Communautés européennes. Dans leur demande de consultations datée du 18 août 1995, les CE affirmaient qu'un accord portant sur le matériel de télécommunication conclu en 1994 entre les États-Unis et le Japon était incompatible avec les articles I:1, III:4 et XVII:1 c) du GATT et annulait ou compromettait leurs avantages. Les États-Unis ont participé aux consultations. Bien qu'il n'y ait eu aucune notification officielle, l'affaire semble avoir été réglée par voie bilatérale.

**5. WT/DS17 – Communautés européennes – Droits sur les importations de riz**

Plainte de la Thaïlande. La Thaïlande a présenté une demande de consultations, datée du 3 octobre 1995, pratiquement pour les mêmes raisons que celles qui sont invoquées dans les plaintes du Canada (WT/DS9) et des États-Unis (WT/DS13) relatives aux droits appliqués par les CE aux céréales (voir les points 5 a) et 5 b) ci-dessus). Il semble en outre qu'elle ait soutenu que les CE avaient violé la clause de la nation la plus favorisée prévue à l'article premier du GATT en accordant un traitement préférentiel au riz *basmati* originaire de l'Inde et du Pakistan. Voir également la plainte de l'Uruguay (WT/DS25).



**6. WT/DS23 – Venezuela – Enquête antidumping concernant les importations de certains matériels tubulaires destinés à des pays pétroliers (OCTG)**

Plainte du Mexique, datée du 5 décembre 1995. Par lettre datée du 6 mai 1997, le Mexique a informé le Secrétariat que le Venezuela avait clos l'enquête antidumping concernant cette affaire.

**7. WT/DS25 – Communautés européennes – Mise en œuvre des engagements concernant le riz pris pendant le Cycle d'Uruguay**

Plainte de l'Uruguay. Cette demande de consultations, datée du 18 décembre 1995, est similaire à celle qui a été présentée par la Thaïlande (WT/DS17).

**8. WT/DS32 – États-Unis – Mesures affectant les importations de manteaux de laine pour femmes et fillettes**

Plainte de l'Inde. Dans une communication datée du 14 mars 1996, l'Inde a demandé l'établissement d'un groupe spécial au motif que les mesures de sauvegarde transitoires appliquées par les États-Unis aux produits textiles en question étaient incompatibles avec les articles 2, 6 et 8 de l'ATV. Un groupe spécial a été établi à la réunion de l'ORD du 17 avril 1996. Toutefois, le 25 avril 1996, l'Inde a demandé "qu'il soit mis fin à la procédure engagée conformément à la décision prise par l'ORD le 17 avril 1996 d'établir un groupe spécial" compte tenu de la décision prise par les États-Unis de lever les mesures de sauvegarde visant ces produits à compter du 24 avril 1996.

**9. WT/DS38 – États-Unis – Loi pour la liberté et la solidarité démocratique à Cuba**

Plainte des Communautés européennes. Le 3 mai 1996, les Communautés européennes ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au sujet de la Loi de 1996 pour la liberté et la solidarité démocratique à Cuba (LIBERTAD) et d'autres dispositions législatives adoptées par le Congrès des États-Unis concernant l'application de sanctions commerciales à l'encontre de Cuba. Elles affirmaient que les restrictions commerciales appliquées par les États-Unis aux marchandises d'origine cubaine, ainsi que l'éventuel refus d'accorder des visas et l'exclusion du territoire des États-Unis des personnes qui n'étaient pas des ressortissants de ce pays, étaient incompatibles avec les obligations qui incombaient aux États-Unis en vertu de l'Accord sur l'OMC. Elles estimaient qu'il y avait violation des articles I<sup>er</sup>, III, V, XI et XIII du GATT et des articles I<sup>er</sup>, III, VI, XVI et XVII de l'AGCS. Elles affirmaient également que, même si les mesures prises par les États-Unis n'enfreignaient pas de dispositions précises du GATT ou de l'AGCS, elles annulaient ou compromettaient les avantages qui devaient résulter pour elles du GATT de 1994 et de l'AGCS et empêchaient d'atteindre les objectifs du GATT de 1994. Les Communautés européennes ont demandé l'établissement d'un groupe spécial le 3 octobre 1996. L'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 20 novembre 1996. Comme suite à une demande des CE datée du 21 avril 1997, le Groupe spécial a suspendu ses travaux. Le pouvoir conféré pour l'établissement du Groupe spécial est devenu caduc le 22 avril 1998, conformément à l'article 12:12 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

**10. WT/DS39 – États-Unis – Majoration de droits sur des produits en provenance des Communautés européennes**

Plainte des Communautés européennes. Dans leur demande de consultations, datée du 17 avril 1996, les CE ont affirmé que les mesures prises conformément à la Proclamation présidentielle n° 5759 du 24 décembre 1987 (à titre de "compensation" face à la directive

communautaire sur les hormones), qui se traduisaient par une majoration des droits appliquée à des produits en provenance des Communautés européennes, étaient incompatibles avec les articles I<sup>er</sup>, II et XXIII du GATT, ainsi qu'avec les articles 3, 22 et 23 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Le 19 juin 1996, elles ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. Dans leur demande, elles ont par ailleurs indiqué que les États-Unis n'avaient apparemment pas assuré "la conformité de leurs lois, réglementations et procédures administratives avec leurs obligations" découlant de l'OMC, notamment en ce qui concernait l'article 301 de la Loi de 1974 sur le commerce tel qu'il était appliqué dans la présente affaire (article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC). Les États-Unis ont abrogé ces mesures le 15 juillet 1996 et les CE ont décidé de ne pas maintenir leur demande d'établissement de groupe spécial, tout en se réservant le droit de convoquer, si besoin était, une autre réunion de l'ORD à brève échéance.

**11. WT/DS49 – États-Unis – Enquête antidumping concernant les importations de tomates fraîches ou réfrigérées en provenance du Mexique**

Plainte du Mexique. Le 1<sup>er</sup> juillet 1996, le Mexique a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au titre de l'article 17.3 de l'Accord antidumping au sujet de l'enquête antidumping visant les tomates fraîches ou réfrigérées importées du Mexique. Il soutenait qu'il y avait violation des articles VI et X du GATT ainsi que des articles 2, 3, 5, 6 et 7.1 de l'Accord antidumping. Il considérait par ailleurs qu'il s'agissait d'un cas d'urgence et que les procédures accélérées prévues aux alinéas 8 et 9 de l'article 4 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends étaient applicables. Le Département du commerce des États-Unis a indiqué, dans des communiqués officiels, que l'affaire avait été réglée.

**12. WT/DS57 – Australie – Système de crédits à l'importation pour les textiles, les vêtements et les chaussures**

Plainte des États-Unis. Cette demande, datée du 7 octobre 1996, concernait une plainte des États-Unis au sujet des subventions qui étaient accordées et maintenues par l'Australie pour les ouvrages en cuir dans le cadre du système de crédits à l'importation pour les textiles, les vêtements et les chaussures. Les États-Unis considéraient qu'il y avait violation de l'article 3 de l'Accord SMC. Ils invoquaient également l'article 30 de l'Accord SMC, dans la mesure où il incorpore par référence l'article XXIII:1 du GATT de 1994. Dans un communiqué officiel du 25 novembre 1996, le Bureau du Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales à Washington a indiqué que l'affaire avait été réglée.

**13. WT/DS77 – Argentine – Mesures visant les textiles et les vêtements**

Plainte des Communautés européennes. Cette demande, datée du 17 avril 1997, concerne divers droits spécifiques imposés sur les textiles, les vêtements et les chaussures qui auraient entraîné un relèvement des droits et conduit à des droits appliqués supérieurs à la consolidation de 35 pour cent consentie par l'Argentine. Les CE estimaient que ces mesures étaient contraires aux engagements pris par l'Argentine au titre de l'article II du GATT de 1994 et également au titre de l'article 7 de l'ATV. Voir la plainte similaire déposée par les États-Unis dans l'affaire WT/DS56 qui est actuellement examinée par un groupe spécial. Le 10 septembre 1997, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 16 octobre 1997, l'ORD a établi un groupe spécial. Les États-Unis ont réservé leurs droits de tierce partie. Le Groupe spécial a suspendu ses travaux à la demande des CE, le 29 juillet 1998. Conformément à l'article 12:12 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, le pouvoir du Groupe spécial est devenu caduc le 29 juillet 1999, 12 mois s'étant écoulés depuis la suspension des travaux dudit groupe.

**14. WT/DS88 – États-Unis – Mesure affectant les marchés publics**

Plainte des Communautés européennes. Cette demande, datée du 20 juin 1997, concernait une loi promulguée par le Commonwealth du Massachusetts le 25 juin 1996, intitulée Loi réglementant les marchés passés par l'État avec des entreprises qui font du commerce avec la Birmanie (Myanmar). Cette loi dispose, en substance, que les autorités publiques du Commonwealth du Massachusetts ne sont pas autorisées à passer des marchés de produits ou de services avec les personnes qui commercent avec la Birmanie. Les CE considèrent que, puisque l'offre faite par les États-Unis dans le cadre de l'Accord sur les marchés publics concerne aussi le Massachusetts, cette loi contrevient aux articles VIII b), X et XIII de cet accord. Les CE estiment également qu'elle annule les avantages résultant pour elles de l'AMP et entrave la réalisation des objectifs de l'Accord, y compris le maintien de l'équilibre des droits et des obligations. Le 8 septembre 1998, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 21 octobre 1998, l'ORD a établi un groupe spécial. Le Japon a réservé ses droits de tierce partie. L'ORD est convenu que, conformément à l'article 9:1 du Mémoire d'accord, un seul groupe spécial examinerait ce différend conjointement avec l'affaire WT/DS95 ci-après. Accédant à la demande des plaignants datée du 10 février 1999, le Groupe spécial est convenu de suspendre ses travaux conformément à l'article 12:12 du Mémoire d'accord (s'applique également à l'affaire WT/DS95 ci-dessous). Étant donné qu'il n'a pas été demandé au Groupe spécial de reprendre ses travaux, conformément à l'article 12:12 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, le pouvoir conféré pour l'établissement du Groupe spécial est devenu caduc le 11 février 2000 (ce qui vaut également pour l'affaire WT/DS95 ci-dessous).

**15. WT/DS89 – États-Unis – Imposition de droits antidumping sur les importations de récepteurs de télévision en couleur en provenance de Corée**

Plainte de la Corée. Cette demande, datée du 10 juillet 1997, concernait l'imposition par les États-Unis de droits antidumping sur les importations de récepteurs de télévision en couleur (téléviseurs couleur) en provenance de son territoire. La Corée affirmait que pendant les 12 dernières années, les États-Unis avaient maintenu en vigueur une ordonnance antidumping visant les téléviseurs couleur fabriqués par Samsung, malgré l'absence de dumping et la cessation des exportations coréennes, sans n'avoir jamais réexaminé la nécessité de continuer d'imposer ces droits. Elle estimait que ce faisant les États-Unis contrevenaient aux articles VI:1 et VI:6 a) du GATT de 1994 et aux articles 1<sup>er</sup>, 2, 3.1, 3.2, 3.6, 4.1, 5.4, 5.8, 5.10, 11.1 et 11.2 de l'Accord antidumping. Le 6 novembre 1997, la Corée a demandé l'établissement d'un groupe spécial. Le 5 janvier 1998, elle a informé l'ORD qu'elle retirait sa demande d'établissement d'un groupe spécial, mais se réservait le droit de la présenter de nouveau. À la réunion de l'ORD du 22 septembre 1998, la Corée a annoncé qu'elle retirait définitivement sa demande d'établissement d'un groupe spécial parce que l'imposition de droits antidumping avait maintenant été abrogée.

**16. WT/DS95 – États-Unis – Mesure affectant les marchés publics**

Plainte du Japon. Cette demande, datée du 18 juillet 1997, concernait la même question que celle qui a été soulevée par les CE dans l'affaire WT/DS88 évoquée ci-dessus. Le 8 septembre 1998, le Japon a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 21 octobre 1998, l'ORD a établi un groupe spécial. L'ORD est convenu que, conformément à l'article 9:1 du Mémoire d'accord, un seul groupe spécial examinerait ce différend conjointement avec l'affaire WT/DS88 ci-dessus.

**17. WT/DS101 – Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose en provenance des États-Unis**

Plainte des États-Unis. Le 4 septembre 1997, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec le Mexique concernant une enquête antidumping menée par ce pays sur le sirop de maïs à haute teneur en fructose en provenance des États-Unis, qui a abouti, le 25 juin 1997, à la détermination préliminaire de l'existence d'un dumping et d'un dommage et à l'imposition de mesures provisoires visant les importations de sirop de maïs à haute teneur en fructose en provenance des États-Unis qui en a résulté. Les États-Unis estimaient qu'il y avait violation des articles 5.5, 6.1.3, 6.2, 6.4 et 6.5 de l'Accord antidumping.

Le 8 mai 1998, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations au sujet de la même enquête antidumping qui avait abouti à l'imposition de mesures antidumping définitives sur les importations mentionnées en provenance des États-Unis. Voir les documents WT/DS132 et WT/DS132/RW.

**18. WT/DS106 – Australie – Subventions accordées aux producteurs et exportateurs de cuir pour automobiles**

Plainte des États-Unis. Cette demande, datée du 10 novembre 1997, concernait les subventions prohibées que l'Australie accordait prétendument à ses producteurs et exportateurs de cuir pour automobiles. Les États-Unis estimaient que ces mesures étaient contraires à l'article 3 de l'Accord sur les subventions. Le 9 janvier 1998, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 22 janvier 1998, l'ORD a établi un groupe spécial conformément à la procédure accélérée prévue dans l'Accord sur les subventions. Le 11 juin 1998, les États-Unis ont retiré leur demande d'établissement d'un groupe spécial (voir également l'affaire WT/DS126).

**19. WT/DS181 – Colombie – Mesure de sauvegarde appliquée aux importations de filaments simples de polyesters en provenance de Thaïlande**

Plainte de la Thaïlande. Les 28 et 29 septembre 1998, suite à la demande présentée par la Colombie au titre de l'article 6:7 de l'ATV, des consultations se sont tenues entre la Thaïlande et la Colombie au sujet des importations de filaments simples de polyesters (position tarifaire 5402.43) en provenance de Thaïlande et à destination de la Colombie. Les consultations ayant échoué, la Thaïlande a demandé l'établissement d'un groupe spécial le 7 septembre 1999 pour régler le différend. Il était allégué que la mesure de sauvegarde de la Colombie était incompatible avec l'article 2 de l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV) concernant l'application d'un mécanisme de sauvegarde transitoire et avec l'article 2 de l'ATV concernant l'introduction et l'application de restrictions par les Membres. Les mesures de sauvegarde imposées par la Colombie le 26 octobre 1998 ont fait l'objet de procédures d'examen en deux étapes par l'Organe de supervision des textiles (OSpT). À sa cinquantième réunion tenue du 16 au 19 novembre 1998, ce dernier a recommandé à la Colombie d'annuler cette mesure. Le 22 décembre 1998, la Colombie a fait savoir à l'OSpT qu'elle n'était pas en mesure de se conformer à sa recommandation et lui en a donné les raisons. À sa cinquante-deuxième réunion tenue du 18 au 20 janvier 1999, l'OSpT a réexaminé la question et a répété sa recommandation invitant la Colombie à annuler immédiatement cette mesure de sauvegarde. À la réunion de l'ORD du 27 octobre 1999, la Thaïlande a annoncé qu'elle retirait sa demande d'établissement d'un groupe spécial, car la mesure de sauvegarde avait été éliminée.

**20. WT/DS193 – Chili – Mesures concernant le transport en transit et l'importation d'espadons**

Plainte des Communautés européennes. Le 19 avril 2000, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec le Chili concernant l'interdiction de débarquer des espadons dans les ports chiliens instituée en vertu de l'article 165 de la Loi générale du Chili sur la pêche et l'aquaculture (Ley General de Pesca y Acuicultura), telle qu'elle a été codifiée par le Décret suprême n° 430 du 28 septembre 1991 et prorogée par le Décret n° 598 du 15 octobre 1999.

Les CE affirmaient que leurs navires de pêche naviguant dans le Pacifique du Sud-Est n'étaient pas autorisés, d'après la loi chilienne, à débarquer des espadons dans les ports chiliens, que ce soit pour l'entreposage à terre ou pour le transbordement sur d'autres navires. Les CE estimaient que le Chili empêchait ainsi le transport en transit des espadons dans ses ports. Elles alléguaient que les mesures susmentionnées étaient incompatibles avec le GATT de 1994, et en particulier les articles V et XI de cet accord.

À sa réunion du 12 décembre 2000, l'ORD a établi un groupe spécial conformément à la demande des CE. L'Australie, le Canada, l'Équateur, les États-Unis, l'Inde, la Nouvelle-Zélande, la Norvège et l'Islande ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 23 mars 2001, les CE ont informé le Directeur général de l'OMC et le Président de l'ORD qu'elles étaient convenues de suspendre la procédure de constitution du Groupe spécial. Le 28 mars 2001, le Chili a fait de même.

Le 12 novembre 2003, les parties au différend ont informé le Président de l'ORD qu'elles étaient convenues de maintenir la suspension de la procédure de constitution du Groupe spécial.

**21. WT/DS227 – Pérou – Taxes sur les cigarettes**

Plainte du Chili. Le 1<sup>er</sup> mars 2001, le Chili a demandé l'ouverture de consultations avec le Pérou concernant le Décret suprême n° 158–99–EF du Pérou du 25 septembre 1999 portant modification des Appendices III et IV de la Loi concernant la taxe générale sur les ventes et l'impôt sélectif sur la consommation, dans lesquels sont énumérés les produits assujettis à l'impôt sélectif sur la consommation. L'article 1B de ce Décret modifiait le régime de taxation applicable aux cigarettes de tabac brun, aux cigarettes de qualité ordinaire de tabac blond et aux cigarettes de qualité supérieure de tabac blond, en instaurant une taxe spécifique distincte pour chacune de ces catégories de cigarettes, qui allait de 0,025 sol à 0,100 sol par unité.

D'après le Chili, la différence dans le montant de la taxe paraissait être fonction uniquement du nombre de pays dans lesquels étaient commercialisées les différentes marques de cigarettes, à savoir plus de trois ou moins de trois pays, critère à propos duquel le gouvernement chilien se déclarait préoccupé, car celui-ci pouvait avoir pour effet d'introduire une discrimination à l'encontre des cigarettes importées du Chili, par exemple, lesquelles, du fait qu'elles étaient commercialisées dans plus de trois pays, étaient soumises à une taxe plus élevée que celle qui s'appliquait aux cigarettes de marque locale. D'après lui, cette situation, qui portait préjudice aux Chiliens exportant des cigarettes vers le Pérou, pouvait constituer une infraction aux dispositions du GATT de 1994 et, en particulier, sans toutefois s'y limiter nécessairement, à l'article III:2 du GATT de 1994 et à la jurisprudence constante de l'Organe d'appel en la matière.

À sa réunion du 24 juin 2001, l'ORD a établi un groupe spécial conformément à la demande du Chili. Aucun Membre n'a réservé ses droits de tierce partie.

Le 12 juillet 2001, le Chili a annoncé son intention de retirer sa plainte au motif que la mesure contestée, à savoir le régime spécifique de l'impôt sélectif sur la consommation appliqué aux cigarettes par le Pérou, avait été modifiée le 30 juin 2001 par le Décret suprême n° 128-2001 du Ministère péruvien de l'économie et des finances, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2001. Depuis cette date, les cigarettes étaient soumises au régime commun de l'impôt sélectif sur la consommation, c'est-à-dire à un taux de 100 pour cent, quels que soient leur origine, leur prix, leur type ou la qualité du tabac et/ou le nombre de marchés sur lesquels elles étaient commercialisées. Cette modification du régime fiscal applicable aux cigarettes faisait suite à la décision du Tribunal constitutionnel du Pérou en date du 19 juin 2001.

**22. WT/DS228 – Chili – Mesures de sauvegarde concernant le sucre**

Plainte de la Colombie. Le 19 mars 2001, la Colombie a demandé l'ouverture de consultations avec le Chili concernant des mesures de sauvegarde définitives applicables au sucre. Cette demande a été annulée et remplacée par celle distribuée sous la cote WT/DS230 et mentionnée précédemment.

**23. WT/DS240 – Roumanie – Prohibition à l'importation de blé et de farine de blé**

Plainte de la Hongrie. Le 18 octobre 2001, la Hongrie a demandé l'ouverture de consultations avec la Roumanie au sujet du Décret conjoint du Ministère de l'agriculture, de l'industrie alimentaire et de la sylviculture n° 119069 (16 juillet 2001), du Ministère de la famille et de la santé n° 495 (18 juillet 2001) et de l'Office national de la protection des consommateurs n° 1/3687 (19 juillet 2001) prohibant l'importation de blé et de farine de blé qui ne satisfait pas à certaines prescriptions en matière de qualité.

La Hongrie a allégué notamment:

- que la prohibition à l'importation a été imposée d'une manière incompatible avec les obligations de la Roumanie au titre de l'article XI:1 du GATT de 1994, et
- que la mise en place des prescriptions en matière de qualité susmentionnées est contraire à l'article III:4 du GATT de 1994 parce que les produits d'origine nationale ne sont pas soumis aux mêmes prescriptions en matière de qualité.

Le 30 octobre 2001, la Hongrie a demandé l'ouverture de consultations avec la Roumanie conformément à la procédure d'urgence prévue à l'article 4:8 du Mémorandum d'accord. Le 27 novembre 2001, la Hongrie a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 10 décembre 2001, l'ORD a reporté l'établissement du groupe spécial. Le 10 décembre 2001, la Hongrie a demandé la tenue d'une réunion extraordinaire de l'ORD afin d'établir un groupe spécial. Le 20 décembre 2001, suite à l'abrogation par la Roumanie de la législation concernant les prescriptions en matière de qualité pour le blé et la farine de blé, la Hongrie a retiré sa demande.

**24. WT/DS255 – Pérou – Traitement fiscal de certains produits importés**

Plainte du Chili. Le 22 avril 2002, le Chili a demandé l'ouverture de consultations avec le Pérou. Cette demande concernait le traitement fiscal réservé par le Pérou aux importations de fruits frais, de légumes, de poissons, de lait, de thé et d'autres produits naturels. Plus précisément, le Chili a expliqué qu'avant l'adoption de la Loi n° 27.614, publiée le 29 décembre 2001, la vente sur le marché péruvien et l'importation au Pérou des produits en question étaient exonérées de la taxe sur les ventes. Suite à l'adoption de la Loi n° 27.614,

l'importation au Pérou de ces produits n'était plus exonérée de la taxe sur les ventes (de 18 pour cent) tandis que la vente de ces produits sur le marché péruvien continuait d'en être exemptée.

Le Chili estimait que la différence de traitement fiscal entre les produits nationaux et les produits importés constituait un manquement du Pérou aux engagements qu'il a pris en matière de traitement national aussi bien:

- au niveau bilatéral: article 19 de l'Accord de complémentarité économique (ACE 38),
- qu'au niveau multilatéral (OMC): article III du GATT de 1994. À cet égard, le Chili a estimé que la Loi n° 27.614, du fait qu'elle disposait que l'exonération de la taxe sur les ventes s'appliquait uniquement aux ventes à l'intérieur du Pérou mais non aux importations, était incompatible avec l'article III du GATT de 1994.

Le Chili a avancé que la mesure ci-dessus nuisait à la compétitivité des exportations chiliennes de ses produits au Pérou, en particulier, mais pas uniquement, aux exportations de pommes, de raisins de table et de pêches.

Étant donné que les produits affectés par la mesure étaient des produits naturels et donc périssables, le Chili a invoqué la procédure de consultation en cas d'urgence prévue à l'article 4:8 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends et a d'ores et déjà annoncé qu'il recourrait aux procédures de groupe spécial et de l'Organe d'appel accélérées visées à l'article 4:9 du Mémorandum d'accord.

Le 8 mai 2002, les États-Unis ont demandé à participer aux consultations.

Le 13 juin 2002, le Chili a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 24 juin 2002, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Le 26 juillet 2002, le Chili a demandé que sa deuxième demande d'établissement d'un groupe spécial soit retirée de l'ordre du jour de la réunion de l'ORD du 29 juillet 2002.

Le 25 septembre 2002, le Chili a informé l'ORD qu'il retirait cette plainte dès lors que le Pérou avait abrogé l'article 2 de la Loi n° 27.614 et que les mesures faisant l'objet du litige avaient été supprimées.

---